

Le Système Totalitaire 1951

Hannah ARENDT

**Traduit de l'américain par
Jean-Loup BOURGET,
Robert DAVREU et Patrick LEVY**

Note du copiste :

En parcourant les rayons de vieux livres exposés dans la hangar d'Emmaüs, je suis tombé sur un exemplaire de ce livre édité en 1951 et réédité plusieurs fois depuis la fin de la guerre 1939-1945.

Ce fut une période tragique pour nos familles : grands-parents et parents qui ont vécu dans les camps de détention (stalag) ou les camps d'extermination (Auchwitz, Burkenau.... et beaucoup d'autre). Une voix s'est élevée il y a quelques années pour contester l'existence des chambres à gaz, cette voix de Bernard Faurisson est à nouveau disponible dans un entretien-reportage qui peut être visionné sur Youtube, sera difficile à faire taire ; d'autant qu'elle est reprise par un autre "fan" en la personne de Jean-marie Le Pen qui déclare les chambres à gaz comme un "détail de l'histoire".

Devant la montée des nationalismes et des idéologies (racistes, économiques, les mensonges des médias sous contrôle de l'argent) de notre époque (2017) en Europe et sans doute dans le monde.

Devant les guerres qui se déclarent à nos portes, souvent par nos inconséquences (Irack, Lybie, Syrie...) et nos provocations (cf. déclaration à l'ONU du Général Schwarzkopf en 200 ? au sujet de l'existence présumée (mais reconnues fausse par Tony Blair, et le gouvernement français avant lui) d'armes de destruction massive sur le sol irakiens (la déclaration courageuse du gouvernement français par la voix de Dominique De Villepin à l'ONU), la survenue des attentats dits terroristes (Twin-towers, Paris, Nice, Berlin, ...) sous le contrôle de DAECH.

Devant la compromission des grandes entreprises, qui pour continuer leurs affaires, paient des "taxes-commissions-rançons" à DAECH (Cas de Lafarge selon JL. Mélanchon).

Devant la violence des dirigeants européens face au peuple grec, des exigences surhumaines, des transformations violentes

demandées à la société grecque, bien qu'ayant eu connaissance des "exactions comptables" effectuées par les dirigeants grecs de l'époque qui ont par laxisme laissé se développer une administration inefficace. Les dirigeants européens savaient, et ont laissé faire (et aussi encouragé en aidant au délit - cas de Goldman Sachs . Les dirigeants européens continuent à recevoir les fonds des milliardaires grecs dans les banques européennes, mais continuent de demander des efforts à la population locales qui n'est pas à l'origine des exactions.

Devant le comportement des banques et des fonds d'investissements qui disposent de crédits "infinis" pour disséquer les entreprises.

Devant le comportement des banques dites d'affaires pour créer des produits toxiques dont elles sont elles-mêmes les créatrices et les victimes, mais dont les risques sont à la charge des États car elles seraient trop grosses pour disparaître. Aucun banquier n'a été inquiété ... !

Je me suis posé la question de savoir si le régime politique qui se déploie avec cynisme depuis le "traité de Rome" ne créé par les conditions de survenue d'un régime autoritaire et tyrannique en Europe même. Ne constatons-nous pas l'impossibilité de modifier quoi que ce soit aux réglementations européennes en raison de l'existence de tout petits États peu industrialisés faire du "dumping fiscal, social" aux États plu riches qui les ont fait sortir de leur misérable condition de satellites de l'URSS ?

Peut-on être un "européen" convaincu et critiquer ce qui se construit à travers une "Commission Européenne" composée de hauts fonctionnaires non élus qui dictent (par les directives qu'ils rédigent) les lois à mettre en œuvre dans les pays de la communauté (cf. loi dite "El Komry" en France, la directive Bolkeshtein pour les travailleurs détachés ; directive très mal rédigée car elle permet le "dumping social" alors qu'il faudrait au contraire promouvoir "par le haut" une législation sociale de haut niveau en Europe). Seul le

Président de la Commission est "désigné" par les chefs d'État et de Gouvernements.

Ce texte assez ancien m'a dirigé dans la critique de cet état de fait que nous vivons au quotidien. Le chômage qui s'accroît (celui de nos enfants) la fragilité organisée de l'emploi, la peur qui s'installe dans les têtes (pas celle des quelques attentats – qu'il faut d'ailleurs traiter : mais de quelle manière : par les mitrailleuses, les assassinats ciblés par des drones cf. "Ce qu'un chef d'état ne devrait pas dire" (F. Hollande). La misère s'installe dans les villes et les banlieues chez les personnes âgées mais surtout chez les jeunes qui vieillissent sans jamais avoir travaillé ni avoir vécu la Politique (cet objet social confisqué par les élus pour 5 ans...)

Voilà je vous livre ce texte à penser pour trouver ensemble les réponses adaptées aux heures que nous vivons.

Bonne lecture.

Notes ; il y a des annotations très personnelles qui n'engagent que moi. Elles sont repérées par ** en plus du numéro d'ordre.

INTRODUCTION

I

Le manuscrit des Origines totalitarisme fut terminé à l'automne 1949, soit plus de quatre après la défaite de l'Allemagne hitlérienne, moins de quatre ans après la mort de Staline. La première édition du livre parut en 1951. Rétrospectivement, les années que j'ai passées à l'écrire, à partir de 1945, fut, apparaissent comme la première période de calme relatif qui a succédé à des décennies de tumultes de confusions et d'horreur pure et simple : révolution qui suivirent la Première guerre mondiale, essor des mouvements totalitaires et usure du régime parlementaire, puis toutes sortes de tyrannies nouvelles, fascistes et semi-fascistes, dictatures du parti unique et de l'armée, enfin établissement apparemment solide de régimes totalitaires s'appuyant sur les masses¹ : en Russie, en 1929, l'année de ce

1 Le fait que le régime totalitaire, malgré l'évidence de ses crimes, s'appuie sur les masses, est profondément troublant. Aussi n'est-il guère surprenant de voir spécialistes et hommes d'État souvent refuser de reconnaître un tel fait. Les premiers croient aux vertus magiques de la propagande et du lavage de cerveau, les seconds, par exemple Adenauer à maintes reprises, en nient simplement l'existence. Une publication récente de rapports secrets sur l'opinion publique en Allemagne pendant la guerre (de 1939 à 1944), émanant du service de sécurité des S.S. (Meldungen aus dem Reich . Auswahl aus den geheimen Lageberichten des Sicherheitsdienstes der S.S. 1939-1944, présenté par Heinz Boberach, Neuwied et Berlin, 1965) est très instructive à cet égard. Elle montre d'abord que **la population était remarquablement bien informée de tous les**

qu'aujourd'hui on appelle souvent la "seconde révolution", et en Allemagne, en 1933.

Avec la défaite de l'Allemagne nazie, une partie de cette histoire avait trouvé sa conclusion. Pour la première fois, le moment semblait venu de considérer les événements contemporains avec le regard rétrospectif de l'historien et le zèle analytique du spécialiste des sciences politiques. C'était la première occasion d'essayer de dire et de comprendre ce qui s'était passé, mais non plus avec une horreur sans voix. C'était de toute façon, la première fois qu'il était possible d'articuler et d'élaborer les questions en compagnies desquelles ma génération avait été forcée de vivre pour la meilleure part de sa vie adulte : Qu'est-ce qui s'est passé ? Pourquoi cela s'est-il passé ? Comment cela a-t-il été possible ? En effet, de la défaite allemande qui laissait derrière elle un pays en ruine et une nation qui avait le sentiment d'en être arrivé au "point zéro" de son histoire avaient émergé, virtuellement intacte, des montagnes de papier, une surabondance de matériel documentaire concernant tous les aspects des douze ans qu'avait réussi à durer le Tausendjähriges Reich² de Hitler. Les premières et généreuses sélections de cet embarras et richesses, qui aujourd'hui encore sont très loin d'être adéquatement publiées et examinées, commencèrent à apparaître en liaison avec le procès des principaux criminels de guerre (Nuremberg 1946), douze volumes de la Conspiration et l'Aggression nazies³.

prétendus secrets (massacres de juifs en Pologne, préparation de l'attaque contre la Russie etc.), et ensuite, "dans quelle mesure les victimes de la propagande étaient restées capables de former des opinions indépendantes" (p. XVIII-XIX). Quoi qu'il en soit, l'important est que cela n'ait nullement affaibli le soutien général dont bénéficiait le régime hitlérien. Il est bien évident que **le soutien apporté au totalitarisme par les masses ne s'explique ni par l'ignorance ni par le lavage de cerveau.**

- 2 Adolf Hitler wollte **ein Tausendjähriges Reich schaffen**, aber bereits nach 12 Jahren lag Deutschland in Schutt und Asche - Adolphe Hitler voulait **créer un Reich qui durerait mille ans**; après 12 ans seulement, l'Allemagne était réduite. (Selon le dictionnaire en ligne Linguee).NdC
- 3 Dès le début, la recherche et la publication du matériel documentaire ont été liées à l'investigation des activités criminelles, et la sélection a généralement été faite dans le but de poursuivre les criminels de guerre. Par conséquent, on a négligé une grande quantité de matière hautement intéressante. Le livre mentionné à la note 1 est une très heureuse exception à cette règle.

Cependant, des quantités considérables de matériels nouveaux, documentaire et autre, portant sur le régime nazi, étaient devenues accessibles dans les bibliothèques et les archives, lorsque en 1958 parut la deuxième édition (en livre de poche). Ce que j'appris alors était intéressant, certes, mais n'appelait pas de changements essentiels, ni dans l'analyse ni dans l'argument de ma présentation originale. Dans les notes, il parut souhaitable de remplacer et d'ajouter de nombreuses citations, et le texte fut sensiblement augmenté. Mais ces changements avaient tous un caractère technique. En 1949, on ne connaissait les documents de Nuremberg que partiellement et en traduction anglaise, et un grand nombre de livres, de pamphlets et de magazines publiés en Allemagne entre 1933 et 1945 n'avaient pas été accessibles. D'autre part, dans un certain nombre d'additions, je pris en considération certains des événements les plus importants qui suivirent la mort de Staline – la crise de succession et le discours de Khrouchtchev devant le XX^e congrès du parti – ainsi que des informations nouvelles, émanant de publications récentes, sur le régime stalinien. De plus, il y avait certains aperçus d'un caractère strictement théorique, qui sont en relation étroite avec mon analyse des éléments de la domination totale, et en possession desquels je n'étais pas lorsque j'achevai le manuscrit original, qui se terminait sur de peu concluantes "Remarques en manière de conclusion". Le dernier chapitre de la présente édition, "Idéologie et terreur", a remplacé ces "Remarques" qui, dans la mesure où elles semblaient encore valides, ont été réparties dans d'autres chapitres. A la deuxième édition, j'avais ajouté un épilogue où je discutais brièvement l'introduction du système russe dans les pays satellites, et la révolution hongroise. Cette discussion, écrite beaucoup plus tard, avait un ton différent puisqu'elle traitait d'événements contemporains, et de nombreux détails en sont dépassés. Je l'ai maintenant éliminé, et tel est le seul changement substantiel de la présente édition par rapport à la deuxième (en livre de poche).

Il est évident que la fin de la guerre ne signifia pas la fin du

régime totalitaire en Russie. Au contraire, elle fut suivie par la bolchevisation de l'Europe orientale, c'est-à-dire par l'extension du régime totalitaire, et la paix n'offrit rien de plus qu'un tournant significatif à partir duquel analyser les ressemblances et les différences des deux régimes totalitaires dans leurs méthodes et dans leurs institutions. Ce n'est pas la fin de la guerre, mais la mort de Staline huit ans plus tard, qui fut décisive ? Rétrospectivement, il semble que cette mort ne fut pas simplement suivie par une crise de succession et un "dégel" provisoire jusqu'à ce qu'un nouveau chef se fût affirmé, mais bien par un processus authentique quoique toujours ambigu, de libéralisation. Aussi, du point de vue des événements, n'y a-t-il pas lieu de mettre à jour cette partie de mon récit ; et notre connaissance de la période en question n'a pas changé fondamentalement pour appeler des additions et des révisions étendues. Au contraire de l'Allemagne, où Hitler utilisa consciemment "sa" guerre pour développer et, pour ainsi dire, parfaire le régime totalitaire, la période de la guerre, en Russie, vit se relâcher provisoirement la domination totale. Dans la perspective qui est la mienne, ce sont les années 1929-1941 et 1945-1953 qui présentent un intérêt central, et, pour ce qui les concerne, nos sources sont aussi rares et de la même nature qu'en 1958 ou même en 1949. Rien ne s'est passé, rien ne semble devoir se passer dans le futur, qui nous apporte la même conclusion sans équivoque ou le même témoignage horriblement précis et irréfutable, que dans le cas de l'Allemagne nazie.

Seule addition importante à nos connaissances, le contenu des archives de Smolensk (publiées en 1958 par Merle Fainsod) a montré à quel point la pénurie du matériel documentaire et statistique le plus élémentaire demeure l'obstacle décisif à toutes les recherches sur cette période de l'histoire de la Russie. En effet, bien que les archives (découvertes au quartier général du Parti de Smolensk par les services de renseignements allemands et plus tard saisies par les forces d'occupation américaines en Allemagne) contiennent quelque

200 000 pages de documents et soient virtuellement intactes pour la période de 1917 à 1938, c'est la quantité d'informations qu'elles ne nous fournissent pas qui est stupéfiante. Malgré "une abondance de matière presque inclassable sur les purges" de 1929 à 1937, elles ne contiennent aucune indication du nombre des victimes ni aucune donnée statistique d'importance vitale. Chaque fois que des chiffres sont donnés, ils sont désespérément contradictoires, les diverses organisations donnant toutes des ensembles différents, et tout ce que nous apprenons avec certitude est que beaucoup des statistiques, si tant est qu'elles existèrent jamais, furent retenues à la source par ordre du gouvernement⁴. D'autre part, les archives ne contiennent aucun renseignement sur les rapports entre les différentes branches de l'autorité, "entre le parti, les militaires et le N. K. V. D.", où entre le parti et le gouvernement, et se taisent sur les filières de communication et de commandement. En bref, nous n'apprenons rien de la structure d'organisation du régime, sur laquelle nous sommes si bien informés en ce qui concerne l'Allemagne nazie⁵. En d'autres termes, si l'on a toujours su que les publications soviétiques officielles avaient des fins de propagande et n'étaient nullement sûres, il apparaît maintenant que les sources sûres et le matériels statistique n'ont probablement jamais existé nulle part.

C'est une question sérieuse que de savoir si une étude du totalitarisme peut se permettre d'ignorer la révolution chinoise. Aujourd'hui encore, plus de vingt-cinq ans après l'établissement d'une dictature communiste, notre connaissance des événements passés et présents en Chine est moins assurées que celle que nous avons de la Russie dans les années 1930, d'abord parce que le pays a réussi à se protéger plus complètement des observateurs étrangers, mais surtout parce qu'il ne s'est pas trouvé de transfuge de rang élevé du parti communiste chinois pour nous venir en aide : c'est là du reste en soi un phénomène hautement significatif. Tout ce que nous savons

4 Voir Merle Fainsod, *Smolensk sous la domination soviétique*, Cambridge, 1958, p. 210, 306, 365, etc. [traduction française : *Smolensk à l'heure de Staline*, Fayard, 1967 (Note de l'éditeur)].

5 *Ibid.*, p. 76, 93.

d'une manière certaines indique des différences essentielles avec le totalitarisme. Après une phase initiale très sanglante – le nombre des victimes au cours des premières années de la dictature peut être évalué à quinze millions, soit environ trois pour cent de la population de 1949 – et après la disparition de toute opposition organisée, il n'y a pas eu accroissement de la terreur, pas de massacre d'innocents, pas de recours à la catégorie d'"ennemis objectifs", pas de procès à grand spectacle, en dépit d'un grand nombre de confessions publiques et d'autocritiques, et même durant la "révolution culturelle" avec le chaos et les excès qu'elle a engendrés, pas de crimes hors du commun, rien d'une amplitude comparable aux pertes en vies humaines de la "seconde révolution" de Staline. Le fameux discours de Mao en 1957 "De la juste solution des contradictions au sein du peuple", habituellement connu sous le titre trompeur : "Laissons fleurir les fleurs", n'était certes pas un plaidoyer pour la liberté, mais c'était la première contribution originale et substantielle à la théorie marxiste depuis la mort de Lénine : elle reconnaissait, en fait, des contradictions non antagonistes entre les classes et surtout entre le peuple et le gouvernement sous la dictature communiste. La manière d'agir à l'égard des opposants, la "rectification de pensée" était une procédure élaborée de modelage et de remodelage des cerveaux, auxquels presque toute la population paraît être soumise de temps à autre. Nous n'avons jamais très bien su comment cela était pratiqué dans la vie de tous les jours, qui en était chargé et qui en était exempté, et nous n'avons pas d'indication sur les résultats du "lavage de cerveau" : a-t-il des résultats durables aboutissant à de sensibles modifications de la personnalité ou constitue-t-il un pur et simple rituel ? Pendant la "révolution culturelle" caractérisée par des attaques concertées contre la hiérarchie bureaucratique en place, la pratique de la "rectification de pensée" fut dénoncée comme une hypocrisie à grande échelle, véritable "terre nourricière de la contre-révolution". En fait de terreur – car c'est bien de cela qu'il s'agit – c'est une terreur d'un genre différent ; quels qu'en soient les résultats, elle n'a pas

abouti à décimer la population. L'intérêt national, le bien-être du peuple tout entier, est resté le critère décisif dans les affaires intérieures comme dans les affaires étrangères : c'est ce qui a permis au pays, sans aucune aide extérieure, de se développer dans la paix et d'éviter le retour de désastres comme la famine et les inondations auxquelles il était autrefois sous comme les autres pays asiatiques ; on a eu recours avec succès à la compétence des descendants de l'ancienne classe dirigeante, ce qui paraît avoir permis de maintenir le niveau universitaire et professionnel, malgré les désordres de la révolution culturelle. Certains traits totalitaires de la politique étrangère chinoise, comme l'insistance à réhabiliter Staline et à dénoncer comme des déviations "révisionnistes" les efforts russes sous Khrouchtchev pour remettre en cause le totalitarisme, le noyautage des mouvements révolutionnaires étrangers par des agents chinois et la reconstitution du Komintern sous la direction de Pékin, tout cela constituait des signes inquiétants mais paraît avoir été abandonné au cours des dernières années. En tout cas, il a toujours été clair que la "pensée" de Mao Tsé-toung ne s'est pas développée selon les voies tracées par Staline (ou par Hitler, en l'occurrence), qu'il est profondément un révolutionnaire et non un assassin. Tout cela semble contredire certaines inquiétudes exprimées dans ce livre et justifier l'omission de la dictature chinoise dans l'examen du phénomène de domination totale.

Cependant, la difficulté la plus grave qui s'est développée de notre côté pour un examen sérieux de ces questions paraît sur le point de disparaître. Car la "contre-idéologie" officielle héritée de la guerre froide, l'anticommunisme, qui tendait elle aussi à devenir "internationale comme organisation, visant à tout embrasser dans sa perspective idéologique, et globale dans sa visée politique", ne facilitait pas les choses en matière de théorie et de pratique politiques. Elle nous amenait à construire notre propre fiction, si bien que nous nous refusions à distinguer les différents types de dictatures communistes à parti unique, auxquels nous étions confrontés dans le

monde réel, du véritable régime totalitaire. L'essentiel, bien sûr, n'est pas que la Chine communiste soit différente de la Russie communiste, ni que la Russie de Staline fût différente de l'Allemagne de Hitler. L'ivrognerie et l'incompétence, qui occupent une part si importante de toute description de la Russie dans les années 1920 et 1930 et qui sont répandues aujourd'hui encore, ne jouèrent absolument aucun rôle dans l'histoire de l'Allemagne nazie. Inversement, l'innombrable cruauté gratuite des camps de concentration et d'extermination allemands semble avoir été l'exception dans les camps russes, où les prisonniers périrent à cause de la négligence plus que de la torture. La corruption, péché originel de l'administration russe, exista aussi pendant les dernières années du régime nazi mais, apparemment est restée inconnue de la Chine, après la révolution. On pourrait multiplier les différences de ce genre ; elles sont hautement significatives et font partie intégrante de l'histoire nationale des pays respectifs, mais elles n'ont pas d'incidence directe sur la forme du régime. Sans aucun doute, la monarchie absolue fut chose très différente en Espagne, en France, en Angleterre, en Prusse ; pourtant elle fut partout la même forme de régime. Dans notre contexte, le point décisif est que le régime totalitaire diffère des dictatures et des tyrannies ; de distinguer entre celui-là et celles-ci n'est nullement un point d'érudition qu'on pourrait tranquillement abandonner aux "théoriciens", car la domination totale est la seule forme de régime avec laquelle la coexistence ne soit pas possible.

Aussi avons-nous toutes les raisons d'utiliser le mot "totalitaire" avec parcimonie et prudence. D'autre part, nous avons toutes les raisons d'être fort inquiets. Nous assistons maintenant en Chine à la première purge de parti à l'échelle nationale et à des menaces de massacres non voilées. Si ces menaces étaient réalisées, il se pourrait bien qu'elles créent ces mêmes conditions que nous connaissons si bien par la Russie stalinienne. Nous ne connaissons pas les causes de ce brusque développement, "dont on dit qu'il a surpris même les plus

expérimentés des fonctionnaires chinois" (Max Frankel, dans le New York Times du 26 juin 1966), nous ne savons pas s'il est le dénouement, et d'une lutte de succession soigneusement cachée, ou la suite des récents désastres chinois dans les relations internationales. Mais les dénonciations hystériques d'une "contre-révolution bourgeoise" qui n'existe évidemment pas, prétendument aidée et encouragée par des "révisionnistes" à l'intérieur du parti, et par des "serpents à sonnettes" et des "herbes vénéneuses" parmi les intellectuels, pourraient aisément introduire ce même changement de régime qui, telle une "seconde révolution", abolit la dictature de Lénine pour établir le règne totalitaire de Staline. Quoi qu'il en soit, de telles observations ne sont encore que pures spéculations, et le fait demeure que la Chine est encore moins connue que la Russie ne l'était pendant sa pire période. Il serait présomptueux même d'ébaucher une analyse de sa forme de régime actuelle, ne serait-ce que parce que cette forme n'a pas encore été établie.

Contraste saisissant avec la rareté et l'incertitude des nouvelles sources de renseignements, nous voyons depuis quinze ans proliférer les études de toutes les variétés de dictatures nouvelles, qu'elles soient totalitaires ou non. C'est, bien entendu, particulièrement vrai de l'Allemagne nazie et de la Russie soviétique. Il existe maintenant de nombreux ouvrages qui sont absolument indispensables à toute recherche ultérieure sur le sujet, et j'ai fait de mon mieux pour compléter mon ancienne bibliographie en conséquence. (La deuxième édition ne comportait pas de bibliographie.) La seule littérature qu'à quelques exceptions près, j'ai délibérément écartée, consiste dans les nombreux mémoires publiés par d'anciens généraux et hauts fonctionnaires nazis après la fin de la guerre. Que ce genre d'apologétique ne brille pas par l'honnêteté, c'est bien compréhensible, et ce n'est pas ce qui nous interdit de le prendre en considération. Mais ces réminiscences manifestent à un degré stupéfiant une absence de compréhension de ce qui s'est réellement passé et du rôle que jouèrent les auteurs eux-mêmes dans le cours des

événements, ce qui les prive de tout intérêt autre que psychologique.

II

En ce qui concerne les preuves, la date à laquelle le livre a été conçu et écrit n'a pas constitué un obstacle aussi grand qu'on aurait pu raisonnablement le penser, et la chose est vraie des deux variétés de totalitarisme, nazie et bolchevique. C'est une des étrangetés de la littérature sur le totalitarisme, que les toutes premières tentatives des contemporains pour écrire l'histoire de celui-ci, qui, selon toutes les règles scientifiques étaient destinées à s'effondrer faute de sources irréprochables et par excès d'engagement émotionnel, ont remarquablement bien résisté à l'épreuve du temps. La biographie de Hitler par Konrad Heiden et celle de Staline par Boris Souvarine, toutes deux écrites et publiées dans les années 1930, sont à tous égards plus importantes que les biographies classiques, par Alan Bullock et Isaac Deutscher respectivement. Il y a sans doute beaucoup de raisons à cela, mais l'une d'elles est certainement le simple fait que les documents, dans les deux cas, ont tendu à confirmer et à compléter ce que l'on avait toujours su par les "déserteurs" haut placés et autres témoins oculaires.

Pour dire les choses un peu brutalement : nous n'avions pas besoin du discours secret de Khrouchtchev pour savoir si Staline avait commis des crimes, ou que cet homme prétendument "suspicieux jusqu'à la folie" avait décidé de placer sa confiance en Hitler. Sur le dernier point, cette confiance prouve précisément que Staline n'était pas fou ; il soupçonnait à juste titre tous les gens qu'il souhaitait ou qu'il était près d'éliminer, c'est-à-dire pratiquement tout le monde aux plus hauts échelons du parti et du gouvernement ; il eut naturellement confiance en Hitler parce qu'il ne lui souhaitait pas de mal. Sur le premier point, les étonnantes révélations de Khrouchtchev, lesquelles – pour la raison évidente que son auditoire

et lui-même étaient directement concernés par l'histoire véridique – dissimulaient infiniment plus qu'elles ne dévoilaient, eurent ce résultat malheureux qu'aux yeux de nombreuses personnes (parmi lesquelles, bien sûr, les spécialistes, avec leur amour professionnel des sources officielles) elle minimisèrent les crimes gigantesques du régime stalinien qui, après tout, ne consistèrent pas seulement à calomnier et à exécuter quelques centaines ou quelques milliers de hautes figures politiques et littéraires, qu'il est toujours possible de "réhabiliter" à titre posthume, mais aussi à exterminer des millions, littéralement incalculables, de gens que personnes, pas même Staline, n'aurait pu soupçonner d'activités "contre-révolutionnaires". C'est précisément en admettant quelques crimes que Khrouchtchev dissimula la culpabilité du régime dans son ensemble, et c'est précisément contre ce camouflage et cette hypocrisie des dirigeants actuels – tous éduqués et promus par Staline – que la jeune génération des intellectuel russes est maintenant en rébellion presque ouverte. Car ils savent tout ce qu'il y a à savoir sur "les purges massives, et la déportation et l'annihilation de peuples entiers"⁶. De plus, l'explication par Khrouchtchev des crimes qu'il admettait – la folle méfiance de Staline – dissimulait l'aspect le plus caractéristique de la terreur totalitaire, qui veut qu'elle se déchaîne lorsque toute opposition organisée a disparu et que le dirigeant totalitaire sait qu'il n'a plus besoin d'avoir peur. C'est particulièrement vrai de l'évolution

6 Aux victimes, estimées de 9 à 12 millions du premier plan quinquennal (1928-1933), il convient d'ajouter les victimes de la grande purge environ 3 millions d'exécutions et de 5 à 9 millions d'arrestations et de déportations. (Cf. l'importante introduction de Robert C ; Tucker, "Staline, Boukharine, et l'histoire en tant que conspiration", à la nouvelle édition des minutes du procès de Moscou en 1938, *Le Procès de la grande purge*, New York, 1965). Mais toutes ces estimations semblent être en deçà des chiffres réels. Elles ne prennent pas en considération les exécutions massives dont on n'a rien su jusqu'au jour où "les forces d'occupation allemandes découvrirent dans la ville de Vinnitsa une fosse commune contenant les corps de milliers de personnes exécutée en 1937 et 1938". (Cf. John A. Armstrong, *La politique du totalitarisme. Le Parti communiste de l'Union soviétique de 1934 à aujourd'hui*. New York, 1961, p.65 s.) Il va sans dire que cette découverte récente fait apparaître les systèmes nazi et bolchevique, encore plus qu'auparavant, comme des variantes du même modèle. On peut voir dans quelle mesure les exécutions massives de l'ère stalinienne sont au centre de l'opposition actuelle, par le procès de Siniavski et de Daniel, dont le *New York Times Magazine* a publié les passages clés le 17 avril 1966, et d'où j'ai tiré mes citations.

de la Russie. Staline ne commença pas ses gigantesques purges en 1928, lorsqu'il admettait "(avoir) des ennemis intérieurs", et qu'il avait peur, non sans raison – il savait que Boukharine le comparait à Gengis Khan et se disait convaincu que la politique de Staline "conduisait le pays à la famine, à la ruine et à un régime policier"⁷, ce qui arriva effectivement. Il commença en 1934, quand tous les anciens opposants eurent "confessé leurs erreurs", et que lui-même, devant le XVII^e congrès du parti, qu'il appelait aussi le "Congrès des Vainqueurs", eut déclaré : "Le présent congrès... n'a plus rien à prouver, ni semble-t-il, personne à combattre."⁸ Ni le caractère spectaculaire ni la décisive importance politique du XX^e congrès du Parti pour la Russie soviétique et le mouvement communiste en général se sont en question. Mais cette importance est de nature politique ; les lueurs que les sources officielles de la période post-stalinienne ont jetées sur ce qui s'était passé auparavant ne devraient pas être confondues avec la lumière de la vérité.

Pour notre connaissance de l'ère stalinienne, la publication par Fainsod des archives de Smolensk, que j'ai déjà mentionnée, est restée de loin la source la plus importante, et il est regrettable que la première sélection n'ait pas encore été suivie par une publication plus étendue et systématique. À en juger par le livre de Fainsod, il y a beaucoup à apprendre sur la période où Staline lutta pour le pouvoir, dans les années 1925 ; nous savons maintenant combien la position

7 Tucker, op. Cit. p. XVII-XVIII.

8 Cité dans Merle Fainsod, *Comment est gouvernée la Russie*, Cambridge, 1959, p.516. Abdurakham Avtorkhanov (dans le *Règne de Staline*, publié sous le pseudonyme d'Uralov à Londres, en 1953) mentionne une réunion secrète du Comité central du Parti en 1936, après les premiers simulacres de procès. Boukharine, y aurait accusé Staline de transformer le parti de Lénine en État policier, et aurait été soutenu par plus de deux tiers des membres. L'anecdote, et spécialement le prétendu soutien de Boukharine par le Comité central, ne semble pas très plausible ; mais même si elle est authentique, si nous considérons que cette réunion eut lieu alors que la grande purge était déjà en plein essor, l'anecdote n'indique pas l'existence d'une opposition organisée, mais bien plutôt l'inverse. La vérité, comme le souligne justement Fainsod, semble être que le "mécontentement général" était fort répandu, spécialement parmi les paysans, et que jusqu'à 1928, "au début du premier plan quinquennal, les grèves... n'étaient pas rares", mais que ces "humeurs oppositionnelles ne se concrétisèrent jamais sous forme de défi organisé au régime", et que vers 1929 ou 1930 " toute alternative organisée avait disparu de la scène", à supposer qu'elle eût jamais existé auparavant. (Cf. Smolensk sous la domination soviétique. p. 449 s.).

du Parti était précaire⁹, non seulement parce que prévalait dans le pays un esprit d'opposition déclarée, mais parce que le parti était pourri par la corruption et l'ivrognerie ; nous savons qu'un anti-sémitisme déclaré accompagnait presque toutes les demandes de libération¹⁰ ; que la poussée vers la collectivisation et le dékoulakisation interrompit en fait la N.E.P., la nouvelle politique économique de Lénine, et avec elle la réconciliation naissante entre le peuple et son gouvernement¹¹ ; nous savons qu'à ces mesures résista farouchement la solidarité de la classe paysanne tout entière, qui décida qu'"il vaut mieux ne pas voir le jour que de rejoindre le kolkhoze^{12"} et refusa de se laisser diviser en paysans riches, moyens et pauvres pour se dresser contre les koulaks¹³ ; "Il y a là quelqu'un qui est pire que ces koulaks et qui ne pense qu'à nous réduire aux abois^{14"} ; et que la situation n'était guère meilleure dans les villes, où les travailleurs refusaient de collaborer avec les syndicats contrôlés par le Parti et qualifiaient la direction de "diables repus", "hypocrites espions", et ainsi de suite¹⁵.

Fainsod souligne à juste titre que ces documents montrent clairement, non seulement un "mécontentement général et profond", mais aussi l'absence de toute "opposition suffisamment organisée" contre le régime dans son ensemble. Ce qu'il n'aperçoit pas, et qui à mon avis est également évidente à la prise du pouvoir par Staline et à la transformation de la dictature du parti unique en domination

9 "L'étonnant", souligne Fainsod, op. Cit. p. 38, "n'est pas que le parti fût victorieux, mais qu'il ait réussi à survivre tout court".

10 Ibid., p. 49 s. Un rapport de 1929 fait état de violentes explosions d'antisémitisme pendant une réunion ; les Komsomols "qui étaient dans l'assistance se taisaient ... On en conclut qu'ils étaient tous d'accords avec les déclarations anti-juives" (p. 445).

11 Tous les rapports de 1926 font état d'un déclin significatif "des prétendues manifestations contre-révolutionnaires, déclin qui donne la mesure de la trêve provisoire que le régime avait conclue avec la paysannerie". Comparés à ceux de 1926, les rapports de 1929-1930 'ont l'allure de communiqués émanant du front" (p. 177).

12 Ibid., p. 252.

13 Ibid., spécialement p. 240 s. et 446 s.

14 Ibid., Toutes les déclarations de ce genre sont empruntées aux rapports de la Guépéou ; voir spécialement p. 248 s. Mais il est caractéristique de constater que de telles remarques devienne beaucoup moins fréquentes après 1934, début de la grande purge.

15 Ibid. ; p. 310.

totale ; cette alternative consistait à poursuivre la N.E.P. Telle qu'elle avait été inaugurée par Lénine¹⁶. De plus, les mesures prises par Staline avec le premier plan quinquennal de 1928, alors qu'il contrôlait presque entièrement le parti, prouvent que la transformation des classes en masses et l'élimination parallèle de toute solidarité de groupe sont la condition sine qua non de la domination totale.

Pour la période du pouvoir absolu de Staline à partir de 1929, les archives de Smolensk tendent à confirmer ce que nous savions déjà de source moins irréfutable. Cela est même vrai de quelques-unes de leurs étranges lacunes, spécialement celles qui concernent les données statistiques. Car cette absence prouve simplement qu'à cet égard comme à tous les autres, le régime stalinien était impitoyablement cohérent : tous les faits qui ne concordaient pas, ou qui étaient susceptibles de ne pas concorder avec la version officielle – données sur les récoltes, la criminalité, les véritables incidences des activités "contre-révolutionnaires" par opposition aux ultérieures conspirations fictives - «étaient traités comme irréels. En harmonie complète avec le mépris totalitaire pour les faits et la réalité, toutes les données de ce genre, au lieu d'être rassemblées à Moscou depuis les quatre coins de l'immense territoire, étaient d'abord portées à la connaissance des localités respectives pour leur publication dans la Pravda, les Izvestia, ou quelque autre organe officiel de Moscou, si bien que chaque région, chaque district de l'Union soviétique recevait ses données statistiques, officielles et fictives, absolument comme elle recevait les normes non moins fictives qui lui étaient(allouées par les plans quinquennaux¹⁷.

16 La littérature sur ce sujet néglige généralement cette alternative à cause de la conviction compréhensible, mais historiquement insoutenable, qu'il y eut de Lénine à Staline un développement plus ou moins régulier. Il est vrai que Staline parlait presque toujours en termes léninistes, si bien, qu'il semble quelquefois que la seule différence entre les deux hommes réside dans brutalité, ou la "folie" de Staline. Ruse délibérée ou non de la part de Staline, la vérité est que – comme Tucker, op. Cit. p. XVI, l'observe à juste titre – "Staline remplit ces vieux concepts léniniste d'un contenu nouveau, nettement stalinien... La principale différence était l'insistance, tout à fait non léniniste, sur la conspiration comme signe de l'époque actuelle."

17 Voir Fainsod, op. Cit., spécialement p. 365 s.

J'énumérerai rapidement quelques-uns des points les plus frappants, qu'on ne pouvait auparavant que deviner, et qui sont maintenant étayés par des documents probants. Nous avons toujours soupçonné, mais nous savons aujourd'hui que le régime ne fut jamais "monolithique", mais "consciemment construit autour de fonctions qui se recoupaient, qui se doublaient ou qui étaient parallèles", et que cette structure grotesquement amorphe tenait debout en vertu du même principe du Führer – le prétendu "culte de personnalité" – que nous trouvons en Allemagne nazie¹⁸; que le bras séculier de ce régime n'était pas le parti mais la police, dont "les activités opérationnelles n'étaient pas réglées par le canal du parti¹⁹"; que les gens entièrement innocents que le régime liquida par millions, les "ennemis objectifs" en langage bolchevique, savaient qu'ils étaient des "criminels sans crime²⁰"; que c'était précisément cette catégorie nouvelle (par opposition aux précédents et authentiques ennemis du régime – assassins de fonctionnaires du gouvernement, incendiaires ou bandits) qui réagissaient avec la même "passivité complète²¹" que nous connaissons si bien par les types de conduites des victimes de la terreur nazie. On n'a jamais douté que le "flot de dénonciations mutuelles" pendant la grande purge fût aussi désastreux pour le bien-être économique et social du pays, qu'efficace à renforcer la position

18 Ibid., p. 93 et p. 71. Il est caractéristique de voir que les messages, à tous les niveaux, insistent sur les "obligations à l'égard du camarade Staline", et non à l'égard du régime, du Parti ou du pays. Rien ne souligne plus éloquemment les ressemblances des deux systèmes que ce que Illya Erhenbourg et d'autres intellectuels staliniens disent aujourd'hui pour s'efforcer de justifier leur passé ou simplement pour rapporter leur sentiments pendant la grande purge. "Staline ne savait rien de la violence absurde exercée contre les communistes, contre l'intelligentsia soviétique", ils le cachent à Staline", et "si seulement quelqu'un le disait à Staline", ou, finalement, le coupable n'était par du tout Staline, mais tel ou tel chef de la police. (Cité dans Tucker, op. Cit., p. XIII.) Il est superflu d'ajouter que c'est exactement ce que disaient les nazis après la défaite de l'Allemagne.

19 Ibid., p. 166 s.

20 Les mots sont tirés de l'appel d'un "élément individualiste" en 1926 : "Je ne veux pas être un criminel sans crime" (p. 229).

21 Un intéressant rapport de la Guépéou (1931) souligne cette nouvelle "passivité complète", cette horrible apathie que produisit la terreur aveugle s'exerçant sur des innocents. Le rapport mentionne la grande différence entre les arrestations d'ennemis du régime, autrefois, lorsqu'"un homme en état d'arrestation était emmené par deux miliciens", et les arrestations massives où "un seul milicien peut conduire des groupes de gens qui marchent tranquillement sans que personne cherche à fuir" p. 248).

du chef totalitaire, mais c'est aujourd'hui seulement que nous savons que Staline mit délibérément "en marche cette chaîne tragique de dénonciations"²², lorsqu'il proclama officiellement le 29 juillet 1936 : "La qualité inaliénable de tout bolchevik dans les conditions présentes devrait être la faculté de reconnaître un ennemi du parti, si bien masqué soit-il"²³. (C'est nous qui soulignons.) (En effet, de même que la "solution finale" de Hitler équivalait en fait à rendre le commandement : "Tu ne tueras" contraignant pour l'élite du parti nazi, de même la déclaration de Staline prescrivait : "Tu porteras de faux témoignages" comme règle de conduite pour tous les membres du parti bolchevique. Finalement, on pouvait encore croire qu'il y avait une part de vérité dans la théorie courante, suivant laquelle la terreur de la fin des années 1920 et des années 1930 fut le "tribut de souffrance" exigé par l'industrialisation et le progrès économique ; tous les doutes sont levés par ce premier aperçu sur le véritable état des choses et le cours des événements dans une région particulière"²⁴.

22 Ibid., p. 135.

23 Ibid., p. 57-58. pour l'atmosphère grandissante d'hystérie pure et simple dans ces dénonciations massives, voir spécialement p. 222, 229 s., et l'amusante anecdote de la page 235, où nous apprenons comment un des camarades en est venu à penser "que le camarade Staline a adopté une attitude conciliante à l'égard du groupe trotskiste-zinoviéviste", reproche qui à l'époque signifiait au minimum l'expulsion immédiate du parti. Mais pas de chance...L'orateur suivant accusa l'homme qui avait essayé d'être plus stalinien que Staline, d'être "déloyal politiquement", sur quoi le premier "confessa" promptement son erreur.

24 Il est étrange de voir que Fainsod lui-même tire encore de telles conclusions d'une masse de documents qui va dans la direction opposée. Voir son dernier chapitre, spécialement p. 453 s. Il est encore plus étrange que cette mauvaise lecture de l'évidence des faits soit partagée par tant de spécialistes. Assurément, aucun d'entre eux ne va aussi loin dans cette subtile justification de Staline qu'Isaac Deutscher dans sa biographie, mais beaucoup soutiennent encore que "l'action impitoyable de Staline allait... vers la création d'un nouvel équilibre des forces" (Armstrong, op ; cit., p. 64) et visait à offrir "une solution brutale mais cohérente à certaines des contradictions fondamentales du mythe léniniste" (Richard Lowenthal dans son très utile 'Communisme mondial. La Désintégration d'une loi séculaire, New York, 1964, p ; 42) ? Il n'y a que peu d'exceptions à ces relents de marxisme, par exemple Richard C. Tucker (op. Cit., p. XXVII), qui dit sans équivoque que le "système soviétique aurait été plus fort et mieux équipé pour répondre à l'épreuve imminente de la guerre totale sans la grande purge, qui fut, en fait, une vaste opération de sabotage de la société soviétique". M. Tucker pense que cela réfute mon "image" du totalitarisme, ce qui, je crois, est un malentendu. **L'instabilité est certes un préalable fonctionnel de la domination totale**, laquelle est fondée sur une fiction idéologique et présuppose qu'**une mouvement**, par opposition à un parti, **s'est emparé du pouvoir**. La caractéristique de ce système est que le pouvoir réel, c'est-à-dire la force matérielle et le bien-être du pays, est constamment sacrifié au

La terreur ne produisit rien de tel. Les résultats les mieux établis de la dékoulakisation, de la collectivisation et de la grande purge ne furent ni le progrès ni l'industrialisation rapide, mais la famine, des conditions chaotiques pour la production alimentaire, et la dépopulation. Les conséquences en furent une crise permanente de l'agriculture, une interruption de la croissance de la population, et l'impuissance à développer et à coloniser l'hinterland sibérien. De plus, comme les archives de Smolensk le montrent en détail, les méthodes de gouvernement de Staline réussissent à détruire entièrement la compétence et de savoir-faire technique que le pays avait acquis après la révolution d'Octobre. Et tout cela constitua effectivement le "tribut" incroyablement élevé, et pas seulement en souffrance, qu'on exigea du Parti et du gouvernement à des sections de la population qui souvent n'était pas "illettrés au seul point de vue politique"²⁵. La vérité est que le prix du règne totalitaire fut si élevé que, ni en Allemagne ni en Russie, il n'a encore été complètement acquitté.

pouvoir de l'organisation, exactement comme toutes les vérités objectives sont sacrifiées aux exigences de la cohésion idéologique. Il est évident que dans la lutte entre la force matérielle et le pouvoir de l'organisation ou entre le fait et la fiction, le deuxième terme peut avoir à souffrir, et c'est ce qui s'est passé en Russie aussi bien qu'en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais ce n'est pas une raison pour sous-estimer la puissance des mouvements totalitaires. Ce fut la terreur de l'instabilité permanente qui contribua à organiser le système des satellites, et c'est la stabilité actuelle de la Russie soviétique, sa libéralisation, qui d'une part, ont grandement contribué à sa présente force matérielle, mais qui, d'autre part, lui ont fait perdre le contrôle de ses satellites.

- 25 Voir les intéressants détails (Fainsod, op. Cit., p. 345-355) concernant la campagne de 1929, qui visait à éliminer les "professeurs réactionnaire" malgré les protestations de membres du Parti et de Komsomols aussi bien que des étudiants, qui ne voyaient "pas de raison de remplacer d'excellents professeurs s'ils n'appartenaient pas au parti" ; sur quoi, bien entendu, une nouvelle commission dénonça promptement "le grand nombre d'éléments individualistes parmi les étudiants". On a toujours su qu'un des principaux buts de la grande purge était d'ouvrir des carrières à la jeune génération.

III

J'ai déjà mentionné le processus de la libéralisation qui suivit la mort de Staline. En 1958, je n'étais pas encore sûre que le "dégel" fût autre chose qu'une détente provisoire et assez semblable à l'atténuation considérable des contrôles totalitaires pendant la Seconde Guerre mondiale. Même aujourd'hui, nous ne pouvons savoir si ce processus est définitif et irréversible, mais assurément on ne peut plus le qualifier d'être provisoire. Car, de quelque façon qu'on lise la ligne en zigzag, souvent déroutante, de la politique soviétique depuis 1953, il est indéniable que l'énorme empire policier a été liquidé, que la plupart des camps de concentration ont été fermés, qu'on n'a pas déclenché de nouvelles purges contre les "ennemis objectifs", et que les conflits entre membres de la nouvelle "direction collégiale" sont aujourd'hui résolus par la rétrogradation et l'exil plutôt que par des procès fabriqués, des confessions et des assassinats. Sans doute, les méthodes utilisées par les nouveaux dirigeants pendant les années qui suivirent la mort de Staline demeurèrent très proches du modèle établi par Staline après la mort de Lénine : une seconde fois émergea un triumvirat qualifié de "direction collégiale", terme forgé par Staline en 1925, et après quatre années d'intrigues et de lutte pour le pouvoir, on assista à une répétition du coup d'état de Staline en 1929, à savoir la prise du pouvoir par Khrouchtchev en 1957. Techniquement le coup d'état de Khrouchtchev suivait de très près les méthodes de son maître défunt et décrié. Lui aussi avait besoin d'une force extérieure pour obtenir le pouvoir dans la hiérarchie du Parti, et il utilisa le soutien du maréchal Joukov et de l'armée exactement comme Staline avait utilisé ses relations avec la police secrète dans la première lutte de succession, trente ans plus tôt²⁶. Dans le cas de

26 Armstrong, op. Cit., p. 319, prétend que l'importation de l'intervention du maréchal Joukov dans la lutte interne du parti a été "fortement exagérée" et soutient que Khrouchtchev "triompha sans nul besoin d'une intervention militaire", parce qu'il était "soutenu par l'appareil du parti". Il semble que

Staline, c'est le Parti, non la police, qui continua à détenir le pouvoir suprême ; de même, dans le cas de Khrouchtchev, "à la fin de 1957, la parti communiste de l'Union soviétique en état venu à occuper une position de suprématie indiscutée dans tous les aspects de la vie soviétique²⁷" ; car, de même Staline n'avait jamais hésité à épurer les cadres de sa police et à liquider leur chef, de même Khrouchtchev avait poursuivi ses manœuvres en retirant Joukov du Présidium et de comité central du Parti, auxquels il avait été élu après le coup d'état, et en lui ôtant le poste de commandant suprême de l'armée.

Assurément, lorsque Khrouchtchev demanda à Joukov de venir en aide, la suprématie de l'armée sur la police était en Union soviétique un fait accompli. Cela avait été une des conséquences automatiques de la dislocation de l'empire policier, dont la juridiction sur une énorme partie des industries, des mines et des terrains soviétiques avait été transférée au groupe des administrateurs, lesquels s'étaient soudain vus débarrassés de leur rival économique le plus sérieux. La promotion automatique de l'armée fut encore plus décisive : celle-ci avait maintenant le monopole évident des instruments de violence, avec lesquels trancher les conflits internes du parti. Preuve de l'astuce de Khrouchtchev, il aperçut les conséquences de ce qu'ils avaient sans doute accompli ensemble, plus vite que ses collègues. Mais, quels que fussent les mobiles de Khrouchtchev, les conséquences du transfert du pouvoir de la police aux militaires furent considérables. Certes, la suprématie de la police secrète sur l'appareil militaire est caractéristique de nombreuses tyrannies, non du seul régime totalitaire ; pourtant, dans ce dernier cas, la prépondérance de la police ne répond pas seulement au besoin de supprimer la population nationale, mais s'accorde avec la prétention idéologique à la domination planétaire. Car il est évident

tel n'ait pas été le cas. Il est vrai, au contraire, que "beaucoup d'observateurs étrangers", à cause du soutien que l'armée apporta à Khrouchtchev contre l'appareil du parti, en vinrent à la conclusion erronée que les militaires avaient durablement accru leur puissance aux dépens du parti, comme si l'Union soviétique était sur le point de se transformer de dictature du parti en dictature de l'armée.

27 Ibid., p. 320.

que ceux qui considèrent la terre entière comme leur territoire futur vont mettre l'accent sur l'organe de la violence intérieure et gouverner le territoire conquis avec des méthodes et du personnel policiers plutôt qu'avec l'armée. Ainsi les nazis utilisèrent-ils leurs troupes S.S., qui étaient essentiellement une force de police pour administrer et même conquérir des territoires étrangers, avec l'objectif ultime d'amalgamer l'armée et la police sous la direction des S.S.

D'ailleurs, la signification de ce nouvel équilibre du pouvoir avait déjà été manifeste lors de la suppression par la force de la révolution hongroise. L'écrasement sanglant de la révolution, pour terrible et efficace qu'il fût, avait été accompli par des unités de l'armée régulière et par des force de police, si bien qu'il ne représentât nullement une solution typiquement stalinienne. Bien que l'opération militaire fût suivie par l'exécution des chefs et par des milliers d'emprisonnements, il n'y eut pas de déportations massives ; en fait, on n'essaya pas de dépeupler le pays. Et, puisqu'il s'agissait d'une opération militaire et non de police, les Soviétiques purent se permettre d'envoyer au pays vaincu une aide suffisante pour prévenir la famine et pour empêcher un effondrement complet de l'économie pendant l'année qui suivit la révolution. Rien n'aurait été plus étranger aux préoccupations de Staline dans des circonstances comparables.

Le signe le plus clair que l'Union soviétique ne peut plus être qualifiée de totalitaire au sens strict du mot est, bien sûr, la renaissance étonnamment rapide et riche des arts et des lettres pendant la dernière décennie. Certes, les efforts en vue de réhabiliter Staline et de faire taire l'aspiration à la liberté de parole et de pensée, de plus en plus déclarée parmi les étudiants, les écrivains et les artistes, ces efforts réapparaissent de temps à autre, mais aucun d'eux n'a eu beaucoup de succès ou ne saurait en avoir sans le rétablissement intégral de la terreur et du régime policier. Sans doute, on refuse aux Soviétiques toutes les formes de liberté politique, non

seulement la liberté d'association, mais aussi la liberté de pensée, d'opinion et d'expression. Il semble que rien n'ait changé, alors qu'en fait tout a changé. À la mort de Staline, les tiroirs des écrivains et des artistes étaient vides ; aujourd'hui, il existe toute une littérature qui circule sous forme manuscrite, et toute sorte de peinture moderne est expérimentée dans les studios des peintres et se répand bien qu'elle ne soit pas exposée. Il ne s'agit pas ici de minimiser la différence entre une censure tyrannique et la liberté de la culture, mais simplement de souligner que la différence entre une littérature clandestine et l'absence de littérature équivaut à la différence entre l'unité et zéro.

De plus, le fait même que des membres de l'opposition intellectuelle puissent être jugés (quoique secrètement), puissent se faire entendre dans tribunal et compter sur un soutien extérieur, ne rien confesser mais au contraire plaider non coupable, démontre que nous n'avons plus affaire à la domination totale. Ce qui est arrivé à Siniavski et Daniel, les deux écrivains qui, en janvier 1966, furent jugés pour avoir publié en Union soviétique, et qui furent condamnés respectivement à sept et cinq ans de travaux forcés, est certainement scandaleux selon tous les critères d'un régime constitutionnel ; mais ce qu'ils avaient à dire fut entendu dans le monde entier et n'est pas près d'être oublié. Ils n'ont pas disparu dans ce gouffre de l'oubli que les dirigeants totalitaires réservent à leurs opposants. Fait moins connu mais peut-être encore plus convaincant, la propre tentative très ambitieuse de Khrouchtchev pour renverser le processus de libéralisation se solda par un échec complet. En 1957, il introduisit une nouvelle "loi contre les parasites sociaux", qui aurait permis au régime de réintroduire les déportations massives, de rétablir une sorte d'esclavage sur une grande échelle, et – ce qui est capital pour la domination totale – de libérer un nouveau lot de dénonciations massives ; car les "parasites" devaient être choisis par le peuple lui-même lors de réunions de masse. La "loi", cependant, rencontra l'opposition des juristes soviétiques et fut abandonnée

avant même de recevoir un début d'application²⁸. En d'autres termes, le peuple de l'Union soviétique est sorti du cauchemar du règne totalitaire pour connaître les rigueurs, les dangers et les injustices multiples de la dictature du parti unique ; et s'il est entièrement vrai que cette moderne forme de tyrannie n'offre aucune des garanties du régime constitutionnel, que "même en acceptant les préoccupations de l'idéologie communiste, tout pouvoir en U.R.S.S. Est illégitime en dernière analyse²⁹", et que d'un jour à l'autre le pays peut retomber dans le totalitarisme sans bouleversements majeurs, il est également vrai que la plus horrible de toutes les nouvelles formes de régime, dont j'ai entrepris d'analyser les éléments et les origines historiques, n'a pas moins connu sa fin en Russie avec la mort de Staline, qu'en Allemagne avec la mort de Hitler.

Ce livre traite du totalitarisme, de ses origines et de ses éléments, tandis que ses suites en Allemagne ou en Russie ne nous intéressent que dans la mesure où elles sont susceptibles d'éclairer ce qui les a précédées. Aussi n'est-ce pas la période qui suit la mort de Staline, mais plutôt son règne de l'après-guerre, qui importe dans notre contexte. Et ces huit années, de 1945 à 1953, confirment et développent, elles ne contredisent ni ne modifient ce qui était manifeste depuis les années 1935. Les mesures qui suivirent la victoire, celles qui furent prises pour réaffirmer la domination totale après la détente provisoire de la guerre, en Union soviétique, comme celles qui introduisirent le règne totalitaire dans les pays satellites, étaient toutes en accord avec les règles du jeu telles que nous avons appris à les connaître. La bolchevisation des satellites commença par une tactique de front populaire et une façade de système parlementaire, et passa rapidement à l'établissement avoué de dictatures du parti unique qui liquidèrent les dirigeants et les membres des partis tolérés auparavant. La dernière phase vit des dirigeants communistes nationaux, dont Moscou se défiait à tort ou à

28 Ibid., p. 325.

29 Ibid., p. 339 s.

raison, brutalement chargés, humiliés dans des procès fabriqués, torturés et tués, sous la domination des éléments les plus corrompus et les plus méprisables du parti, à savoir ceux qui étaient d'abord, non des communistes, mais des agents de Moscou. On aurait dit que Moscou réitérait en grande hâte toutes les étapes de la révolution d'Octobre, jusqu'à la naissance de la dictature totalitaire. Tout en étant indiciblement horrible, cette histoire est donc sans grand intérêt propre et ne varie guère : ce qui s'est passé dans un pays satellite se passait presque au même moment dans tous les autres, de la Baltique à l'Adriatique. Le cours des événements fut différent dans les régions qui ne faisaient pas partie du système des satellites. Les États baltes furent directement incorporés dans l'Union soviétique et leur sort fut bien pire que celui des satellites : plus de 500 000 personnes furent déportées de ces trois petits pays, et un "énorme afflux de colons russes" commença à menacer les populations nationales de devenir minoritaires dans leur propres pays³⁰. Inversement, c'est aujourd'hui seulement depuis l'érection du mur de Berlin, qu'on commence à incorporer lentement l'Allemagne de l'Est dans le système des satellites jusqu'à présent, on l'avait plutôt traitée comme un territoire occupé avec un gouvernement à la Quisling³¹.

Dans notre contexte, les développements internes de l'Union soviétique, spécialement après 1948 – année de la mort mystérieuse de Jdanov et de l'"affaire de Leningrad" – ont plus d'importance. Pour la première fois depuis la grande purge, Staline fit exécuter un grand nombre de fonctionnaires, haut et très haut placé, et nous savons avec certitude que ces exécutions devaient donner le signal d'une nouvelle épuration à l'échelle nationale. Celle-ci aurait été déclenchée par le "Complot des docteurs" si n'était intervenue la mort de Staline. Un groupe de médecins, en majorité juifs, était accusé d'avoir comploté "pour supprimer les cadres supérieurs de l'U.R.S.S."³². Tout se passa

30 Voir V. Stanley Vardys, "le sort des républiques baltes dans l'Union soviétique", dans *foreign Affairs*, avril 1966.

31 Quisling : collaborateur ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernement_national_\(Norvège\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernement_national_(Norvège)))

32 Armstrong, op. Cit., p. 235 s.

en Russie entre 1948 et janvier 1953, lorsqu'on "découvrit" le "Complot des docteurs", ressemblait de façon frappante et sinistre aux préparatifs de la grande purge pendant les années 1930 : la mort de Jdanov et la purge de Leningrad correspondaient à la mort non moins mystérieuse de Kirov en 1934, laquelle fut immédiatement suivie d'une sorte d'épuration préparatoire "de tout ce qu'il restait d'anciens opposants dans le Parti³³". De plus, le contenu même de l'absurde accusation formulée contre les médecins, qu'ils voulaient assassiner tous les dirigeants du pays, dut remplir de pressentiments funestes tous ceux qui connaissaient la méthode de Staline : accuser un ennemi fictif d'un crime que lui-même était sur le point de commettre. (Exemple célèbre, Toukhatchevski fut accusé de conspirer avec l'Allemagne, au moment précis où Staline songeait à une alliance avec les nazis.) Il est évident qu'en 1952, l'entourage de Staline était plus au courant du sens réel de ses paroles qu'il n'avait pu l'être dans les années 1930, et le libellé même de l'accusation dut répandre la panique parmi tous les hauts fonctionnaires du régime. Peut-être cette panique est-elle l'explication la plus plausible de la mort de Staline, des circonstances mystérieuses qui l'entourèrent, et de la rapidité avec laquelle on serra les rangs aux plus hauts échelons d'un parti notoirement perclus de luttes et d'intrigues, aux premiers mois de la crise de succession. Si peu que nous sachions sur les détails de cette histoire, nous en savons plus qu'assez pour étayer ma conviction première que les "opérations de sabotage" telles que la grande purge ne furent pas des épisodes isolés, ni des excès provoqués par des circonstances extraordinaires, mais qu'elles constituaient une institution de terreur et devaient reparaître à intervalles réguliers – à moins, bien entendu, que ne changeât la nature même du régime.

L'élément le plus dramatique de cette dernière épuration, projetée par Staline à la fin de sa vie, fut un tournant idéologique décisif, l'introduction d'une conspiration juive mondiale. Depuis des

33 Fainsod, op. Cit., p. 56.

années, le terrain avait été soigneusement préparé par différents procès dans les pays satellites : le procès Rajk en Hongrie, l'affaire Ana Pauker en Roumanie, et, en 1952, le procès Slansky en Tchécoslovaquie. Ces mesures préparatoires distinguèrent de hauts fonctionnaires du Parti en raison de leurs "origines juives et bourgeoises", et les accusèrent d'être sionistes ; l'accusation se transforma progressivement jusqu'à impliquer des organismes qui n'avaient notoirement rien de sioniste (spécialement le Comité uni de distribution juif américain), cela afin d'indiquer que tous les Juifs étaient sionistes et tous les groupes sionistes "à la solde de l'impérialisme américain"³⁴. Le "crime" de sionisme n'était pas nouveau, mais, comme les attaques commençaient à se concentrer sur les Juifs de l'Union soviétique, un autre changement significatif eut lieu : les Juifs se voyaient maintenant accusés de "cosmopolitisme" plutôt que de sionisme, et les accusations qui se développèrent à partir de ce slogan suivirent d'encore plus près le schéma nazi d'une conspiration juive mondiale au sens des Sages de Sion³⁵. On vit alors avec une surprenante clarté quelle impression profonde ce dogme de l'idéologie nazie devait avoir exercés sur Staline – les premières indications de cette influence étant apparues après le pacte entre Hitler et Staline. Cela s'explique d'abord par la valeur évidente d'une telle propagande en Russie comme dans tous les pays satellites, où les sentiments anti-juifs étaient largement répandus et où la propagande anti-juive avait toujours joui d'une grande popularité. En outre, ce type de conspiration mondiale et fictive fournissait aux ambitions totalitaires une toile de fond plus appropriée idéologiquement que Wall Street, le capitalisme et l'impérialisme. L'adoption ouverte et sans vergogne de ce qui était devenu aux yeux du monde entier le signe le plus évident du nazisme, fut le dernier hommage que rendit Staline à son défunt collègue et rival en domination totale, avec lequel, à son grand

34 Armstrong, op. Cit., p. 236.

35 https://fr.wikipedia.org/wiki/Les_Protocoles_des_Sages_de_Sion

chagrin, il n'avait pu parvenir à un accord durable.

Staline, comme Hitler, mourut au beau milieu d'une horrible tâche inachevée. Et quand survint cette mort, l'histoire que ce livre raconte, les événements qu'il essaie de comprendre et d'expliquer de l'intérieur, connurent une conclusion au moins provisoire.

Juin 1966 – novembre 1971

Chapitre 1

Une société sans classes

**Les hommes normaux ne savent
pas que tout est possible.
David Rousset³⁶.**

1. Les Masses

Rien ne caractérise mieux les mouvements totalitaires en général, et la gloire de leurs chefs en particulier, que la rapidité surprenante avec laquelle on les oublie et la facilité surprenante avec laquelle on les remplace ? Ce que Staline accomplit laborieusement, en beaucoup d'années et au moyen d'implacables luttes intestines et

36 David Rousset (1912-1997) a été militant trotskyste jusqu'en 1945, résistant, ancien déporté. Après 1949 et l'affaire Kravchenko, il dénoncera les camps staliniens. Il militera contre la répression soviétique en Hongrie et contre la guerre d'Algérie. Rallié au général de Gaulle, il est l'une des figures du gaullisme de gauche. L'univers concentrationnaire a également été publié dans la collection "Pluriel".

Les Jours de notre mort décrit au quotidien la vie dans le camp sous la forme d'un récit qui associe divers témoignages à l'expérience de l'auteur, pour évoquer Buchenwald, Dora, Neuengamme, Mauthausen, Auschwitz et Birkenau. Sous forme de chroniques, David Rousset fait revivre cette étrange et incroyable réalité qu'est l'univers des camps : ses règles, ses personnages et leur destin particulier, leurs souffrances et leurs luttes mais aussi les amitiés, les complicités et les ruses qui ont permis à certains de revenir. Il dit aussi comment, dans tous les camps, les « politiques » tentent de résister aux SS et aux « droits communs », cherchent à « s'organiser » et à vaincre la pire des capitulations, le désespoir.

« Les Jours de notre mort tranche par rapport aux abondants récits publiés alors par les rescapés et devient très vite un classique. Plus qu'un témoignage sur les camps, il se veut une réflexion sur un univers, une société à part, dont l'étude peut contribuer à celle de l'homme et des sociétés en général. Il en décrit, dans un style concis et efficace, le fonctionnement, en particulier celui de la double hiérarchie des détenus et des SS. » (Annette Wiewiorka)

de concessions immenses au moins au nom de son prédécesseur (précisément Lénine), les successeurs de Staline essayèrent de le faire sans concession au nom de leur prédécesseur. Pourtant, Staline avait disposé d'une période de trente ans, et il avait pu manipuler, pour immortaliser son nom, un appareil de propagande inconnu du temps de Lénine. Il en va de même de Hitler, qui pendant sa vie exerça une fascination prétendument irrésistible³⁷, et qui, depuis sa défaite et sa mort, est si complètement oublié qu'il ne joue plus guère de rôle, même au sein des groupes néo-fasciste et néo-nazis d'Allemagne. Ce caractère éphémère a sans doute un rapport avec l'inconstance proverbiale des masses et de la gloire qui repose sur elles ; mais il s'explique davantage par l'obsession totalitaire du mouvement perpétuel : les formations totalitaires ne restent au pouvoir qu'aussi longtemps qu'elles demeurent en mouvement et mettent en mouvement tout ce qui les entoure.aussi, dans un certain sens, cette précarité même est-elle un témoignage plutôt flatteur pour les chefs disparus, puisqu'elle atteste qu'ils ont réussi à contaminer leurs sujets avec le virus spécifique du totalitarisme ; car, s'il est vrai

37 Le "charme magique" qui envoûtait l'auditoire de Hitler a été souligné souvent, et récemment par les éditeurs des *Hitlers Tischgespräche*, Bonn, 1951 (Les Propos de table de Hitler, édition américaine, New York, 1953 ; je cite d'après l'édition allemande). Cette fascination – cet "étrange magnétisme que dégageait Hitler de façon si irrésistible" – reposait sur "la loi fanatique de cet homme en lui-même" (introduction de Gerhard Ritter, p. 14), sur ses jugements pseudo-autorisés sur tout ce qui existe sous le soleil, et sur le fait que ses opinions – qu'il s'agisse des effets nocifs du tabac ou de la politique de Napoléon – pouvaient toujours s'inscrire dans une idéologie globale.

La fascination est un phénomène social, et il faut comprendre la fascination de Hitler d'après son entourage particulier. La société a toujours tendance à accepter d'abord quelqu'un pour ce qu'il prétend être, si bien qu'un fou qui pose au génie a toujours quelque chance d'être cru. Le manque de discernement de la société moderne renforce cette tendance, si bien que quelqu'un qui présente ses opinions sur un ton de conviction inébranlable perdra difficilement son prestige, en dépit de la fréquence d'erreurs patentes. Hitler, qui connaissait bien le moderne chaos des opinions, découvrit que la meilleure façon d'éviter l'hésitation entre des opinions diverses et "la conviction... que tout est baliverne" (p.281) était d'adhérer à un seul des nombreux courant d'opinion avec "une fermeté absolue". Ce fanatisme arbitraire fascine la société parce que, pendant le temps qu'il s'exprime, celle-ci est libérée du chaos d'opinions qu'elle engendre continuellement. Mais de "don" de fascination n'a de sens que social ; il est en évidence dans les *Tischgespräche* parce qu'alors Hitler jouait le jeu de la société et ne parlait pas à ses semblables, mais aux généraux de la Wehrmacht, dont la plupart appartenaient à la "société". Il est complètement faux de croire que les succès de Hitler étaient dus à ses "pouvoirs de fascination" ; doté de ces seules qualités, il n'aurait jamais été plus qu'une célébrité de salon.

qu'il existe une personnalité ou une mentalité totalitaire, cette capacité d'adaptation et cette absence de continuité extraordinaire en sont assurément les caractéristiques principales. On aurait donc tort de croire que l'inconstance oublieuse des masses signifie qu'elles sont guéries de l'illusion totalitaire, qu'on identifie à l'occasion avec le culte de Hitler ou de Staline ; il se pourrait bien que le contraire fût vrai.

Une erreur encore plus grave consisterait à oublier, sous prétexte de cette précarité, que les régimes totalitaires, aussi longtemps qu'ils sont au pouvoir, et les dirigeants totalitaires, tant qu'ils sont en vie, "commandent en s'appuyant sur les masses", jusqu'à la fin³⁸. L'accession de Hitler au pouvoir fut légale selon la règle majoritaire³⁹, et ni lui ni Staline n'auraient pu maintenir leur autorité sur de vastes populations, survivre à de nombreuses crises intérieures et extérieures, et braver les dangers multiples d'implacables luttes intestines, s'ils n'avaient bénéficié de la confiance des masses. Ni les procès de Moscou ni la liquidation de Röhm n'auraient été possibles si les masses n'avaient pas soutenu Staline et Hitler. Une croyance répandue veut que Hitler ait été un simple agent des industriels allemands, et que Staline ait triomphé dans la lutte pour la succession de Lénine par le seul biais d'une sinistre conspiration. Il s'agit d'une double légende, que réfutent de nombreux faits, et d'abord l'indiscutable popularité des deux dirigeants⁴⁰. Il n'est pas davantage possible d'attribuer leur popularité

38 Voir les remarques éclairantes de Carlton J. H. Hayes sur "La Nouveauté du totalitarisme dans l'histoire de la Civilisation occidentale", dans *Un symposium sur l'état totalitaire*, 1939. Travaux de l'American Philosophical Society, Philadelphie, 1940, vol. 82.

39 Ce fut "en effet" la première révolution importante de l'histoire qui fut accomplie en appliquant la législation en vigueur au moment de la prise de pouvoir" (Hans Frank, *Recht und Verwaltung*, 1938, p. 8).

40 La meilleure étude sur Hitler et sur sa carrière est la nouvelle biographie d'Alan Bullock, *Hitler, essai sur la tyrannie*, Londres, 1952. Dans la meilleure tradition britannique des biographies politiques, elle fait un usage méticuleux de toutes les sources disponibles et brosse un tableau d'ensemble de l'atmosphère politique de l'époque. Pour les détails, cette publication a supplanté les excellents livres de Konrad Heiden – surtout *Der Führer : l'accession de Hitler au pouvoir*, Boston, 1944 – mais ceux-ci demeurent importants pour l'interprétation générale des événements. Pour la carrière de Staline, Boris Souvarine, *Staline : étude critique du bolchevisme*, New York,

à la victoire d'une propagande mensongère et bien orchestrée sur l'ignorance et la stupidité. Car la propagande des mouvements totalitaires est invariablement aussi franche que trompeuse, et les aspirants à la dictature totalitaire commencent généralement leur carrière en se vantant de leurs crimes passés et en annonçant en détail leurs crimes futurs. Les nazis "étaient convaincus que le mal exerce à notre époque une force d'attraction morbide"⁴¹. C'est un lieu commun de la propagande communiste, en Russie et à l'étranger, d'affirmer que les bolcheviks ne reconnaissent pas les critères moraux habituels, et l'expérience a prouvé à maintes reprises que la valeur publicitaire du crime et du mépris global des critères moraux est indépendante du simple intérêt, qui est censé être le facteur psychologique le plus puissant en politique.

L'attraction qu'exerce le mal et le crime sur la mentalité de la populace n'est pas nouvelle. On a toujours vérifié que la populace salue "les actes de violence en remarquant avec admiration : ce n'est peut-être pas beau, mais c'est très fort"⁴². Dans le succès du totalitarisme, le facteur inquiétant est plutôt l'authentique désintéressement de ses adhérents : il est compréhensible qu'un nazi ou un bolchevik ne soit pas ébranlé dans ses convictions lorsque des crimes sont commis contre des gens qui n'appartiennent pas au mouvement, ou lui sont même hostiles ; mais l'ahurissant est qu'il ne cille pas quand le monstre commence à dévorer ses propres enfants, ni s'il devient lui-même victime de la persécution, s'il est injustement condamné, expulsé du Parti et envoyé aux travaux forcés ou dans un camp de concentration. Au contraire, à la stupeur de l'univers civilisé, il se peut qu'il soit prêt à aider ses accusateurs et à prononcer sa propre condamnation à mort, pourvu qu'on ne touche pas à son statut

1939, est toujours un classique. Isaac Deutscher, *Staline : biographie politique*, New York et Londres, 1949, est indispensable pour sa riche documentation et pour ses aperçus pénétrants sur les luttes internes du parti bolchevique ; le livre souffre d'une interprétation qui compare Staline à - Cromwell, Napoléon et Robespierre.

41 Franz Borkenau. *L'Ennemi totalitaire*, Londres, 1940, p. 231.

42 Citation empruntée à l'édition allemande des "Protocoles des Sages de Sion". *Die zionistischen Protokolle mit einem Vorund Nachwort von Theodor Fritsch*, 1924, p. 29.

de membre du mouvement⁴³. Il serait naïf de considérer cette conviction obstinée, qui survit à toutes les expériences réelles et abolit l'intérêt personnel le plus immédiat, comme la simple expression d'un idéalisme fervent. L'idéalisme, qu'il soit puéril ou héroïque, a toujours sa source dans une conviction et une décision individuelles, et reste soumis à l'expérience et à la contradiction⁴⁴. Contrairement à toutes les formes d'idéalisme, le fanatisés, tuant en eux tout reste de conviction qui aurait pu survivre à la débâcle du mouvement lui-même⁴⁵. Mais à l'intérieur du cadre organisé du mouvement, tant qu'il tient, les membres fanatisés ne peuvent être atteints ni par l'expérience ni par l'argumentation ; l'identification avec le mouvement et le conformisme absolu semblent avoir détruit jusqu'à leur faculté d'éprouver une expérience, celle-ci fût-elle aussi extrême que le torture ou la peur de la mort.

43 Il s'agit d'une spécialité de la variété russe du totalitarisme. Dès les premiers procès d'ingénieurs étrangers en Union soviétique, les sympathies communistes étaient utilisées comme argument pour l'auto-accusation : "Tout le temps, les autorités exigèrent que j'admette avoir commis des actes de sabotage que je n'avais jamais accomplis. Je refusai. On me dit : "Si vous êtes favorable au gouvernement soviétique, comme vous prétendez l'être, prouvez-le par vos actions ; le gouvernement a besoin de votre confession." Rapporté par Anton Ciliga, *L'Énigme russe*, Londres, 1940, p. 153.

Trotsky donna une justification théorique de cette conduite : "Nous ne pouvons avoir raison qu'avec et par le Parti, car l'histoire n'a pas fourni d'autre moyen d'avoir raison. Les Anglais ont un dicton : "Tort ou raison, c'est mon pays." [...] Nous avons une bien meilleure justification historique en disant : qu'il ait raison ou qu'il ait tort dans certains cas concrets et individuels, c'est mon parti" (Souvarine, *op. Cit.*, p.361).

44 L'écrivain nazi Andéas Pfenning rejette explicitement l'idée que les S.A. Combattaient pour un "idéal" ou étaient animés par une "expérience idéaliste". Leur "expérience fondamentale prenait naissance au cours du combat". "Gemeinschaft und Staatswissenschaft", dans *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Band, 96. D'après l'abondante littérature éditée sous forme de pamphlets par le principal centre d'endoctrinement (*Hauptamt-Schulungsamt*) des S.S., il est bien évident que le mot "idéalisme" a été soigneusement évité. On exigeait des S.S. Non de l'idéalisme, mais "une profonde cohérence logique sur tous les points d'idéologie, et la poursuite impitoyable du combat politique" (Werner Best, *Die deutsche Polizei, 1941, p. 99*).

45 A cet égard, l'Allemagne de l'après-guerre offre beaucoup d'exemples éclairants. Il était déjà étonnant que les soldats noirs américains ne fussent nullement reçus avec hostilité, en dépit de l'endoctrinement racial massif. De façon également surprenante, "la Waffen-S.S., aux derniers jours de la résistance allemande, ne combattit pas "jusqu'au dernier homme", et cette unité spéciale de combat, "après les sacrifices énormes des années précédentes, qui proportionnellement dépassaient de beaucoup les pertes de la Wehrmacht, se conduisit pendant les dernières semaines comme n'importe quelle unité composée de civils, et s'inclina devant le caractère désespéré de la situation" (Karl O. Paetel, "Die S.S.", dans *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*. Janvier 1954).

Les mouvements totalitaires visent et réussissent à organiser des *masses* – non pas des classes, comme font les vieux partis d'intérêts des nations européennes ni des citoyens ayant des intérêts, mais aussi des opinions sur le maniement des affaires publiques, comme font les partis des pays anglo-saxons. Si des groupes politiques dépendent d'une force relative, les mouvements totalitaires dépendent de la seule force des nombres, à tel point que les régimes totalitaires semblent impossibles, même dans les circonstances par ailleurs favorables, dans les pays à la population relativement réduite⁴⁶. Après la Première Guerre mondiale, une vague de mouvements semi-totalitaires et totalitaires, profondément hostiles à la démocratie et favorable à la dictature, déferla sur l'Europe ; des mouvements fascistes se répandirent, à partir de l'Italie, dans presque tous les pays de l'Europe centrale et orientale (la partie tchèque de la Tchécoslovaquie fut une des exceptions notables) ; pourtant , Mussolini lui-même, qui aimait tant l'expression d'"État totalitaire", n'essaya pas d'établir un régime complètement totalitaire⁴⁷ et se contenta de la dictature et du parti unique. Des dictatures analogues, non totalitaires, surgirent avant la guerre en Roumanie, en Pologne, dans les États baltes, en Hongrie, au Portugal et dans l'Espagne de Franco. Les nazis, qui avaient un instinct infailible pour détecter de telles différences, faisaient des commentaires méprisants sur les insuffisances de leurs alliés fascistes, tandis que leur admiration réelle du régime bolchevique en Russie (et du parti communiste en

46 Les régimes d'Europe de l'Est gouvernent pour le bénéfice de Moscou et se conduisent en agents du Komintern ; ils représentent une extension du mouvement totalitaire dirigé par Moscou, non des développements nationaux. La seule exception semble être Tito en Yougoslavie, qui a peut-être rompu avec Moscou parce qu'il a compris que les méthodes totalitaires d'inspiration russe lui coûteraient un lourd pourcentage de la population yougoslave.

47 Ce qui prouve que la dictature fasciste n'est pas totalitaire, c'est que les condamnations politiques y furent très peu nombreuses et relativement légères. Pendant les années, particulièrement actives, qui vont de 1926 à 1932, les tribunaux spéciaux prononcèrent 7 condamnations à mort, 257 condamnations à dix ans de prison ou plus, 1360 à moins de dix ans, et beaucoup plus de sentences d'exil ; 12 000 personnes furent arrêtées et déclarées innocentes, procédures inconcevables sous la terreur nazie ou bolchevique. Voir E. Kohn-Bramstedt, *Dictature et Police politique : la technique du contrôle par la crainte*, Londres, 1945, p. 51 s.

Allemagne) n'avait d'égal – et de limite – que leur mépris pour les races d'Europe orientale⁴⁸. Le seul homme pour lequel Hitler eût "un respect sans bornes "était "le génial Staline⁴⁹", et si dans le cas de Staline et du régime russe, nous n'avons pas (et n'aurons sans doute jamais) la riche documentation qui est disponible pour l'Allemagne, nous savons cependant depuis le discours de Khrouchtchev devant le XX^e congrès du parti que Staline n'eut confiance qu'en un seul

48 Les théoriciens nazis ont toujours emphatiquement souligné que "l'État éthique" de Mussolini et "l'État idéologique" (*Weltanschauungsstaat*) de Hitler ne peuvent être mentionnés d'une seule haleine" (Gotfried Neesse, dans *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 1938, Band 98 : "Die verfassungs-rechtliche Gestaltung der Ein-Parti").

Goebbels : "(le fascisme) n'a... rien à voir avec le national-socialisme. Tandis que le premier va jusqu'aux racines, le fascisme n'est que superficiel" (*Journal de Goebbels, 1942-1943*, édité par Louis Lochner, New York, 1948, p. 71). "(Le Duce) n'est pas un révolutionnaire comme le Führer ou Staline. Il est si attaché à son peuple italien qu'il n'a pas les qualités du révolutionnaire à l'échelle mondiale" (*Ibid.*, p. 468).

Himmler exprima la même opinion dans un discours prononcé en 1943 devant une conférence d'officier supérieurs : "Le fascisme et le national-socialisme sont fondamentalement différents... il n'y a absolument aucune comparaison entre eux en tant que mouvements spirituels et idéologiques." Voir Kohn-Bramstedt, *op. Cit.*, appendice A.

Dès le début des années 20, Hitler reconnut l'affinité entre les mouvements nazi et communiste : "Dans notre mouvement se rejoignent les deux extrêmes : les communistes venus de la gauche , et les officiers et étudiants venus de la droite. Les uns et les autres ont toujours été les éléments les plus actifs... Les communistes étaient les idéalistes du socialisme..." Voir Heiden, *op ; cit.*, p. 147. Röhm, le chef des S.A., ne faisait que répéter une opinion répandue lorsqu'il écrivait, à la fin des années 20 : "Il y a beaucoup de choses entre les communistes et nous, mais nous respectons la sincérité de leur conviction et leur volonté de se sacrifier pour leur propre cause, ce qui nous unit à eux" (Ernst Röhm, *Die Geschichte eines Hochverrätters*, 1933, Volksaugabe, p. 273.

La dernière guerre vit les nazis reconnaître presque les Russes comme leurs égaux. Hitler, parlant en mai 1943 devant une conférence de Reichsleiter et de Gauleiter, "commença par dire que dans la présente guerre, la bourgeoisie et les États révolutionnaires se faisaient face. Il nous a été facile de mettre hors de combat les États bourgeois, car ils nous étaient très inférieurs. Les pays qui possèdent une idéologie ont plus de tranchant que les États bourgeois... (A l'Est) nous avons rencontré un ennemi qui, lui aussi, patronne une idéologie, même si elle est mauvaise..." (*Journal de Goebbels*, p. 355). Ce jugement se fondait sur des considérations idéologiques et non militaires. Gottfried Neesse, *Partei und Staat*, 1936, a donné la version officielle de la lutte du mouvement pour le pouvoir : "Pour nous, le front uni du système s'étend du parti national du peuple allemand (c'est-à-dire de l'extrême droite) aux sociaux-démocrates. Le parti communiste était un ennemi extérieur au système. Par conséquent, pendant les premiers mois de 1933, alors que le sort du système était déjà réglé, il nous fallait encore livrer une bataille décisive contre le parti communiste" (p. 76).

49 *Hitlers Tischgespräche*, p. 113. Nous y trouvons aussi de nombreux exemples qui montrent que, contrairement à certaines légendes de l'après-guerre, Hitler n'eut jamais l'intention de défendre "l'Occident contre le bolchevisme, mais resta toujours prêt à s'allier aux "Rouges" pour la destruction de l'Occident, même au plus fort de la lutte contre la Russie soviétique. Voir

homme, et que cet homme était Hitler⁵⁰.

L'important est que dans tous ces petits pays européens, les dictatures non totalitaires furent précédées par des mouvements totalitaires : il sembla donc que le totalitarisme était un objectif trop ambitieux, qu'une fois qu'il avait servi à organiser les masses jusqu'à ce que le mouvement s'emparât du pouvoir, la dimension absolue du pays forçait l'aspirant totalitaire à se conformer aux schémas plus familiers d'une dictature de classe ou de parti. La simple vérité est que ces pays ne contrôlaient pas suffisamment de matériel humain pour permettre la domination totale et ses lourdes pertes de population⁵¹. N'ayant pas grand espoir de conquérir des territoires à la population plus dense, les tyrans de ces petits pays furent contraints à une relative modération, de peur de perdre leurs quelques sujets. C'est pour la même raison que le nazisme, jusqu'au déclenchement de la guerre et à son extension à travers l'Europe, se montra beaucoup moins cohérent et impitoyable que son homologue russe ; même le peuple allemand n'était pas assez nombreux pour permettre le développement intégral de cette toute nouvelle forme de régime. C'est seulement si l'Allemagne avait gagné la guerre qu'elle aurait connu une domination totalitaire intégrale, et on peut se faire une idée des sacrifices que cela aurait entraîné non seulement pour les "races inférieures", mais aussi pour les Allemands eux-mêmes, d'après les plans de Hitler qui nous sont parvenus⁵². Quoi qu'il en

particulièrement p. 95, 108, 113 s., 158, 385.

- 50 Nous savons aujourd'hui que Staline fut averti à maintes reprises de l'attaque imminente de Hitler contre l'Union soviétique. Même lorsque l'attaché militaire soviétique à Berlin l'informa du jour de l'attaque nazie, Staline refusa de croire que Hitler violerait le pacte (Voir le "discours de Khrouchtchev sur Staline", texte diffusé par le Département d'État, *New York Times*, 5 juin 1956).
- 51 Ce qu'illustre l'information suivantes, rapportée par Souvarine, *op. Cit.*, p. 669 : "Selon W. Krivitsky, dont l'excellente source confidentielle est la Guépéou : "Au lieu des 171 millions d'habitants prévus pour 1937, on n'en trouva que 145 millions ; ainsi, il "manquait" près de 30 millions de personnes en U.R.S.S." Et il faut se rappeler que cela se produisit après la dékoulakisation, qui avait coûté près de 8 millions de vies humaines. Voir *Le Communisme en action*, publication du gouvernement américain, Washington, 1946, p. 140.
- 52 On peut trouver une grande partie de ces plans, fondée sur les documents originaux, dans le *Bréviaire de la haine* de Léon Poliakov, Paris, 1951, chapitre 8 – mais seulement dans la mesure où ils se rapportaient à l'extermination de peuple non germaniques, surtout ceux d'origine slave. L'engin de destruction nazi ne se serait pas arrêté devant le peuple allemand ; c'est évident d'après

soit, ce fut seulement pendant la guerre, après que les conquêtes orientales eurent fourni de grandes masses humaines et rendu possibles les camps d'extermination, que l'Allemagne fut à même d'établir un régime véritablement totalitaire. (Inversement, les risques de régime totalitaire sont effroyablement élevés dans les pays du traditionnel despotisme oriental, l'Inde et la Chine ; il y a là une matière première presque inépuisable pour nourrir la machinerie accumulatrice de pouvoir et destructrice d'homme, de la domination totale ; et ce sentiment d'être inutile, qui caractérise l' "homme de la masse", s'il est un phénomène entièrement nouveau en Europe, où il découle du chômage massif et de la croissance démographique des cent cinquante dernières années, prédomine là-bas depuis des siècles, dans le mépris pour la valeur de la vie humaine). On ne pouvait guère attribuer la modération ou les méthodes de gouvernement moins meurtrières à la crainte d'une rébellion populaire ; c'est la dépopulation du pays lui-même qui représentait une menace autrement sérieuse. C'est seulement lorsque de vastes masses sont surabondantes ou peuvent être utilisées sans aboutir à une dépopulation désastreuse, que le régime totalitaire, en tant que distinct d'un mouvement totalitaire, est possible.

un règlement d'hygiène du Reich, rédigé par Hitler lui-même. Il y propose d' "isoler" du reste de la population toutes les familles qui comportent des cas e maladies cardiaques ou pulmonaires, l'étape suivante du programme étant leur liquidation physique. Cette mesure, et d'autres projets pour une Allemagne victorieuse, sont contenus dans une circulaire aux chefs de district (Kreisleiter) de Hesse-Nassau ; ils se présentent comme un rapport sur une discussion ayant eu lieu au quartier général du Führer sur les mesures qui devraient être adoptées "avant... et après l'achèvement victorieux de la guerre". Voir le choix de documents de *La Conspiration et l'agression nazies*, Washington, 1946, vol. 7 p. 175. De même, il est question de promulguer une "législation globale" qui légaliserait et développerait l' "autorité institutionnelle" de la police à expédier dans des camps de concentration des gens innocents de tout délit. (Voir Paul Werner, S.S.-Standartenführer, dans *Deutsches Jugendrecht*, Helt 4, 1944).

Pour cette "politique négative des populations", qui a décidément les mêmes objectifs que les purges bolcheviques, il est important de se rappeler su' "il ne saurait y avoir d'arrêt de ce processus de sélection" (Himmler, "Die Schutzstaffel", dans *Grundlagen, Aufbau und Wirtschaftsordnung des nationalsozialistischen Staates*, n°7 b). "La lutte du Führer et de son parti était une sélection jusqu'ici non réalisée... Cette sélection et cette lutte furent ostensiblement accomplies le 30 janvier 1933... Le Führer et sa vieille garde savaient que la lutte véritable ne faisait que commencer" (Robert Ley, *Der Weg zur Ordensburg*, o.D. Verlag der Deutschen Arbeitsfront. "exemplaire non commercial").

Les mouvements totalitaires sont possibles partout où se trouvent des masses qui, pour une raison ou pour une autre, se sont découverts un appétit d'organisation politique. Les masses ne sont pas unies par la conscience d'un intérêt commun, et elles n'ont pas cette logique spécifique des classes qui s'exprime par la poursuite d'objectifs précis, limités et accessibles. Le terme de "masses" s'applique seulement à des gens qui, soit à cause de leur simple nombre, soit par indifférence, soit pour ces deux raisons, ne peuvent s'intégrer dans aucune organisation fondée sur l'intérêt commun – qu'il s'agisse de partis politiques, de conseils municipaux, d'organisations professionnelles ou de syndicats. Les masses existent en puissance dans tous les pays, et constituent la majorité de ces vastes couches de gens neutres et politiquement indifférents qui votent rarement et ne s'inscrivent jamais à un parti.

Ce qui caractérisa l'essor du mouvement nazi en Allemagne et des mouvements communistes en Europe, après 1930⁵³, c'est qu'ils recrutèrent leurs adhérents dans cette masse de gens apparemment indifférents, auxquels tous les autres partis avaient renoncé en les jugeant trop apathiques ou stupides pour être dignes d'attention. Le résultat fut que la majorité de leurs adhérents étaient des gens qui n'avaient jamais paru sur la scène politique auparavant. C'est ce qui permit l'introduction de méthodes de propagande politique entièrement nouvelles, et aussi l'indifférence aux arguments des opposants ; non seulement ces mouvements se plaçaient à l'extérieur du système des partis et le rejetaient en bloc, mais ils trouvaient aussi une clientèle qui n'avait jamais été touchée, jamais "gâtée" par le système des partis. C'est pourquoi ils n'eurent pas besoin de réfuter les arguments qu'on leur opposait, et préférèrent systématiquement les menaces de mort aux tentatives de persuasion, la terreur à la

53 F. Borkenau décrit justement la situation : "Les communistes n'avaient qu'un succès très modeste lorsqu'ils essayaient de gagner les masses de la classe ouvrière ; par suite, leur soutien massif, s'ils en avaient un, était de plus en plus éloigné du prolétariat" ("Die neue Komintern", dans *Der Monat*, Berlin, 1949, Heft 4).

conviction. Ils prétendaient que les désaccords proviennent toujours de sources profondes, naturelles, sociales ou psychologiques, qui échappent au contrôle de l'individu et par conséquent à celui de la raison. Cela n'aurait été une faiblesse que s'ils avaient accepté une compétition sincère avec les autres partis ; cela devenait une force s'ils étaient sûrs d'avoir affaire à des gens qui avaient des raisons d'être également hostiles à tous les partis.

Le succès des mouvements totalitaires auprès des masses sonna le glas de deux illusions pour les démocraties en général, et surtout pour les nations européennes et leur système des partis. La première illusion voulait que le peuple, dans sa majorité, eût pris une part active au gouvernement, et que tous les individus fussent en sympathie avec l'un ou l'autre parti. Au contraire, ces mouvements montraient que les masses politiquement neutres et indifférentes pouvaient facilement constituer une majorité dans un pays démocratique : par conséquent, une démocratie pouvait fonctionner selon les règles qui ne sont activement reconnues que par une minorité. La deuxième illusion battue en brèche par les mouvements totalitaires voulait que ces masses fussent sans importance, qu'elle fussent réellement neutres et ne constituassent que la muette toile de fond de la vie politique de la nation. Les mouvements totalitaires laissaient maintenant apparaître ce qu'aucun autre organe de l'opinion publique n'avait jamais pu montrer : le régime démocratique reposait autant sur l'approbation et la tolérance silencieuses des couches muettes et indifférentes de la population, que sur les institutions et les organisations explicites et visibles du pays. Aussi, lorsque les mouvements totalitaires envahirent les Parlements, leurs mépris du régime parlementaire sembla une pure incohérence : en fait ils réussirent à convaincre une grande partie de la population que la majorité parlementaires étaient factice et ne correspondaient pas nécessairement aux réalités nationales, s'apercevant ainsi le respect humain et la confiance dus régimes qui croyaient aussi à la règle majoritaire

plutôt qu'à leur propre constitution.

On a souvent souligné que les mouvements totalitaires usent et abusent des libertés démocratiques pour mieux les abolir. Il ne s'agit pas seulement d'habileté diabolique de la part des chefs ni de stupidité puérile de la part des masses. Il est vrai que les libertés démocratiques sont fondées sur l'égalité de tous les citoyens devant la loi ; mais elles n'acquièrent leur sens et leur fonction organique que lorsque les citoyens appartiennent à des groupe qui les représentent, ou forment une hiérarchie sociale et politique. L'effondrement du système des classes, seule stratification sociale et politique des nations européennes, fut certainement "un des événements les plus dramatiques de l'histoire récente de l'Allemagne". Il fut aussi favorable à l'essor du nazisme que l'absence de stratification sociale dans l'immense population rurale de la Russie (ce "grand corps mou, dépourvu d'éducation politique et presque inaccessible aux idées susceptibles d'ennoblir l'action") le fut au renversement par les bolcheviks du régime démocratique de Kerenski. Les conditions de l'Allemagne pré-hitlérienne sont révélatrices des dangers que court implicitement l'Occident depuis qu'avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, le même dramatique effondrement du système de classes s'est répété dans presque tous les pays européens, tandis que les événements de Russie inquiètent clairement la direction que peuvent prendre les inévitables bouleversements révolutionnaires d'Asie. Pratiquement il importera peu que les mouvements totalitaires adoptent le schéma du nazisme ou du bolchevisme, qu'ils organisent les masse au nom de la race ou de la classe, qu'ils fassent semblant de suivre les lois de la vie et de la nature ou de la dialectique et de l'économie.

L'indifférence aux affaires publiques, la neutralité en matière politique, ne sont pas en elles-mêmes une cause suffisante pour le développement de mouvement totalitaires. La société bourgeoise, fondée sur la compétition et l'acquisition, avait provoqué l'apathie et même l'hostilité envers la vie publique, non seulement dans les

couches sociales qu'elle exploitait et qu'elle excluait de la participation active à la gestion du pays, mais avant tout dans sa propre classe. À la longue période de fausse modestie, pendant laquelle la bourgeoisie se contenta d'être la classe dominante sans aspirer au pouvoir politique (qu'elle abandonnait volontiers à l'aristocratie), succéda l'ère impérialiste : la bourgeoisie se déclara alors de plus en plus hostile aux institutions existantes, et commença à s'organiser en réclamant l'exercice du pouvoir politique. L'apathie première et l'exigence ultérieure d'un monopole dictatorial dans la conduite des affaires étrangères de la nation avaient toutes deux les mêmes racines : un mode et une philosophie de la vie si constamment et exclusivement axés sur le succès ou l'échec de l'individu dans une compétition impitoyable, que les devoirs et les responsabilités du citoyen n'étaient ressentis que comme une vaine déperdition de temps et d'énergie. Ces attitudes bourgeoises sont très utiles à ces formes de dictature où un "homme fort" prend sur lui l'encombrante responsabilité de la conduite des affaires publiques ; mais elles représentent un obstacle réel pour les mouvements totalitaires, qui ne peuvent tolérer aucun individualisme, bourgeois ou non. Les sections apathiques d'une société dominée par la bourgeoisie, quelle que soit leur répugnance à assumer leurs responsabilités civiques, gardent leur personnalité, au moins parce qu'en la perdant, elles ne pourraient guère espérer survivre dans la compétition pour la vie.

Il est difficile d'apercevoir les différences profondes entre les organisations de la populace au XIX^e siècle et les mouvements de masses du XX^e siècle. En effet, les modernes chefs totalitaires ne diffèrent guère, par la psychologie et la mentalité, de précédents meneurs de foules, dont les critères moraux et les procédés politiques ressemblaient de si près à ceux de la bourgeoisie. Pourtant, dans la mesure où l'individualisme caractérisait l'attitude de la bourgeoisie comme de la populace, les mouvements totalitaires peuvent à juste titre prétendre qu'ils furent les premiers partis réellement anti-bourgeois ; aucun de leurs prédécesseurs du XIX^e

siècle, ni la Société du 10 décembre qui aida Louis-Napoléon à s'emparer du pouvoir, ni les brigades d'égorgeurs de l'affaire Dreyfus, ni les Cent-Noirs des pogroms russes, ni les mouvements pan-slaves ou pangermanistes, aucun ne s'empara de ses adhérents jusqu'à leur faire perdre toutes leurs exigences et leurs ambitions individuelles, aucun n'avait jamais envisagé qu'une organisation puisse réussir à détruire l'identité individuelles de façon permanente, et non seulement pendant le moment de l'action collective et héroïque.

Le rapport entre la société de classes, dominée par la bourgeoisie, et les masses qui sont issues de son effondrement, ne s'identifie pas au rapport entre la bourgeoisie et la populace, laquelle était un sous-produit de la production capitaliste. Les masses ne partagent avec la foule qu'une seule caractéristique : elles sont étrangères à toutes les ramifications sociales et à toute représentation politique normale. Mais si la populace hérite – quoique sous une forme dénaturée – les critères et les attitudes de la classe dominante, les masses reflètent et, d'une certaine façon, dénaturent les critères et les attitudes de *toutes* les classes à l'égard des affaires publiques. Les critères de l'homme de la masse n'ont pas été déterminés seulement, ni même principalement, par la classe à laquelle il avait appartenu, mais plutôt par la contagion d'influences et de convictions que partageaient, inconsciemment et également, toutes les classe de la société.

L'appartenance à une classe, quoiqu'elle fut plus lâche et moins strictement déterminée par l'origine sociale que dans les ordres et les états de la société médiévale, dépendait généralement de la naissance, et seuls les dons ou une chance extraordinaires pouvaient la modifier. Le statut social décidait de la participation de l'individu à la politique, et sauf, dans le cas de péril *national*, où cet individu était censé agir indépendamment de son appartenance à une classe ou à un parti, il n'était jamais directement confronté aux affaires publiques, et il ne se sentait jamais directement responsable de leur conduite. Lorsqu'un classe accédait à un rôle plus important

dans la communauté, quelques-uns de ses membres étaient éduqués pour faire de la politique professionnellement, en étant payés (ou non, s'ils en avaient les moyens) comme dirigeants et représentants de leur classe au Parlement. La majorité du peuple demeurait en dehors de tout parti ou de toute autre organisation politique, ce qui n'était grave aux yeux de personne, et n'était pas plus vrai d'une classe que d'une autre. En d'autres termes, l'appartenance à une classe, avec ses obligations collectives et limitées, et, ses attitudes traditionnelles envers la politique, empêchait la naissance de citoyens qui se sentissent individuellement et personnellement responsables du gouvernement du pays. Ce caractère apolitique de la population nationale ne fut mis en lumière que lorsque le système des classes s'effondra en emportant dans sa chute tout le réseau de fils visibles et invisibles qui reliaient le peuple au corps politique.

L'effondrement du système des classes eut pour conséquence automatique l'effondrement du système des partis ; ceux-ci, étant des partis d'intérêts, ne pouvaient plus représenter d'intérêts de classe. Leur survivance était de quelque importance aux yeux des membres des anciennes classes, qui espéraient contre tout espoir regagner leur statut social antérieur, et qui restaient groupés, non plus parce qu'ils avaient des intérêts communs, mais parce qu'ils espéraient les recouvrer. En conséquence, les partis devinrent de plus en plus psychologiques et idéologiques dans leur propagande, de plus en plus apologétiques⁵⁴ et nostalgiques dans leur approche politique. De plus, ils avaient perdu, sans s'en apercevoir, l'appui de ces neutres qui ne s'étaient jamais intéressés à la politique parce qu'ils avaient l'impression que n'existait aucun parti qui s'occupe de leurs intérêts. Aussi, les premiers signes de l'effondrement du système, sur le continent européen, ne furent pas les désertions des membres anciens du parti, mais l'incapacité à recruter parmi la jeune génération, et la perte du consentement et du soutien tacite des masses inorganisées : celle-ci secouèrent leur apathie et allèrent partout où elles virent une

54 Discours tendant à justifier et à défendre une idéologie, une doctrine. (Le Robert 1)

occasion d'exprimer leur nouvelle et violente opposition.

La chute des murs protecteurs des classes transforma la majorité qui somnolait à l'abri de tous les partis en une seule grande masse informe d'individus furieux. Ils n'avaient rien en commun, sinon une vague conscience que les espoirs des adhérents des partis étaient vains, que, par conséquent, les membres les plus respectés, les plus cultivés, les plus représentatifs de la communauté étaient des imbéciles, et que toutes les puissances étaient moins mauvaises moralement qu'également stupides et frauduleuses. Peu importait, pour la naissance de cette terrifiante solidarité négative, sous quelle forme étaient haïs le *statu quo* et les puissances établies : pour le chômeur, c'était le parti social-démocrate ; pour le petit propriétaire exproprié, un parti du centre ou de la droite ; et pour les anciennes classes moyennes et supérieures, l'extrême droite traditionnelle, la masse de ces hommes généralement déçus et désespérés augmenta rapidement en Allemagne et en Autriche, après la Première Guerre mondiale, lorsque l'inflation et le chômage aggravèrent la dislocation consécutive à la défaite militaire ; il s'en trouva une grande proportion dans tous les États qui furent alors créés alors, et ils ont soutenu les mouvements extrémistes, en France et en Italie depuis la Seconde Guerre mondiale.

C'est dans cette atmosphère, parmi l'effondrement de la société de classe, que s'est développée la psychologie de l' "homme de masse" européen. Le fait qu'avec une uniformité monotone mais abstraite, le même sort avait frappé une masse d'individus, n'empêcha pas ceux-ci de se juger eux-mêmes en termes d'échec individuel, ni de juger le monde en termes d'injustice spécifique. Cependant, cette amertume personnelle, tout en se reproduisant dans de multiples cas individuels et isolés, ne constituait pas un lien commun : malgré sa tendance à effacer les différences individuelles, elle ne se fondait sur aucun intérêt commun, qu'il soit économique, social ou politique. Par conséquent, le repli sur soi-même alla de pair avec un affaiblissement décisif de l'instinct de conservation. Le désintéressement, au sens où

l'on n'a pas d'importance à ses propres yeux, le sentiment de pouvoir être sacrifié, n'était plus une expression d'idéalisme individuel, mais un phénomène de masse. Le vieil adage selon lequel les pauvres et les opprimés n'ont rien à perdre que leurs chaînes, ne s'appliquait plus aux hommes de masse, car ils perdirent bien davantage que leurs chaînes de misère lorsqu'ils cessèrent de s'intéresser à leur propre bien-être : la source de toutes les inquiétudes et des tous les soucis, qui rendent la vie humaine pénible et angoissante, était tarie. En comparaison de leur immatérialisme, un moine chrétien semble absorbé dans les affaires de ce monde, Himmler, qui connaissait si bien les mentalités de ceux qu'il organisait, décrivit non seulement ses propres S.S., mais aussi les larges couches où il les recrutait, en disant qu'ils ne s'intéressaient pas aux "problèmes quotidiens", mais seulement "aux questions idéologiques qui importeront pour des décennies et des siècles, si bien que l'homme... sait qu'il travaille à une grande tâche, telle qu'il n'en apparaît que tous les 2 000 ans⁵⁵". Cet *amas* gigantesque d'individus produisit une mentalité qui, comme Cécil Rhodes quelque quarante ans auparavant, pensait en continents et sentait en siècles.

D'éminents philosophes et hommes d'État européens prédisaient, depuis le début du XIX^e siècle, la naissance de l'"homme de masse" et l'avènement d'un âge de masses. Toute une littérature sur la conduite et la psychologie des masses avait éclairé et popularisé le concept si familier aux anciens, de l'affinité entre la démocratie et la dictature, entre le gouvernement de la populace et la tyrannie. Ces auteurs avaient préparé certains intellectuels occidentaux, politiquement conscients et hyper-conscients, à l'apparition de démagogues, à la crédulité, à la superstition et à la brutalité. Pourtant, s'il est vrai qu'en un sens toutes ces prophéties se

55 Discours de Heinrich Himmler sur "l'organisation et les obligations des S. S. et de la police", publié dans *National politischer Lehrgang der Wehrmacht von 15-23*, janvier 1937. Cité dans *La Conspiration et l'agression nazie*, Washington 1946, IV. p. 616 s. Bureau du Directeur de la commission des États-Unis pour la poursuite de la criminalité des pays de l'Axe – Gouvernement U. S., Washington, 1946 IV, p. 616 s.

réalisèrent, elles perdirent beaucoup de leur signification lorsque apparurent des phénomènes aussi imprévus que perte radicale de l'intérêt personnel⁵⁶, l'indifférence cynique ou embêtée en face de la mort ou d'autres catastrophes personnelles, la tendance passionnée à prendre les notions les plus abstraites comme règles de vie, et le mépris global pour les règles du bon sens même les plus évidentes.

Contrairement aux prédictions, les masses ne furent pas le produit de l'égalité croissante des conditions, ni du développement de l'instruction générale, avec l'inévitable abaissement du niveau et la vulgarisation du contenu qu'il implique. (L'Amérique, exemple classique de l'égalité des conditions et de l'instruction générale avec toutes ses insuffisances, est peut-être moins représentative de la psychologie des masses qu'aucun autre pays au monde.) Il apparut bientôt que les gens hautement cultivés étaient particulièrement attirés par les mouvements de masse, et que, en général, un individualisme raffiné n'empêchait pas, mais en fait facilitait quelquefois, l'abandon de soi dans la masse. Ce fait évident était si imprévu qu'on en a souvent rendu responsables le caractère morbide ou le nihilisme de l'intelligentsia moderne, un masochisme qui serait typique des intellectuels, ou encore l'antagonisme entre l'esprit et l'élan vital, l' "hostilité de l'esprit à la vie". Pourtant, ces intellectuels tant décriés ne furent que l'exemple le plus frappant et les porte-parole les plus explicites d'un phénomène beaucoup plus général. L'atomisation sociale et l'individualisation extrême précédèrent les mouvements de masse, qui attirèrent les gens complètement inorganisés, les individus acharnés qui avaient toujours refusé de reconnaître les attaches et les obligations sociales, beaucoup plus facilement et plus vite que les membres, sociables et non individualistes, des partis traditionnels.

En fait, les masses se développèrent à partir des fragments d'une société hautement atomisée, dont la structure compétitive et la

56 Gustave Le Bon, *La Psychologie des foules* 1895, mentionne le désintéressement particulier des masses. Voir chapitre II, § 5.

solitude individuelle qui en résulte n'étaient limitées que par l'appartenance à une classe. La principale caractéristique de l'homme de masse n'est pas la brutalité ou le retard mental, mais l'isolement et le manque de rapports sociaux normaux. Ces masses provenaient d'une société de classes criblée de fissures que cimentait le sentiment nationaliste : il n'est que naturel que, dans leur désarroi initial, elles aient penché vers un nationalisme particulièrement violent, auquel les chefs des masses ont cédé, contre leurs propres instincts et leurs propres objectifs, pour des raisons purement démagogiques⁵⁷.

Ni le nationalisme tribal ni le nihilisme de la révolte ne sont caractéristiques des masses ou ne leur sont utiles idéologiquement, comme ils l'étaient pour la populace. Mais les chefs de masses les plus doués de notre temps étaient encore issus de la populace plutôt que des masses⁵⁸. La biographie de Hitler est exemplaire à cet égard, et l'important chez Staline est qu'il soit issu de l'appareil de conspiration du parti bolchevique, unique par son mélange de déclassés et de révolutionnaires. À ses origines, le parti de Hitler, presque exclusivement composé d'inadaptés, de ratés et d'aventuriers, constituait bien cette "armée de bohèmes"⁵⁹ qui n'était que l'envers de la société bourgeoise et que, par conséquent, la bourgeoisie allemande aurait dû savoir utiliser avec succès pour son propre compte. En fait, la bourgeoisie fut bernée par les nazis, exactement comme la faction Röhm-Schleicher de la Reichswehr : eux aussi pensaient que Hitler, qu'ils avaient utilisés comme compère, ou des

57 Dès avant Hitler, les fondateurs du parti nazi en parlaient à l'occasion comme d'un "parti de gauche". Cf ; aussi l'incident qui se produisit après les élections législatives de 1932 : "Gregor Strasser montra avec amertume à son Chef qu'avant les élections, les nationaux-socialistes du Reichstag auraient pu former une majorité avec le Centre ; désormais, cette possibilité avait disparu, les deux partis représentant moins de la moitié du Parlement, [...] Mais avec les communistes, ils constituaient toujours une majorité, répliqua Hitler ; personne ne peut gouverner contre nous" (Heiden, *op. Cit.*, p. 94 et 495).

58 Carlton J.H. Hayes, *op. Cit.*, qui ne fait pas de distinction entre la populace et les masses, pense que les dictateurs totalitaires "étaient issus des masses plutôt que des classes".

59 Telle est la théorie centrale de K. Heiden, dont les analyses du mouvement nazi restent remarquables. "Des décombres des classes mortes surgit la nouvelle classes des intellectuels, et à sa tête marchent les plus impitoyables, ceux qui ont le moins à perdre, donc les plus forts ; une armée de bohèmes, pour qui la guerre est un pays et la guerre civile une patrie" (*op. Cit.*, p. 100).

S.A., qu'ils avaient utilisés pour leur propagande militariste et leur entraînement paramilitaire, se conduiraient comme leurs agents et les aideraient à établir une dictature militaire⁶⁰. Les uns et les autres considéraient le mouvement nazi selon leurs propres termes, selon les termes d'une philosophie politique de la populace⁶¹, et négligeait à la fois de soutien indépendant et spontané qu'apportaient les masses aux nouveaux chefs de la populace, et les aptitudes réelles de ces chefs à créer de nouvelles formes d'organisation. La populace, e tant que moteur des masses, n'était plus l'agent de la bourgeoisie ni de personne d'autre, sinon des masses elles-mêmes.

Les mouvements totalitaires avaient moins besoin de l'absence de structure d'une société de masses, que des conditions spécifiques d'une masse atomisée. On le voit très bien en comparant le nazisme et le bolchevisme, qui, dans leur pays respectif, prirent naissance dans des circonstances très différentes. Pour transformer la dictature révolutionnaire de Lénine en régime complètement totalitaire, Staline fut d'abord obligé de créer artificiellement cette société atomisée que les circonstance historiques avaient déjà préparée en Allemagne pour les nazis.

La victoire étonnement facile de la révolution d'Octobre eut lieu dans un pays où une bureaucratie despotique et centralisée

60 L'accord secret entre le générale Schleicher et Röhm, le chef des S.A., visait à placer toutes les formations paramilitaires sous le contrôle de la Reichswehr, ce qui aurait immédiatement gonflé les effectifs de millions d'hommes. Cela aurait inévitablement conduit à une dictature militaire. En juin 1934, Hitler liquida Röhm et Schleicher. Les premières négociations furent conduites avec l'assentiment de Hitler, qui se servit des relations de Röhm avec la Reichswehr pour tromper les milieux militaires sur ses intentions. En avril 1932, Röhm témoigna, au cours d'un procès intenté à Hitler, que le statut militaire des S.A. Était parfaitement admis par la Reichswehr, voir *La Conspiration nazie*, V, p. 456 s. Voir aussi Heiden, *op. Cit.*, p. 450). Röhm lui-même rapporte fièrement ses négociations avec Schleicher, qui, selon lui, commencèrent en 1931. Schleicher avait promis de mettre les S.A. Sous le commandement d'officiers de la Reichswehr en cas d'urgence. (Voir *Die Memoiren des Stabschefs Röhm*, Sarrebrück, 1934, p. 170). Le caractère militariste des S.A., dû à Röhm et constamment combattu par Hitler, continua d'inspirer leur vocabulaire jusqu'à la liquidation de Röhm. À la différence des S.S., les S.A. Ont toujours prétendu être "les représentants de la volonté militaire de l'Allemagne", et, pour eux, le Troisième Reich était une "communauté militaire" "appuyée (sur) deux piliers : le parti et la Wehrmacht" (Voir *Handbuch der S.A.*, Berlin, 1939, et "Die Sturmabteilungen", par Victor Lutze, dans *Grundlagen, Aufbau und Wirtschaftsordnung des nationalsozialistischen Staates*, n° 7 a).

61 L'autobiographie de Röhm, en particulier, est un véritable classique de ce genre de littérature.

gouvernait une masse de population amorphe. Ni ce qui restait des ordres féodaux à la campagne ni les embryonnaires classes capitalistes dans les villes n'avaient réussi à organiser cette masse,. Lénine déclara que nulle part au monde il n'aurait été si facile de s'emparer du pouvoir et si difficile de la garder : c'est qu'il percevait non seulement la faiblesse de la classe ouvrière russe, mais aussi le caractère anarchique des conditions sociales en général, qui étaient propices à des changements soudains. Lénine n'avait pas les instincts d'un chef de masse : ce n'était pas un orateur, et il tenait absolument à reconnaître et à analyser ses propres erreurs en public, ce qui est contraire aux règles mêmes de la banale démagogie. Mais il aperçut immédiatement toutes les distinctions possibles, sociales, nationales, professionnelles, qui pourraient introduire une certaine structure dans la population, et il sembla convaincu que le salut de la révolution résidait dans une telle stratification. Il légalisa l'expropriation anarchique des propriétaires terriens par les masses paysannes et fonda ainsi, pour la première et probablement pour la dernière fois en Russie, cette classe de paysans émancipés qui, depuis la Révolution française, a constitué le plus ferme soutien des nations occidentales. Il essaya de renforcer la classe ouvrière en encourageant les syndicats indépendants. Il toléra l'apparition timide d'une nouvelle classe moyenne, résultat de la N.E.P., après la fin de la guerre civile. Il introduisit des distinctions supplémentaires en organisant ; et quelquefois en inventant, autant de nationalités que possible, développant le sentiment national et la conscience des différences historiques et culturelles jusque parmi les tribus les plus primitives de l'Union soviétique. Il semble clair que sur ces points de politique purement pratique, Lénine écouta son inspiration d'homme d'État plutôt que ses convictions marxistes ; en tout cas, sa politique prouve qu'il avait peur de l'absence de structure, sociale ou autre, plus que du développement possible de tendances centrifuges au sein des nationalités récemment émancipées, ou même que de l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie issue des nouvelles classes, moyenne et

paysannes. Sans aucun doute, Lénine subit sa plus lourde défaite lorsque, au début de la guerre civile, le pouvoir suprême, qu'il avait d'abord prévu de concentrer dans les mains des soviets, passa dans celles de la bureaucratie du Parti ; mais même ce développement, aussi tragique qu'il fût pour le cours de la révolution, n'aurait pas dû conduire nécessairement au totalitarisme. Une dictature du parti unique ne faisait qu'ajouter une classe de plus à la stratification du pays, qui était déjà en progrès – cette classe étant la bureaucratie, qui, selon les critiques socialistes de la révolution, "possédait l'État comme sa propriété privée"⁶² (Marx). Au moment de la mort de Lénine, aucune voie n'était fermée. Il n'était pas inévitable que la formation de classes ouvrière, paysannes et moyenne conduisît à la lutte des classes qui avait caractérisé le capitalisme européen. L'agriculture pouvait encore se développer sur une base collective, coopérative ou privée, et l'économie demeurait libre de suivre le schéma du socialisme, du capitalisme d'État ou de la libre entreprise. Aucune de ces alternatives n'aurait automatiquement détruit la nouvelle structure du pays.

Toutes ces classes et ces nationalités nouvelles firent obstacle à Staline lorsqu'il commença de préparer le pays au régime totalitaire. Afin de fabriquer une masse atomisée et amorphe, il fut d'abord obligé de liquider le restant de pouvoir de soviets, lesquels, en tant que principal organe de la représentation nationale, jouaient encore un certain rôle et empêchaient que l'autorité du parti fût absolue. Aussi commença-t-il par saper les soviets nationaux en créant des

62 Il est bien connu que les fractions anti-staliniennes ont fondé leurs critiques sur cette formulation marxiste, et ne l'ont jamais dépassée. Les "purges" répétées de la bureaucratie soviétique, qui ont équivalu à sa liquidation en tant que classe, ne les ont jamais empêchées de voir en elle la classe dominante et régnante de l'Union soviétique. Voici l'appréciation de Rakovski, écrivant en 1930 de son exil sibérien : "Sous nos yeux s'est formée et se forme encore une vaste classe d'administrateurs qui a ses subdivisions internes et qui s'accroît par la cooptation calculée et les nomination directes ou indirectes... L'élément qui unit cette classe originale est une forme, également originale, de propriété privée, à savoir le pouvoir de l'État" (cité dans Souvarine, *op. Cit.*, p. 564). Cette analyse est tout à fait exacte pour l'ère stalinienne. Sur le développement des relations entre le parti et les soviets, qui est d'une importance décisive pour le cours de la révolution d'Octobre, voir I. Deutscher, *Le Prophète armé : Trotski, 1879-1921*, 1954.

cellules bolcheviques où se recrutait exclusivement des hauts fonctionnaires des comités centraux⁶³. Vers 1930, les derniers vestiges des anciennes institutions collectives avaient disparu pour faire place à la bureaucratie du parti : celle-ci était fortement centralisée, et ses tendances à la russification n'étaient guère différentes de celles du régime tsariste, à ceci près que les nouveaux bureaucrates n'avaient plus peur d'un peu d'instruction.

Le régime bolchevique passa alors à la liquidation des classes et, pour des raisons d'idéologie et de propagande, commença par des classes possédantes : la nouvelle classe moyenne des villes, et les paysans. À la fois par leur nombre et par leurs possessions, les paysans avaient constitués jusque-là la classe potentiellement la plus puissante de l'Union ; en conséquence, leur liquidation fut plus complète et plus cruelle que celle de tous les autres groupes ; elle fut conduite au moyen de la famine et de la déportation, sous prétexte d'exproprier les koulaks et de collectiviser les terres. La liquidation des classes moyennes et paysannes s'acheva au milieu des années 30 ; ceux qui ne se trouvaient pas parmi les nombreux millions de morts ou de forçats déportés avaient appris "qui commandait", ils avaient compris que leur vie et celle de leur famille dépendaient non de leurs concitoyens, mais exclusivement de l'humeur d'un régime en face duquel ils étaient complètement isolés, sans aucune aide du groupe auquel ils se trouvaient appartenir. Ni les statistiques ni les sources documentaires ne permettent de déterminer le moment exact où la collectivisation produisit une nouvelle paysannerie liée par des intérêts communs, qui, à cause de sa position privilégiée (numérique et économique), représentait de nouveau danger virtuel pour la domination totalitaire. Mais, aux yeux de ceux qui savent lire les

63 En 1927, 90% des membres des soviets de village et 75% de leurs présidents n'appartenaient pas au parti ; les comités exécutifs des régions comprenaient 50% de membres du parti, tandis qu'au Comité central, la proportion passait à 75%. Voir l'article "Bolchevisme" par Maurice Dobb, dans *L'Encyclopédie des sciences sociales*.

A. Rosenberg, *Une histoire du bolchevisme*, Londres 1934, chapitre VI montre en détail comment les membres du parti détruisirent le système des soviets de l'intérieur, en votant "conformément aux instructions qu'ils recevaient des fonctionnaires permanents du parti".

"sources d'information" totalitaires, ce moment était arrivé deux ans avant que Staline mourût, lorsqu'il proposa de dissoudre les kolkhozes et de les transformer en unités plus grandes. Il mourut sans exécuter ce plan ; cette fois-ci, les sacrifices auraient été encore plus grands, et les conséquences pour l'ensemble de l'économie encore plus catastrophiques que lors de la liquidation de la première classe paysanne, mais rien n'autorise à douter que Staline aurait pu réussir ; on peut toujours éliminer une classe en assassinant un nombre suffisant de ses membres.

Ensuite fut liquidée la classe des ouvriers. En tant que classe, ils étaient beaucoup plus faibles et offrirent beaucoup moins de résistance que les paysans. En effet, à la différence des paysans lorsqu'ils exproprièrent les propriétaires terriens, ils avaient été immédiatement spoliés de leur expropriation spontanée des propriétaires d'usines pendant la révolution : le gouvernement avait confisqué les usines comme propriété de l'État, sous prétexte que de toute façon, l'État appartenait au prolétariat. Le système stakhanoviste, adopté au début des années 1930, brisa toute solidarité et toute conscience de classe parmi les ouvriers, d'abord par sa compétitivité féroce, ensuite parce qu'il solidifia provisoirement une aristocratie stakhanoviste, dont la distance sociale par rapport à l'ouvrier ordinaire était ressentie de façon beaucoup plus aiguë que la distance entre les ouvriers et la direction. Le processus fut complété en 1938 par l'introduction du livret de travail, qui transforma officiellement l'ensemble de la classe ouvrière en une gigantesque armée de forçats.

Couronner toutes ces mesures vint la liquidation de cette bureaucratie qui avait contribué à exécuter les liquidations précédentes. Staline mit à peu près deux ans, de 1936 à 1938, à se débarrasser de l'aristocratie administrative et militaire de la société soviétique ; presque tout, bureaux, usines, organismes économiques et culturels, gouvernement, Parti, bureaux militaires, passa dans de nouvelles mains, une fois que "près de la moitié du personnel

administratif, appartenant ou non au Parti, eut été balayé", et qu'on eut liquidé cinquante pour cent de tous les membres du Parti et "au moins 8 millions d'autres personnes"⁶⁴. Ce plus, la création d'un passeport intérieur sur lequel devaient être enregistrés et autorisés tous les départs d'une ville pour une autre vint compléter la destruction de la bureaucratie du Parti en tant que classe. Quant au statut juridique, la bureaucratie comme les fonctionnaires du Parti se trouvait maintenant au même niveau que les ouvriers ; elle aussi avait rejoint la vaste multitude des forçats, et son statut en tant que classe privilégiée appartenait au passé. Et puisque cette purge se termina par la liquidation des hauts fonctionnaires de la police – ceux-là mêmes qui avaient commencé à organiser l'épuration – même les cadres de la Guépéou qui avaient mené l'opération de terreur ne purent se bercer d'illusion que leur groupe représentait quoi que ce soit, encore moins un certain pouvoir.

Aucun de ces immenses sacrifices en vies humaines ne fut motivé par la *raison d'État* au vieux sens du mot. Aucune des couches sociales liquidées n'était hostile au régime, ni susceptible de le devenir dans un avenir prévisible. L'opposition active et organisée avait cessé d'exister vers 1930, lorsque Staline, dans son discours devant le XVI^e congrès du Parti, mit hors la loi les déviations droitières et gauchistes, et même ces faibles oppositions n'avaient guère pu s'appuyer sur aucune des classes existantes⁶⁵. La terreur

64 Ces chiffres sont tirés du livre de Victor Kravchenko, *J'ai choisi la liberté : la vie privée et politique d'un fonctionnaire soviétique*, New York, 1946, p. 278 et 303. Il s'agit bien entendu d'une source très discutable. Mais, dans le cas de la Russie soviétique, nous ne pouvons avoir recours qu'à des sources discutables, c'est-à-dire que nous devons nous appuyer entièrement sur des dépêches de presse, des estimations ou des rapports très divers. Tout ce que nous pouvons faire est donc d'utiliser toute information qui semble au moins posséder un degré élevé de probabilité. Certains historiens pensent apparemment que la méthode inverse, consistant à utiliser exclusivement tout document fourni par le gouvernement russe, est plus sûre, mais tel n'est pas le cas. Ce sont précisément les documents officiels qui ne sont que propagande.

65 Dans son rapport au XVI^e congrès, Staline dénonça les déviations comme le "reflet" de la résistance des classes paysannes et petite-bourgeoise, au sein du parti. (Voir *Le Léninisme* 1933, vol. 2, chapitre III). Devant cette attaque, l'opposition était singulièrement désarmée, car elle aussi, et spécialement Trotski, était "toujours désireuse de découvrir une lutte de classes derrière les luttes de cliques" (Souvarine, *op. Cit.*, p. 440.

dictatoriale – qui s'oppose à la terreur totalitaire dans la mesure où elle ne menace que les opposants authentiques, non les inoffensifs citoyens qui n'ont pas d'opinions politiques – avait été suffisamment sinistre pour étouffer toute vie politique, clandestine ou non, dès avant la mort de Lénine. L'intervention étrangère, qui pouvait faire alliance avec une des fractions mécontentes de la population, n'était plus un danger lorsque, vers 1930, le régime soviétique avait été reconnu par une majorité de gouvernements, et avait conclu avec de nombreux pays des accords internationaux, commerciaux et autres. (Non que le régime de Staline ait éliminé une telle possibilité, du côté des peuples eux-mêmes : nous savons maintenant que Hitler, s'il avait été un conquérant ordinaire et non un rival en domination totalitaire, aurait pu avoir une chance unique de gagner à sa cause au moins le peuple de l'Ukraine).

Politiquement absurde, la liquidation des classes fut littéralement catastrophique pour l'économie soviétique. Les conséquences de la "famine artificielle" en 1933 se firent sentir dans tout le pays pendant des années ; l'introduction du système stakhanoviste en 1935, avec son accélération arbitraire de la production individuelle et son mépris total des nécessités du travail d'équipe, eut pour résultat un "déséquilibre chaotique" de la jeune industrie⁶⁶. Enfin, la liquidation de la bureaucratie, c'est-à-dire de la classe des directeurs et ingénieurs d'usine, priva les entreprises industrielles du peu d'expérience et de savoir-faire qu'avaient pu acquérir les nouveaux techniciens russes.

L'égalité des conditions parmi leurs sujets est d'un des principaux soucis des despotismes et des tyrannies depuis l'Antiquité, mais la domination totale ne se satisfait pas d'une telle égalisation, qui laisse plus ou moins subsister entre les sujets certains liens communautaires, non politiques, comme les liens familiaux et les intérêts culturels. Si le totalitarisme prend au sérieux ses propres exigences il doit en venir au point où il lui faut "en finir une bonne

66 Kravchenko, *op. Cit.*, p. 187.

fois avec la neutralité du jeu d'échecs", c'est-à-dire avec l'existence autonome d'absolument n'importe quelle activité. Ceux qui aiment "le jeu d'échec pour lui-même", justement comparés par leur liquidateur aux amoureux de "l'art pour l'art"⁶⁷, sont les éléments encore récalcitrants d'une société de masses dont l'uniformité complètement hétérogène est l'une des conditions essentielles du totalitarisme. Du point de vue des dirigeants totalitaires, une société qui se consacre au jeu d'échecs pour lui-même ne diffère qu'en degré d'une classe d'agriculteurs pour l'amour de l'agriculture, et n'est guère moins dangereuse. Himmler définit très justement le S.S. Comme un nouveau type d'homme qui en aucun cas ne fera jamais "une chose pour elle-même"⁶⁸.

L'atomisation massive de la société soviétique fut obtenue par l'usage habile de purges répétées qui précédaient invariablement la liquidation effective des groupes. Afin de détruire tous les liens sociaux et familiaux, les purges sont conduites de manière à menacer du même sort l'accusé et toutes ses relations habituelles, des simples connaissances aux amis et aux parents les plus proches. Conséquence de la simple et ingénieuse technique de la "culpabilité par association", dès qu'un homme est accusé, ses anciens amis se transforment immédiatement en ses ennemis les plus acharnés : afin de sauver leur propre existence, ils se font mouchards et se hâtent de corroborer par leurs dénonciations les preuves qui n'existent pas contre lui ; tel est évidemment leur seul moyen de prouver qu'ils sont dignes de confiance. Rétrospectivement, ils essaieront de prouver que leur relation ou leur amitié avec l'accusé n'était qu'un prétexte pour l'espionner et le dénoncer comme saboteur, trotskiste, agent étranger, ou fasciste. Puisque le mérite "se juge au nombre de dénonciations de

67 Souvarine, *op. Cit.*, p. 575.

68 Le mot d'ordre des S.S., tel qu'il a été formulé par Himmler lui-même, commence par les mots : "Il n'y a pas de tâche qui existe pour elle-même". Voir Gunter d'Alquen, "Die S.S.", dans *Schriften der Hochschule für Politik*, 1939. les pamphlets diffusés par les S.S. Pour leur seule consommation intérieure soulignent à maintes reprises "la nécessité absolue de comprendre la futilité de tout ce qui a une fin propre" (voir *Der Reichsführer S.S. Und Ched der deutschen Polizei*, s.d., " réservé à l'usage interne de la police").

proches camarades⁶⁹", il est bien évident que la plus élémentaire prudence exige que l'on n'évite pas d'empêcher qu'on découvre vos pensées secrètes, mais plutôt d'éliminer (dans l'hypothèse presque assurée d'ennuis à venir) toutes les personnes qui pourraient avoir non seulement un banal intérêt à vous dénoncer, mais aussi un besoin irrésistible de provoquer votre ruine, tout simplement parce que leur propre vie serait en danger. En dernière analyse, c'est en poussant cette technique jusqu'à ses plus fantastiques extrêmes, que les dirigeants bolcheviques ont réussi à créer une société atomisée comme on n'en avait jamais vus auparavant et comme événements et catastrophes à eux seuls n'en auraient guère créée.

Les mouvements totalitaires sont des organisations massives d'individus atomisés et isolés. Par rapport à tous les autres partis et mouvements, leur caractéristique la plus apparente est leur exigence d'une loyauté illimitée, inconditionnelle et inaltérable, de la part du militant individuel. Cette exigence est formulée par les chefs des mouvements totalitaires avant même qu'ils ne prennent le pouvoir. D'ordinaire, elle précède l'organisation du pays sous leur autorité effective. Elle découle de la prétention de leurs idéologies à englober, en temps voulu, dans leur organisation, l'ensemble du genre humain ; Là, cependant, où la domination totalitaire n'a pas été préparée par un mouvement totalitaire (tel fut le cas de la Russie, par opposition à l'Allemagne nazie), il faut organiser le mouvement après coup, et créer artificiellement les conditions de son développement, afin de rendre possible la loyauté totale – base psychologique de la domination totale. On ne peut attendre une telle loyauté que de l'être humain complètement isolé qui, sans autres liens sociaux avec famille, amis, camarades ou simples connaissances, ne tire le sentiment de son utilité que de son appartenance à un mouvement, à un parti.

69 La pratique est attestée par des documents multiples. W. Krivitski, dans son livre *Dans les services secrets de Staline* (New York, 1938) en attribue l'origine à Staline lui-même.

La loyauté totale n'est possible que lorsque la fidélité est vidée de tout contenu concret duquel pourraient naturellement naître certaines révisions. Les mouvements totalitaires, chacun à sa façon, ont fait de leur mieux pour se débarrasser des programmes qui spécifiaient un contenu concret, et qu'ils avaient hérités de phases antérieures, non totalitaires, de leur développement. Quelle que soit l'outrance de leur libellé, tous les objectifs politiques précis qui ne se contentent pas d'affirmer et de circonscrire le droit à la domination mondiale, tous les programmes politiques qui traitent de points plus spécifiques que "les questions idéologiques qui importent pour des siècles", font obstacle au totalitarisme. Lorsque Hitler organisa graduellement le mouvement nazi à partir des effectifs obscurs et un peu fêlé d'un petit parti typiquement nationaliste, son exploit consista à décharger le mouvement du programme initial du parti, sans le changer ou l'abolir officiellement, mais simplement en refusant d'en parler ou d'en discuter les points, dont le contenu relativement modéré et la phraséologie furent bientôt passés de mode⁷⁰. À cet égard comme à beaucoup d'autres, la tâche de Staline s'annonçait beaucoup plus redoutable ; le programme socialiste du parti bolchevique était un fardeau autrement encombrant⁷¹ que les 25 points d'un économiste amateur doublé d'un politicien fêlé⁷². Mais, après avoir détruit les factions du parti russe, Staline obtint finalement le même résultat, en faisant constamment zigzaguer la ligne du parti communiste, et aussi en ré-interprétant et en appliquant

70 Hitler déclara dans *Mein Kampf* (2 vol., première éd. Allemande, 1925 et 1927) qu'il valait mieux avoir un programme démodé que de permettre la discussion d'un programme (livre II, chapitre V). il devait bientôt proclamer publiquement : "Une fois que nous aurons pris le pouvoir, le programme viendra de lui-même [...] Il faut d'abord une vague propagande d'une ampleur inconcevable. C'est une action politique qui n'aurait pas grand-chose à voir avec les autres problèmes du moment." Voir Heiden, *op. Cit.*, p. 203.

71 Souvarine, à tort selon nous, suggère que Lénine avait déjà aboli le rôle du programme du Parti : "Rien ne pouvait montrer plus clairement l'inexistence du bolchevisme en tant que doctrine, sauf dans le cerveau de Lénine ; tout bolchevik laissé à lui-même s'écartait de la "ligne" de sa tendance... car ces hommes étaient unis par leur tempérament et par l'ascendant de Lénine plutôt que par des idées" (*op. Cit.*, p. 85).

72 Le programme de Gottfried Feder pour le parti nazi, avec ses fameux 25 points, a joué un rôle important dans la littérature écrite sur le mouvement , que dans le mouvement lui-même.

constamment le marxisme d'une manière qui vidait la doctrine de tout son contenu, puisqu'il n'était plus possible de prévoir la direction ou le genre d'action qu'elle inspirerait. La connaissance la plus parfaite du marxisme et du léninisme ne servait nullement de guide de conduite politique ; au contraire, on ne pouvait suivre la ligne du parti qu'en répétant le matin ce que Staline avait annoncé la veille au soir : la conséquence naturelle en fut le même état d'esprit, la même obéissance compacte et imperméable au moindre effort pour comprendre ce que l'on faisait, qu'exprimait l'ingénieux mot d'ordre inventé par Himmler pour ses S.S. : "Mon honneur est ma loyauté"⁷³.

L'absence ou le mépris du programme n'est pas nécessairement un signe de totalitarisme. Le premier à considérer programmes et plate-formes comme d'inutiles chiffons de papier et de gênante promesses qui contredisaient le style et l'élan d'un mouvement fut Mussolini avec sa philosophie fasciste de l'activisme et de l'inspiration puisée au moment historique lui-même⁷⁴. L'appétit du pouvoir, combiné avec le mépris du "bavardage" sur les intentions, caractérise tous les meneurs de foules, mais reste en deçà du totalitarisme. Le véritable objectif du fascisme consistait simplement à s'emparer du pouvoir et à donner à l' "élite" fasciste la direction incontestée du pays. Le totalitarisme ne se satisfait jamais de gouverner par des moyens extérieurs, c'est-à-dire par l'intermédiaire de l'État et d'une machinerie de violence ; grâce à son idéologie particulière et au rôle assigné à celle-ci dans l'appareil de contrainte,

73 L'effet de ce mot d'ordre, formulé par Himmler lui-même est difficile à rendre. Sa forme allemande : "*Meine Ehre heisst Treue*" indique un dévouement et une obéissance absolue qui dépassent la signification de la simple discipline ou de la fidélité personnelle. Les traductions de documents allemands, dans *La conspiration nazie*, constituent une source indispensable, mais sont malheureusement très inégales ; le mot d'ordre S.S. y est rendu par : "Mon honneur veut dire fidélité" (. 346).

74 Mussolini fut probablement le premier à rejeter consciemment un programme précis et à le remplacer par les seuls principes de l'inspiration du Chef et de l'action. Derrière ce choix, il y avait l'idée que l'immédiateté du moment, élément principal de l'inspiration, ne pouvait qu'être entravée par un programme de parti. Mieux que les "mythes" de Sorel, c'est l' "actualisme" de Gentile qui a exprimé la philosophie du fascisme italien. Cf. aussi l'article "Fascisme" dans *L'Encyclopédie des sciences sociales*. Le programme de 1921 fut formulé alors que le mouvement existait depuis deux ans. Il contenait, essentiellement, sa philosophie nationaliste.

le totalitarisme a découvert un moyen de dominer et de terroriser les êtres humains de l'intérieur. En ce sens, il élimine la distance entre gouvernants et gouvernés, et réalise un système dans lequel la puissance et la volonté de puissance, comme nous les entendons, ne jouent aucun rôle ou, au mieux, qu'un rôle secondaire. Le chef totalitaire n'est, en substance, ni plus ni moins que le fonctionnaire des masses qu'il conduit ; ce n'est pas un individu assoiffé de pouvoir qui impose à ses sujets une volonté tyrannique et arbitraire. Étant un simple fonctionnaire, il peut être remplacé à tout moment, et il dépend tout autant de la "volonté" des masses qu'il incarne, que ces masses dépendent de lui. Sans lui, elles n'auraient pas de représentation extérieure, et demeureraient une horde amorphe ; sans les masses, le chef n'existe pas. Hitler, qui était parfaitement conscient de cette interdépendance, l'exprima un jour dans un discours adressé aux S.A. : "tout ce que vous êtes, vous l'êtes à travers moi ; tout ce que je suis, je le suis seulement à travers vous"⁷⁵. Nous ne sommes que trop enclins à minimiser de telles déclarations ou à voir en elles, à tort, une définition de l'action en termes d'ordres qu'on donne et qu'on reçoit, comme il est arrivé trop souvent dans l'histoire et la tradition politique de l'Occident⁷⁶. Mais cette idée a toujours présupposé qu'au poste de commande se trouve quelqu'un qui, doué d'une pensée et d'une volonté, l'impose à une groupe qui en est dépourvu par la persuasion, l'autorité ou la violence. Hitler, cependant, estimait que même "la pensée... (n'existe) qu'en vertu des ordres qu'on donne ou qu'on reçoit"⁷⁷. Il éliminait donc, même en théorie, la distinction entre la pensée et l'action, ainsi que celle entre les gouvernants et les gouvernés.

Ni le national-socialisme ni le bolchevisme ne proclamèrent jamais qu'ils avaient établi un nouveau régime, ni ne déclarèrent que leurs objectifs étaient atteints avec la prise du pouvoir et le contrôle

⁷⁵ Ernst Bayer, *Die S.A.*, Berlin, 1938, Cité dans *La Conspiration nazie*, IV, 783.

⁷⁶ Pour la première fois dans *Le Politique* de Platon, 305, où l'action est interprétée en terme d'*archein* et de *prattein* – l'ordre d'entreprendre une action, et l'exécution de cet ordre.

⁷⁷ *Hitlers Tischgespräche*, p. 198.

de l'État. Leur idée de la domination ne pouvait être réalisée ni par un État ni par un simple appareil de violence, mais seulement par un *mouvement constamment en mouvement* : à savoir, la domination permanente de tous les individus dans toutes les sphères de leur vie⁷⁸. La prise du pouvoir par la violence n'est jamais une fin en elle-même, mais seulement le moyen d'une fin, et, dans n'importe quel pays, la prise du pouvoir n'est qu'une étape transitoire et bienvenue, mais jamais la fin du mouvement. L'objectif pratique du mouvement est d'encadrer autant de gens que possible dans son organisation, et de les mettre et de les maintenir en mouvement, quant à l'objectif politique qui constituerait la fin du mouvement, il n'existe tout simplement pas.

2. L'alliance provisoire entre la populace et l'élite.

La loyauté inconditionnelle des militants et l'audience populaire des régimes totalitaires sont troublantes pour notre tranquillité d'esprit ; elles le sont cependant moins que l'incontestable attrait qu'exercent les mouvements sur l'élite, et non sur la seule lie de la société. Il serait téméraire d'ignorer, sous prétexte d'errance artistique ou de naïveté intellectuelle, la liste impressionnante d'hommes éminents que le totalitarisme compte parmi ses sympathisants, ses compagnons de route et ses membres régulièrement inscrits.

Pour la compréhension des mouvements (mais non des régimes) totalitaires, cet attrait est un indice aussi important que leur

78 *Mein Kampf*, livre I, chapitre XI. Voir également, par exemple, Dieter Schwarz, *Angriffe auf die nationalsozialistische Weltanschauung*, Aus dem Schwarzen Korps, n° 2, 1936, qui répond à l'objection évidente que les nazis ont continué à parler d'une "lutte" après leur accession au pouvoir : "Le national-socialisme en tant qu'idéologie (*Weltanschauung*) n'abandonnera pas la lutte avant que... le mode de vie de chaque Allemand ait été modelé par ses valeurs fondamentales, et que celles-ci se réalisent chaque jour à nouveau."

rapport plus évident avec la populace. Il indique en effet le climat général dans lequel se développe le totalitarisme. Il faut se rappeler que les chefs des mouvements totalitaires et leurs sympathisants sont, pour ainsi dire, plus âgés que les masses qu'ils organisent, si bien que, chronologiquement parlant, les masses n'ont pas à attendre désespérément la montée de leurs propres chefs au sein d'une société pourrissante, dont ils sont le produit le plus remarquable. Ceux qui avaient volontairement quitté la société avant l'écroulement des classes étaient prêts à les accueillir, en compagnie de la populace, qui était un sous-produit antérieur du règne de la bourgeoisie. Aujourd'hui encore, les dirigeants totalitaires et les chefs de mouvements totalitaires présentent les traits caractéristiques de la populace, dont nous connaissons assez bien la psychologie et la philosophie politique ; ce qui se passera lorsque l' "homme de masse" véritable prendra la relève, nous ne le savons pas encore, mais il est probable qu'il aura plus en commun avec la correction méticuleuse et calculée de Himmler qu'avec le fanatisme hystérique de Hitler, qu'il rappellera la froideur têtue de Molotov plus que la cruauté sensuelle et vindicative de Staline.

À cet égard, la situation de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale n'est pas essentiellement différente de ce qu'elle était après la guerre précédente. Dans les années 20, les idéologies fascistes, bolcheviques et nazi furent formulées, et les mouvements dirigés par la génération dite du front, par des gens qui avaient été élevés avant la guerre et se rappelaient encore distinctement cette époque ; de même, aujourd'hui, le climat général, politique et intellectuel, du totalitarisme, est déterminé par une génération qui a connu intimement l'époque précédente. C'est particulièrement vrai de la France, où l'effondrement du système des classes se produisit après la Seconde, non la Première Guerre. Comme les démagogues et les aventuriers de l'ère impérialiste, les chefs des mouvements totalitaires ont ceci de commun avec leurs sympathisants intellectuels qu'ils s'étaient trouvés à l'extérieur de la "bonne" société européenne

dès avant la faillite du système.

Lorsque l'arrogance de la fausse respectabilité fit place qu désespoir anarchique, cette faillite apparut comme une chance inouïe pour l'élite comme pour la populace. C'est évident pour les nouveaux chefs de masses, dont la carrière reproduit celle des démagogues du siècle précédent : échecs de la vie professionnelle et sociale, perversions et désastres de la vie privée. Le fait que leur vie, avant leur carrière politique, avait été un échec, était naïvement invoquée contre eux par les dirigeants, plus "respectables", des vieux partis : or, c'était le facteur déterminant de leur succès auprès des masses. Par là, ils semblaient prouver qu'ils incarnaient individuellement la destinée massive de l'époque, et que leur désir de tout sacrifier au mouvement, leurs promesses de se dévouer aux victimes de catastrophes, leur détermination de ne jamais se laisser séduire par un retour à la sécurité de la vie normale et leur mépris pour la respectabilité, étaient tout à fait sincères et non dictés par de simples ambitions passagères.

D'autre part, l'élite n'était guère plus jeune que la génération dont l'impérialisme avait usé et abusé moyennant de glorieuses carrières en marge de la respectabilité : joueurs, espions, aventuriers, chevaliers à l'armure étincelante et tueurs de dragons. Ils partageaient avec Lawrence d'Arabie le désir de "se perdre" et une violent dégoût pour tous les critères existants, pour toutes les puissance établies. Ils se rappelaient l' "âge d'or de la sécurité", mais aussi la haine qu'ils avait inspirée, et la réalité de leur enthousiasme lorsque éclata la Première Guerre, mondiale. Hitler et les ratés ne furent pas les seuls à remercier Dieu à genoux quand la mobilisation balaya l'Europe en 1914⁷⁹. ils n'avaient même pas à se reprocher d'avoir été une proie facile pour la propagande chauvine ou les explications mensongères sur le caractère purement défensif de la guerre. L'élite partit pour la guerre avec l'espoir enivrant que tout ce qu'elle connaissait, la

79 Voir la réaction de Hitler lorsque éclata la Première Guerre mondiale, réaction décrite dans *Mein Kampf*, livre I, chapitre V.

culture, la texture de la vie, se perdrait peut-être dans ses "orages d'acier" (Ernst Jünger). Dans la vocabulaire soigneusement choisi de Thomas Mann, la guerre était "pénitence" et "purification" ; c'était la guerre, plutôt que la victoire, qui inspirait le poète". Selon les mots d'un étudiant de l'époque, "ce qui compte, c'est d'être toujours prêt à faire un sacrifice ; ou bien, selon ceux d'un jeune ouvrier, "peu importe qu'on vive quelques années de plus ou de moins, pourvu qu'on ait quelque chose à montrer en justification de sa vie"⁸⁰. Et, bien avant qu'un intellectuel nazi n'ait annoncé : "Quand j'entends le mot culture, je tire mon revolver", les poètes avaient proclamé leur dégoût pour "cette saleté de culture" et poétiquement invité "Barbares, Scythes, Nègres, Indiens ô vous tous, à les piétiner"⁸¹."

On peut se contenter de qualifier d' "accès de nihilisme" ce mécontentement violent à l'égard de l'avant -guerre et des tentatives ultérieures de restauration – mécontentement qu'expriment Nietzsche, Sorel et Pareto, Rimbaud, T.E. Lawrence, Jünger, Brecht et Malraux, Bakounine, Netchaïev et Alexandre Bloch. C'est oublier combien le dégoût peut être justifié dans une société saturée par l'idéologie et la morale bourgeoises. Mais il est non moins vrai que la "génération du front", contrairement à ses guides spirituels, était complètement absorbée par son désir de voir périr tout cet univers de fausse sécurité, de fausse culture, de fausse vie. Ce désir était si fort qu'il dépassait, en résonance et en clarté, toutes les tentatives antérieures visant à une " transformation des valeurs" (tentative nietzschéenne), à une réorganisation de la vie politique (les écrits de Sorel), à une résurrection de l'authenticité humaine (Bakounine), ou à un amour passionné de la vie dans la pureté des aventures exotiques (Rimbaud). La destruction impitoyable, le chaos et la ruine en tant que tels assumaient la dignité de valeurs suprêmes⁸².

80 Voir le recueil de documents sur la "chronique intime de la Première Guerre mondiale" par Hanna Halkesbrink. *L'Allemagne inconnue*, New Haven, 1948, p. 43, 45, 81. la très grande valeur de ce recueil pour les "impondérables" de l'atmosphère historique rend d'autant plus déplorable l'absence d'étude similaires pour la France, l'Angleterre et l'Italie.

81 *Ibid.*, p. 20-21.

82 Cela commença par un sentiment d'aliénation totale par rapport à la vie normale. Rudolf Binding

Ce qui atteste la sincérité de ces sentiments, c'est que très peu des représentants de cette génération furent guéris de leur enthousiasme pour la guerre par l'expérience réelle de ses horreurs. Les survivants des tranchées ne devinrent pas pacifistes. Ils chérissent une expérience qui, pensaient-ils, les couperait définitivement de l'odieux environnement de la respectabilité. Ils s'accrochèrent aux souvenirs de quatre années vécues dans les tranchées comme si elles eussent constitué un critère objectif pour la fondation d'une nouvelle élite. Et ils ne cédèrent pas à la tentation d'idéaliser ce passé ; au contraire, les adorateurs de la guerre furent les premiers à reconnaître qu'à l'ère du machinisme, elle ne pouvait plus produire de vertus telles que l'esprit chevaleresque, le courage, l'honneur et la virilité⁸³, qu'elle n'apportait aux hommes que l'expérience de la destruction pure et simple, ainsi que l'humiliation de n'être que de minuscules rouages dans la majestueuse roue dentée de l'abattoir.

Cette génération se rappelait la guerre comme le grand prélude à l'effondrement des classes et à leur transformation en masses. Avec son arbitraire constant et meurtrier, la guerre devint le symbole de la mort, la "grande égalisatrice"⁸⁴ et par conséquent la matrice véritable d'un nouvel ordre mondial. La passion de l'égalité et de la justice, le désir de franchir les frontières étroites et absurdes des classes, d'abandonner des privilèges et des préjugés stupides semblaient trouver dans la guerre un moyen d'échapper aux vieilles attitudes paternalistes de la pitié pour les opprimés et les déshérités. À une

écrivait par exemple : "De plus en plus, il faut nous compter parmi les morts, parmi les égarés – parce que la grandeur de l'événement nous égare et nous sépare – plutôt que parmi les bannis dont le retour est possible" (*ibid.*, p. 160). la génération du front prétendait être une élite : on en trouve un curieux rappel dans le récit par Himmler de la façon dont il trouva finalement une "forme de sélection" pour réorganiser les S.S. : "...Le processus de sélection le plus sévère est produit par la guerre, la lutte pour la vie et la mort. Dans ce processus, l'aboutissement montre la valeur du sang... La guerre, cependant, est une circonstance exceptionnelle, et il fallait trouver un moyen de faire une sélection en temps de paix" (*op. Cit.*).

83 Voir, par exemple, Ernst Jünger, *Orages d'acier*, 1920. traduction française par Henri Plard, Paris 1970.

84 Hafkesbrink, *op. Cit.*, p. 156-157.

époque de misère croissante et de désespoir individuel, il semble également difficile de résister à la pitié lorsqu'elle devient une passion exclusive, que de ne pas réprouver son universalité même, qui semble tuer la dignité humaine encore plus sûrement que ne fait la misère.

Pendant les premières années de sa carrière, lorsqu'une restauration du *statu quo* européen demeurait la menace la plus sérieuse pour les ambitions de la populace⁸⁵, Hitler fit presque exclusivement appel à ses sentiments de la génération du front. Le désintéressement de l'homme de la masse apparaissait alors comme un désir d'anonymat, de ne fonctionner que comme un rouage, le désir, en bref, de n'importe quelle transformation qui effacerait les identifications fallacieuses avec des fonctions prédéterminées dans la société. La guerre avait été ressentie comme "la plus puissante de toutes les actions de masse", celle qui oblitérait les différences individuelles à tel point que même la souffrance, qui avait traditionnellement marqué des individus à la destinée unique, pouvait maintenant être interprétée comme "un instrument de progrès historique⁸⁶". Et les masses dans lesquelles l'élite de l'après-guerre voulait être plongée ne furent pas limitées par les distinctions nationales. Non sans quelque paradoxe, la Première Guerre mondiale avait presque aboli les authentiques sentiments nationaux ; dans l'entre-deux guerres, il était bien plus important d'avoir appartenu à la génération des tranchées, peu importe de quel côté, que d'être allemand ou français⁸⁷. Les nazis fondèrent toute leur propagande sur cette camaraderie indistincte, sur cette "communauté de destin", et

85 Heiden, *op. Cit.*, montre avec quelle constance Hitler prenait le parti de la catastrophe aux premiers jours du mouvement, combien il craignait un redressement possible de l'Allemagne. "Une demi-douzaine de fois (pendant l'occupation de la Ruhr) et en des termes différents, il déclara à ses sections d'assaut que l'Allemagne succombait. "Notre tâche est d'assurer le succès de notre mouvement" (p. 167) – succès qui dépendait alors de l'échec du combat dans la Ruhr.

86 Hafkesbrink, *op. Cit.*, p. 156-157.

87 Ce sentiment était déjà largement répandu pendant la guerre, lorsque Rudolf Binding écrivait : "(Cette guerre) ne doit pas être comparée à une campagne, où un chef mesure sa volonté contre celle d'un autre. Aujourd'hui, les deux adversaires sont à terre, et seule la guerre exprime sa volonté" (*ibid.*, p. 67).

gardèrent à leur cause un grand nombre d'organisations d'anciens combattants, dans tous les pays d'Europe, prouvant ainsi combien les slogans nationaux étaient devenus absurdes, jusque dans les rangs de la "droite", qui les utilisait pour leur connotation de violence plutôt que pour leur contenu national spécifique.

Aucun des éléments de ce climat intellectuel n'était très neuf. Bakounine avait déjà avoué : "Je ne veux pas être *Moi*, je veux être *Nous*⁸⁸", et Netchaïev avait prêché l'évangile de l' "homme maudit" qui n'a "pas d'intérêts personnels, pas d'affaires, pas de sentiments, d'attaches, de propriété, pas même un nom qui lui appartienne⁸⁹". tels étaient les instincts anti-humanistes, anti-libéraux, anti-individualistes et anti-culturels de la génération du front, qui faisait un éloge brillant et spirituel de la violence, de la puissance et de la cruauté. Auparavant, l'élite impériale avait prouvé de façon maladroite et pompeuse mais "scientifique" que la lutte de tous contre tous est la loi de l'univers, que l'expansion est une nécessité psychologique avant d'être un moyen politique, et que l'homme doit se conduire conformément à de telles lois universelles⁹⁰. Ce qui était nouveau dans les écrits de la génération du front, c'était leur qualité littéraire et la profondeur de leur passion. Les écrivains de l'après-guerre n'avaient plus besoin des démonstrations scientifiques de la génétique, et se référaient peu ou pas aux œuvres complètes de Gobineau ou de Houston Stewart Chamberlain, lesquelles appartenaient déjà aux pénates culturelles des philistins. Ils lisaient

88 Bakounine dans une lettre écrite le 7 février 1870. Voir Max Nomad, *Les Apôtres de la Révolution*, Boston, 1939, p. 180.

89 Le "Catéchisme du révolutionnaire" fut écrit soit par Bakounine lui-même, soit par son disciple Netchaïev. Pour la question de sa paternité et pour une traduction intégrale, voir Nomad, *op. Cit.*, p. 227 s.. en tout cas, le "système de mépris complet pour tous les principes de la simple honnêteté dans l'attitude (du révolutionnaire) envers les êtres humains...est entré dans l'histoire révolutionnaire russe sous le nom de "Netchayevschina" (*ibid.*, p. 224).

90 Au premier rang de ces théoriciens de l'impérialisme figure Ernest Seillière : *Mysticisme et domination : essai de critique impérialiste*, 1913. voir également Cargill Spietsma, *Nous autres impérialistes : notes sur la philosophie impérialiste d'Ernest Seillière*, New York, 1931 ; G. Monod dans la *Revue historique*, janvier 1912 ; et Louis Estève : *Une nouvelle psychologie de l'impérialisme* : Ernest Seillière, 1913.

non pas Darwin, mais le marquis de Sade⁹¹. À supposer qu'ils aient cru à des lois universelles, il est sûr qu'ils ne se souciaient guère de s'y conformer. Pour eux, la violence, la puissance, la cruauté étaient les qualités de ces hommes qui avaient perdu leur place dans l'univers et étaient trop fiers pour appeler de leurs vœux une théorie du pouvoir qui les réintégrerait dans le monde, en toute sécurité. Ils se satisfaisaient d'être les partisans aveugles de tout ce que la société respectable avait banni, sans considération de théorie ou de contenu, et ils élevaient la cruauté au rang de vertu cardinale parce qu'elle contredisait l'hypocrisie humanitaire et libérale de la société.

Si nous comparons cette génération aux idéologues du XIX^e siècle avec lesquels elle semble avoir tant en commun, la différence principale est le surcroît d'authenticité et de passion. Ils avaient été touchés plus profondément par la misère, ils se souciaient davantage des angoisses et étaient plus vivement blessés par l'hypocrisie que ne l'avaient été tous les apôtres de la bonne volonté et de la fraternité. Et ils ne pouvaient plus se permettre d'être des "tueurs de dragons" parmi des peuples étranges et passionnants. Ils n'était pas possible d'échapper à la routine quotidienne de misère, de médiocrité, de frustration et de ressentiment, embellie par la fausse culture d'un langage distingué ; de se conformer aux coutumes de pays des merveilles ne leur épargnerait nullement la nausée croissante qu'une telle combinaison inspirait continûment.

Cette impuissance à s'évader dans le vaste monde, ce sentiment d'être pris aux pièges multiples de la société, étaient très différents des conditions qui avaient façonné le caractère impérialiste, et ajoutaient une tension constante et un désir de violence à la vieille

91 En France, depuis 1930, le marquis de Sade est devenu un des auteurs favoris de l'avant-garde littéraire. Jean Paulhan, dans son Introduction à une nouvelle édition des *Infortunes de la vertu*, Paris 1946, remarque : "Je me demande, quand je vois tant d'écrivains, de nos jours, si consciemment appliqués à refuser l'artifice et de jeu littéraire au profit d'un événement indicible..., et tout occupés à rechercher le sublime dans l'infâme, le grand dans le subversif..., je me demande si notre littérature moderne, dans sa part qui nous semble la plus vivante – la plus agressive en tout cas – ne se trouve pas tout entière tournée vers le passé, et très précisément déterminée par Sade..." Voir aussi George Bataille, "Le Secret de Sade", dans *La Critique*, Tome III, N° 15-16, 17, 1947.

passion de l'anonymat et de la perte de soi. Privée de la possibilité d'un changement radical de rôle et de caractère, comme l'identification au mouvement national arabe ou les rites d'un village indien, l'immersion volontaire dans les forces surhumaines de la destruction semblait à la fois préserver de l'identification automatique avec la banalité de fonctions sociales préétablies, et contribuer à détruire le fonctionnement même du système. Ces gens se sentaient attirés par l'activisme des mouvements totalitaires, et par l'accent que mettaient ceux-ci, de façon curieuse et en apparence seulement contradictoire, à la fois sur le primat de l'action et sur la force écrasante de la nécessité. C'est que cette combinaison correspondait précisément à l'expérience qu'avait de la guerre la "génération du front" : une activité incessante dans le cadre d'une fatalité écrasante.

De plus l'activisme semblait fournir de nouvelles réponses à la vieille et encombrante question : " Qui suis-je ?, qui, en temps de crise, se pose toujours avec une insistance redoublée. Si la société maintenait : "Tu es ce que sembles être", l'activisme répliquait : "Tu es ce que tu as fait" – par exemple, l'homme qui, pour la première fois, avait traversé l'Atlantique en avion (dans *Der Flug der Lindbergs*, de Brecht). Après la Seconde Guerre mondiale, Sartre, modifia légèrement cette réponse : "Tu n'es rien d'autre que ta vie" (*Huis clos*). La pertinence de ces réponses ne tient pas à leur valeur comme redéfinition de l'identité personnelle, mais à ce qu'elles permettent, en fin de compte, d'échapper à l'identification sociale, à la multiplicité de fonctions interchangeable imposées par la société. L'important était d'accomplir quelque chose d'héroïque ou de criminel, qui fût imprévisible et qui ne fût pas déterminé par qui que ce soit d'autre.

L'activisme des mouvements totalitaires, qui leur faisait préférer le terrorisme à toute autre forme d'activité politique, attirait également l'élite intellectuelle et la populace, précisément parce que ce terrorisme différait si radicalement de celui des précédents groupes révolutionnaires. On n'avait plus affaire à une politique

délibérée, qui considérait les actes terroristes comme le seul moyen d'éliminer certaines personnalités de premier plan, devenues, à cause de leur politique ou de leur position, un symbole d'oppression. Ce qui était si séduisant, c'est que le terrorisme était devenu une sorte de philosophie exprimant la frustration, le ressentiment et la haine aveugle, une sorte d'expressionnisme politique qui avait les bombes pour langage, qui observait avec délice la publicité donnée à ses actions d'éclat et qui était prêt à payer de sa vie pour faire reconnaître son existence par la société normale. C'est ce même esprit, ce même jeu, qui poussèrent Goebbels, longtemps avant la défaite finale de l'Allemagne, à annoncer avec un plaisir évident qu'en cas de défaite, les nazis sauraient claquer la porte derrière eux, et qu'on se souviendrait d'eux pendant des siècles.

Pourtant, c'est peut-être ici que nous pouvons trouver un critère valable pour distinguer entre l'élite et la populace, dans l'atmosphère pré-totalitaire que voulait la populace, ce que Goebbels exprima avec force détails, c'était d'accéder à l'histoire, même au prix de l'autodestruction, la conviction intime de Goebbels, que "le plus grand bonheur que peut éprouver un de nos contemporains" est soit d'être un génie, soit d'être le serviteur d'un génie⁹², était caractéristique de la populace, non des masses ni de l'élite des sympathisants. Ces derniers, au contraire, croyaient si sérieusement à l'anonymat qu'ils niaient l'existence du génie ; toutes les théories artistiques des années 20 essayaient désespérément de prouver que l'excellence est le produit de l'habileté technique, de la logique, qu'elle réalise les possibilités du matériau⁹³. C'est la populace, non l'élite, qui était charmée par "la force radieuse de la gloire" (Stephan Zweig) et qui acceptait avec enthousiasme le culte du génie, héritage du monde bourgeois. En cela, la populace du XX^e siècle suivait fidèlement le modèle des parvenus du passé, qui avaient déjà découvert que la société bourgeoise ouvre plus volontiers plus volontiers ses portes à l'

92 Goebbels, *op. Cit.*, p. 139.

93 Les théories artistiques du Bauhaus étaient caractéristiques à cet égard. Voir aussi les remarques de Bertold Brecht sur le théâtre, *Gesammelte Werke*, Londres, 1938.

"anormal" fascinant, au génie, à l'homosexuel, au Juif, qu'au simple mérite. Le mépris de l'élite pour le génie, sa soif d'anonymat, témoignaient encore d'un esprit que ni les masses ni la populace n'étaient capables de comprendre, cet esprit qui, selon les mots de Robespierre, s'efforçait d'affirmer la grandeur de l'homme contre la petitesse des grands.

Malgré cette différence, il est vrai que l'élite était heureuse chaque fois que la pègre réussissait, par la terreur, à se faire admettre sur un pied d'égalité par la société respectable. L'élite ne considérait pas que la destruction de la civilisation fût un prix trop élevé pour le plaisir de voir y accéder par la force ceux qui en avaient été injustement exclus dans le passé. Elle ne s'indignait pas particulièrement des monstrueux trucages historiographiques dont tous les régimes totalitaires sont coupables et que leur propagande proclame avec suffisamment de clarté. Ils s'étaient convaincus que l'historiographie traditionnelle était un trucage de toute manière, puisqu'elle avait exclu les déshérités et les opprimés de la mémoire de l'humanité. Ceux que rejetait leur propre époque étaient généralement oubliés par l'histoire, et cette injustice doublée d'une insulte troublait toutes les consciences sensibles depuis qu'avait disparu la foi en un au-delà où les derniers seraient les premiers. Les injustices du passé comme celles du présent devinrent intolérables lorsqu'il n'y eut plus aucun espoir de redresser un jour la balance de la justice. La grande entreprise marxiste de réécrire l'histoire universelle en termes de lutte des classes fascinait même ceux qui ne croyaient pas à la justesse de sa thèse, à cause de son intention originale de trouver un biais pour faire accéder les destinées de ceux qu'avait exclus l'histoire officielle, à la mémoire de la postérité.

L'alliance provisoire entre l'élite et la populace reposait en grande partie sur le plaisir réel avec lequel la première observait la seconde détruire la respectabilité. Le résultat pouvait être obtenu lorsque les barons de l'acier étaient forcés de traiter avec Hitler et de l'inviter chez eux – un peintre en bâtiment et, de son propre aveu, une

ancienne épave ; il pouvait être obtenu par le biais des trucages criards et vulgaires que perpétrèrent les mouvements totalitaires dans tous les domaines de la vie intellectuelle, dans la mesure où ces trucages regroupaient tous les éléments souterrains, non respectables, et l'histoire européenne pour en faire un tableau cohérent. À ce point de vue, il fut plutôt plaisant de voir le bolchevisme et le nazisme commencer par éliminer justement les sources de leur propre idéologie qui étaient tenues en quelque estime par les milieux officiels, universitaires ou autres. Ceux qui "récrivaient" l'histoire cherchèrent l'inspiration non dans le matérialisme dialectique de Marx, mais dans la conspiration des 300 familles ; non dans le scientisme pompeux de Gobineau et Chamberlain, mais dans les "Protocoles des Sages de Sion" ; non dans l'influence véritable de l'Église catholique et dans le rôle joué par l'anticléricalisme dans les pays latins, mais dans la littérature clandestine sur les jésuites et les francs-maçons. Le but de ces reconstructions variées et d'ailleurs variables était toujours de dénoncer l'histoire officielle comme une farce, et de mettre au jour une sphère d'influence secrète dont la réalité historique visible, véritable et connue n'était qu'une façade explicitement plantée pour tromper le peuple.

Cette aversion de l'élite intellectuelle pour l'historiographie officielle, sa conviction que l'histoire, qui de toute façon était truquée pouvait sans dommage être abandonnée aux ébats des illuminés, ne sont pas seules en causes. Il convient de leur ajouter la fascination terrible et démoralisante due à ce que des mensonges énormes, des contrevérités monstrueuses, peuvent en fin de compte être établis comme des faits incontestables, à ce que l'homme peut être libre de changer de passé à volonté, et à ce que la différence entre la vérité et le mensonge peut cesser d'être objective et devenir une simple affaire de puissance et d'astuce, de pression et de répétition infinie. La fascination naissait non pas de l'habileté de Staline et de Hitler dans l'art du mensonge, mais du fait qu'ils étaient capables d'organiser les masses en une unité collective qui soutenait leurs mensonges avec

une impressionnante magnificence. Des trucages purs et simples du point de vue de la science semblaient recevoir la sanction de l'histoire elle-même lorsque toute la réalité en marche des mouvements les soutenait et prétendait tirer d'eux l'inspiration nécessaire à son action.

L'attrait qu'exercent les mouvements totalitaires sur l'élite, aussi longtemps qu'ils n'ont pas pris le pouvoir, est une source de perplexité parce que les doctrines positives du totalitarisme, évidemment vulgaires et arbitraires, sont plus apparentes à l'observation extérieure que la tendance générale diffuse dans l'atmosphère pré-totalitaire. Ces doctrines différaient profondément des critères généralement acceptés, qu'ils soient intellectuels, culturels ou moraux. Aussi pouvait-on conclure que seuls, une insuffisance fondamentale, inhérente au caractère de l'intellectuel, "*La Trahison des clercs*" (Julien Benda), ou un pervers masochisme de l'esprit, expliquait le plaisir avec lequel l'élite acceptait les "idées" de la populace. Amèrement déçus, manquant de familiarité avec les expériences contemporaines, les portes-paroles de l'humanisme et du libéralisme oublient souvent une chose : dans une atmosphère d'où se sont évaporées toutes les valeurs et les propositions traditionnelles (après que les idéologies du XX^e siècle se furent réfutées l'une l'autre et qu'elles eurent épuisé leur intérêt vital) il était en un sens plus facile d'accepter des propositions évidemment absurdes, que de vieilles vérités qui étaient devenues de pieuses banalités. En effet, nul n'était censé prendre ces absurdités au sérieux. La vulgarité et son refus cynique des critères reçus s'accompagnaient d'un aveu tranquille du pire et d'un mépris de tous les faux semblants qu'il était facile de prendre pour un style de vie courageux et neuf. Comme prévalaient de plus en plus des attitudes de foule, des convictions de foule – qui n'étaient autres que des attitudes et des convictions de la bourgeoisie, lavées de leur hypocrisie – ceux qui haïssaient traditionnellement la bourgeoisie et qui avaient volontairement quitté la société respectable ne virent que l'absence d'hypocrisie et de

respectabilité, non le contenu lui-même⁹⁴.

La bourgeoisie prétendait être la garante des traditions occidentales et brouillait tous les problèmes moraux en faisant publiquement étalage de vertus que non seulement elle ne possédait pas dans la vie privée et commerciale, mais qu'en réalité elle méprisait. Aussi parut-il révolutionnaire d'admettre la cruauté, le mépris des valeurs humaines, et l'absence générale de moralité : cela détruisait au moins la duplicité sur laquelle semblait reposer la société existante. La tentation était grande de prendre des poses extrêmes dans l'hypocrite clair-obscur d'une moralité réversible, de porter publiquement le masque de la cruauté quand tout le monde était évidemment égoïste en faisant semblant d'être aimable, de faire étalage de méchanceté dans un monde, non de méchanceté, mais de mesquinerie, ignorant presque tout des rapports antérieurs entre la populace et la bourgeoisie, l'élite intellectuelle des années 20 était persuadée qu'on pouvait jouer à la perfection le jeu ancien d'*épater le bourgeois* si l'on commençait par choquer la société avec une caricature ironique de son propre comportement.

À cette époque, personne ne prévoyait que la véritable victime d'une telle ironie serait l'élite plus que la bourgeoisie. L'avant-garde ignorait qu'elle enfonçait non des murs, mais des portes ouvertes, et qu'un succès unanime démentirait sa prétention à être une minorité révolutionnaire, en prouvant au contraire qu'elle était sur le point d'exprimer l'esprit de l'époque, un nouvel esprit de masse. À cet égard, il est particulièrement significatif de voir l'accueil réservé à *L'Opéra de quat'sous*, de Brecht, par l'Allemagne pré-hitlérienne. La pièce présentait les gangsters comme de respectables hommes d'affaires, et inversement. L'ironie fut un peu perdue de vue lorsque

94 Le texte de Röhm qui suit caractérise le sentiment de presque toute la jeune génération et non seulement d'une élite : "Règne du pharisaïsme et de l'hypocrisie. Ce sont les traits les plus évidents de la société aujourd'hui..., Rien ne saurait être plus mensonger que la soi-disant morale de la société." Ces garçons "se perdent dans le monde philistin de la double morale bourgeoise, et ne savent plus comment distinguer entre la vérité et l'erreur" (*Die Geschichte eines Hochverrätters*, p. 267 et 269). L'homosexualité de ces milieux était elle aussi – au moins en partie – une expression de protestation contre la société.

les hommes d'affaires respectables du public considérèrent qu'il s'agissait d'une vue pénétrante de la réalité de la vie, et que la populace salua dans la pièce une consécration artistique du gangstérisme. Le refrain de la pièce, "*Erst kommt das Fressen, dann kommt die Moral*" (d'abord la bouffe, ensuite la morale), souleva les applaudissements frénétiques d'absolument tout le monde, quoique pour des raisons différentes. La populace applaudissait parce qu'elle prenait l'argument à la lettre ; la bourgeoisie, parce que, trompée depuis si longtemps par sa propre hypocrisie, elle était lasse de cette tension et trouvait une sagesse profonde dans l'expression de la banalité qui était sa règle de vie ; l'élite, parce que la mise à nu de l'hypocrisie était un merveilleux spectacle. L'œuvre eut un effet exactement contraire à ce qu'avait cherché Brecht. Il n'était plus possible de choquer le bourgeois ; ils applaudirent la révélation de leur philosophie cachée, dont la popularité prouvait qu'ils avaient raison depuis toujours, si bien que le seul résultat politique de la "révolution" brechtienne fut d'encourager tout un chacun à jeter le masque encombrant de l'hypocrisie.

Quelque dix ans plus tard en France, une réaction pareillement ambiguë fut suscitée par les "*Bagatelles pour un massacre*", dans lesquelles Céline proposait de massacrer tous les Juifs. André Gide se dit publiquement ravi dans les pages de la N.R.F., non qu'il voulût tuer les Juifs de France, mais parce qu'il appréciait l'aveu brutal d'un tel désir, ainsi que la contradiction flagrante entre la brutalité de Céline et la politesse hypocrite dont tous les milieux respectables enrobaient la question juive. Le désir de démasquer l'hypocrite était irrésistible parmi l'élite : on peut en juger en voyant qu'un tel plaisir ne pouvait même pas être gâté par la persécution très réelle des Juifs par Hitler, laquelle était déjà en plein essor au moment où Céline écrivait. Pourtant, cette réaction était due à l'aversion pour le philo-sémitisme des libéraux, bien plus qu'à la haine des Juifs. La même disposition d'esprit explique un phénomène remarquable : les opinions artistiques, largement répandues, de Hitler et de Staline, et

leur persécution des artistes modernes, n'ont jamais détruit l'attrait qu'avait les mouvements totalitaires pour les artistes d'avant-garde ; cela dénote chez l'élite un manque du sens des réalités, ainsi qu'un désintéressement perverti, deux caractères qui ne ressemblent que trop au monde fictif et à l'absence d'intérêt personnel parmi les masses. Chance unique pour les mouvements totalitaires, qui explique que fût possible une alliance provisoire entre l'élite intellectuelle et la populace : de façon élémentaire et indifférenciée, leurs problèmes étaient devenus semblables et préfiguraient les problèmes et la mentalité des masses.

En rapport étroit avec l'attrait qu'exerçaient sur l'élite la franchise de la populace et le désintéressement des masses, les mouvements totalitaires avaient une séduction également irrésistible ; ils se targuaient d'avoir aboli la distinction entre vie privée et vie publique, et d'avoir rendu à l'homme une plénitude mystérieuse et irrationnelle. Depuis que Balzac avait mis au jour la vie privée des personnages publics de la société française, et que la dramatisation par Ibsen des "Soutiens de la société" avait conquis les scènes européennes, le problème de la double moralité était devenu un des principaux sujets de tragédies, de comédies et de romans. La double moralité, telle que la pratiquait la bourgeoisie, devint le signe essentiel de l'*esprit de sérieux* (en français dans le texte), toujours pompeux, jamais sincère. La distinction entre vie privée et vie publique ou sociale n'avait rien à voir avec la séparation justifiée entre les sphères personnelle et publique, elle était plutôt le reflet psychologique de la lutte entre le *bourgeois* et le *citoyen* au XIX^e siècle, entre l'homme qui jugeait et utilisait toutes les institutions publiques à l'aune de ses intérêts privés, et le citoyen responsable qui se préoccupait des affaires publiques comme étant les affaires de tous. À cet égard, la philosophie politique des libéraux, pour laquelle la somme des intérêts individuels aboutit au miracle du bien commun, ne semblait être qu'une rationalisation de l'insouciance avec laquelle on poussait les intérêts privés sans considération du bien commun.

Contre l'esprit de classe des partis européens, qui avaient toujours admis représenter certains intérêts, et contre l'"opportunisme" qui résultait de leur conception comme simples éléments d'une somme, les mouvements totalitaires posèrent leur "supériorité", dans la mesure où ils étaient porteurs d'une *Weltanschauung* qui leur permettait de prendre possession de l'homme en sa totalité⁹⁵. Avec cette exigence de totalité, les meneurs de foule ne faisaient, une fois de plus, que formuler à rebours la philosophie politique de la bourgeoisie. La classe bourgeoise avait fait son chemin grâce à la pression sociale, et, souvent, grâce au chantage économique contre les institutions politiques.; elle avait toujours cru que les organes publics et visibles du pouvoir étaient mus par leurs propres intérêts et leur propre influence, secret et non public. En ce sens, la philosophie politique de la bourgeoisie avait toujours été "totalitaires"; elle avait toujours cru à une identité de la politique, de l'économie et de la société, au sein de laquelle les institutions politiques n'étaient que la façade des intérêts privés. Le *bimoralisme* de la bourgeoisie, sa distinction entre vie publique et vie privée, était une concession à l'État national, qui avait désespérément essayé de maintenir des deux domaines séparés.

Ce qui séduisait l'élite, c'était l'extrémisme en tant que tel. Les prédictions optimistes de Marx, selon lesquelles l'État disparaîtrait pour faire place à une société sans classes, n'était plus extrémistes, plus assez messianiques. Si Berdiaev a raison de dire que "les révolutionnaires russes... ont été toujours totalitaires", alors l'attrait que la Russie soviétique exerça presque également sur les compagnons de route intellectuels du nazisme et du communisme venait précisément du fait qu'en Russie, "la révolution était une religion et une philosophie, et non simplement un conflit concernant

95 Le rôle de la *Weltanschauung* dans la formation du mouvement nazi a été souligné à maintes reprises par Hitler lui-même. Dans *Mein Kampf*, il est intéressant de noter qu'il prétend avoir compris la nécessité de fonder un parti sur une *Weltanschauung*, grâce à la supériorité des partis marxistes. Livre II. Chapitre I : *Weltanschauung* et parti.

le côté social et politique de la vie⁹⁶. En réalité, la transformation des classes en masses et l'effondrement du prestige et de l'autorité des institutions politiques avaient créé dans les pays d'Europe occidentale des conditions proches de celles qui régnaient en Russie. Aussi n'était-ce pas par accident que les révolutionnaires occidentaux commencèrent à leur tour à adopter ce fanatisme révolutionnaire, typiquement russe, qui appelait de ses vœux, non le changement des conditions sociales ou politiques, mais la destruction radicale de toutes les croyances, valeurs et institutions existantes. La populace ne fit que profiter de ce nouvel état d'esprit en réalisant une alliance éphémère des révolutionnaires et des criminels, alliance qui avait déjà existé au sein de nombreuses sectes révolutionnaires de la Russie tsariste, mais qui était inconnue de la scène européenne.

La troublante alliance conclue entre la populace et l'élite, et la coïncidence étrange de leurs aspirations, s'expliquent parce que les couches qu'elles représentaient avaient été, les premières, éliminées du cadre de l'État national et de la société de classes. Elles se rencontrèrent si facilement (quoique provisoirement) parce qu'elles sentaient l'une et l'autre qu'elles incarnaient le destin de l'époque, qu'elles étaient suivies par des masses innombrables, que tôt ou tard la majorité des peuples européens pourraient être à leurs côtés – prêts, pensaient-elles, à faire leur révolution.

L'une et l'autre se trompaient. La populace, la pègre sous-jacente à la classe bourgeoise, espérait que les masses impuissantes l'aideraient à prendre le pouvoir et l'appuieraient lorsqu'elle ferait prévaloir leurs intérêts privés, puis qu'il lui suffirait de renouveler les couches anciennes de la société bourgeoise en leur insufflant l'esprit plus entreprenant de la pègre. Mais le totalitarisme, une fois au pouvoir, appris bientôt que l'esprit d'entreprise n'était pas l'apanage de la populace, et pouvait en tout cas être inculquée en un temps relativement bref. Pour les impitoyables machines de domination et

96 Nicolas Berdiaev, *Les origines du communisme russe*, 1937, p. 124-125.

d'extermination, la masse coordonnée des philistins était un matériau bien meilleur et capable de crimes bien plus grands que les soi-disant criminels professionnels, pourvu que ces crimes fussent soigneusement organisés et eussent l'apparence de travaux de routine.

Ce n'est donc pas un hasard si les rares protestations contre les atrocités massives commises par les nazis contre les Juifs et les peuples d'Europe orientale furent le fait, non des militaires ni d'aucune autre section de la masse coordonnée des philistins respectables, mais précisément de ces compagnons de la première à heure, qui étaient des représentants typiques de la populace⁹⁷. Quand à Himmler, l'homme le plus puissant d'Allemagne après 1936, il n'appartenait nullement à cette "armée de bohèmes" (Heiden) qui ressemblait de façon troublante à l'élite intellectuelle. Himmler était lui-même "plus normal", c'est-à-dire plus philistin qu'aucun des chefs initiaux du mouvement nazi⁹⁸. Ce n'était pas un bohème comme

97 Il y a, par exemple, la curieuse intervention de Wilhelm Kube, commissaire générale de Minsk, et l'un des plus anciens membres du parti qui, en 1941, c'est-à-dire au début des massacres à grande échelle, écrivit à son chef : "Je ne suis certainement pas un mou, et je suis désireux de collaborer à la solution de la question juive, mais les gens qui ont été élevés dans notre culture sont, après tout, différents de hordes bestiales locales. Devons-nous assigner la tâche de les massacrer aux Lituanais et aux Lettons, qui sont méprisés même par la population indigène ? Je ne saurais m'y résoudre. Je vous demande de me donner des instructions précises pour régler la question de la façon la plus humaine, pour le prestige de notre Reich et de notre parti." Cette lettre est publiée dans Max Weinreich, *Les Professeurs de Hitler*, New York, 1946, p. 153-154. L'intervention de Kube fut vite rejetée ; cependant, la tentative presque identique de W. Best, plénipotentiaire du Reich au Danemark, et nazi notoire, pour sauver les vies des Juifs danois, fut plus heureuse. Voir *La Conspiration nazie*, V. 2.

De même, Alfred Rosenberg, qui avait prêché l'infériorité des peuples slaves, ne s'était jamais rendu compte que ses théories pourraient un jour signifier leur liquidation. Chargé de l'administration de l'Ukraine, il écrivit des rapports indignés sur les conditions qui y régnaient pendant l'automne de 1942, non sans avoir tenté auparavant d'obtenir une intervention directe de Hitler. Voir *La Conspiration nazie*, III, 83 s. et IV, 62.

Il y a bien sûr quelques exceptions à cette règle. L'homme qui sauva Paris de la destruction était le générale von Choltitz qui, cependant, "craignait toujours d'être privé de commandement pour ne pas avoir exécuté les ordres", alors même qu'il savait que "la guerre était perdue depuis des années". Aurait-il eu le courage de résister à l'ordre "de faire de Paris un amas de ruines" sans l'appui énergique de l'ambassadeur Otto Abetz, un nazi de longue date ? Cela semble douteux, d'après son propre témoignage lors du procès d'Abetz à Paris. Voir le *New York Times* du 21 juillet 1949.

98 Un Anglais, Stephen H. Roberts, décrit Himmler comme "un homme d'une exquise courtoisie, qui s'intéresse encore aux simples choses de la vie. Il n'a rien de la pose de ces nazis qui agissent comme des demi-dieux... Nul homme ne ressemble moins à sa fonction que ce dictateur policier de

Goebbels ni un sadique comme Streicher, un illuminé comme Rosenberg, un fanatique comme Hitler ou un aventurier comme Goering. Il démontra sa capacité supérieure à organiser la domination totale des masses en assurant que la plupart des gens qui ne sont ni des bohèmes, ni des fanatiques, ni des aventuriers, ni des sadiques ou des illuminés, ni des ratés, mais d'abord et avant tout des employés consciencieux et de bons pères de famille.

Le philistin qui fait retraite dans sa vie privée, qui se consacre exclusivement à sa famille et à son avancement : tel fut le dernier produit, déjà dégénéré, de la croyance bourgeoise au *prima de l'intérêt privé*. Le philistin est un bourgeois coupé de sa propre classe, un individu atomisé, produit de l'effondrement de la classe bourgeoise. L'homme de la masse, que Himmler organisa pour lui faire commettre les crimes massifs les plus monstrueux de l'histoire, ressemblait au philistin plutôt qu'à l'homme de la populace, il n'était autre que le bourgeois qui, dans les décombres de son univers, se souciait avant tout de sa sécurité personnelle, qui était prêt à tout sacrifier – croyance, honneur, dignité – à la moindre provocation. Rien ne s'avéra plus facile à détruire que l'intimité et la moralité privée de gens qui ne pensaient qu'à sauvegarder leur vie privée. Après quelques années de pouvoir et de mise au pas systématique, les nazis pouvaient proclamer avec raison : "la seule personne qui soit encore un individu privé en Allemagne, c'est celui qui dort"⁹⁹.

D'autre part, il nous faut être juste envers les membres de l'élite qui, à un moment ou à un autre, se sont laissés séduire par les mouvements totalitaires, et qui à cause de leurs capacités intellectuelles, sont même accusés quelquefois d'avoir inspiré le totalitarisme : ce que ces désespérés du XX^e siècle ont fait ou non n'eut absolument aucune influence sur le totalitarisme. Ils ne jouèrent

l'Allemagne, et je suis persuadé que personne, parmi les gens que j'ai rencontrés dans ce pays, n'est plus normal que lui..." (*La Maison que construisit Hitler*, Londres, 1939, p ; 89-90⁹⁹ ; Cela rappelle curieusement la remarque de la mère de Staline, qui, selon la propagande bolchevique, disait de lui : "Un fils exemplaire. Si seulement tout le monde était comme lui !" (Souvarine, *op. Cit.*, p. 656).

99 La remarque fut faite par Robert Ley. Voir Kohn-Bramstedt, *op. Cit.*, p. 178.

de rôle qu'au début, lorsque les mouvements contraignirent le monde extérieur à prendre leurs doctrines au sérieux. Partout où les mouvements totalitaires s'emparèrent du pouvoir, tout ce groupe de sympathisants fut balayé avant même que les régimes passent à leurs crimes les plus monstrueux. L'initiative intellectuelle, spirituelle et artistique est aussi dangereuse pour le totalitarisme que l'initiative criminelle de la populace, et l'une et l'autre sont plus dangereuses que la simple opposition politique. La persécution systématique de toutes les formes supérieures d'activité intellectuelle par les nouveaux chefs des masses a des raisons plus profondes que leur ressentiment naturel pour tout ce qu'ils ne peuvent comprendre. La domination totale ne tolère la libre initiative dans aucun domaine de l'existence ; elle ne tolère aucune activité qui ne soit pas entièrement prévisible. Le totalitarisme, une fois au pouvoir, remplace invariablement tous les vrais talents, quelles que soient leurs sympathies, par ces illuminés et ces imbéciles dont le manque d'intelligence et d'esprit créateur reste la meilleure garantie de leur loyauté¹⁰⁰.

100 La politique bolchevique, étonnement cohérente à cet égard, est bien connue et se passe d'autres commentaires. Picasso, pour prendre l'exemple le plus fameux, n'est pas apprécié en Union soviétique, bien qu'il soit devenu communiste. Il est possible que le brusque revirement d'André Gide après avoir vu la réalité bolchevique (*Retour de l'U.R.S.S.*) en 1936 ait définitivement convaincu Staline de l'inutilité des créateurs, même comme compagnons de route. La politique nazie fut la même, à ceci près qu'elle n'alla pas jusqu'à tuer les talents de premier ordre. Il serait intéressant d'étudier en détail les caractères des intellectuels allemands, relativement peu nombreux, qui allèrent au-delà de la simple coopération, et proposèrent leurs services parce qu'ils étaient des nazis convaincus (Weinreich, *op. Cit.*, est la seule étude existante, et c'est une source de confusion, car il ne distingue pas entre les universitaires qui adoptèrent la foi nazie et ceux qui durent leur carrière exclusivement au régime. Il passe sous silence la carrière antérieure de intellectuels en question, et place ainsi des hommes de grande valeur dans la même catégorie que les illuminés). Un cas extrêmement intéressant est celui du juriste Carl Schmitt, dont les ingénieuses théories sur la mort de la démocratie et du régime légal se lisent encore avec profit ; dès les années 1935, il fut remplacé par la variété purement nazie de théoriciens politiques et juridiques, comme Hans Frank, le futur gouverneur de la Pologne, Gottfried Neesse et Reinhard Hoehn. Le dernier à tomber en disgrâce fut l'historien Walter Frank, antisémite convaincu et membre du parti avant son accession au pouvoir, qui, en 1933, devint directeur du nouveau Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands, avec sa fameuses *Forschungsabteilung Judenfrage* et éditeur des 9 volumes de *Forschungen zur Judenfrage*(1937-1944). Au début des années 1940, Frank dut céder sa place et son influence au tristement célèbre Alfred Rosenberg, dont le livre *Der Mythos des 20. Jahrhunderts* ne manifeste certainement aucune aspiration à l'"érudition". On se méfia de Frank uniquement parce qu'il n'était pas un charlatan. Ce que ni l'élite ni la populace, qui "embrassèrent", le national-socialisme avec tant de ferveur, ne

Chapitre 2

Le mouvement totalitaire

1. La propagande totalitaire

Seule la populace et l'élite peuvent être attirés par l'élan même du totalitarisme ; il faut gagner les masses par la propagande. Sous un régime constitutionnel de liberté d'opinion, les mouvements totalitaires qui luttent pour le pouvoir ne peuvent utiliser la terreur que dans une mesure relative, et ils partagent avec les autres partis la nécessité de gagner des adhérents et d'apparaître crédibles à un public qui n'est pas encore coupé de toutes les autres sources d'information.

On a connu de bonne heure et souvent affirmé que, dans les pays totalitaires, propagande et terreur sont les deux faces d'une même médaille¹⁰¹. Mais cela n'est vrai qu'en partie. Partout où le

pouvaient comprendre, c'est qu' on ne peut embrasser cet Ordre... par accident. Au-dessus de au-delà du désir de servir, se trouve l'implacable nécessité de la sélection, qui ne connaît ni les circonstances atténuantes ni la pitié" (*der Weg der S.S.*, diffusé par le S.S. Hauptamt-Schulungsamt, s.d., p. 4). en d'autres termes, pour sélectionner leurs candidats, les nazis entendaient prendre leurs propres décisions, indépendamment de l' "accident" d'opinions, quelles qu'elles soient. Il semble qu'il en allait de même de la sélection des bolcheviks pour la police secrète. F. Beck et W. Godin rapportent dans *L'Épuration russe et l'extorsion de confession*, 1951, p. 160, que les membres du N.K.V.D. Sont choisis dans les rangs du parti, sans avoir eu la moindre occasion de se porter volontaires pour cette "carrière".

101 Voir par exemple, E. Kohn-Bramstedt, *Dictature et Police politique : la technique du contrôle par la crainte*, Londres, 1945, p. 164 s. L'explication est que "sans la propagande, la terreur perdrait la

totalitarisme a le contrôle absolu, il remplace la propagande par l'endoctrinement et il utilise la violence moins pour effrayer les gens (ce qu'il ne fait qu'au début, lorsque subsiste une opposition politique) que pour réaliser constamment ses doctrines idéologiques et ses mensonges pratiques. Le totalitarisme ne se contentera pas d'affirmer contre l'évidence que le chômage n'existe pas ; sa propagande lui fera supprimer les indemnités de chômage¹⁰². Ce qui est également important, c'est que le refus d'admettre l'existence du chômage réalisait, quoique de façon plutôt inattendue, la vieille doctrine socialiste : celui qui ne travaille pas n'aura pas de pain¹⁰³.

plus grande partie de son effet psychologique, tandis que sans la terreur, la propagande n'a pas toute son efficacité" (p. 175). Ce que négligent de telles affirmations, qui tournent en rond, c'est que non seulement la propagande politique, mais toute la publicité de masse moderne contient un élément de menace ; et aussi que la terreur peut être parfaitement efficace sans la propagande, aussi longtemps qu'il s'agit de la terreur conventionnelle de la tyrannie. C'est seulement lorsque la terreur vise à contraindre non simplement de l'extérieur, mais pour ainsi dire de l'intérieur, lorsque le régime veut plus que le pouvoir, que la terreur a besoin de la propagande. En ce sens, le théoricien nazi Eugen Hadamovsky a pu dire dans *Propaganda und national Macht*, 1933 : "La propagande et la violence ne sont jamais contradictoires. L'usage de la violence peut faire partie de la propagande" (p. 22).

102 "A cette époque, on annonça officiellement que le chômage avait été "liquidé" en Union soviétique. Le résultat de cette déclaration fut que toutes les indemnités de chômage furent également "liquidées" (Anton Ciliga, *L'Énigme russe*, Londres, 1940, p. 109).

Un parallèle ne peut-il pas être fait avec la tendance actuelle (2017) en Europe à la diminution des indemnités de chômage au prétexte que certains profitent de cette situation, s'en accommodent ? Ne peut-on pas prendre le problème à l'opposé en considérant que la mise sur le "marché du travail" de personnes précaires fera baisser le coût horaire du travail salarié et engendrera par la peur de perdre son emploi une docilité à accepter des travaux insalubres, précaires, de durée limitée... ?

103 Nous retrouvons ici la propagande actuelle (2017) de la droite (Fillon LR, Le Pen FN) et la tendance bien réelle à la réduction des fonds d'indemnisation du chômage, du calcul du nombre des ayants-droit, de la réduction des horaires hebdomadaires dans la UE sous la dictée de la Commission Européenne qui est manifestement de droite "profonde". La relance économique qui s'impose mais n'est pas mise en œuvre est aussi une manière de maintenir la peur du chômage dans les populations.

Il est instructif de lire le livre "*La Grande Dissimulation*" écrit par Christopher Booker et Richard North. Dans cet ouvrage, les auteurs décrivent à l'aide des documents disponibles auprès de l'UE les conditions de création par Jean Monnet de l'Union Européenne, des conditions de gouvernement supra-national et de sa profonde empreinte capitaliste et anti-ouvrière. La directive Bolkeshtein sur la mobilité des salariés dans l'Union est la démonstration de cette volonté car elle met en concurrence des régimes sociaux très différents avec la volonté manifeste de la réduction des coûts salariaux par les pays les moins disant dans la protection sociale. Cette directive aurait pu inciter à l'élévation des avantages sociaux et même l'organiser. Cela n'a pas été fait. 2017 la Commissaire responsable de cette question tente de faire réviser la directive Bolkeshtein le

Prenons un autre exemple : lorsque Staline décida de "réécrire" l'histoire de la Révolution russe, la propagande en faveur de la nouvelle version consista à détruire, en même temps que les livres et documents anciens, leurs auteurs et leurs lecteurs. La publication, en 1938, d'une nouvelle histoire officielle du parti communiste marqua la fin de la vaste épuration qui avait décimé une génération d'intellectuels soviétiques. De même, dans les territoires occupés de l'Est, les nazis commencèrent par utiliser une propagande surtout antisémite pour s'assurer le contrôle plus ferme sur la population. Ils n'avaient pas besoin de la terreur pour appuyer cette propagande, et ne l'utilisèrent pas. Lorsqu'ils liquidèrent la majeure partie de l'intelligentsia polonaise, ils le firent non parce qu'elle s'opposait à eux, mais parce que, selon leur doctrine, les Polonais étaient stupides, et lorsqu'ils projetèrent de kidnapper les enfants aux yeux bleus et aux cheveux blonds, leur intention n'était pas d'effrayer la population, mais de sauvegarder "le sang germanique"¹⁰⁴.

puisque les mouvements totalitaires existent dans un monde qui

phénomène prenant une ampleur dommageable pour la stabilité des peuples (qui se dirigent vers la négation de l'UE et les votes de sortie des traités).

- 104 La prétendue "Opération foin" commença par un décret de Himmler daté du 16 février 1942 et "concernant (les individus) de souche allemande en Pologne" et stipulant que leurs enfants devaient être envoyés dans des familles "prêtes (à les accepter) sans réserve, par amour pour le bon sang qui est en eux" (document de Nuremberg R 135, photocopié par le Centre de documentation juive à Paris). Il semble qu'en juin 1944, la 9^e Armée ait kidnappé entre 40 000 et 50 000 enfants, et les ait envoyé en Allemagne. Un rapport sur la question, adressé à l'État-major général de la Wehrmacht à Berlin par un nommé Brandenburg, mentionne des plans semblables pour l'Ukraine (document PS 031, publié par Léon Poliakov dans son *Bréviaire de la haine*, p. 317). Himmler lui-même a fait plusieurs fois allusion à ce plan. (Voir *La Conspiration et l'Agression nazies*, Conseil américain pour la poursuite des criminels de l'Axe, publication du gouvernement américain, Washington, 1946, III, 640, qui contient des extraits du discours de Himmler à Cracovie en mars 1942 ; voir aussi les commentaires sur le discours de Himmler à Bad Schachen en 1943, dans Kohn-Bramstedt, *op. Cit.*, p. 244) On peut voir comment ces enfants étaient sélectionnés, par des certificats médicaux établis par la deuxième section médicale de Minsk, le 10 août 1942 : "L'examen racial de Nathalie Harpf, née le 14 août 1922, a montré une jeune fille normalement développée, de type baltique oriental, avec des traits nordiques." "L'examen d'Arnold Cornie, né le 19 février 1930, a montré un garçon normalement développé, de type oriental, avec des traits nordiques." Signé : N. Wc. (Document figurant dans les archives de l'Institut scientifique yiddish à New York, n° Occ E 3a-17).

Sur l'extermination de l'intelligentsia polonaise, qui, selon Hitler, pouvait être "liquidée sans scrupule", voir Poliakov, *op. Cit.*, p.321 et le document n° 2 472.

n'est pas totalitaire, ils sont contraints de recourir à ce que nous considérons communément comme de la propagande. Mais une telle propagande s'adresse toujours à l'extérieur, qu'il s'agisse de couches de la population nationale ou de pays étrangers. Ce domaine extérieur est très variable ; même après la prise de pouvoir, la propagande peut se tourner vers les fractions de sa propre population dont la mise au pas n'a pas été suivie par un endoctrinement suffisant. À cet égard, les discours de Hitler à ses généraux, pendant la guerre, sont des modèles de propagande, surtout caractérisés par les mensonges monstrueux dont le Führer gratifiait ses hôtes pour essayer de les gagner à sa cause¹⁰⁵. Le domaine extérieur peut être encore un groupe de sympathisants qui hésitent à accepter les véritables objectifs du mouvement ; enfin, il arrive souvent que le cercle des intimes du Führer ou les membres des formations d'élite considèrent même certains membres du parti comme appartenant à ce domaine extérieur : en pareil cas, eux aussi on encore besoin de subir la propagande, avant de pouvoir être dominés en toute confiance. De peur de surestimer l'importance de la propagande mensongère, il convient de se rappeler les cas, beaucoup plus nombreux, où Hitler fut brutalement sincère en définissant les objectifs véritables du mouvement. Mais de tels cas furent ignorés par un public qui n'était pas préparé à pareille cohérence¹⁰⁶. Fondamentalement, la

105 Voir *Hitler Tischgespräche*. Pendant l'été de 1942, il parle encore de "(flanquer) jusqu'au dernier Juif à la porte de l'Europe" (p. 113) et de réinstaller les Juifs en Sibérie ou en Afrique (p. 311) ou à Madagascar, alors qu'en réalité, il s'était déjà décidé pour la "solution finale" avant l'invasion de la Russie, probablement en 1940, et avait donné l'ordre d'installer les fours à gaz à l'automne 1941 (voir *La Conspiration et l'Agression nazies*, II, p. 265 s. ; III, p. 783 s. Document PS 1104 ; V, p. 322 s.. Document PS 2605). Himmler savait dès le printemps 1941 que "les Juifs (doivent être) exterminés jusqu'au dernier avant la fin de la guerre. C'est le désir sans équivoque et l'ordre du Führer" (dossier Kersten, centre de documentation juive).

106 À ce sujet, il y a un rapport très intéressant, daté du 16 juillet 1940, sur une discussion qui eut lieu au quartier générale du Führer, en présence de Rosenberg, Lammers et Keitel. Hitler comme ça par affirmer les "principes de base" suivants : "il était désormais essentiel de ne pas faire étalage de notre objectif final devant le monde entier ; (...) Il ne doit pas être trop visible que (les décrets dur le maintien de l'ordre dans les territoires occupés) tendent à un règlement final. Cependant toutes les mesures nécessaire – exécutions, déplacements de population – peuvent et doivent être poursuivies." Suit une discussions qui ne fait aucune allusion aux paroles de Hitler, et à laquelle Hitler ne participe plus. Il est évident qu'il n'avait pas été "compris". (document I. 221, Centre de

domination totalitaire s'efforce de restreindre les méthodes de propagande à sa seule politique extérieure, pour leur fournir le matériel adéquat. Il arrive que l'endoctrinement national entre en conflit avec la tendance de la propagande pour la consommation extérieure : c'est ce qui s'est passé en Russie pendant la guerre, non pas lorsque Staline eut conclu son alliance avec Hitler, mais lorsque la guerre contre Hitler le plaça dans le camp des démocraties. Chaque fois, on explique à la population nationale que la propagande est une "tactique provisoire"¹⁰⁷. Autant que possible, la distinction entre la doctrine idéologique à l'usage des initiés, et la propagande intégrale à l'usage du monde extérieur, est établie avant même que les mouvements ne prennent le pouvoir. Le rapport entre propagande et endoctrinement dépend à la fois de la dimension des mouvements et de la pression extérieure. Plus le mouvement est petit, plus il dépensera d'énergie en propagande pure ; quant à la pression du monde extérieur, qui ne peut être ignorée entièrement, même derrière un rideau de fer, plus elle est forte, et plus les dictateurs totalitaires s'engageront dans une propagande active. Le point essentiel est que les nécessités de la propagande sont toujours dictées par le monde extérieur, et que les mouvements eux-mêmes ont de préférence recours à l'endoctrinement. Inversement, celui-ci, toujours accompagné de la terreur, augmente avec la force des mouvements ou l'isolation des régimes totalitaires, qui les met à l'abri de l'influence extérieure.

Si la propagande fait partie de la "guerre psychologique", la terreur est une autre affaire. Les régimes totalitaires continuent à

documentation juive).

107 Sur la conviction de Staline que Hitler n'attaquerait pas la Russie, voir Isaac Deutscher, *Staline : biographie politique*, New York et Londres 1949, p. 454 s., et spécialement la note de la p. 458 : "C'est seulement en 1948 que le chef de la commission du plan, le Vice-Premier ministre N. Voznesenski, révéla que les plans économiques pour le troisième trimestre de 1941 avaient été établis en comptant sur la paix, et qu'un nouveau plan, adapté à la guerre, n'avait été rédigé qu'après l'ouverture des hostilités." L'opinion de Deutscher est maintenant solidement confirmée par le rapport de Khrouchtchev sur les réactions de Staline à l'attaque allemande. Voir son "Discours sur Staline" devant le XX^e congrès, diffusé par le Département d'État, *New York Times*, 5 juin 1956.

l'utiliser même lorsque sont atteints ses objectifs psychologiques : sa véritable horreur est qu'elle règne sur une population complètement soumise. Là où le règne de la terreur est porté à sa perfection, comme dans les camps de concentration, la propagande disparaît complètement ; elle était même expressément interdite dans l'Allemagne nazie¹⁰⁸. En d'autres termes, la propagande n'est qu'un des instruments, peut-être le plus important, dont se sert le totalitarisme contre le monde non totalitaire ; au contraire, la terreur est l'essence même de sa forme de régime. Son existence ne dépend pas plus de facteurs subjectifs, psychologiques ou autres, que l'existence de lois, dans un régime constitutionnel, ne dépend du nombre de gens qui les enfreignent¹⁰⁹.

En tant que contrepartie de la propagande, la terreur joua un rôle plus important dans le nazisme que dans le communisme. Les nazis ne s'attaquèrent pas aux personnalités, comme cela avait été le cas lors d'une première vague de crimes politiques (meurtre de Rathenau et d'Erzberger) ; au lieu de quoi, en assassinant de petits fonctionnaires socialistes ou des membres influents des partis adverses, ils montraient à la population le danger qu'il y avait à être un simple militant. Ce genre de terreur massive, qui fonctionnait sur une échelle relativement réduite, grandit régulièrement, car ni la police ni les tribunaux ne poursuivaient sérieusement les délits politiques commis par la "droite". Cette terreur était précieuse en tant que "propagande de puissance", selon l'ajuste expression d'un publiciste nazi : la population s'apercevait que les nazis étaient plus puissants que les autorités, et qu'il était plus sûr d'être membre d'une organisation paramilitaire nazie que d'être un loyal républicain. Une

108 "L'éducation (dans les camps de concentration) consiste dans la discipline, sans aucune sorte d'instruction idéologique, car les prisonniers ont pour la plupart une âme d'esclave" (Heinrich Himmler, *La Conspiration nazie*, IV, p. 616 s.

109 De toute la littérature consacrée à la propagande totalitaire, l'ouvrage d'Eugen Hadamovsky, *op. Cit.*, est le plus remarquable. Sans le déclarer explicitement, il offre une interprétation pro-nazie, mais intelligente et éclairante, de l'exposé hitlérien du sujet dans "Propagande et organisation", au livre II, chapitre XI de *Mein Kampf* (2 vol., 1ère édition allemande, 1925 et 1927). Voir également F.A. Six, *Die politische Propaganda der N.S.D.A., im Kampf um die Macht*, 1936, p. 21 s.

telle impression était renforcée par l'usage que faisaient les nazis de leurs crimes politiques. Ils les reconnaissaient toujours publiquement, ne s'excusaient jamais des "excès commis par la base" – seuls, les sympathisants s'en excusaient – et ils impressionnaient la population en apparaissant très différents des "bavards" des autres partis.

Les ressemblances entre ce type de terreur et le pur gangstérisme sont trop évidentes pour avoir besoin d'être soulignées. Cela ne veut pas dire que le nazisme était du gangstérisme ; comme on l'a quelquefois conclu, mais simplement que les nazis, sans l'admettre, apprirent autant des organisations de gangsters américaines que leur propagande, en l'admettant, apprit de la publicité commerciale américaine¹¹⁰.

Il est cependant une chose qui, plus que les menaces directes ou les crimes contre les individus, est spécifique de la propagande totalitaire : c'est l'usage de suggestions indirectes, voilées et lourdes de menaces, contre tous ceux qui n'écoutent pas son enseignement, suivi du meurtre massif perpétré sur les "innocents" comme sur les "coupables". La propagande communiste menace les gens de rater le train de l'histoire, de rester désespérément en retard de leur époque, et de passer une vie inutile, de même que les nazis les menaçaient de vivre en désaccord avec les lois éternelles de la nature et de la vie, en détériorant leur sang d'irréparable et mystérieuse façon. On a comparé la façon dont la propagande totalitaire souligne la nature "scientifique" de ses assertions, à certaines techniques publicitaires qui s'adressent également aux masses. Il est bien vrai que les pages publicitaires de n'importe quel journal donnent des exemples de ce caractère "scientifique", qui permet à un fabricant de prouver, à l'aide des faits, des chiffres et d'un "service de recherche", que son savon est "le meilleur du monde"¹¹¹. Il est non moins vrai qu'il y a un certain

110 Les parallèles sont édifiants nazisme, gangster, publicité commerciale. Lire plus loin les nuances apportées par H.A.

111 L'analyse hitlérienne de la "Propagande de guerre" (*Mein Kampf*, livre I, chapitre XI) met l'accent sur l'aspect commercial de la propagande, et utilise l'exemple de la publicité pour le savon. Son importance a généralement été surestimée, tandis qu'on a négligé ses idées ultérieures (et positives) sur "la propagande et l'organisation".

élément de violence dans les débordements d'imagination des publicistes : derrière l'affirmation que les femmes qui n'utilisent pas cette marque particulière de savon resteront à vie boutonneuses et célibataires, se cache le rêve fou du monopole, le rêve qu'un jour le fabricant du "seul savon qui empêche l'acné" aura le pouvoir de priver de mari toutes les femmes qui n'utilisent pas son savon. Dans le cas de la publicité comme de la propagande, la science n'est qu'un produit de remplacement de la puissance. Les mouvements totalitaires cessent d'être obsédés par les preuves "scientifiques" dès qu'ils sont au pouvoir. Les nazis se séparèrent même des savants qui étaient prêts à les servir, et les bolcheviks utilisent la réputation des leurs à des fins absolument non scientifiques et les forcent à jouer le rôle de charlatans.

Mais là s'arrête les ressemblances souvent surestimées entre la publicité et la propagande de masse. En générale, les hommes d'affaires ne posent pas aux prophètes et ne cherchent pas constamment à démontrer la justesse de leurs prédictions. Le scientisme de la propagande totalitaire se caractérise par l'accent qu'il met presque exclusivement sur la prophétie, par opposition à la référence traditionnelle au passé. L'origine idéologique du socialisme comme du racisme éclate lorsque leurs porte-parole assurent avoir découvert les forces cachées qui, dans la chaîne de la fatalité, leur seront providentielles. Les masses se sentent fortement attirées par "des systèmes absolutistes qui représentent tous les événements de l'histoire comme dépendant des grandes causes premières liées par la chaîne de la fatalité, et qui, pour ainsi dire, supprime l'homme de l'histoire du genre humain" (selon les mots de Tocqueville). Mais il n'est pas douteux que les dirigeants nazis croyaient réellement aux doctrines qui suivent, qu'ils ne se contentaient pas de les utiliser pour leur propagande : "Mieux nous reconnaissons et observons les lois de la nature et de la vie... plus nous nous conformons à la volonté du Tout-Puissant, plus grands seront nos succès"¹¹². Il est bien évident

112 Voir l'important mémorandum de Martin Bormann sur " les rapports entre le national-socialisme et

qu'au prix de changement très légers, ces deux phrases pourraient exprimer la foi stalinienne : "Mieux nous reconnaissons et observons les lois de l'histoire et de la lutte des classes, plus nous nous conformons au matérialisme dialectique. Mieux nous connaissons le matérialisme dialectique, plus grand sera notre succès." En tout cas, il n'est pas de meilleur exemple de la notion stalinienne de "direction correcte"¹¹³.

La propagande totalitaire a élevé le scientisme idéologique et sa technique prophétique à un degré inconnu d'efficacité dans la méthode et d'absurdité dans le contenu. C'est qu'en termes de démagogie, il n'est pas de meilleur moyen d'éviter la discussion, que de délier un argument du contrôle du présent et de dire que seul l'avenir peut en révéler les mérites. Cependant, les idéologies totalitaires n'ont pas inventé ce procédé et ne furent pas seules à l'utiliser. En fait le scientisme de la propagande massive est d'un usage universel dans la politique moderne : on l'a interprété comme un signe plus général de cette obsession de la science qui caractérise le monde occidental depuis l'essor des mathématiques et de la physique au XVI^e siècle ; ainsi, le totalitarisme semble n'être que la dernière étape d'un processus en vertu duquel la "science (est devenue) une idole qui guérira magiquement les maux de l'existence et transformera la nature de l'homme"¹¹⁴. Il est vrai qu'il y a eut très tôt, rapport entre le scientisme et l'essor des masses. Le "collectivisme" des masses fut salué par ceux qui souhaitaient l'apparition de "lois naturelles du développement historique",

le christianisme", dans *La Conspiration nazie*, VI, 1036 s. On trouve à plusieurs reprises des formules similaires dans les brochures rédigées par les S.S. Pour l' "endoctrinement idéologique" de leurs cadets. " Les lois de la nature sont soumises à une volonté immuable qui ne saurait être influencée. Il est donc nécessaire de reconnaître ces lois." ("S.S. : Mann und Blutsfrage", *Schriftenreihe für die weltanschauliche Schulung der Ordnungspolizei*, 1942.) Il ne s'agit que de variantes de certaines phrases prises dans *Mein Kampf*, comme celle qui sert d'épithète à la brochure en question : "Lorsque l'homme essaie de lutter contre la logique de fer de la nature, il entre en conflit avec les principes fondamentaux auxquels il doit son existence même en tant qu'homme."

113 Staline, *Le Léninisme*, 1933, vol. 2 chapitre III.

114 Eric Voegelin, "Les Origines du scientisme", dans *Social Research*, décembre 1948.

susceptibles d'éliminer le caractère imprévisible de conduites individuelles¹¹⁵. On a cité l'exemple d'Enfantin qui, déjà, "voyait venir l'heure ou l'art d'émouvoir les masses" sera si parfaitement développé que le peintre, le poète et le musicien auront le pouvoir de plaire et d'émouvoir avec la même certitude que la mathématicien qui résout un problème de géométrie ou le chimiste qui analyse une substance quelconque", et on a conclu que la propagande moderne était née à ce moment là¹¹⁶.

Mais quelles que soient les insuffisances du positivisme, du pragmatisme et du béhaviorisme, quelle qu'ait été leur influence sur la formation du "sens commun" du XIX^e siècle, ce n'est nullement "la croissance cancéreuse du secteur utilitaire de l'existence¹¹⁷" qui caractérise les masses séduites par la propagande totalitaire et le scientisme. Telle que nous la connaissons par Comte, la conviction positiviste que l'avenir est prévisible de façon scientifique repose sur un jugement de l'intérêt comme force omniprésente dans l'histoire, et sur le postulat qu'on peut découvrir les lois objectives du pouvoir. Au cœur de l'utilitarisme moderne, qu'il soit positiviste ou socialiste, se trouve la théorie politique de Rohan, suivant laquelle "les rois commandent les peuples et l'intérêt commande le roi", l'intérêt objectif est la règle "qui seule est infaillible", et "selon qu'il est bien ou mal compris, l'intérêt fait vivre ou périr les gouvernements". Mais aucune de ces théories ne pose qu'il est possible de "transformer la nature de l'homme", comme le totalitarisme en a effectivement l'intention. Au contraire, elles supposent toutes, implicitement ou explicitement, que la nature humaine est toujours la même, que l'histoire est le récit de circonstances objectives qui changent et des réactions humaines à celles-ci, et que l'intérêt bien compris peut amener un changement dans les circonstance ; mais non dans les réactions humaines en tant que telles. En matière politique, le

115 Voir F.A.V. Hayek, "La Contre-Révolution scientifique", dans *Economica*, vol. 8, février-mai-août 1941, p. 13.

116 *Ibid* ; p. 137. La citation est tirée de la revue saint-simonienne *Le Producteur*, I, 399.

117 Voegelin, *op. cit.*

scientisme continue à présupposer qu'il a pour objet le bien-être de l'humanité, concept profondément étranger au totalitarisme¹¹⁸.

C'est justement par ce que le "noyau utilitariste" des idéologies allait de soi que la conduite anti-utilitariste des régimes totalitaires, leur indifférence complète à l'intérêt des masses, stupéfia. Cette attitude introduisait dans la politique contemporaine une *inconnue*. Pourtant, la propagande totalitaire indiqua très tôt, mais de façon voilée, combien les masses s'étaient éloignées du simple souci de leur intérêt. Ainsi, au début de la guerre, Hitler ordonna de supprimer les fous, ce que les Alliés attribuèrent au désir de se débarrasser de bouches inutiles ; ils avaient complètement tort¹¹⁹. Ce n'est pas la guerre qui contraignait Hitler à jeter par-dessus bord toutes considérations morales, c'est Hitler qui considérait que le massacre massif de la guerre était une occasion incomparable pour entamer un programme de meurtres qui, comme tous les autres points de son programme ; était calculé en termes de millénaires¹²⁰. Depuis de nombreux siècles, presque toute l'histoire européenne avait appris aux gens à juger chaque action politique par son *profit*, juger tous les événements politiques par leurs intérêts sous-jacents ; aussi se trouvèrent-ils soudains aux prises avec une inconnue sans précédent. Longtemps avant la prise du pouvoir, la propagande totalitaire avait

118 William Ebenstein, *L'État nazi*, New York, 1943, discutant "l'économie de guerre permanente" du régime nazi, est presque le seul critique à avoir compris que "l'interminable discussion... sur la nature socialiste ou capitaliste de l'économie allemande sous le régime nazi est largement superficielle...(car elle) tend à négliger le fait que le capitalisme et le socialisme sont des catégories qui se rapportent à des économies occidentales du bien-être" (p. 239).

119 Le témoignage de Karl Brandt, l'un des médecins chargés par Hitler d'exécuter le programme d'euthanasie, est caractéristique dans ce contexte, (*Procès médical. Le gouvernement américain contre Karl Brandt et autres, Audience du 14 mai 1947.*) Brandt protesta avec véhémence contre le soupçon que le projet fut lancé pour éliminer les bouches inutiles ; il souligna que les membres du parti qui se servaient de tels arguments avaient toujours été durement réprimandés. À son avis, les mesures n'étaient dictées que par des "considérations éthiques". Il en va de même des déportations. Les dossiers sont remplis de notes émanant des militaires et se plaignant que la déportation de millions de Juifs et de Polonais ne tiennent aucun compte de toutes les "nécessités militaires et économiques". Voir Poliakov, *op. cit.*, p. 321, ainsi que les documents qu'ils reproduit.

120 Le décret décisif, qui déclencha tous les meurtres massifs qui suivirent, furent signé par Hitler le 1er septembre 1939 – le jour où la guerre éclata. Il concernait non seulement les aliénés (comme on le croit souvent) mais tous les "incurables". Les fous ne furent que les premiers à être liquidés.

clairement indiqué combien les masses étaient peu guidées par le fameux instinct de conservation ; à cause de son caractère démagogique, on ne la prit pas au sérieux. Mais cette propagande doit son succès moins à la démagogie qu'à la conscience que l'intérêt, en tant que force collective, ne se fait sentir que si des corps sociaux stables fournissent les nécessaires courroies de transmission entre l'individu et le groupe ; une propagande fondée sur le simple intérêt ne saurait être efficace auprès de masses dont la première caractéristique est de n'appartenir à aucun corps social ou politique, et qui étaient donc un véritable chaos d'intérêts individuels. Le fanatisme des militants totalitaires, si clairement différent de la loyauté même extrême des adhérents des partis ordinaires, provient du manque d'intérêt personnel de masses prêtes à se sacrifier. Les nazis ont prouvé qu'on peut conduire un peuple entier à la guerre avec les slogans "sinon, c'est la catastrophe" (slogan que la propagande guerrière de 1914 aurait soigneusement évité), et cela à une époque où il n'y a pas de misère, de chômage ni d'ambitions nationales frustrées. Le même esprit se manifesta pendant les derniers mois d'une guerre qui, à l'évidence, était perdue, lorsque la propagande nazie consola une population déjà passablement effrayée en lui promettant que le Führer, "dans sa sagesse, avait préparé une mort facile pour le peuple allemand, en le gazant en cas de défaite"¹²¹.

Les mouvements totalitaires se servent du socialisme et du racisme en les vidant de leur contenu utilitaire, intérêts d'une classe ou d'une nation ? La forme de prédiction infaillible sous laquelle étaient présentés ces concepts est devenue plus importante que leur contenu¹²². La première qualification d'un chef de masses est

121 Voir Friedrich Percyval Reck-Malleczewen, *Tagebuch eines Verweifelten*, Stuttgart, 1947, p. 190.

122 Hitler fonda la supériorité des mouvements idéologiques sur les partis politiques, sur le fait que les idéologies (*Weltanschauungen*) "proclament toujours leur infaillibilité" (*Mein Kampf*, livre II, chapitre V, "Weltanschauung et organisation"). Les premières pages du manuel officiel de la jeunesse hitlérienne soulignent en conséquence que toutes les questions de *Weltanschauung*, autrefois jugées "irréalistes" et "incompréhensibles", sont devenues si claires, si simples et si définies (c'est moi qui souligne) que tout camarade peut les comprendre et coopérer à leur

désormais une incessante infaillibilité ; il ne peut jamais admettre d'erreur¹²³. De plus, la présomption d'infaillibilité est fondée moins sur son intelligence supérieure que sur son interprétation correcte des forces essentiellement sûres de l'histoire ou de la nature, forces que ni la défaite ni la ruine ne peuvent démentir, puisqu'elles doivent nécessairement s'affirmer à long terme¹²⁴. Une fois au pouvoir, les chefs de masses n'ont qu'un souci, qui passe outre à toutes les considérations utilitaires : réaliser leurs prédictions. À la fin de la guerre, les nazis n'hésitèrent pas à concentrer toute la force encore intacte de leur organisation pour provoquer une destruction de l'Allemagne aussi complète que possible, afin de réaliser leur prédiction que le peuple allemand serait ruiné en cas de défaite.

La réussite publicitaire de l'infaillibilité, de cette attitude où l'on pose au simple interprète de forces prévisibles, a encouragé chez les dictateurs totalitaires la coutume d'annoncer leurs intentions politiques sous une forme prophétique. L'exemple le plus célèbre en est la déclaration de Hitler au Reichstag en janvier 1939 : "Aujourd'hui encore, je veux faire une prophétie : si les financiers juifs... réussissent une fois encore à lancer les peuples dans une guerre mondiale, le résultat sera... l'annihilation de la race juive en Europe¹²⁵." Traduit en langage non totalitaire, cela voulait dire : j'ai l'intention de faire la guerre et de tuer les juifs européens. De même Staline, dans son grand discours devant le Comité central du parti

solution".

123 Le premier des "serments du membre du parti", énumérés dans *Organisationsbuch der N.S.D.A.P.*, est : "Le Führer a toujours raison." Ed. De 1936, p. 8. mais la *Dienstvorschrift für die P.O. der N.S.D.A.P.*, 1932, p. 38, l'exprime de cette façon : "Hitler ne revient pas sur sa décision !" Notez la différence de phraséologie.

"Leur prétention à l'infaillibilité, (le fait que) ni l'un ni l'autre n'a jamais admis sincèrement une erreur", telle est à cet égard la différence décisive entre Staline et Trotski d'une part, et Lénine de l'autre. Voir Boris Souvarine, *Staline : étude critique du bolchevisme*, New York, 1939, p. 583.

124 Il est évident que la dialectique hégélienne fournit un merveilleux instrument pour avoir toujours raison, car elle permet d'interpréter toutes les défaites comme le commencement de la victoire. L'un des plus beaux exemples de ce genre de sophisme fut fourni après 1933, lorsque les communistes allemands, pendant près de deux ans, refusèrent d'admettre que la victoire de Hitler avait été une défaite pour le parti communiste allemand.

125 Cité d'après Gæbbels : *Journal de Gæbbels, 1942-1943*, édité par Louis Lochner, New York, 1948, p. 148.

communiste, en 1930 : comme il préparait la liquidation physique des déviationnistes de droite et de gauche, il les décrivit comme représentant des "classes moribondes"¹²⁶". Cette définition ne donnait pas seulement à l'argument son acuité particulière, elle annonçait aussi, en style totalitaire, la destruction physique de ceux dont on venait de prophétiser l' "extinction". Dans les deux cas est atteint le même objectif : la liquidation s'inscrit dans un processus historique où l'homme n'accomplit ou ne souffre que ce qui doit arriver de toute façon, en vertu de lois immuables. Dès que les victimes ont été exécutées, la "prophétie" devient un alibi rétrospectif : rien n'est arrivé qui n'ait été prédit¹²⁷. Peu importe que ce soient les "lois de l'histoire" qui "sonnent le glas" des classes et de leurs représentants, ou les "lois de la nature" qui "exterminent" tous ces éléments – démocraties, Juifs, sous-hommes (*Untermenschen*) d'Europe de l'Est, ou incurables – qui de toute façon ne sont pas "adaptés à la vie". Incidemment, Hitler a lui aussi parlé de "classes moribondes" qui devaient être éliminées sans faire d'histoires¹²⁸".

Comme toutes les autres méthodes de propagande totalitaire, celle-ci ne fonctionne parfaitement que lorsque les mouvements ont pris le pouvoir. Il devient aussi absurde de discuter les prédictions du dictateur, que de discuter avec un meurtrier si sa future victime est morte ou non – puisqu'en la tuant, le meurtrier peut promptement fournir une preuve de la véracité de ses dires. Le seul argument qui vaille dans de telles conditions consiste à se porter immédiatement au secours de la personne dont la mort est prédite. Avant que les chefs de masses prennent le pouvoir pour plier la réalité à leurs mensonges, leur propagande se distingue par un mépris radical pour les faits en

126 Staline, *op. cit.*, *loc. cit.*

127 Dans un discours qu'il prononça en septembre 1942, alors que l'extermination des Juifs battait son plein, Hitler se référa explicitement à son discours du 30 janvier 1939 (publié en brochure sous le titre *Der Führer vor dem ersten Reichstag Grossdeutschlands*, 1939) et à la séance du Reichstag du 1er septembre 1939, où il avait proclamé que "si la juiverie devait provoquer une guerre mondiale pour exterminer les peuples aryens d'Europe, ce ne serait pas les peuples aryens mais la juiverie qui (reste de la phrase couverte par les applaudissements)" (voir *Der Führer zum Kriegswinterhilfswerk*, Schriften N.S.V., n° 14, p. 33).

128 Dans un discours du 30 janvier 1939, p. 19, cité plus haut.

tant que tels¹²⁹ : c'est qu'à leur avis, les faits dépendent entièrement du pouvoir de celui qui peut les fabriquer. Affirmer que le métro de Moscou est le seul du monde, ce n'est mentir qu'aussi longtemps que les bolcheviks n'ont pas le pouvoir de détruire tous les autres. En d'autres termes, mieux que toutes les autres techniques de propagande totalitaire, celle de la prédiction infaillible trahit son objectif ultime de conquête mondiale, puisque c'est seulement dans un monde qui serait complètement sous contrôle que le dirigeant totalitaire pourrait réaliser toutes ses prophéties mensongères.

Le langage du scientisme prophétique répondait aux besoins des masses qui avaient perdu leur point d'attache dans le monde et qui étaient dès lors prêtes à être réintégrées au sein de forces éternelles et contraignantes, qui, à elles seules, porteraient l'homme ce nageur sur les vagues de l'adversité jusqu'au rivages de la sécurité. "Nous façonnons la vie de nos peuples et notre législation conformément aux verdicts de la génétique¹³⁰", disaient les nazis, de même que les bolcheviks assurent leurs fidèles que les forces économiques ont la valeur d'un verdict de l'histoire. Par là, ils promettent une victoire qui est indépendante des défaites et des échecs "provisaires" d'entreprises spécifiques. En effet, les masses contrairement aux classes, veulent la victoire et le succès en tant que tel, sous leur forme la plus abstraite ; elle ne sont pas liées, par ces intérêts spéciaux et collectifs qu'elles sentent nécessaires à leur survie en tant que groupe et que, par conséquent, elles peuvent affirmer même en ayant toutes les chances contre elles. Ce qui leur importe, ce n'est pas la cause qui peut être victorieuse, ou l'entreprise particulière qui peut être un succès, c'est la victoire de n'importe quelle cause, c'est le succès dans n'importe quelle entreprise.

129 Konrad Heiden, *Der Führer : l'Accession de Hitler au pouvoir*, Boston, 1944, souligne la "fausseté phénoménale" de Hitler, " le manque de réalité véritable de presque toutes ses déclarations", son "indifférence aux faits qu'il ne considère pas comme d'importance vitale" (p. 368, 374). En termes presque identiques, Khrouchtchev décrit "la répugnance de Staline à considérer les réalités de la vie" et son indifférence à "la situation réelle des affaires"*op. cit.* L'opinion de Staline sur l'importance des faits s'exprime à merveille dans ses révisions périodiques de l'histoire russe.

130 Manuel de la jeunesse hitlérienne.

Si la propagande totalitaire perfectionne les techniques de la propagande de masse, elle ne les invente pas et n'inaugure pas les thèmes. Ceux-ci ont été préparés par les cinquante années qui virent l'essor de l'impérialisme et la désintégration de l'État national, une fois la populace entrée sur la scène de la politique européenne. Tels auparavant les meneurs de foules, les porte-parole des mouvements totalitaires avaient un flair infailible pour tous les sujets que la propagande habituelle des partis ou l'opinion public négligeaient ou craignaient d'aborder. Tout ce qui était caché devenait hautement significatif, sans considération d'importance intrinsèque. La populace croyait réellement que la vérité était tout ce que la société respectable avait hypocritement passé sous silence, ou couvert par la corruption.

Dans le choix d'un sujet, le premier critère devint le mystère en tant que tel. L'origine de celui-ci n'avait pas d'importance : ce pouvait être un désir raisonnable et politiquement compréhensible de garder le secret, comme dans le cas des services secrets britanniques ou du Deuxième Bureau français ; ou les exigences de la conspiration pour les groupes révolutionnaires, comme dans le cas des sectes terroristes, anarchistes et autres ; ou encore la structure de sociétés dont le contenu, secret à l'origine, était public depuis longtemps, et dont seul le rituel gardait quelque chose de mystérieux (cas des francs-maçons) ; ou des superstitions séculaires qui avaient brodé des légendes autour de certains groupes (cas des jésuites et des juifs). Si les nazis étaient plus doués pour choisir de tels sujets, les bolcheviks ont progressivement maîtrisé cet art. Mais ils s'appuient moins sur le mystères traditionnellement acceptés, auxquels ils préfèrent leurs propres inventions – depuis 1935 environ, une mystérieuse conspiration mondiale succède à l'autre dans la propagande bolchevik : ce fut d'abord le complot des trotskistes, puis le règne des 200 familles, enfin les sinistres machinations impériales (c'est-à-dire planétaires) des services secrets britanniques ou américains¹³¹.

131 Il est intéressant de noter que, sous Staline, les bolcheviks accumulèrent, en quelque sorte, les

L'efficacité de ce genre de propagande met en lumière l'une des principales caractéristiques des masses modernes. Elles ne croient pas à rien de visible, à la réalité de leur propre expérience ; elles ne font confiance ni à leurs yeux ni à leurs oreilles, mais à leur imagination, qui se laisse séduire par tout ce qui est à la fois universel et cohérent par soi-même. Les masses se laissent convaincre non par les faits, mêmes inventés, mais seulement par la cohérence du système dont ils font censément partie. On exagère communément l'importance de la répétition parce qu'on croit les masses peu capables de comprendre et de se souvenir ; en fait, la répétition n'est importante que parce qu'elle convainc les masses et la cohérence dans le temps.

Ce que les masses refusent de reconnaître, c'est le caractère fortuit dans lequel baigne la réalité. Elles sont prédisposées à toutes les idéologies parce que celles-ci expliquent les faits comme étant de simples exemples de lois, et éliminent les coïncidences en inventant un pouvoir suprême et universel qui est censé être à l'origine de tous les accidents. La propagande totalitaire fleurit dans cette fuite de la réalité vers la fiction, de la coïncidence vers la cohérence.

La principale infirmité de la propagande totalitaire, c'est qu'elle ne peut satisfaire le désir qu'ont les masses d'un monde complètement cohérent, compréhensible et prévisible, sans entrer en grave conflit avec le sens commun. Si, par exemple, toutes les "confessions" des opposants politiques, en Union soviétique, sont rédigées dans les mêmes termes et reconnaissent les mêmes mobiles, les masses assoiffées de cohérence accepteront cette fiction preuve suprême de leur sincérité ; tandis que le bon sens nous dit que c'est précisément cette cohérence qui n'est pas de ce monde et qui prouve qu'elles sont fabriquées. Pour prendre une image, tout se passe

conspirations, que la découverte d'une nouvelle ne signifiait pas qu'ils renonçaient à la précédente. La conspiration trotskiste commença vers 1930, les deux cents familles s'y ajoutèrent pendant la période de front populaire, à partir de 1935 ; l'impérialisme britannique devint une véritable conspiration pendant l'alliance entre Staline et Hitler, les "services secrets américains" suivirent peu après la fin de la guerre ; la dernière, le cosmopolitisme juif, ressemblait de façon évidente et troublante à la propagande nazie.

comme si les masses réclamaient une répétition constante du miracle des Septantes, lorsque, selon une légende ancienne, soixante-dix traducteurs isolés produisirent une version grecque identique de l'Ancien Testament. Le sens commun ne peut accepter ce récit que comme une légende ou un miracle ; pourtant, on pourrait aussi l'alléguer comme preuve de la fidélité absolue de chacun des mots de la traduction.

En d'autres termes, s'il est vrai que les masses sont obsédées par le désir d'échapper à la réalité parce que, dans leur déracinement essentiel, elles ne peuvent plus en supporter les aspects accidentels et incompréhensibles, il est également vrai que leur soif de fiction a un certain rapport avec ces qualités de l'esprit humain dont la structure cohérente domine le simple hasard. La fuite des masses devant la réalité est une condamnation du monde dans lequel elles sont contraintes de vivre et ne peuvent subsister, puisque la coïncidence en est devenue la loi suprême, et que les êtres humains ont besoin de transformer constamment les conditions chaotiques et accidentelles en un schéma d'une relative cohérence. La révolte des masses contre le "réalisme", le sens commun, et toutes "les plausibilités du monde" (Burke) était le résultat de leur atomisation, de la perte de leur statut social. En même temps que celui-ci, elles avaient perdu tout ce domaine de relations communautaires qui donne son sens au sens commun. Dans leur déracinement spirituel et social, une vue balancée de l'interdépendance de l'arbitraire et du prévisible, de l'accidentel et du nécessaire, n'avait plus de place. La propagande totalitaire que peut insulter outrageusement le sens commun que lorsque celui-ci n'a plus de valeur. L'alternative était de faire face à une croissance anarchique et à l'arbitraire total de la décadence, ou de s'incliner devant une idéologie à la cohérence extrêmement rigide et fantastiquement fictive : les masses choisiront probablement toujours le second terme, prêtes à en payer le prix par leur sacrifice individuel – non qu'elles soient stupides ou perverses, mais parce qu'au milieu du désastre général, cette évasion leur accorde un minimum de

respect pour elles-mêmes.

Si la propagande nazie excella à exploiter la soif de cohérence des masses, les méthodes bolcheviques ont démontré, comme dans un laboratoire, sa force chez l'homme de la masse isolé. La politique secrète soviétique, si anxieuse de convaincre ses victimes de leur culpabilité pour des crimes qu'elles n'avaient jamais commis, et qu'elles étaient souvent incapables de commettre isole et élimine complètement tous les facteurs réels, si bien que la logique, la cohérence même du "récit" que contient la confession préparée, deviennent écrasantes. Dans cette situation, la ligne qui sépare la fiction de la réalité est brouillée par la monstruosité et la cohérence interne de l'accusation : cela exige non seulement la force de caractère de résister à des menaces constantes, mais aussi une grande confiance dans l'existence d'autres êtres humains (parents, amis, voisins) qui ne croiront jamais au "récit", pour résister à la tentation de céder à la possibilité toute abstraite de la culpabilité.

Ce cas extrême d'une folie artificiellement fabriquée ne peut se présenter que dans un monde totalitaire. Il fait cependant partie de l'appareil de propagande des régimes totalitaires auxquels les confessions ne sont pas indispensables pour punir. Les "confessions" sont la spécialité de la propagande bolcheviques, comme celle de la propagande nazie était ce curieux pédantisme, qui consistait à légaliser les crimes au moyen d'une législation rétrospective et rétroactive. Dans les deux cas, le but est d'être cohérent.

Avant de prendre le pouvoir pour établir un monde conforme à leurs doctrines, les mouvements totalitaires suscitent un monde mensonger et cohérent qui, mieux que la réalité elle-même, satisfait les besoins de l'esprit humain ; dans ce monde, par la seule vertu de l'imagination, les masses déracinées se sentent chez elles et se voient épargner les coups incessants que la vie réelle et les expériences réelles infligent aux êtres humains et à leurs espérances. La force de la propagande totalitaire – avant que les mouvements aient le pouvoir de faire tomber un rideau de fer pour empêcher qui que ce soit de

troubler, pour une miette de réalité, la tranquillité macabre d'un monde entièrement imaginaire – repose sur sa capacité à couper les masses du monde réel. Les seuls signes que le monde réel offre encore à l'entendement des masses en voie de désintégration – et que chaque nouveau coup du sort rend plus crédules – sont, pour ainsi dire, ses lacunes : les questions qu'il dédaigne de discuter en public, ou les rumeurs qu'il n'ose pas contredire parce qu'elles touchent, quoique de façon exagérée et déformée, un point sensible.

Ces points sensibles fournissent aux mensonges de la propagande l'élément de véracité et d'expérience réelle dont ils ont besoin pour combler le fossé qui sépare la réalité de la fiction. Seule la terreur pourrait s'appuyer sur la pure fiction, et même les fictions mensongères des régimes totalitaires, soutenues par la terreur, ne sont pas encore devenues complètement arbitraires, quoiqu'elles soient généralement plus grossières, plus impudentes, et, pour ainsi dire, plus originales que celles des mouvements. (Il faut être puissant, et non pas habile, pour faire circuler une nouvelle version de la Révolution russe, dans laquelle aucun individu du nom de Trotski n'a jamais été commandant en chef de l'Armée rouge.) Les mensonges des mouvements, d'autres part, sont plus subtils. Les mouvements s'attachent à tous les aspects de la vie sociale et politique qui sont cachés aux yeux du public. Ils réussissent le mieux lorsque les autorités se sont entourées d'une atmosphère de secret. Aux yeux des masses, ils acquièrent alors la réputation d'être supérieurement "réalistes", puisqu'ils abordent des conditions réelles dont l'existence est cachée. Les révélations de scandales dans la haute société, la corruption des politiciens, tout ce qui appartient au journalisme à sensation, devient dans leurs mains une arme dont l'importance dépasse le sensationnel.

La fiction la plus efficace de la propagande nazie fut l'invention d'une conspiration juive mondiale. Insister sur la propagande antisémite était un procédé courant des démagogues depuis la fin du

XIX^e siècle, fréquent dans l'Allemagne et l'Autriche des années 20. Plus l'ensemble des partis et des organes de l'opinion publique évitait de discuter la question juive, plus la populace devenait convaincue que les Juifs étaient les véritables représentants des puissances établies, et le problème juif un symbole de l'hypocrisie et de la malhonnêteté du système dans son ensemble.

Le contenu même de la propagande antisémite n'était ni un monopole nazi ni quelque chose de particulièrement neuf et original. Les mensonges concernant une conspiration juive mondiale étaient courant depuis l'affaire Dreyfus et se fondaient sur les rapports internationaux d'interdépendance existant au sein d'un peuple dispersé à travers le monde entier. Les croyances exagérées au pouvoir mondial des Juifs sont encore plus anciennes ; on peut les faire remonter à la fin du XVIII^e siècle alors qu'était devenu visible le lien étroit entre la finance juive et les États nationaux. La représentation *du* Juif comme incarnation du mal est généralement imputée à des vestiges et à des souvenirs superstitieux datant du Moyen Age ; en fait, elle est en rapport étroit avec le rôle plus récent et ambigu que les Juifs ont joué dans la société européenne, depuis leur émancipation. Il est indéniable que, dans la période de l'après-guerre, les Juifs étaient devenus plus en vue que jamais auparavant.

Pour les Juifs eux-mêmes, le point remarquable est qu'ils devinrent plus "voyants" en raison inverse de leur position réelle et du degré de leur puissance. Toute diminution de la stabilité et de la force des États nationaux portait un coup direct aux positions juives. la conquête, partiellement réussie, de l'État par la nation interdisait à la machine gouvernementale de maintenir sa position au-dessus des classes et des partis, et par là rendait vaines les alliances avec la fraction juive de la population, qui, elle aussi, était censée se trouver en dehors des rangs de la société et se montrer indifférente à la politique des partis. L'intérêt grandissant de la bourgeoisie impérialiste pour la politique étrangère et son influence croissante sur la machinerie étatique s'accompagnèrent d'un refus obstiné de la

majeure partie de la richesse juive d'abandonner la tradition du commerce bancaire pour s'engager dans des entreprises industrielles. L'ensemble de ces facteurs mit presque un terme à l'utilité économique, pour l'État, des Juifs en tant que groupe, et aux avantages qu'eux-mêmes tiraient de la ségrégation sociale. Après la Première Guerre mondiale, les communautés juives d'Europe centrale s'assimilèrent aux populations nationales, comme les Juifs français l'avaient fait au début de la Troisième République.

Les États intéressés étaient conscients du changement de situation : on le vit bien lorsque en 1917, le gouvernement allemand, suivant une tradition très ancienne, essaya d'utiliser les Juifs d'Allemagne pour préparer des négociations de paix avec les Alliés. Au lieu de s'adresser aux chefs reconnus de la communication juive allemande, il se tourna vers la petite et peu influente minorité sioniste. On faisait encore confiance à celle-ci, précisément parce qu'elle croyait à l'existence d'un peuple juif indépendamment de la citoyenneté, et qu'elle était donc susceptible de rendre des services qui dépendaient de relations internationales et d'un point de vue international. Il s'avéra, cependant, que ce geste était une faute de la part du gouvernement allemand : les sionistes firent une chose qu'aucun banquier juif n'aurait jamais faite ; ils fixèrent leurs propres conditions et dirent au gouvernement qu'ils ne négocieraient qu'une paix sans annexions ni réparations¹³². C'en était fini de la vieille indifférence juive en matière politique ; on ne pouvait plus utiliser la majorité, puisqu'elle n'était plus à l'écart de la nation, et la minorité sioniste était sans intérêt puisqu'elle avait ses propres idées politiques.

En Europe centrale, le remplacement des régimes monarchiques par des républiques compléta la désintégration des communautés juives, comme l'établissement de la Troisième République l'avait fait en France quelque cinquante ans plus tôt. Les Juifs avaient perdu beaucoup de leur influence lorsque les nouveaux

132 Voir l'autobiographie de Chaim Weizmann, *Procès et erreur*, New York, 1949, p. 185.

régimes s'installèrent, dans des conditions où il n'était ni en leur pouvoir ni ans leur intérêt de protéger les Juifs. Pendant les négociations de paix de Versailles, on utilisa surtout les Juifs comme experts, et les antisémites eux-mêmes durent admettre que les petits margouilins juifs de l'après-guerre, de nouveaux arrivants pour la plupart, n'avaient pas e liens avec les représentants d'une prétendue internationale juive¹³³. (Ces nouveaux arrivants cachaient, derrière leurs activités frauduleuses, qui les distinguaient nettement de leurs coreligionnaires assimilés, une attitude ressemblant curieusement à la vieille indifférence pour les règles en vigueur dans leur entourage.)

Au milieu d'une cohorte de groupes antisémites rivaux et dans une atmosphère lourde d'antisémitisme, la propagande nazie développa une méthode qui était différente de toutes les autres et supérieure à elles. Pourtant, il n'était pas un des slogans nazis qui fût neuf – pas même l'habile image hitlérienne d'une lutte des classe causée par l'homme d'affaire juif qui exploite ses ouvriers, tandis qu'en même temps, dans la cour de l'usine, son frère les incite à faire grève¹³⁴. Seul élément nouveau, le parti nazi exigeait de ses adhérents une preuve d'ascendance non juive, et il demeurait, malgré le programme de Feder, extrêmement vague quant aux mesures effectives qu'il prendrait une fois au pouvoir¹³⁵. Les nazis placèrent le

133 Voir par exemple Otto Bonhart, *Jüdische Geld und Weltherrschaft* ?, 1926, p. 157

134 Hitler utilisa cette image pour la première fois en 1922 ; "D'une côté, Moïse Kohn encourage son organisation à refuser les exigences des ouvriers, tandis qu'à l'usine, son frère Isaac invite les masses... à faire grève" (*Discours de Hitler*, 1922-1939, ed. Baynes, Londres, 1942, p. 29). Il est remarquable qu'aucun recueil complet des discours de Hitler n'a jamais été publié en Allemagne nazie, si bien qu'on est obligé d'avoir recours à l'édition anglaise. Il ne s'agit pas d'un accident, comme on le voit par la bibliographie établie par Philipp Bouhler, *Die Reden des Führers nach der Machtübernahme*, 1940 : seuls les discours publics étaient reproduits textuellement devant le Führerkorps et les autres unités du parti, on se contentait de les "signaler" dans ce journal. À aucun moment, ils ne furent destinés à la publication.

135 Les 25 points de Feder ne contiennent que les mesures classiques réclamées par tous les groupes antisémites : expulsion des Juifs naturalisés et traitement des Juifs nationaux comme des étrangers. Chez les nazis, l'éloquence antisémitiste fut toujours beaucoup plus radicale que le programme. Waldemar Gurian, " L'Antisémitisme dans l'Allemagne moderne", dans *les Essais sur l'antisémitisme*, édité par Koppel S. Pinson, New York 1946, p. 243, souligne le manque d'originalité de l'antisémitisme nazi : "Toutes ces exigences et ces opinions ne brillaient pas par l'originalité – elles allaient de soi dans tous les milieux nationalistes ; ce qui était remarquable c'est l'habileté démagogique et oratoire avec laquelle on les présentait."

problème juif au centre de leur propagande, en ce sens que l'antisémitisme n'était plus une question d'opinions concernant des gens différents de la majorité, ou un souci de politique nationale¹³⁶, mais la préoccupation intime de chaque individu dans son existence personnelle ; nul ne pouvait être membre du parti si son "arbre généalogique" n'était pas en ordre, et plus le rang dans la hiérarchie nazie était élevé, plus l'arbre généalogique devait remonter loin¹³⁷. De même, mais avec une moindre cohérence, le bolchevisme transforma la doctrine marxiste de l'inéluctable victoire finale du prolétariat en faisant de ses adhérents des "prolétaires de naissance" et en rendant honteuses et scandaleuses toutes les autres origines de classes¹³⁸.

La propagande nazie eut l'ingéniosité de transformer l'antisémitisme en un principe d'auto-définition, le soustrayant ainsi aux fluctuations de la simple opinion. Elle n'utilisa la persuasion de la démagogie massive que comme une étape préliminaire et n'en surestima jamais l'influence durable¹³⁹. Ce la procura aux masses d'individus atomisés, indéfinissables, instables et futiles, un moyen d'auto-définition et d'identification, qui restaurait en partie le respect de soi que leur conférait autrefois leur fonction dans la société, et créait aussi une sorte de stabilité factice qui faisait d'eux de meilleurs candidats pour une organisation. Grâce à ce genre de propagande, le

136 Un exemple d'antisémitisme simplement nationaliste à l'intérieur du mouvement nazi est celui de Röhm, qui écrit : "Et ici encore, mon opinion diffère de celle du philistin national. Non pas : tout est la faute des Juifs ! Mais : c'est notre faute si le Juif peut régner aujourd'hui" (Ernst Röhm, *Die Geschichte eines Hochverrätters*, 1933, Volktausgabe, p. 284).

137 Les candidats S.S. devaient faire remonter leur arbre généalogique jusqu'à 1750. Les candidats aux postes supérieurs du parti ne devaient répondre qu'à trois questions :

1- "Qu'avez-vous fait pour le parti ?

2- "Êtes-vous absolument sain, physiquement, mentalement, moralement ?".

3- "Votre arbre généalogique est-il en ordre ?" Voir le manuel de la Jeunesse hitlérienne.

138 Ainsi, les tendances totalitaires du macarthysme, aux États-Unis, étaient les plus flagrantes tentative non seulement de persécuter les communistes, mais de contraindre tout citoyen à fournir la preuve qu'il n'était pas communiste.

139 "On ne devrait pas surestimer l'influence de la presse... elle décroît, en général, lorsque s'accroît l'influence de l'organisation" (Hadamovsky, *op. cit.*, p. 64). "Les journaux sont impuissants lorsqu'ils s'agit de lutter contre la force agressive d'une organisation vivante" (*ibid.*, p. 65). "Les pouvoirs établis par la seule propagande sont flottants et peuvent disparaître rapidement, à moins que la violence d'une organisation ne soutienne la propagande" (*ibid.*, p. 21).

mouvement pouvait se présenter comme une extension artificielle du rassemblement massif, et rationaliser les sentiments, essentiellement futiles, de leur importance et de sécurité hystérique qu'il offrait aux individus isolés d'une société atomisée¹⁴⁰.

Dans le traitement par les nazis d'autres problèmes apparaissait la même application ingénieuse de slogans forgés par d'autres et déjà expérimentés. Lorsque l'attention du public se partageait également entre le nationalisme et le socialisme, lorsqu'on pensait que ces deux doctrines étaient incompatibles et constituaient la ligne de partage entre la droite et la gauche, le "Parti national-socialiste des travailleurs allemands" (nazi) offrit une synthèse qui devait conduire à l'unité nationale, une solution sémantique dont la double étiquette d'"allemand" et de "travailleur" unissait le nationalisme de la droite et l'internationalisme de la gauche. Le nom même du gouvernement nazi s'appropriait le contenu politique de tous les autres partis et prétendait implicitement tous les incorporer. On avait déjà essayé, et avec succès, de combiner des doctrines politiques prétendument antagonistes (national-socialiste, chrétien-social, etc.) ; mais les nazis réalisèrent leur propre combinaison de telle façon que toutes les luttes parlementaires entre socialistes et nationalistes, entre ceux qui prétendaient être avant tout des travailleurs et ceux qui étaient d'abord allemands, apparurent comme un paravent destiné à cacher de sinistres arrière-pensées – un membre du parti nazi n'était-il pas tout cela en même temps ?

Il est intéressant de constater que, même à leurs débuts, les nazis eurent la prudence de ne jamais utiliser de slogans comme démocratie, république, dictature ou monarchie qui indiquaient une forme de régime spécifique¹⁴¹. Tut se passe comme si, sur ce seul

140 "La réunion de masse est la meilleure forme de propagande... (par ce que) chaque individu se sent plus assuré et plus puissant dans l'unité de la masse" (*ibid.*, p. 47). "L'enthousiasme du mouvement devient un principe et une attitude spirituelle grâce à l'organisation, à l'entraînement systématique et à la discipline" (*ibid.*, p. 21-22).

141 Dans les rares occasions où Hitler s'est intéressé à cette question, il soulignait : "Incidentement, je ne suis pas le chef d'un État au sens d'un dictateur ou d'un monarque, je suis un guide du peuple allemand" (voir *Ausgewählte Reden des Führer*, 1939, p. 114). Hans Frank s'exprime dans le

point, ils avaient toujours su qu'ils seraient entièrement originaux. Toute discussion sur la forme réelle de leur futur régime pouvait être écartée comme bavardage à propos de simples formalités – l'État, selon Hitler, n'étant qu'un "moyen" de sauver la race, de même que l'État, selon la propagande bolchevique, n'est qu'un instrument dans la lutte des classes¹⁴².

Pourtant, de façon curieuse et détournée, la propagation des nazis répondit à la question de savoir quel serait leur rôle futur : ce fut lorsqu'elle utilisa les "Protocoles des Sages de Sion" comme modèle pour l'organisation future des masses allemandes en vue de l'"empire mondial". L'usage des Protocoles n'était pas l'apanage des nazis ; des centaines de milliers d'exemplaires en furent vendus en Allemagne après la guerre, et le fait même de les adopter comme manuel politique n'était pas nouveau¹⁴³. Néanmoins, ce faux était surtout utilisé afin de dénoncer les Juifs et de donner l'éveil à la populace sur les dangers de la domination juive¹⁴⁴. En terme de pure

même esprit : "Le Reich national-socialiste est un régime qui n'est pas dictatorial, et encore moins arbitraire. Bien plutôt, le Reich national-socialiste repose sur la loyauté mutuelle du Führer et du peuple" (dans *Recht und Verwaltung*, Munich, 1939, p. 15).

- 142 Hitler a répété maintes fois : "L'État n'est pas le moyen d'une fin. La fin est la conservation de la race" (*Reden*, 1939, p. 125). Il soulignait aussi que son mouvement "ne repose pas sur l'idée d'État, mais qu'il est essentiellement fondé sur une *Völksgemeinschaft* fermée" (voir *Reden*, 1933, p. 125, et le discours devant la nouvelle génération de dirigeants politiques (*Führernahwuchs*), 1937, publié en annexe à *Hitlers Tischgespräche*, p. 446). ceci, *mutatis mutandis*, est aussi au cœur du langage à double sens que constitue la "théorie stalinienne de l'État" : "Nous sommes en faveur du dépérissement de l'État, et en même temps nous sommes pour le renforcement de la dictature du prolétariat, qui représente l'autorité la plus puissante parmi toutes les formes d'État qui ont existé jusqu'à ce jour. Le plus grand développement possible du pouvoir de l'État, avec comme objectif la préparation des conditions du dépérissement de l'État : telle est la formule marxiste" (*op. cit.*, *loc. Cit.*).
- 143 Alexander Stein, *Adolf Hitler, Schüler der "Weisen von Zion"*, Karlsbad, 1936, fut le premier à analyser, par comparaison philologique, l'identité idéologique des doctrines nazies et de celles des "Sages de Sion". Voir aussi R.M. Blank, *Adolf Hitler et les "Protocoles des Sages de Sion"*, 1938. Le premier à reconnaître sa dette envers les doctrines des Protocoles fut Theodor Fritsch, le "patriarche" de l'antisémitisme allemand de l'après-guerre. Il écrit dans la postface de son édition des *Protocoles*, 1924 : "Nos futurs hommes d'État et diplomates devront apprendre des experts orientaux en infamie jusqu'à l'ABC du gouvernement, et, ans ce but, les "Protocoles sionistes" offrent un excellent enseignement préparatoire".
- 144 Sur l'histoire des Protocoles, voir John S. Curtiss, *Appréciation des Protocoles de Sion*, 1942. Que les Protocoles soient un faux n'avait pas d'importance sur le plan de la propagande. Le publiciste russe S.A. Nilus, qui en publia la deuxième édition russe en 1905, était déjà conscient du

propagande, la découverte nazie consista à voir que les masses étaient moins effrayées par le règne mondial des juifs, qu'intéressées par la façon dont il pouvait être établi : la popularité des Protocoles se fondait sur l'admiration et la soif d'apprendre plus que sur la haine, et la sagesse conseillait de rester aussi près que possible de certaines de leurs formules saillantes. Par exemple, le fameux slogan : "Ce qui est juste, c'est ce qui est bon pour le peuple allemand", était copié sur celui des Protocoles : "Tout ce qui est bénéfique pour le peuple juif est moralement juste et sacré"¹⁴⁵ .

Les Protocoles constituent un document très curieux et remarquable à de nombreux égards. En dehors de leur machiavélisme à bon marché, leur caractéristique essentielle est qu'à leur manière délirante, ils abordent tous les problèmes politiques importants de l'époque. Ils sont anti-nationaux par principes et décrivent l'État national comme un colosse aux pieds d'argile. Ils rejettent la souveraineté nationale et croient, comme Hitler le dit un jour, à un empire mondial sur une base nationale¹⁴⁶. Ils ne se contentent pas de la révolution dans un pays donné, mais visent à la conquête et à la domination du monde. Ils promettent au peuple qu'indépendamment de la supériorité en nombre, en territoire et en puissance étatique, on peut réaliser la conquête mondiale grâce à la seule organisation. Une partie de leur force de persuasion provient de très anciens éléments de superstition. La croyance à l'existence ininterrompue d'une secte internationale qui, depuis l'Antiquité, poursuit les mêmes objectifs révolutionnaire, est très ancienne¹⁴⁷ et elle joue un rôle dans la

caractère douteux de ce "document", et ajouta cette observation évidente : "Mais s'il était possible de prouver son authenticité par des documents ou des témoignages dignes de foi, s'il était possible de démasquer les personnes qui sont à la tête du complot mondial... alors... "l'iniquité secrète" pourrait être brisée..." Traduction dans Curtiss, *op. Cit.*

Hitler n'eut pas besoin de Nilus pour procéder au même escamotage : la meilleure preuve de leur authenticité, c'est qu'on a prouvé qu'il s'agissait d'un faux. Il ajoute l'argument de leur "plausibilité" : "Ce que de nombreux Juifs font peut-être inconsciemment s'exprime ici en toute clarté. Et c'est cela qui compte" *Mein Kampf*, livre I, chapitre XI).

145 Fritsch, *op. Cit.*, "(Der Juden) oberster Grundsatz lautet : "Alles, was dem Volke Juda n'tzt, ist moralisch und ist heilig " ."

146 "Les Empires mondiaux partent d'une base nationale, mais l'ont bientôt dépassée" (*Reden*).

147 Henri Rollin, *L'Apocalypse de notre temps*, Paris, 1939, considère que la popularité des Protocoles

littérature politique clandestine depuis la Révolution française, même s'il ne vint à l'idée d'aucun écrivain de la fin du XVIII^e siècle que la "secte internationale", cette "nation particulière... au sein de toutes les nations civilisées", pouvait être juive¹⁴⁸.

Dans les Protocoles, c'était le thème d'une conspiration planétaire qui séduisait le plus les masses, car il correspondait parfaitement à la nouvelle situation du pouvoir. (Hitler promit très vite que le mouvement nazi "transcendait les limites étroites du nationalisme moderne"¹⁴⁹, et, pendant la guerre, des tentatives furent faites, à l'intérieur des S.S., pour effacer complètement le mot "nation" du vocabulaire national-socialiste.) Seules, les puissances mondiales semblaient conserver une chance de survie indépendante, et la politique mondiale une chance d'obtenir des résultats durables. Il n'est que trop compréhensible qu'une telle situation dût effrayer les petites nations. Les Protocoles semblaient indiquer une issue qui ne

ne le cède qu'à celle de la Bible (p. 40). Il souligne la ressemblance entre les Protocoles et les *Monita Secreta*, originellement publiés en 1612 et encore vendus dans les rues de Paris en 1939, qui prétendent démontrer une conspiration jésuite "qui justifie toutes les infamies et toutes les utilisations de la violence [...] Il s'agit d'une véritable campagne contre l'ordre établi" (p. 32).

148 Toute cette littérature est bien représentée par le Chevalier de Malet, *Recherches politiques et historiques qui prouvent l'existence d'une secte révolutionnaire*, 1817, qui cite abondamment les auteurs qui l'ont précédés. À ses yeux, les héros de la Révolution française sont les "mannequins" d'une "agence secrète", les agents des francs-maçons. Mais la franc-maçonnerie n'est que le nom contemporain d'une "secte révolutionnaire" qui a toujours existé et dont la politique a toujours consisté à attaquer "en demeurant dans la coulisse, en manipulant les marionnettes qu'elle jugeait à propos de mettre sur scène". Il précise d'abord : "On croira sans doute difficilement à l'existence d'un plan formé dans l'Antiquité et toujours suivi avec la même constance : [...] les auteurs de la Révolution ne sont pas plus français qu'ils ne sont allemands, italiens, anglais, etc. Ils constituent une nation particulière, qui est née et qui a grandi dans les ténèbres, au milieu de toutes les nations civilisées, afin de les soumettre toutes à sa domination."

Pour une discussion détaillée de cette littérature, voir E. Lesueur, *La Franc-Maçonnerie artésienne au XVIII^e siècles*, bibliothèque d'Histoire révolutionnaire, 1914. Ces conspirations légendaires ont la vie dure, même dans des circonstances normales, comme le prouve la "littérature" anti-maçonnerie publiée en France, qui n'est guère moins abondante que sa contrepartie antisémite. On peut trouver une sorte d'abrégé de toutes les théories qui voyaient dans la Révolution française le produit de conspirations secrètes, dans G. Bord, *La Franc-Maçonnerie en France des origines à 1815*, 1908.

149 *Reden*. Voir le compte rendu d'une session du Comité S.S. Pour les questions de main-d'œuvre (quartier général S.S., Berlin, le 12 janvier 1943) ; on suggéra que le mot "nation", avec ses connotations de libéralisme, devait être éliminé comme impropre aux peuples germanique (document 705-PS, *La Conspiration et l'Aggression nazie*, V, 515).

dépendait pas de conditions objectives et inchangeables, mais du seul pouvoir de l'organisation.

Le propagande nazie, en d'autres termes, découvrait dans le "Juif supranational parce qu'intensément national"¹⁵⁰ le précurseur du maître (allemand) du monde, et assurait les masses que "les nations qui les premières ont vu clair dans le jeu du Juif, et l'ont combattu, vont prendre sa place pour la domination du monde"¹⁵¹. L'illusion d'une conspiration juive mondiale qui existait déjà formait la base de l'illusion d'une domination allemande mondiale à venir. C'est à cela que pensait Himmler quand il déclarait que "nous devons l'art du gouvernement aux Juifs", c'est-à-dire aux Protocoles que le "Führer (avait) appris par cœur"¹⁵². Ainsi, les Protocoles présentaient la conquête mondiale, comme une possibilité pratique,, impliquaient qu'elle n'était qu'une question d'inspiration ou de ruse, et que personne ne faisait obstacle à une victoire allemande sur l'univers entier, sinon un peuple évidemment petit, les Juifs, qui le régentaient sans posséder d'instruments de violence – et qui constituaient donc une proie facile, une fois leur secret éventé et leur méthode imitée sur une plus grande échelle.

La propagande nazie rassembla toutes ses perspectives nouvelles et prometteuses en un seul concept, qu'elle appela *Volksgemeinschaft*. Cette nouvelle communauté, ébauchée par le mouvement nazi, se fondait sur l'égalité absolue de tous les Allemands – égalité non de droits, mais de nature – et sur leur différence radicale par rapport à tous les autres peuples¹⁵³. Après la prise du pouvoir, ce concept perdit progressivement de son importance et fit place à un mépris général pour le peuple allemand

150 *Discours de Hitler*, ed. Baynes, p. 6.

151 Goebbels, *op. cit.*, p. 377. Cette promesse, impliquée par cette propagande antisémite de type nazi, avait été préparée par la phrase de Hitler : "C'est le Juif qui offre le plus extrême contraste avec l'Aryen" (*Mein Kampf*, livre I, chapitre XI).

152 Dossier Kersten, Centre de documentation juive.

153 La promesse faite très tôt par Hitler (*Reden*), "Je ne reconnaitrai jamais aux autres nations le même droit qu'à la nation allemande" devint la doctrine officielle : "La base du point de vue national-socialiste sur la vie est la perception de la dissemblance des hommes" (manuel de la Jeunesse hitlérienne).

(mépris que les nazis avaient toujours nourri, mais qu'auparavant ils ne pouvaient guère exprimer publiquement¹⁵⁴), ainsi qu'à un vif désir d'ouvrir leur rang aux "Aryens" d'autres nations, idée qui n'avait joué qu'un rôle insignifiant dans la phase précédente¹⁵⁵. La *Volksgemeinschaft* n'était que la préparation par la propagande d'une société raciale, "aryenne", qui finalement aurait voué à leur perte tous les peuples, y compris les Allemands.

Dans une certaine mesure, la *Volksgemeinschaft* était la tentative nazie de contrer la promesse communiste d'une société sans classes. La supériorité d'une propagande sur l'autre semble évidente si nous faisons abstraction de toutes les implications idéologiques. Si l'une et l'autre promettaient de niveler toutes les différences sociales et économiques, la société sans classes supposait évidemment que tout le monde serait rabaissé au niveau d'un ouvrier d'usine, tandis que la *Volksgemeinschaft*, qui supposait une conspiration en vue de la conquête mondiale, permettait d'espérer raisonnablement qu'un jour tous les Allemands pourraient devenir directeur d'usine. La *Volksgemeinschaft* présentait cependant un avantage encore supérieur : son établissement ne devait pas attendre un futur

154 Par exemple, Hitler e, 1923 : "Le peuple allemand est constitué d'un tiers de héros, d'un tiers de poltrons et d'un tiers de traîtres" (*Discours de Hitler*, ed. Baynes, p. 76).

Après la prise de pouvoir, cette tendance se donna libre cours. Voir, par exemple, Gœbbels en 1934 : "Qui a le droit de critiquer ? Les membres du parti ? Non ; le reste des Allemands ? Ils devraient se considérer heureux d'être encore en vie. Ce serait un peu trop beau, si ceux qui vivent à notre merci avaient le droit de critiquer." Cité d'après Kohn-Bramstedt, *op. cit.*, p. 178-179. Pendant la guerre, Hitler déclara : "Je ne suis qu'un aimant qui se déplace constamment à travers la nation allemande pour en extraire l'acier. Et j'ai souvent dit que le jour viendrait où tous les Allemands de valeur seraient dans mon camp. D'ailleurs, ceux qui ne veulent pas être dans mon camp sont sans valeur" (voir *Der grossdeutsche Freiheitskampf. Reden Hitlers vom 1.9.1939 – 1., 3.1940*, p. 174). dès cette époque, les sort de ceux qui "sont sans valeur" ne faisait pas de doute pour l'entourage immédiat de Hitler. Himmler exprimait le même sentiment lorsqu'il disait : "Le Führer pense en termes non pas allemands, mais germaniques" (dossier Kersten, voir plus haut). Mais nous savons par les *Hitlers Tischgespräche* (p. 315 s.) qu'à cette époque il se moquait déjà de la "clameur" germanique et pensait en "termes aryens".

155 Himmler dans un discours aux officiers S.S., à Kharkov, en avril 1943 : "Je constituai très vite des S.S. Germaniques dans les différents pays [...]" (*La Conspiration nazie*, IV, 572 s.). Dès avant la prise du pouvoir, Hitler avait fourni une indication de cette politique non nationale (*Reden*) : "Parmi la nouvelle classe des maîtres, nous admettons certainement aussi des représentants d'autres nations, à savoir ceux qui le méritent en raison de la participation à notre combat."

hypothétique et ne dépendait pas de conditions objectives ; elle pouvait être réalisée immédiatement dans le monde fictif du mouvement.

L'objectif véritable de la propagande totalitaire n'est pas la persuasion, mais l'organisation – l' "accumulation du pouvoir sans la possession de moyens de violence¹⁵⁶". À cette fin, l'originalité du contenu idéologique ne peut être considérée que comme obstacle superflu. Ce n'est pas par hasard que les deux mouvements totalitaires de notre temps, si effroyablement "neufs" dans leurs méthodes de domination et ingénieux dans leurs méthodes de domination et ingénieux dans leurs formes d'organisation, n'ont jamais prêché de doctrine nouvelle, n'ont jamais inventé d'idéologie qui ne fût déjà populaire¹⁵⁷. Les masses ne se laissent pas gagner par les succès passagers de la démagogie, mais par la réalité et la puissance visible d'une "organisation vivantes¹⁵⁸". Ce ne sont pas les dons éclatants de Hitler comme orateur de masses qui lui assurèrent sa position dans le mouvement ; au contraire, ils conduisirent ses adversaires à le sous-estimer comme simple démagogue, et Staline sut vaincre le meilleur orateur de la Révolution russe¹⁵⁹. Ce qui distingue les dictateurs totalitaires, c'est plutôt la détermination simpliste et exclusive avec laquelle ils choisissent les éléments d'idéologies existantes qui sont les plus propres à devenir les fondements d'un autre monde entièrement fictif. La fiction des

156 Hadamovsky, *op. cit.*

157 Heiden, *op. cit.*, p. 139 : la propagande n'est pas "l'art de répandre une opinion parmi les masses. En fait, c'est l'art d'emprunter une opinion aux masses".

158 Hadamovsky, *op. Cit., passim*. Le terme est emprunté à Hitler, *Mein Kampf* (livre II, chapitre XI), où l' "organisation vivante" d'un mouvement est opposée au "mécanisme mort" d'un parti bureaucratique.

159 Ce serait une grave erreur d'interpréter les chefs totalitaires selon la catégorie de la "direction charismatique" (Max Weber). Voir Hans Gerth, "Le Parti nazi" dans *l'American journal of Sociology*, 1940, vol. 45. (C'est une telle méprise qui fausse la biographie de Heiden, *op. Cit.*) Gerth décrit Hitler comme le chef charismatique d'un parti bureaucratique. Cela seul explique pour lui que "malgré les contradictions flagrantes entre les actions et les paroles, rien ne pouvait ébranler l'organisation fermement disciplinaire". (Ces contradictions caractérisaient bien davantage Staline, qui " avait soin de toujours dire le contraire de ce qu'il faisait, et de faire le contraire de ce qu'il disait". Souvarine, *op. cit.*, p. 431)

Protocoles était aussi appropriée que celle d'une conspiration trotskiste : l'une et l'autre contenaient un élément plausible – influence occulte des Juifs dans le passé ; lutte pour le pouvoir entre Trotski et Staline – dont même le monde fictif du totalitarisme ne peut impunément se passer. Tout l'art consiste à utiliser, et en même temps à transcender les éléments de réalité et d'expériences véritables empruntés à la fiction choisie, puis à les généraliser pour les rendre définitivement inaccessibles à tout contrôle de l'expérience individuelle. Grâce à de telles généralisations, la propagande totalitaire établit un monde capable de concurrencer le monde réel, dont le grand avantage est de ne pas être logique, cohérent et organisé. La cohérence de la fiction et la rigueur de l'organisation permettent finalement à la généralisation de survivre alors que sont écartés les mensonges spécifiques – pouvoir des Juifs, après qu'ils furent massacrés sans défense ; sinistre conspiration planétaire des trotskistes après leur liquidation en Russie soviétique et l'assassinat de Trotski.

L'entêtement avec lequel les dictateurs totalitaires ont absurdement maintenu leurs premiers mensonges ne s'explique pas seulement par une gratitude superstitieuse pour "un truc qui a marché". Au moins dans le cas de Staline, on ne peut expliquer cet entêtement par la psychologie du menteur dont le succès même fait de lui sa dernière victime. Une fois que les slogans de cette propagande sont intégrés dans une "organisation vivante", ils ne peuvent être éliminés sans risquer de ruiner tout l'édifice. La propagande totalitaire transforma l'affirmation d'une conspiration juive mondiale : d'une question objective et ouverte à la discussion, elle fit un élément fondamental de la réalité nazie. L'important, c'est que les nazis *agissaient effectivement* comme si les monde eût été dominé par les Juifs et eût besoin d'une contre-conspiration pour se défendre. Pour eux, le racisme n'était plus une théorie contestable à la valeur scientifique douteuse, il se réalisait quotidiennement dans la hiérarchie en exercice d'une organisation politique dans le cadre de

laquelle il aurait été "irréaliste" de le mettre en question. De même le bolchevisme n'a plus besoin de l'emporter dans une discussion sur la lutte des classes, l'internationalisme et la dépendance inconditionnelle de l'intérêt du prolétariat par rapport à l'intérêt de l'Union soviétique ; l'organisation du Komintern telle qu'elle fonctionne est plus convaincante que ne saurait l'être n'importe quel argument purement idéologique.

La raison fondamentale de la supériorité de la propagande totalitaire sur celle des autres partis est que son contenu, au moins pour les membres du mouvement, n'est plus un problème objectif à propos duquel on peut avoir son opinion, mais est devenu dans leur vie un élément aussi réel et intangible que les règles de l'arithmétique. L'organisation de la texture entière de la vie conformément à une idéologie ne peut être complètement menée à bien que sous un régime totalitaire. En Allemagne nazie, mettre en question la validité du fascisme et e l'antisémitisme, alors que seule importait l'origine ethnique, alors qu'une carrière dépendait d'une physionomie "aryenne" (Hitler sélectionnait les candidats aux S.S. Sur photographie) et qu'on avait plus ou moins à manger selon le nombre de ses grands-parents juifs, c'était mettre en question l'existence du monde.

Il est inutile de démontrer les avantages d'une propagande qui, constamment, "ajoute la puissance de l'organisation¹⁶⁰" à la voix faible et douteuse de la discussion, et qui réalise ainsi instantanément tout ce qu'elle avance. Inattaquable par des arguments fondés sur une réalité que les mouvements promettaient de changer, inattaquable par une contre-propagande disqualifiée du seul fait qu'elle vient ou qu'elle prend défense d'un monde que les masses désemparées ne peuvent et ne veulent accepter, elle ne peut être réfutée que par une autre réalité, plus forte et meilleure.

C'est à l'heure de la défaite que devient visible la faiblesse

160 Hadamovsky, *op. cit.*, p. 21. Pour les objectifs totalitaires c'est une faute de propager leur idéologie par l'enseignement ou la persuasion. Selon les mots de Robert Ley, elle ne peut être ni "enseignée" ni "apprise", mais seulement "exercée" et "pratiquée" (voir *Der Weg zur Ordensburg*, s.d.)

inhérente à la propagande totalitaire. Privés de la force du mouvement, ses membres cessent immédiatement de croire au dogme pour lequel hier encore ils étaient prêts à sacrifier leur vie. Au moment où le mouvement, c'est-à-dire le monde fictif qui les abritait, est détruit, les masses retournent à leur statut primitif d'individus isolés qui, ou bien sont heureux d'accepter une nouvelle fonction dans un monde changé, ou bien retombent dans leur inutilité sans espoir. Les membres des mouvements totalitaires, profondément fanatiques aussi longtemps qu'existe le mouvement, ne suivent généralement pas l'exemple du fanatisme religieux pour mourir en martyr (même s'ils n'ont été que trop enclins à mourir en robots¹⁶¹) Ils abandonneront tranquillement le mouvement comme un mauvais pari et se mettront en quête d'une nouvelle fiction prometteuse, ou bien attendront que la fiction ancienne recouvre assez de force pour relancer un mouvement de masse.

Les Alliés essayèrent vainement de trouver un seul nazi avoué et convaincu parmi le peuple allemand, dont 90% avaient probablement été des sympathisants sincères à un moment ou à un autre ; cette expérience ne doit pas être interprétée simplement comme un signe de faiblesse humaine ou d'opportunisme grossier. Le nazisme, en tant qu'idéologie, avait été si complètement "réalisé" que son contenu cessait d'exister comme ensemble autonome de doctrines, qu'il perdait, pour ainsi dire, son existence intellectuelle : la destruction de la réalité n'a donc presque rien laissé derrière elle, et en tout cas ni croyants ni fanatiques.

2. L'organisation totalitaire

Les formes de l'organisation totalitaire, contrairement à leur contenu idéologique et aux slogans de la propagande, sont

161 Voir Hitler, "Propagande et organisation", *op. cit.*, livre II, chapitre XI.

complètement originales¹⁶². Elles sont destinées à traduire les mensonges de la propagande, ourdis à partir d'une fiction centrale – conspiration, des Juifs, trotskistes, 200 familles, etc. - en réalité agissante ; à édifier, même dans des circonstances non totalitaires, une société dont les membres agissent et réagissent conformément aux règles d'un monde fictif. Des partis et des mouvements apparemment similaires, à tendance fasciste ou socialiste, nationaliste ou communiste, appuient tous leur propagande par le terrorisme dès qu'ils ont atteint un certain degré d'extrémisme (qui dépend surtout du degré de désespoir de leurs membres) ; au contraire, le mouvement totalitaire prend vraiment sa propagande au sérieux, sérieux qui s'exprime de façon beaucoup plus effrayante par l'organisation de ses partisans que par la liquidation physique de ses adversaires. C'est l'organisation et la propagande (plutôt que la terreur et la propagande) qui sont les deux côtés de la médaille¹⁶³.

Dans la phase qui précède la prise de pouvoir, la technique la plus originale consiste à créer des organisations de façade et à faire une distinction entre les membres du parti et ses sympathisants. Comparés à cette invention, d'autres traits typiquement totalitaires, comme la nomination des fonctionnaires par le sommet et la monopolisation finale des nominations par un seul homme, sont d'importance secondaire. Le prétendu "principe du chef" n'est pas totalitaire en lui-même ; il a emprunté à l'autoritarisme et à la dictature militaire certains traits qui ont puissamment contribué à obscurcir et à minimiser le phénomène essentiellement totalitaire. Si les fonctionnaires nommés par le sommet possédaient une autorité et une responsabilité réelles, nous aurions affaire à une structure hiérarchique dans laquelle l'autorité et le pouvoir sont délégués et régis par des lois. En gros, il en va de même pour l'organisation d'une

162 Hitler, discutant le rapport entre le *Weltanschauung* et organisation, admet comme allant de soi que les nazis héritèrent d'autres groupes et partis l' "idée raciale" (*die völkische Idee*) et agirent comme s'ils en étaient les seuls représentants, parce qu'ils furent les premiers à fonder sur elle une organisation combattante et à la formuler dans un but pratique. *op. cit.*, livre II, chapitre V.

163 Voir Hitler, "Propagande et organisation", *op. cit.*, livre II, chapitre XI.

armée et pour la dictature militaire, qui est calquée sur elle ; dans ce cas, le pouvoir absolu de commandement, de haut en bas, et l'obéissance absolue, de bas en haut, correspondent à la situation du danger extrême dans le combat, et c'est précisément pour cette raison qu'ils ne sont pas totalitaires. Une chaîne de commandement hiérarchique, cela veut dire que le pouvoir de celui qui commande dépend de l'ensemble du système dans lequel il opère. Toute hiérarchie, si autoritaire qu'en soit la direction, toute chaîne de commandement, si arbitraire ou dictatorial que soit le contenu de ses ordres, tend à stabiliser, et à limiter, le pouvoir global d'un chef de mouvement totalitaire¹⁶⁴. Dans le langage nazi, c'est la "volonté du Führer", jamais en repos, dynamique, qui devient la "loi suprême" d'un État totalitaire, ce ne sont pas ses ordres, expression qui pourrait impliquer une autorité fixe et circonscrite¹⁶⁵. Le principe du chef ne développe son caractère totalitaire qu'à partir de la position où le mouvement, grâce à son organisation exceptionnelle, place le chef – à partir de l'importance fonctionnelle du chef pour le mouvement. D'ailleurs, dans le cas de Hitler comme dans celui de Staline, le principe du chef proprement dit ne s'est cristallisé qu'assez lentement, parallèlement à la "totalitarisation" progressive du mouvement¹⁶⁶.

164 La demande impérative de Himmler "de ne pas promulguer de décret définissant le terme de "Juif" est un cas d'espèce"; car "avec tous ces engagements stupides, nous ne ferons que nous lier les mains" (document de Nuremberg, n° 626, lettre à Berger datée du 28 juillet 1942, photocopie au Centre de documentation juive).

165 La formulation "la volonté du Führer est la loi suprême" se trouve dans tous les règlements officiels gouvernant la conduite du parti et des S.S. La meilleure source sur le sujet est Otto Gauweiler, *Rechtseinrichtungen und Rechtsaufgaben der Bewegung*, 1939.

166 Heiden, *op. cit.*, p. 292, rapporte la différence suivante entre la première édition de *Mein Kampf* et celle qui suivirent : la première édition propose l'élection de cadres du parti qui, seulement après leur élection sont investis d' "un pouvoir et d'une autorité illimitée" ; toutes les éditions suivantes établissent la nomination des cadres du parti par le chef de rang immédiatement plus élevé. Naturellement, pour la stabilité des régimes totalitaires, la nomination par le sommet est un principe bien plus important que l' "autorité illimitée" du nouveau titulaire. En pratique, l'autorité des sous-chefs était limitée de façon décisive par la souveraineté absolue du Chef. Voir ci-dessous. Staline, issu de l'appareil de conspiration du parti bolchevique, ne pensa probablement jamais qu'il y avait là un problème. Pour lui, les nominations, dans la machine du Parti, étaient une question d'accumulation de pouvoir personnel. (Pourtant, ce n'est que dans les années 30, après qu'il eut étudié l'exemple de Hitler, qu'il pouvait facilement justifier de telles méthodes en citant la théorie léniniste, selon laquelle "l'histoire de tous les pays montrer que, par ses seuls efforts, la classe

La naissance de cette nouvelle structure est obscurcie par un anonymat qui ajoute à la bizarrerie du phénomène. Nous ne savons pas qui décida le premier d'encadrer les compagnons de route dans des organisations de façade, qui vit le premier dans les masses vaguement sympathisantes – sur lesquelles tous les partis comptaient le jour des élections, mais qu'ils considéraient comme trop flottantes pour devenir des adhérents – non-seulement un réservoir où puiser des adhérents, mais une force décisive en elle-même. Les premières organisations de sympathisants qui étaient d'inspiration communiste, comme les Amis de l'Union soviétique ou les associations du Secours rouge, devinrent des organisations de façade, mais n'étaient à l'origine ni plus ni moins que ce que leur nom indiquait : un rassemblement de sympathisants en vue d'une aide financière ou autre (par exemple, juridique). Hitler fut le premier à déclarer que chaque mouvement devait diviser les masses gagnées par la propagande en deux catégories, sympathisants et adhérents. La chose est intéressante en elle-même ; ce qui est encore plus significatif, c'est que Hitler fondait cette division sur une philosophie plus générale, suivant laquelle, la plupart des gens étant trop paresseux et poltrons pour dépasser le pur aperçu théorique, seule une minorité est prête à se battre pour ses convictions¹⁶⁷. Par conséquent, Hitler fut le premier à imaginer la politique délibérée de grossir constamment les rangs des sympathisants, tout en maintenant le nombre d'adhérents à l'intérieur de strictes limites¹⁶⁸. Cette idée d'une minorité d'adhérents

ouvrière n'est capable de développer qu'une conscience syndicale" : la direction en vient donc nécessairement de l'extérieur. (Voir *Que faire ?*, publié pour la première fois en 1902, dans les *Œuvres complètes*, vol. 4, livre II). En fait, Lénine considérait le Parti communiste comme la partie "la plus progressive" de la classe ouvrière, et en même temps comme "le levier de l'organisation politique" qui "dirige toute la masse du prolétariat", c'est-à-dire comme une organisation extérieure et supérieure à la classe. (Voir W.H. Chamberlain, *La Révolution russe*, 1917-1921. New York, 1935, II, 361.) Néanmoins, Lénine ne mettait pas en question la validité de la démocratie interne du parti, quoiqu'il eût tendance à limiter la démocratie à la classe ouvrière elle-même.

167 Hitler, *op. cit.*, livre II, chapitre XI.

168 *Ibid.* Ce principe fut strictement appliqué dès que les nazis s'emparèrent du pouvoir. Des 7 millions de membres de la Jeunesse hitlérienne, seuls 500 000 furent acceptés comme membres du parti, en 1937. Voir Gottfried Neesse, "Die verfassungrechtliche Gestaltung der Ein-Partei", dans *Zeitschrift*

entourée d'une majorité de sympathisants est très proche de la réalité ultérieure des organisations de façade – terme qui exprime leur fonction ultime de manière très appropriée, et qui indique le rapport qui existe entre adhérents et sympathisants, à l'intérieur même du mouvement. Car les organisations de façade, regroupant les sympathisants, ne sont pas moins essentielles au fonctionnement du mouvement que ses adhérents proprement dits.

Les organisations de façade entourent les adhérents d'un mur protecteur qui les sépare du monde extérieur et normal ; en même temps, elles constituent avec celui-ci un trait d'union sans lequel les adhérents, avant la prise du pouvoir, sentiraient de façon trop aiguë les différences qui séparent leurs croyances et celles des gens normaux. L'ingéniosité de cette technique tient à ce que les organisations de façade n'isolent pas simplement les adhérents, mais leur offrent un semblant de normalité extérieur qui atténue le choc de la vraie réalité plus efficacement que le simple endoctrinement. C'est la différence entre sa propre attitude et celle du compagnon de route, qui confirme un nazi ou un bolchevik dans sa croyance à l'application fictive du monde : après tout, le compagnon de route a les mêmes convictions, quoique d'une façon plus "normale", c'est-à-dire moins fanatique et plus confuse. Aussi le militant a-t-il l'impression que quiconque ne lui a pas été désigné expressément comme un ennemi (un Juif, un capitaliste, etc.) est de son côté, que le monde est plein d'alliés secrets qui, simplement, n'ont pas encore la force d'esprit ou de caractère nécessaire pour tirer les conclusions logiques de leurs propres convictions¹⁶⁹.

D'autre part, le reste du monde a généralement son premier aperçu d'un mouvement totalitaire par les organisations de façade de celui-ci. Les sympathisants, qui selon toute apparence sont encore

für die gesamte Staatswissenschaft, 1938, Band 98, p. 678 : "Même le parti unique ne doit jamais se développer jusqu'au point d'embrasser l'ensemble de la population. Il est "total" à cause de son influence idéologique sur la nation".

169 Voir la distinction hitlérienne entre les "extrémistes" qui seuls étaient prêts à devenir membres du parti, et les centaines de milliers de sympathisants qui étaient trop "poltrons" pour faire le nécessaire sacrifice. *op. cit.*, *loc. cit.*

d'inoffensifs citoyens dans une société non totalitaire, ne peuvent guère être qualifiés de fanatiques ; grâce à eux, les mouvements rendent acceptables leurs mensonges les plus fanatiques. Ils peuvent répandre leur propagande sous des formes atténuées et plus respectables, jusqu'à ce que toute l'atmosphère soit empoisonnée d'éléments totalitaires qu'on ne peut guère reconnaître comme tels, mais qui semblent être des réactions ou des opinions politiques normales. Les organisations de compagnons de route entourent les mouvements totalitaires d'un brouillard de normalité et de respectabilité qui trompe les adhérents sur le vrai caractère du monde extérieur, et le monde extérieur sur le vrai caractère du mouvement. L'organisation de façade a une double fonction : façade du mouvement totalitaire aux yeux du monde non totalitaire, et façade de ce monde aux yeux de la hiérarchie interne du mouvement.

Ce qui est encore plus frappant que cette relation c'est qu'elle se répète à différents niveaux, à l'intérieur même du mouvement. De même que les adhérents sont liés aux compagnons de route et séparés d'eux, de même les formations d'élites sont liées aux adhérents ordinaires et séparées d'eux. Si le compagnon de route semble être un habitant normal du monde extérieur, qui a adopté la croyance totalitaire comme on peut adopter le programme d'un parti quelconque, l'adhérent ordinaire appartient encore, à beaucoup d'égards, au monde environnant : ses rapports professionnels et sociaux ne sont pas encore complètement déterminés par son appartenance au parti, quoiqu'il sache peut-être – contrairement au simple sympathisant – qu'en cas de conflit entre son allégeance au parti et sa vie privée, c'est la première qui est censée l'emporter. Le membre d'un groupe militant, d'autre part, s'identifie absolument au mouvement ; il n'a pas de profession ni de vie privée qui en soient dépendantes. Et de même que les sympathisants constituent autour des adhérents un mur protecteur et représentent le monde extérieur à leurs yeux, de même les adhérents ordinaires entourent les groupes militants et représentent pour eux le monde normal. Avantage précis

de cette structure, elle amortit le choc d'un des dogmes totalitaires fondamentaux, selon lequel, l'univers étant divisé en deux camps gigantesques, dont l'un est le mouvement, le mouvement peut et doit combattre le reste de l'univers – exigence qui ouvre la voie à l'agressivité aveugle des régimes totalitaires. Grâce à une hiérarchie soigneusement graduée du militantisme, dans laquelle chaque échelon représente pour l'échelon supérieur l'image d'un monde non totalitaire, parce qu'il est moins militant et que ses membres sont moins totalement organisés, le choc de la terrifiante et monstrueuse dichotomie totalitaire est dévié et n'est jamais complètement saisi ; ce genre d'organisation empêche ses membres d'être jamais directement confrontés avec le monde extérieur, dont l'hostilité demeure pour eux une pure présomption idéologique. Ils sont si bien protégés contre la réalité du monde non totalitaire, qu'ils sous-estiment constamment les risques énormes de la politique totalitaire.

Il ne fait pas de doute que les mouvements totalitaires attaquent le *statu quo* plus radicalement qu'aucun des précédents partis révolutionnaires. Ils peuvent se permettre cet extrémisme, apparemment si impropre aux organisations de masse, parce que leur organisation offre un substitut provisoire à la vie ordinaire, que le totalitarisme cherche en fait à abolir. Tout l'univers et ses rapports apolitiques, dont le "révolutionnaire professionnel" devait se couper ou qu'il devait accepter tel quel, existe à l'intérieur du mouvement sous la forme des groupes les moins militants ; dans cette organisation hiérarchique, les combattants de la conquête et de la révolution mondiale ne sont jamais exposés au choc que produit inmanquablement le contraste entre les croyances "révolutionnaires" et le monde "normal". Ce qui explique que les mouvements, dans la phase révolutionnaire qui précède la prise du pouvoir, peuvent attirer tant de philistins, c'est que leurs membres vivent dans un trompeur paradis de normalité ; les adhérents sont entourés par le monde normal des sympathisants, et les formations d'élite par le monde normal des adhérents ordinaires.

Autre avantage du schéma totalitaire : il peut se répéter indéfiniment et maintient l'organisation dans un état de fluidité qui lui permet d'insérer constamment de nouvelles couches et de définir de nouveaux degrés de militantisme. Toute l'histoire du parti nazi peut se résumer à celle des formations nouvelles à l'intérieur du mouvement nazi. Les S.A., les sections d'assaut (créées en 1922), furent la première formation nazie qui était censée être plus militante que le parti lui-même¹⁷⁰ ; en 1926, les S.S. furent créés en tant que formation d'élite des S.A. ; trois ans plus tard, les S.S. étaient séparés des S.A. Et placés sous le commandement de Himmler ; il ne fallut à Himmler que quelques années de plus pour répéter le même manège à l'intérieur des S.S. Successivement naquirent, chaque corps étant plus militant que son prédécesseur : d'abord, les Troupes de Choc¹⁷¹, puis les unités Tête de mort ("unités de garde des camps de concentration"), qui furent plus tard fusionnées pour former les S.S. Armés (*Waffen-S.S.*), enfin le service de Sécurité ("service de renseignement idéologique du parti", et son bras séculier pour la "politique négative des populations") et le Bureau pour les Questions de Race et de Peuplement (*Rasse-und Siedlungswesen*), dont les tâches étaient développées à partir des S.S. Généraux, dont les membres, sauf le Corps du Führer, de rang plus élevé, conservaient leurs occupations civiles. Par rapport à toutes ces formations nouvelles, le membre des S.S. Généraux se trouvait dans la situation du S.A. Par rapport au S.S., du membre du parti par rapport au S.A., ou du membre d'une organisation de façade par rapport au membre du parti¹⁷². Les S.S. Ordinaires étaient désormais chargés non

170 Voir Hitler sur les S.A., *op. cit.*, livre II, chapitre IX, deuxième partie.

171 En traduisant *Verfügungstruppe*, c'est-à-dire les unités spéciales des S.S. Qui, à l'origine, étaient censées être à la disposition personnelle de Hitler, par "Troupes de Choc", je suis O.C. Giles, *La Gestapo*, Oxford Pamphlets on World Affairs, n° 36, 1940.

172 Pour l'organisation et l'histoire des S.S., la source la plus importante est Himmler, "Wesen and Aufgabe der S.S. Und der Polizei" dans *Sammelhefte ausgewählter Vorträge und Reden* 1939. Pendant la guerre, lorsque les rangs de la *Waffen S.S.* Durent être remplis d'engagés en raison des pertes subies sur le front, la *Waffen S.S.* Perdit son caractère d'élite à l'intérieur des S.S., à tel point que désormais les S.S. Généraux, c'est-à-dire le Führer Corps, de rang plus élevé, représentèrent de nouveau le véritable noyau, la véritable élite du mouvement.

seulement de "sauvegarder les ... incarnation de l'idée nationale-socialiste", mais aussi de "protéger les membres de tous les cadres des S.S. Spéciaux pour qu'ils ne se coupent pas du mouvement lui-même"¹⁷³.

Cette hiérarchie fluctuante, insérant constamment de nouvelles couches et déplaçant l'autorité, nous est bien connue par exemple des organismes secrets, police secrète ou services d'espionnage, où de nouveaux contrôles sont toujours nécessaires pour contrôler les contrôleurs. Dans la phase qui précède la prise du pouvoir, l'espionnage total n'est pas encore possible ; mais la hiérarchie fluctuante permet, même sans pouvoir effectif, de rétrograder tout échelon ou groupe qui vacille ou donne des signes de relâchement, simplement en intercalant une nouvelle couche plus extrémiste, ce qui pousse automatiquement le groupe ancien vers l'organisation de façade et l'éloigne du centre du mouvement. Ainsi les formations d'élite nazies étaient avant tout des organisations internes du parti : les S.A. Accédèrent à la position de super-parti lorsque le parti sembla se relâcher, et furent à leur tout, et pour des raisons similaires,

Des documents très révélateurs sur cette dernière phase des S.S. Se trouvent dans les archives de la Bibliothèque Hoover, fiche "Himmler", section 278. ils montrent que les S.S. Recrutèrent à la fois parmi les travailleurs étrangers et la population nationale, en imitant délibérément les méthodes et les règles de la Légion étrangère. L'engagement des Allemands était fondé sur une ordre de Hitler (jamais publié) daté de décembre 1942, et selon lequel "la classe 1925 (devait) être affectée à la *Waffen S.S.*" (Himmler dans une lettre à Bormann). Enrôlement et engagement se passaient théoriquement sur la base du volontariat. Ce que cela voulait dire exactement apparaît par les nombreux rapports des officiers S.S. Chargés de ces tâches. Un rapport daté du 21 juillet 1943 décrit comment la police entoure la salle où les ouvriers français doivent être enrôlés, comment ceux-ci chantent *la Marseillaise* et essaient de sauter par les fenêtres. Les tentatives faites auprès de la jeunesse allemande ne furent guère plus encourageantes. Quoiqu'ils fussent soumis à une pression extraordinaire et qu'on leur dit qu' "ils ne voulaient certainement pas rejoindre les "sales hordes grises" de l'armée", seuls 18 sur 220 membres de la Jeunesse hitlérienne répondirent à l'appel (rapport du 30 avril 1943, présenté par Haussler, chef du Centre de recrutement sud-ouest de la *Waffen S.S.*) ; tous les autres préférèrent rejoindre la Wehrmacht. Il est possible que les pertes des S.S., plus lourdes que celles de la Wehrmacht, aient pesé sur les décision (voir Karl O. Paetel, "Die S.S." dans *Vierteljahreshfte für Zeitgeschichte*, janvier 1954). Mais ce facteur n'aurait pas été décisif à lui seul ; dès janvier 1940, Hitler avait donné l'ordre d'affecter des S.A. Dans les *Waffen S.S.*, et les résultats pour Koenigsberg, d'après un rapport qui nous est parvenu, furent les suivants : 1807 S.A. Appelés pour "service dans la police", dont 1094 ne se présentèrent pas à l'appel, 631 furent déclarés inaptes et 82 aptes au service dans les S.S.

173 Werner Best, *op. cit.*, 1941, p. 99.

coiffés par les S.S.

La valeur militaire des formations d'élite, notamment des S.A. Et des S.S., est fréquemment exagérée, tandis que leur signification purement interne au parti a été quelque peu négligée¹⁷⁴. Aucune des organisations fascistes (Chemises noires, etc.) ne fut créée dans un but spécifiquement défensif ou agressif, bien que fût généralement allégué le prétexte de défendre les chefs ou les membres ordinaires du parti¹⁷⁵. La forme paramilitaire de ces groupes venait de leur création comme "instruments de la lutte idéologique du mouvement"¹⁷⁶ contre le pacifisme, répandu en Europe après la Première Guerre mondiale. Dans un but totalitaire, il était beaucoup plus important d'établir, comme "expression d'une attitude agressive"¹⁷⁷, une fausse armée qui ressemblait d'aussi près que possible à l'armée-épouvantail des pacifistes (incapables de comprendre la place constitutionnelle d'une armée à l'intérieur du corps politique, les pacifistes avaient dénoncé toutes les formations militaires comme étant des bandes d'assassins), plutôt que d'avoir une troupe de soldats bien entraînés. Si les S.A. Et les S.S. Étaient des organisations exemplaires pour la violence et le meurtre arbitraires, elles étaient loin d'être aussi bien entraînés que la Reichswehr noire, et n'étaient pas équipées pour combattre des troupes régulières. Dans l'Allemagne de l'après-guerre, la propagande militariste était plus populaire que la préparation militaire, et les uniformes ne soulignaient pas la valeur militaire des formations d'élites, quoiqu'ils fussent utiles pour indiquer clairement qu'étaient abolies les critères et la morale civils ; apparemment, ces uniformes soulageaient

174 Pourtant, Hitler ne manquait jamais de souligner que le nom même de la S.A. (*Sturmabteilung*) indiquait qu'elle n'était qu' "une section du mouvement", au même titre que d'autres formations du parti (le département de la propagande, le journal, les instituts scientifiques, etc.). Il essaya aussi de dissiper les illusions sur la possible valeur militaire d'une formation para-militaire, et voulait que l'entraînement s'effectuât selon les besoins du parti et non selon les principes d'une armée. *Op. cit. loc. cit.*

175 Les S.A., furent officiellement créées pour protéger les réunions nazies, tandis que la tâche des S.S. Était à l'origine de protéger les chefs nazis.

176 Hitler, *op. cit., loc. cit.*

177 Ernst Bayer, *Die S.A.*, Berlin, 1938.

considérablement la conscience des meurtriers, et les rendaient encore plus réceptifs à l'obéissance passive et à l'autorité incontestée. En dépit de cet attirail militaire, la faction du parti nazi, qui était d'abord nationaliste et militariste et qui considérait donc les troupes paramilitaires, non comme de simples formations du parti, mais comme une extension illégale de la Reichswehr (laquelle avait été limitée, aux termes du traité de Versailles), fut la première à être liquidée. Röhm avait effectivement rêvé d'incorporer ses S.A. Dans la Reichswehr après que les nazis eurent pris le pouvoir, et négocier à cet effet. Il fut supprimé par Hitler parce qu'il essayait de transformer le nouveau régime en dictature militaires¹⁷⁸. Hitler avait clairement montré, plusieurs années auparavant, que le mouvement nazi ne désirait pas une telle évolution, lorsqu'il ôta à Röhm – un vrai soldat, que son expérience dans la guerre et dans l'organisation des la Reichswehr noire aurait rendu indispensable – sa position comme chef des S.A., et choisit Himmler, qui ignorait tout des problèmes militaires, pour réorganiser les S.S.

En dehors de l'importance des formations d'élite pour l'organisation du mouvement (elles renfermaient le noyau changeant du militantisme), leur caractère paramilitaire s'explique par rapport à d'autres organisations professionnelles du parti, comme celles des enseignants, des avocats, des médecins, des étudiants, des universitaires, des techniciens et des ouvriers. Toutes ces organisation étaient avant tout des répliques d'associations

178 L'autobiographie de Röhm montre clairement combien ses convictions politiques s'accordaient mal avec celles des nazis. Il désira toujours un "*Soldatenstaat*" et souligna toujours le "*Primat des Soldaten vor dem Politiker*" (op. cit., p. 349). Le passage qui suit est particulièrement révélateur de son attitude non totalitaire, ou plutôt de son incapacité même à comprendre le totalitarisme et son exigence "totale" : "Je ne vois pas pourquoi ne seraient pas compatibles les trois choses suivantes : ma loyauté envers le prince héréditaire de la maison de Wittelsbach, héritier de la couronne de Bavière ; mon admiration pour l'intendant général de la guerre mondiale (c'est-à-dire Ludendorff), qui incarne aujourd'hui la conscience du peuple allemand ; et ma camaraderie avec le héraut de la lutte politique, Adolf Hitler" (p. 348). Ce qui lui coûta finalement la tête est qu'après la prise du pouvoir, il rêva d'une dictature fasciste modelée sur le régime italien, dans laquelle le parti nazi "(briserait) les chaînes du parti" et "deviendrait lui-même l'État", ce qui était justement ce que Hitler entendait éviter à tout prix. Voir Ernst Röhm, *Warum S.A. ?*, discours prononcé devant le corps diplomatique décembre 1933, Berlin, s.d.

professionnelles non totalitaires, existantes : elles étaient para-professionnelles, comme les sections d'assaut étaient paramilitaires. De manière caractéristique, plus les partis communistes européens devenaient clairement des branches d'un mouvement bolchevique dirigé par Moscou, et plus, eux aussi, ils utilisaient leurs organisation de façade pour concurrencer les groupes purement professionnels existants. À cet égard, la seule différence entre les nazis et les bolcheviks était que les nazis avaient une tendance prononcée à considérer ces formations para-professionnelles comme appartenant à l'élite du parti, tandis que les communistes préféraient y recruter les effectifs de leurs organisations de façade. Pour les mouvements, l'important consiste avant même qu'ils s'emparent du pouvoir, à donner l'impression que tous les éléments de la société sont représentés dans leurs rangs. (L'objectif ultime de la propagande nazie était d'organiser l'ensemble du peuple allemand en autant de sympathisants¹⁷⁹.) Les nazis poussèrent ce petit jeu encore plus loin, créant une série de faux ministères qui étaient modelés sur l'administration régulière de l'État, tels que leur propre ministère des Affaires étrangères, de l'Éducation, de la Culture, du Sport etc. Aucune de ces institutions n'avait plus de valeur professionnelle que l'imitation d'armée représentée par les sections d'assaut, mais elles créaient ensemble un monde parfait d'apparences, dans lequel chaque réalité du monde non totalitaire avait sa réplique servile et charlatanesque.

Cette technique de la réplique, certainement sans valeur pour renverser directement le régime, s'avérait extrêmement fructueuse pour miner l'activité des institutions existantes, et pour cette "décomposition du *statu quo*"¹⁸⁰ que les organisations totalitaires préfèrent toujours à une ouverte démonstration de force. Si la tâche des mouvements est bien de "forer son chemin, comme des polypes,

179 Hitler, *op. cit.*, livre II, chapitre XI, déclare que la propagande entreprend d'imposer une doctrine à l'ensemble du peuple, tandis que l'organisation n'incorpore qu'une proportion relativement réduite de ses membres les plus militants. Cf. aussi G. Neesse, *op. cit.*.

180 Hitler, *op. cit.*

vers toutes les positions du pouvoir¹⁸¹, ils doivent donc se tenir prêts à occuper n'importe quelle position sociale ou politique. D'accord avec leur revendication de la domination totale, chaque groupe organisé de la société non totalitaire est ressenti comme un défi spécifique au mouvement, qui doit le détruire ; chacun exige, pour ainsi dire, un instrument de destruction spécifique. La valeur pratique des organisations-bidon fut mise en lumière lorsque les nazis s'emparèrent du pouvoir et se montrèrent immédiatement prêt à détruire les organisations d'enseignants existantes au moyen d'une autre organisation d'enseignants, les cercles d'avocats patronné par les nazis, etc. Ils pouvaient changer, du jour au lendemain, toute la structure de la société allemande – et non le seule vie politique – précisément parce qu'ils en avaient préparé la contrepartie exacte dans leurs propres rangs. À cet égard, la tâche des formations paramilitaires fut achevée lorsque, dans la dernière phase de la guerre, il fut possible de placer la hiérarchie militaire régulière sous l'autorité de généraux S.S. Cette technique de "coordination" était aussi ingénieuse et irrésistible que la détérioration du niveau professionnel fut rapide et radicale, quoique ces résultats se fissent plus immédiatement sentir dans le domaine hautement technique et spécialisé de la guerre, que nulle part ailleurs.

Si l'importance des formations paramilitaires ne se trouve pas dans leur douteuse valeur militaire, elle ne réside pas non plus complètement dans leur imitation factice de l'armée régulière. En tant que formation d'élite, elles sont plus nettement coupées du monde extérieur que n'importe quel autre groupe. Les nazis comprirent très tôt qu'il y avait un lien étroit entre le militantisme total et la totale séparation de la normalité ; les sections d'assaut n'étaient jamais affectées près de leur lieu de résidence, et les cadres en activité des S.A., avant la prise du pouvoir, et des S.S., sous le régime nazi, étaient si mobiles et si fréquemment permutés, qu'il leur était absolument impossible de s'habituer à une autre partie du monde

181 Hadamovsky, *op. cit.*, p. 28.

ordinaire et de s'y enraciner¹⁸². Ils étaient organisés sur le modèle des gangs criminels, et utilisés pour le meurtre organisé¹⁸³. On faisait étalage de ces meurtres en public, et la haute hiérarchie nazie les reconnaissait officiellement, si bien que la complicité ouverte interdisait presque aux membres du mouvement de quitter celui-ci, même sous le régime non totalitaire et même s'ils n'avaient pas été menacés, comme c'était le cas, par leurs anciens camarades. À cet égard, la fonction des formations d'élite est exactement opposée à celle des organisations de façade : tandis que ces dernières prètent au mouvement un air de respectabilité et inspirent confiance, les premières, en étendant la complicité, rendent chaque membre du parti conscient qu'il a quitté pour de bon le monde normal, qui met le meurtre hors la loi, et qu'on le tiendra responsable de tous les crimes commis par l'élite¹⁸⁴. Cela se réalise dès avant la prise du pouvoir, lorsque les dirigeants revendiquent systématiquement la responsabilité de tous les crimes et affirment clairement qu'ils sont commis pour le bien suprême du mouvement.

La création artificielle de conditions de guerre civile, qui permirent aux nazis de parvenir au pouvoir par le chantage, a plus

182 Les unités Tête de Mort des S.S. Obéissaient aux règles suivantes :

1- Aucune brigade n'effectue son service dans son district d'origine.

2- Toutes les unités sont remplacées au bout de trois semaines de service.

3- les membres ne doivent jamais se promener seuls dans la rue, ni arborer leurs insignes "Tête de Mort" en public. Voir : *Discours secret de Himmler à l'État-major générale de l'armée allemande*, 1938 (en fait, le discours fut prononcé en 1937, voir *La Conspiration nazie*, IV, 616, qui n'en donne que des extraits). Édité par le Comité américain de littérature antinazie.

183 Heinrich Himmler, *Die Schutzstaffel als antibolchewistische Kampforganisation* : Aus dem Schwarzen Korps, n° 3, 1936, déclara publiquement : "Je sais qu'il y a en Allemagne des gens que la vue de cette veste noire rend malade. Nous le comprenons et nous ne nous attendons pas à être aimés par trop de gens".

184 Dans ses discours aux S.S., Himmler mettait toujours l'accent sur les crimes déjà commis, en soulignant la gravité. À propos de la liquidation des Juifs, par exemple, il déclarait : "Je veux aussi vous parler en toute franchise de ce très grave problème. Entre nous, nous devrions y faire allusion très librement, mais nous n'en parlerons jamais en public." Sur la liquidation de l'intelligentsia polonaise : "[...] il faut que vous appreniez ceci mais aussi que vous l'oubliez immédiatement (...)" (*La Conspiration nazie*, IV, 558 et 553 respectivement).

Goebbels, *op. cit.*, p. 266, note dans la même veine : "Sur la question juive, spécialement, nous avons adopté une position d'où il n'y a pas d'évasion possible [...]. L'expérience enseigne qu'un mouvement et un peuple qui ont brûlé leur vaisseaux combattent avec une détermination beaucoup plus grande que ceux qui peuvent encore battre en retraite."

que l'avantage évident de fomenter des troubles. Pour le mouvement, la violence organisée est le plus efficace des nombreux murs protecteurs qui entourent son univers fictifs, dont la "réalité" est prouvée une fois qu'un membre craint de quitter le mouvement plus qu'il ne craint les conséquences de sa complicité dans des entreprises illégales, et se sent plus en sécurité en tant que membre qu'en tant qu'opposant. Ce sentiment de sécurité, résultant de la violence organisée au moyen de laquelle les formations d'élite protègent du monde extérieur les membres du parti, est aussi important pour l'intégrité du monde fictif de l'organisation que la crainte de sa terreur.

Au centre du mouvement, tel le moteur qui lui donne l'impulsion, se trouve le Chef. Il est coupé de la formation d'élite par le cercle intérieur des initiés qui répandent autour de lui une aura de mystère impénétrable correspondant à sa "prépondérance intangible"¹⁸⁵. Sa position à l'intérieur de ce cercle intime dépend de son habileté à ourdir des intrigues parmi ses membres et de son adresse à changer sans cesse de personnel. Il doit sa promotion à son extrême habileté à manipuler les luttes d'influence internes du parti, plutôt qu'à des qualités de démagogie ou d'organisation bureaucratique. Il se distingue des types antérieurs de dictateurs en ce qu'il l'emporte rarement par la simple violence. Hitler n'avait besoin ni des S.A., ni des S.S. Pour assurer sa position de chef ; au contraire, Röhm, chef des S.A. Et à même de compter sur leur loyauté personnelle, était l'un des ennemis intérieurs de Hitler. Staline l'emporta sur Trotski, qui non seulement jouissait d'une popularité bien plus grande auprès des masses, mais détenait aussi, en tant que

185 Souvarine, *op. cit.*, p. 648. la façon dont les mouvements totalitaires ont gardé le secret absolu sur la vie privée de leurs chefs (Hitler et Staline) contraste avec la valeur publicitaire que recherchent toutes les démocraties, en faisant étalage de la vie privée de leurs présidents, rois, Premiers ministres, etc., en public. Les méthodes totalitaires ne permettent pas d'identification fondée sur la conviction : même le plus haut placé d'entre nous est simplement humain. Souvarine, *op. cit.*, p. XIII, cite les clichés les plus souvent utilisés pour décrire Staline : "Staline, l'hôte mystérieux du Kremlin" ; "Staline, personnalité impénétrable" ; "Staline, le Sphinx du communisme" ; "l'énigmatique Staline" ; "l'insoluble mystère", etc.

chef de l'Armée rouge, le plus grand réservoir de puissance de la Russie soviétique¹⁸⁶. De plus, ce n'était pas Staline, mais Trotski, qui avait le plus grand talent d'organisateur, qui était le bureaucrate le plus habile de la Révolution russe¹⁸⁷. Inversement, Hitler comme Staline étaient maîtres du détail, et , au début de leur carrière, se consacrèrent presque exclusivement aux questions de personnel, si bien qu'après quelques années il ne resta guère de responsable qui ne leur dût sa place¹⁸⁸.

De telles qualités sont un préalable absolu au début d'une carrière de ce genre, et elles sont loin d'être sans signification par la suite ; mais elles cessent d'être décisives lorsque le mouvement totalitaire a été édifié, à établi le principe que "la volonté du Führer est la loi du parti", et lorsque toute sa hiérarchie a été efficacement entraînée à une seule fin – communiquer rapidement la volonté du Chef à tous les échelons. Cela accompli, le Chef est irremplaçable par ce que toute la structure compliquée du mouvement perdrait sa raison d'être sans ses commandements. Désormais, en dépit des éternelles cabales de la clique intérieure et des incessantes mutations de personnel, en dépit de ce qu'elles accumulent en fait de haine, d'amertume et de ressentiment personnel, la position du Chef demeure assurée contre les chaotiques révolutions de palais, non pas en vertu de ses dons supérieurs, à propos desquels souvent son entourage immédiat ne se fait guère d'illusions, mais à cause de la conviction sincère et raisonnable de ce même entourage, que sans lui tout serait irrémédiablement perdu.

La tâche suprême du Chef est d'incarner la double fonction qui caractérise toutes les couches du mouvement – d'agir comme

186 "Si [Trotski] avait décidé de monter un coup d'État militaire, il aurait peut-être pu défaire les triumvirs. Mais il se retira sans faire la moindre tentative pour appeler à son aide l'armée qu'il avait créée et dirigée pendant sept ans" (Isaac Deutscher, *op. cit.*, p. 297).

187 Sous Trotski, le Commissariat à la guerre "était une institution modèle", et on faisait appel à Trotski chaque fois qu'il y avait du désordre dans d'autres départements. Souvarine, *op. cit.*, p. 288

188 Les circonstances qui entourèrent la mort de Staline semblent contredire l'infaillibilité de ces méthodes. Il est possible que Staline, qui, avant sa mort, projetait sans aucun doute une nouvelle purge générale, ait été assassiné par quelqu'un de son entourage, mais, en dépit de nombreuses preuves indirectes, il est impossible de l'affirmer.

défenseur magique du mouvement contre le monde extérieur ; et en même temps, d'être le pont qui relie le mouvement à celui-ci. Le Chef représente le mouvement de façon complètement différente de tous les dirigeants habituels de partis ; il revendique personnellement la responsabilité de toutes les actions, faits ou méfaits commis par n'importe quel membre ou cadre dans l'exercice de ses fonctions. Cette responsabilité totale constitue, sur le plan de l'organisation, l'aspect le plus important du "principe du Chef", selon lequel chacun des cadres, non content d'être nommé par le Chef, en est la vivante incarnation, et chacun des ordres est censé émaner de cette unique source toujours présente. Cette identification complète du Chef avec tous les sous-chefs qu'il a nommés, et ce *monopole de la responsabilité* pour tout ce qui se fait, sont aussi les signes les plus évidents de la différence décisive entre un dirigeant totalitaire et un dictateur ou un despote ordinaire. Un tyran ne s'identifierait jamais à ses subordonnés, encore moins à chacune de leurs actions¹⁸⁹ ; il se pourrait qu'il les utilise comme boucs émissaires et qu'il soit heureux de la voir critiquer afin de s'épargner lui-même la colère populaire, mais il maintient toujours une distance absolue à l'égard de tous ses subordonnés et de tous ses sujets. Le Chef, au contraire, ne peut tolérer qu'on critique ses subordonnés, puisqu'il agissent toujours en son nom ; s'il veut corriger ses propres erreurs, il doit liquider ceux qui les exécutèrent ; s'il veut imputer ses fautes à d'autres, il doit les tuer¹⁹⁰. Car dans le cadre de cette organisation, une faute ne peut être qu'une fraude : l'incarnation du Chef par un imposteur.

Cette responsabilité totale pour tout ce qu'accomplit le

189 Ainsi, pour le meurtre de Potempa, en 1932, Hitler envoya un câble aux assassins S.A. Pour les couvrir de sa responsabilité, quoiqu'il n'y fût vraisemblablement pour rien. L'important était d'établir un principe d'identification, ou, dans le langage nazi, "la loyauté mutuelle du Chef et du peuple" sur laquelle "repose le Reich" (Hans Frank, *op. cit.*).

190 "Un des traits distinctifs de Staline [...] est de mettre systématiquement ses propres crimes et méfaits, ainsi que ses erreurs politiques [...] sur le dos de ceux dont il complota le discrédit et la ruine" (Souvarine, *op. cit.*, p. 655). Il est évident qu'un chef totalitaire peut choisir librement celui dont il veut qu'il représente ses propres erreurs, puisque tous les actes accomplis par les sous-chefs sont censés être inspirés par lui, si bien que n'importe qui peut être forcé à jouer le rôle d'imposteur.

mouvement et cette identification totale avec chacun de ses responsables ont une conséquence très pratique : jamais personne n'a l'expérience d'une situation où il doit être responsable de ses propres actes ou peut en expliquer les raisons. Puisque le Chef a monopolisé le droit et la possibilité de l'explication, il apparaît au monde extérieur comme la seule personne qui sait ce qu'elle fait, c'est-à-dire comme le seul représentant du mouvement avec lequel on peut encore parler en termes non totalitaires et qui, critiqué ou contesté, ne peut dire : Ne vous adressez pas à moi, adressez-vous au Chef. Étant au centre du mouvement, le Chef peut agir comme s'il était au-dessus de lui. Il est donc parfaitement compréhensible (et parfaitement futile) que les étrangers placent leurs espoirs, à diverses reprises, dans une conversation personnelle avec le Chef lui-même. Le véritable mystère du Chef totalitaire réside dans une organisation qui lui permet d'assumer la responsabilité totale de tous les crimes commis par les formations d'élite du mouvement et de revendiquer *simultanément* la responsabilité honnête et innocente du plus naïf de ses compagnons de route¹⁹¹.

On a appelé les mouvements totalitaires "des sociétés secrètes

191 C'est Hitler lui-même – et non Himmler, ou Bormann, ou Goebbels – qui fut toujours à l'origine des mesures réellement "radicales" ; celles-ci étaient toujours plus radicales que les propositions de son entourage immédiat ; Himmler lui-même fut épouvanté lorsqu'on lui confia la "solution finale" de la question juive – tout cela est maintenant prouvé par des documents innombrables. On ne croit plus non plus au conte de fées se lequel Staline était plus modéré que les factions gauchistes du parti bolchevique. Il est donc d'autant plus important de se rappeler que les chefs totalitaires essaient toujours d'apparaître plus modérés au yeux du monde extérieur, et que leur rôle réel – à soir, faire avancer le mouvement à tout prix et même en augmenter la vitesse – demeure soigneusement caché. Voir par exemple, le mémorandum de l'amiral Erich Raeder sur "Mes rapports avec Adolf Hitler et avec le parti" dans *La Conspiration nazie*, VIII, 707 s. "Lorsque filtraient des informations ou des rumeurs sur des mesures radicales prises par le parti et la Gestapo, on pouvait, d'après la conduite du Führer, en venir à la conclusion que de telles mesures n'émanaient pas de lui personnellement [...]. Au fil des années, j'arrivai progressivement à la conclusion que le Führer lui-même penchait toujours vers la solution la plus radicale, sans le dire ouvertement."

Dans la lutte interne qui précéda son accession au pouvoir absolu, Staline eut toujours soin de poser à "l'homme du juste milieu" (voir Deutscher, *op. cit.*, p. 295. s. ; quoiqu'il ne fût certainement pas un "homme de compromis", il n'abandonna jamais ce rôle complètement. Par exemple, lorsqu'en 1936 un journaliste étranger l'interrogea sur l'objectif du mouvement, la révolution mondiale, il répliqua : "Nous n'avons jamais eu de tels plans et de telles intentions [...]. Il s'agit d'un malentendu [...] comique ou plutôt tragi-comique" (Deutscher, *op. cit.*, p. 422).

établies au grand jour¹⁹²". En effet, si peu que nous connaissions la structure sociologique et l'histoire récente des sociétés secrètes, la structure des mouvements, sans précédent si on la compare aux partis et aux factions, nous rappelle avant tout certains caractères saillants des sociétés secrètes¹⁹³. Les sociétés secrètes, elles aussi, forment des hiérarchies suivant les degrés d' "initiation", elles règlent la vie de leurs membres selon une croyance secrète et fictive qui fait que toutes choses semblent être autres, elles adoptent une stratégie de mensonge cohérent pour tromper les masses non initiées, elles exigent une obéissance absolue de leurs membres, unis par l'allégeance à un chef souvent inconnu et toujours mystérieux. Ce chef est entouré, censé être entouré, d'un petit groupe d'initiés, eux-mêmes entourés par les semi-initiés qui forment le tampon contre l'hostilité du monde profane¹⁹⁴. Avec les sociétés secrètes, les mouvements totalitaires ont aussi en commun la division dualiste du

192 Voir Alexandre Koyré, "La fonction politique du mensonge moderne", dans *Contemporary Jewish Record*, juin 1945.

Hitler *op. cit.*, livre II, chapitre IX, discute longuement les avantages et les inconvénients des sociétés secrètes comme modèles pour les mouvements totalitaires. Ses considérations le conduisirent en fait à la conclusion de Koyré, c'est-à-dire à adopter les principes des sociétés secrètes sans la dissimulation, et à les établir "au grand jour". Avant la prise de pouvoir, les nazis ne gardaient vraiment le secret sur presque rien. Ce n'est que pendant la guerre, lorsque le régime fut complètement "totalitarisé" et que la direction du parti se trouva entourée de tous côtés par la hiérarchie militaire, de laquelle elle dépendait pour la conduite de la guerre, que les formations d'élite reçurent l'ordre sans équivoque de garder le secret absolu sur tout ce qui concernait les "solutions finales" – c'est-à-dire les déportations et les exterminations massives. C'est à la même époque que Hitler commença à agir comme le chef d'une bande de conspirateurs, non sans annoncer et répandre la chose personnellement et explicitement. Pendant une discussion avec l'État-major général, en mai 1939, Hitler posa les règles suivantes, que l'on dirait copiées dans l'abc d'une société secrète :

1- "N'informer personne qui n'ait pas besoin de savoir.

2- que personne ne sache plus qu'il n'a besoin.

3- que personne ne sache plus tôt qu'il n'est besoin". (Cité dans Heinz Holldack, *Was wirklich geschah*, 1949, p. 378).

193 Mon analyse suit de près Georg Simmel, "Sociologie du secret et des sociétés secrètes", dans *l'American journal of Sociology*, vol. II, n°4, janvier 1906, qui forme le chapitre V de la *Soziologie*, Leipzig, 1908, dont des extraits ont été traduits par Kurt H. Wolff sous le titre *The Sociology of Georg Simmel*, 1950.

194 "Précisément parce que les échelons inférieurs constituent une transition vers le centre réel du secret, ils provoquent une compression graduelle de la sphère de répulsion qui entoure ce centre, ce qui assure une protection plus efficace que ne le ferait une distinction radicale entre l'extérieur et l'intérieur" (*ibid.*, p. 489).

monde entre les "frères de sang jurés" et la masse indistincte, inarticulée, des ennemis jurés¹⁹⁵. Cette distinction, fondée sur l'hostilité absolue au monde environnant, est très différente de la tendance des partis ordinaires qui consiste à distinguer ceux qui appartiennent au groupe et les autres. Les partis et les sociétés non secrètes en général ne considèrent comme leurs ennemis que ceux qui s'opposent expressément à celles, alors que le principe des sociétés secrètes a toujours été : "Quiconque n'est pas expressément inclus, est exclus¹⁹⁶." Ce principe ésotérique semble ne convenir nullement aux organisations de masses ; pourtant, les nazis donnèrent à leurs membres l'équivalent, au moins psychologique, du rituel d'initiation des sociétés secrètes lorsque, au lieu d'interdire simplement le parti aux Juifs, ils exigèrent de leurs membres une preuve d'ascendance non juive et construisirent une machine compliquée pour faire la lumière sur la ténébreuse origine de quelque 80 millions d'Allemands. On assista bien entendu à une comédie, d'ailleurs coûteuse, lorsque 80 millions d'Allemands se mirent en quête d'un grand-père juif ; mais chacun sortit de l'examen avec le sentiment d'appartenir à un groupe d'élus qui se détachait sur une

195 Les termes de "frères jurés", "camarades jurés", "communauté jurée", etc., sont répétés *ad nauseam* à travers la littérature nazie en partie à cause du charme qu'ils exerçaient sur un romantisme juvénile, fréquent dans les mouvements de jeunesse allemands. C'est surtout Himmler qui les utilisa de façon plus précise, les introduisit dans l' "mot d'ordre central" des S.S. ("Ainsi, nous formons les rangs et avançons vers un avenir lointain, suivant les lois intangibles d'un ordre national-socialiste d'homme du Nord, et comme une communauté jurée de leurs tribus (*Sippen*)", voir D'Alquen, *op. Cit.*) et leur donna le sens explicite d' "hostilité absolue" à tous les autres (voir Simmel, *op. cit.*, p. 489) ; "Lorsque la masse de l'humanité, 1 ou 1,5 milliard d'hommes (*sic!*), sera rangée contre nous, le peuple germanique [...]." Voir le discours de Himmler lors de la réunion des généraux de brigade S.S. À Posen, le 4 octobre 1943, *La Conspiration nazie*, IV, 558.

196 Simmel, *op. cit.*, p. 490. Comme tant d'autres, ce principe fut adopté par les nazis après qu'ils eurent soigneusement réfléchi aux implications des "Protocoles des Sages de Sion". Hitler déclara dès 1932 : "(Les messieurs de la droite) n'ont jamais compris qu'il n'est pas nécessaire d'être ennemi des Juifs pour être traîné un jour [...] à l'échafaud [...] il est bien suffisant [...] *de ne pas être Juif* : cela vous garantit l'échafaud" (*Discours de Hitler*, p. 12). à l'époque, personne ne pouvait deviner le sens réel de cette forme particulière de propagande : un jour, il ne sera pas nécessaire d'être notre ennemi pour être traîné à l'échafaud ; il est bien suffisant d'être Juif, ou, en fin de compte, d'appartenir à quelque autre peuple, pour être déclaré "inapte racialement" par quelque commission sanitaire. Himmler croyait et prêchait que toute la S.S. Était fondée sur le principe que "nous devons agir avec honnêteté, loyauté et camaraderie envers nos frères de sang et personne d'autre" (*op. cit.*, *loc. cit.*)

multitude imaginaire d'exclus. Le même principe se voit confirmé dans le mouvement bolchevique par les épurations répétées, qui réaffirment son caractère d' "élu" aux yeux de quiconque n'est pas exclu.

La ressemblance, peut-être la plus frappante, entre les sociétés secrètes et les mouvements totalitaires, réside dans le rôle qu'y joue le rituel. À cet égard, les défilés autour de la place Rouge à Moscou ne sont pas moins caractéristiques que les pompeuses cérémonies de Nuremberg. Au centre du rituel nazi se trouvait la prétendue "bannière du sang", et au centre du rituel bolchevique se trouve le cadavre momifié de Lénine, l'un comme l'autre introduisant dans la cérémonie un puissant élément d'idolâtrie. Une telle idolâtrie n'est guère une preuve, comme on le dit quelquefois, de tendances pseudo-religieuses ou hérétiques. Les "idoles" sont de simples procédés d'organisation, rendus familiers par le rituel des sociétés secrètes, qui effrayaient aussi leurs membres, pour qu'ils gardent le secret, au moyen de symboles épouvantables. Il est évident que l'expérience commune d'un rituel secret unit plus solidement que la connaissance commune du secret lui-même. Le fait que le secret des mouvements totalitaires soit exposé au grand jour ne change pas nécessairement la nature de cette expérience¹⁹⁷.

Bien entendu, ces ressemblances ne sont pas accidentelles ; elles ne peuvent simplement s'expliquer par le fait que Hitler et Staline avaient tous deux appartenu à de modernes sociétés secrètes avant de devenir des chefs totalitaires – Hitler, au service secret de la Reichswehr, et Staline à la section de conspiration du parti bolchevique. Dans une certaine mesure, elles sont le résultat naturel de la conspiration fictive du totalitarisme, dont les organisations ont été théoriquement fondées pour contrer des sociétés secrètes – Juifs ou trotskistes. Ce qui est remarquable c'est plutôt que les organisations totalitaires aient pu emprunter tant de procédés d'organisation aux sociétés secrètes, sans jamais essayer de garder

197 Voir Simmel, *op. cit.*, p. 480-481).

secret leur propre objectif. Les nazis voulaient conquérir le monde, déporter les peuples "étrangers par la race" et exterminer ceux qui avaient une "héritage biologique inférieur", les bolcheviks travaillent à la révolution mondiale : ce ne fut jamais un secret, ces buts, au contraire, firent toujours partie de leur propagande. En d'autres termes, els mouvements totalitaires imitent tout l'attirail des sociétés secrètes, mais le vident de la seule chose qui pouvait excuser, ou était censée excuser, leurs méthodes – la nécessité de sauvegarder un secret.

À cet égard comme en d'autres, le nazisme et le bolchevisme parvinrent au même résultat, dans leur organisation, à partir de prémisses historiques très différents. Les nazis commencèrent par une fiction de conspiration et se modelèrent, plus ou moins consciemment, sur l'exemple de la société secrète des Sages de Sion, tandis que les bolcheviks, issus d'un parti révolutionnaire, dont l'objectif était la dictature du parti unique, passèrent d'une phase où le Parti était "entièrement à part et au-dessus de tout" au moment où c'était le Politburo qui était "entièrement à part et au-dessus de tout"¹⁹⁸ ; finalement, Staline imposa cette structure du parti les rigides régies totalitaires de sa section de conspiration et ne découvrit qu'alors le besoin d'une fiction centrale pour maintenir la discipline de fer d'une société secrète dans les conditions d'une organisation de masse. Le développement nazi est peut-être plus logique plus cohérent en lui-même, mais l'histoire du parti bolchevique illustre mieux le caractère essentiellement fictif du totalitarisme, précisément parce que les conspirations planétaires fictives contre lesquelles et sur le modèle desquelles la conspiration bolchevique est théoriquement organisée, n'ont pas été déterminée idéologiquement. Elles ont changé – des trotskistes au 200 familles, puis au divers "impérialisme et récemment au "cosmopolitisme sans attaches" – et ont été ajustées aux besoins du moment ; pourtant, à aucun instant et dans aucune des circonstances les plus variées, le bolchevisme n'a pu

198 Souvarine, *op. cit.*, p. 319. reprend une formule de Boukharine.

se passer d'une fiction de ce genre.

Pour transformer la dictature russe du parti unique en régime totalitaire, et les partis communistes du monde entier en mouvements totalitaires, Staline liquidé les factions, abolit la démocratie à l'intérieur du parti, et transforma les partis communistes nationaux en branche du Komintern, dirigée de Moscou. Les sociétés secrètes en général, et l'appareil de conspiration des partis révolutionnaires en particulier, ont toujours été caractérisés par l'absence de factions, la suppression des opinions dissidentes, et la centralisation absolue du commandement. Toutes ces mesures ont pour fin utilitaire évidente de protéger les membres contre la persécution, et la société contre la trahison ; l'obéissance totale exigée de chaque membre et le pouvoir absolu détenu par le chef n'étaient que les inévitables conséquence de nécessités pratiques. L'ennui , cependant, est que les conspirateurs ont une tendance excusable à penser que les méthodes les plus efficaces, dans la politique en général, sont celles des sociétés de conspirateurs et que, si l'on peut les appliquer au grand jour et les appuyer sur les instruments de violence d'une nation entière, les possibilités d'accumuler le pouvoir deviennent absolument illimitées¹⁹⁹ . La section de conspiration d'un parti révolutionnaire peut, tant que le Parti lui-même est intact, être comparée au rôle de l'armée à l'intérieur du corps politique : quoique ses propres règles de conduite différent radicalement de celles du corps civil, elle le sert, lui demeure assujettie, est contrôlée par lui. De même que le risque d'une dictature militaire naît lorsque l'armée ne sert plus le corps politique, mais veut le dominer, de même le risque de totalitarisme naît lorsque la section de conspiration d'un parti révolutionnaire s'émancipe du contrôle du Parti et aspire au commandement. C'est ce qu'il advint des partis communistes sous le régime stalinien. Les méthodes de Staline furent toujours typique d'un homme issu de la section de conspiration du Parti : attachement au détail, accent mis sur

199 Souvarine, *op. cit.*, p. 113, remarque que Staline "était toujours impressionné par les homme qui réussissaient "un coup". Il considérait la politique comme un "coup" demandant de l'adresse."

le côté personnel de la politique, utilisation et liquidation sans scrupule de camarade et d'amis. Son principal appui dans la lutte de succession qui suivit la mort de Lénine vint de la police secrète²⁰⁰ qui à cette époque était déjà devenue une des sections les plus importantes et les plus puissantes du parti²⁰¹. Il était tout naturel que les sympathies de la Tcheka aillent au représentant de la section de conspiration, à l'homme qui la considérait déjà comme une sorte de société secrète et était donc susceptible d'en préserver et d'en étendre les privilèges.

Cependant, la mainmise de la section de conspiration sur les partis communistes ne fut que la première étape de leur transformation en mouvement totalitaires. Il n'était pas suffisant que la police secrète russe et ses agents dans les partis communistes étrangers jouent dans le mouvement le même rôle que les formations d'élites nazies. Il fallait transformer les partis eux-mêmes, si l'on voulait maintenir le règne de la police secrète. En conséquence, la liquidation des factions et de la démocratie intérieure du parti s'accompagna en Russie de l'enrôlement de vastes masses, "neutres" et sans éducation politique, procédé bientôt imité par les partis communistes étrangers après que la politique de Front populaire n'eut inauguré.

Le totalitarisme nazi débuta par une organisation de masse qui ne fut dominée que progressivement par les formations d'élite, tandis que les bolcheviks débutèrent par les formations d'élite et organisèrent les masses en conséquence. Le résultat fut le même dans les deux cas. De plus, les nazis, à cause de leur tradition et de leurs préjugés militaristes, modelèrent d'abord de leurs formations d'élite

200 Dans les luttes internes des années trente, "les collaborateurs de la Guépéou étaient presque sans exception des adversaires fanatiques de la droite et des partisans de Staline. Les différents services de la Guépéou étaient alors les bastions de la faction stalinienne" (Ciliga. *op. cit.*, p. 48). Souvarine, *op. cit.*, p. 289, rappelle que Staline avait déjà "continué l'activité policière qu'il avait commencé pendant la guerre civile" et représenté le Politburo au sein de la Guépéou.

201 Immédiatement après la guerre civile, *La Pravda* déclara "que la formule : "Tout le pouvoir aux soviets" avait été remplacée par : "Tout le pouvoir aux Tchekas". [...] La fin des hostilités réduisit le contrôle militaire [...] mais il resta une Tcheka ramifiée qui se perfectionna en simplifiant ses opérations" (Souvarine, *op. cit.*, p. 251).

sur l'armée, tandis que les bolcheviks confièrent dès le début l'exercice du pouvoir suprême à la police secrète. Pourtant, après quelques années, cette différence disparut aussi : le chef des S.S. Devint chef de la police secrète, et les formations S.S. Furent progressivement incorporées à la Gestapo, dont elles remplacèrent le personnel en place, bien qu'il consistât déjà de nazis sûrs²⁰².

C'est à cause de l'affinité fondamentale entre le fonctionnement d'une société de conspirateurs et celui de la police secrète organisée pour la combattre, que les régimes totalitaires, fondés sur une fiction de conspiration planétaire, et visant à la domination planétaire, concentrent finalement tout le pouvoir entre les mains de la police. Avant la prise du pouvoir, cependant, les "sociétés secrètes au grand jour" offrent d'autre avantages pour l'organisation. La contradiction évidente entre une organisation de masse et une société exclusive, qui seule peut se voir confier un secret, est sans importance : la structure même des sociétés secrètes permettait de traduire en principe organisateur le dualisme idéologique totalitaire – aveugle hostilité des masses à l'égard du monde existant, sans considération de ses divergences et de ses différences. Pour une organisation qui fonctionne selon le principe que quiconque n'est pas inclus est exclu, quiconque n'est pas avec moi est contre moi, le monde perd les nuances, les différenciations et les aspects pluraliste qui, de toute manière, étaient devenus une source de confusion insupportable pour les masses qui y avaient perdu leur place et leur orientation²⁰³. Ce qui leur insufflait la loyauté jamais démentie des membres des sociétés

202 La Gestapo fut créée par Göring en 1933 ; Himmler fut nommé chef de la Gestapo en 1934 et commença immédiatement à en remplacer le personnel par ses S.S. ; à la fin de la guerre 75% de tous les agents de la Gestapo étaient des S.S. Il faut se rappeler que les unités S.S. Étaient particulièrement qualifiées pour ce travail puisque dès avant la prise du pouvoir, Himmler les avait organisées afin d'espionner les membres du parti (Heiden, *op. cit.*, p. 308). Pour l'histoire de la Gestapo, voir Giles, *op. cit.*, et aussi *La Conspiration nazie*, vol. 2, chapitre XII.

203 Ce fut probablement une des erreurs idéologiques décisives de Rosenberg, qui perdit la faveur du Führer et dont l'influence sur le mouvement fut supplanté par celle d'hommes comme Himmler, Bormann et même Streicher, d'admettre dans son *Mythe du XX^e siècle* un pluralisme racial dont seuls les Juifs étaient exclus. Par là, il violait le principe selon lequel quiconque n'est pas inclus («le peuple germanique») est exclu ("la masse de l'humanité"). Cf. note 89.

secrètes n'était pas tant le secret, que la dichotomie entre nous et tous les autres. Pour conserver cela, il fallait imiter le structure des sociétés secrètes en la vidant de sa fin rationnelle, la sauvegarde du secret. Il était sans importance qu'une idéologie de conspiration fût l'origine de ce développement (cas des nazis) ou une croissance parasitique de la section de conspiration d'un parti révolutionnaire (cas des bolcheviks). L'affirmation inhérente à l'organisation totalitaire est que tout ce qui est en dehors du mouvement 'se meurt', affirmation qui se réalise de façon radicale dans les conditions meurtrières de la domination totalitaire, mais qui dès avant la prise de pouvoir apparaît plausible aux masses qui fuient la désintégration et la désorientation pour la patrie fictive du mouvement.

Les mouvements totalitaires ont prouvé à plusieurs reprises qu'ils peuvent inspirer la même loyauté totale, dans la vie et dans la mort, qui avait été la prérogative des sociétés secrètes²⁰⁴. L'absence complète de résistance de la part d'une troupe parfaitement entraînée et armée comme les S.A., en face du meurtre d'une chef aimé (Röhm) et de centaines de proches camarades, fut un curieux spectacle. À ce moment, c'est probablement Röhm, non Hitler, qui avait le pouvoir de la Reichswehr derrière lui. Mais de tels incidents ont maintenant été éclipsés par le spectacle sans cesse répété des "criminel" avoués des partis bolcheviques. Les procès fondés sur des confessions absurdes sont devenus partie intégrante d'un rituel essentiel à l'intérieur et incompréhensible à l'extérieur. Mais, quelle que soit la fiction dont on prépare aujourd'hui les victimes, ce rituel doit son existence aux confessions, probablement non fabriquées, de la vieille garde bolchevik en 1936. bien avant l'époque des procès de Moscou, les condamnés à mort apprenaient la sentence avec un grand calme, attitude "qui prévalait particulièrement parmi les membres de la Tcheka²⁰⁵". Aussi longtemps que le mouvement existe, sa forme

204 Simmel, *op. cit.*, p. 492. énumère des sociétés criminelles secrètes dont les membres désignent volontairement un commandant auquel ils obéissent désormais sans objection et sans restriction.

205 Ciliga, *op. Cit.*, p. 96-97. Il décrit aussi comment dans les année 20, même des prisonniers ordinaires de la Guépéou à Leningrad, condamnés à mort, se laissaient conduire au lieu

particulière d'organisation fait en sorte qu'au moins les formations d'élite ne puissent plus concevoir d'existence extérieure à la poignée d'hommes, qui, même condamnés, se sentent encore supérieurs au reste du monde non initié. Et puisque l'objectif exclusif de cette organisation a toujours été de tromper, de combattre et finalement de conquérir le monde extérieur, ses membres font volontiers le sacrifice de leur vie pourvu que cela contribue à tromper le monde une fois encore²⁰⁶.

Mais le principal avantage de la structure des sociétés secrètes et de leurs critères moraux, à des fins d'organisation massive, ne réside même pas dans la garantie d'une appartenance et d'une loyauté inconditionnelles, et dans la manifestation d'une hostilité sans bornes pour le monde extérieur, mais plutôt dans leur capacité inégalée à établir et à sauvegarder le monde fictif grâce à une cohérence mensongère. Toute la structure hiérarchique des mouvements totalitaires, des naïfs compagnons de route aux membres du parti, puis aux formations d'élite, au cercle intime qui entoure le Chef, et au Chef lui-même, peut être décrite en termes d'un mélange curieusement variable de crédulité et de cynisme, avec lequel chacun des membres, selon son rang et sa position dans le mouvement, doit réagir aux déclarations mensongères et changeantes des chefs, ainsi qu'à la fiction idéologique centrale et inchangée du mouvement.

Ce mélange de crédulité et de cynisme avait caractérisé la mentalité de la populace avant de devenir un phénomène quotidien chez les masses. Dans un monde toujours changeant et incompréhensible, les masses avaient atteint le point où elles croyaient simultanément tout et rien, où elles pensaient que tout était possible et que rien n'était vrai. Le mélange était déjà remarquable en soi, puisqu'il sonnait le glas de l'illusion qui veut que la crédulité soit

d'exécution "sans un mot, sans un cri de révolte contre le gouvernement qui les mettait à mort" (p. 183).

206 Ciliga rapporte que les membres du parti condamnés "pensaient que si ces exécutions devaient sauver la dictature bureaucratique dans son ensemble, si elles devaient clamer (ou plutôt tromper) la paysannerie en révolte, le sacrifice de leur vie n'aurait pas été en vain" (*op. cit.*, p. 96-97

une faiblesse des âmes primitives et sans méfiance, et le cynisme le vice des esprits supérieurs et raffinés. La propagande de masse découvrit que son public était prêt à tout moment à croire le pire, quelle qu'en fût l'absurdité, et ne répugnait pas particulièrement à être trompé, puisqu'il pensait que de toute manière, toute affirmation était mensongère. Les chefs des masses fondèrent leur propagande sur le principe psychologiquement exact que, dans de telles conditions, on pouvait faire croire aux gens les déclarations les plus fantastiques un jour, et être sûr que si le lendemain on leur donnait la preuve irréfutable de leur fausseté, ils se réfugieraient dans le cynisme ; au lieu d'abandonner les chefs qui leur avaient menti ; ils protesteraient qu'ils avaient toujours su que la déclaration était mensongère, et admireraient les chefs pour leur intelligence tactique supérieure.

Ce qui avait été une réaction démontrable des auditoires de masse devint un principe hiérarchique important pour les organisations de masse. Un mélange de crédulité et de cynisme prévaut à tous les échelons des mouvements totalitaires, et plus l'échelon est élevé, plus le cynisme l'emporte sur la crédulité. La conviction essentielle que partagent tous les échelons, du compagnons de route au chef, est que la politique est un jeu où l'on triche, et que le "premier commandement" du mouvement : "le Führer a toujours raison", est aussi nécessaire pour les objectifs de la politique mondiale, que les règles de la discipline militaire le sont pour les objectifs de la guerre²⁰⁷.

La machine qui engendre, organise et répand les faussetés monstrueuses des mouvements totalitaires dépend encore de la position du Chef. À l'affirmation de la propagande, selon laquelle tous les événements sont scientifiquement prévisibles selon les lois de la nature ou de l'économie, l'organisation totalitaire ajoute la position d'un homme unique qui a monopolisé cette connaissance et

207 La conception qu'avait Goebbels du rôle de la diplomatie est caractéristique : "il n'y a pas de doute que le mieux est de laisser les diplomates dans l'ignorance des dessous de la politique. [...] Lorsqu'on joue un rôle de conciliation, la sincérité est quelquefois l'argument le plus convaincant de la créance politique" (*op. cit.*, p. 87)

dont la première qualité est qu' "il a toujours eu raison et qu'il aura toujours raison"²⁰⁸. Pour le membre d'un mouvement totalitaire, cette connaissance n'a rien à voir avec la vérité, et le fait d'avoir raison n'a rien à voir avec la véracité objective des déclarations du Chef, qui ne peuvent être démenties par la réalité, mais seulement par les succès ou échec à venir. Le Chef a toujours raison dans ses actes, et puisque ceux-ci sont conçus pour les siècles à venir, le jugement final sur ce qu'il fait échappe à l'expérience de ses contemporains²⁰⁹.

Le seul groupe qui est censé croire loyalement et textuellement les paroles du Chef est celui des sympathisants, dont la confiance entoure le mouvement d'une atmosphère d'honnêteté et de simplicité, et aide le Chef à remplir la moitié de sa tâche, c'est-à-dire à rendre le mouvement digne de confiance. Les membres du parti ne croient jamais les déclarations officielles et ne sont pas censés les croire, mais la propagande totalitaire leur fait compliment de cette intelligence supérieure qui, théoriquement, les distingue du monde extérieur, qu'à leur tour ils ne connaissent que par l'anormale crédulité des sympathisants. Seuls, les sympathisants nazis crurent Hitler lorsqu'il prêta son fameux serment de respecter la légalité devant la cour suprême de la République de Weimar ; les membres du mouvement savaient très bien qu'il mentait, et lui faisaient plus que jamais confiance parce qu'il était apparemment capable de tromper l'opinion publique et les autorités. Plus tard, lorsque Hitler répéta l'exploit à l'adresse du monde entier, protestant de ses bonnes intentions tout en préparant ses crimes de la façon la plus ouverte, l'admiration des membres du parti nazi ne connut plus de bornes. De même, seuls les compagnons de route du bolchevisme crurent à la dissolution de Komintern, et seuls, les compagnons de route étrangers et les masses inorganisées du peuple russe étaient censés prendre à la lettre les

208 Rudolf Hess dans une déclaration radiodiffusée en 1934. *La Conspiration nazie*, I, 193.

209 Werner Best, *op. cit.*, expliquait : "Que la volonté du gouvernement fixe les règles "justes" [...] n'est plus une question de droit, mais le destin. Car les abus réels [...] seront punis plus sûrement par l'histoire et par un destin d'infortune, de chaos et de ruine, à cause de la violation des "lois de la vie", que par une Haute-Cour de justice."

déclarations pro-démocratiques de Staline pendant la guerre. Les membres du parti bolchevique étaient explicitement avertis de ne pas se laisser tromper par des manœuvres tactiques, et on leur demandait d'admirer avec quelle ruse leur Chef trahissait ses alliés²¹⁰. La division organique du mouvement en formation d'élite, membres et sympathisants, les mensonges du Chef ne prendraient pas. Les degrés de cynisme qu'exprime une hiérarchie du mépris sont au moins aussi nécessaires, pour faire obstacle à la réfutation constante, que la crédulité pure et simple. L'important, c'est que les sympathisants des organisations de façade méprisent l'absence complète d'initiation de leurs concitoyens, les membres du parti méprisent la crédulité et la tiédeur des compagnons de route, les formations d'élite méprisent, pour des raisons identiques, les membres du parti, et, à l'intérieur des formations d'élite, une identique hiérarchie du mépris accompagne chaque création et chaque développement²¹¹. Le résultat du système est que la crédulité des sympathisants rend les mensonges acceptables pour le monde extérieur, dans le même temps que le cynisme gradué des membres et des formations d'élite élimine le risque que le Chef soit jamais forcé par le poids de sa propre propagande de mettre en pratique ses propres déclarations et sa feinte respectabilité. Cela a été un des principaux désavantages du monde extérieur lorsqu'il a eu affaire au système en question, il pensait d'une part que l'énormité même des mensonges totalitaires les dénoncerait, et d'autre part qu'il serait possible de prendre le Chef au mot, et de le forcer, sans considération de ses intentions premières, à tenir ce qu'il disait. Le système totalitaire, hélas, est à l'abri de conséquences si normales ; son ingéniosité consiste précisément à éliminer cette réalité qui soit démasque le menteur, soit le force à mettre son mensonge en pratique.

210 Voir Kravchenko, *op. cit.*, p. 422. "Aucun communiste convenablement endoctriné n'avait l'impression que le parti "mentait" en professant une certaine politique en public et son exact opposé en privé".

211 "Le national-socialiste méprise son compatriote allemand, le S.A. méprise les autres nationaux-socialistes, le S.S. méprise le S.A." (Heiden, *op. cit.*, p. 308)

Si les membres ne croient pas les déclarations destinées à la consommation publique, ils croient avec d'autant plus de ferveur aux clichés classiques de l'explication idéologique, aux clés de l'histoire passée et future, que les mouvements totalitaires ont empruntées aux idéologies du XIX^e siècle, et transformées, par leur organisation, en réalité agissante. De toute manière, les masses en étaient venues à croire à ces éléments idéologiques, quoique de façon plutôt vague et abstraite ; ils furent transformés en mensonges objectifs d'une portée universelle (domination du monde par les Juifs, au lieu d'une théorie générale des races ; conspiration de Wall Street, au lieu d'une théorie générale des classes) et intégrés dans un plan générale d'action où seuls les "moribonds" – classes moribondes des pays capitalistes, ou nations décadentes – sont censés barrer la route du mouvement. Contrairement aux mensonges tactiques des mouvements, qui changent littéralement de jour en jour, ces mensonges idéologiques sont censés être crus comme des vérités sacrées et intouchables. Ils sont assortis d'un système soigneusement élaboré de preuves "scientifiques" qui n'ont pas besoin d'être convaincantes pour les "profanes", mais qui répondent encore à une certaine soif de vulgarisation en "démontrant" l'infériorité des Juifs ou la misère des gens qui vivent sous un système capitaliste.

Les formations d'élite se distinguent des membres ordinaires du parti en ce qu'elles n'ont pas besoin de telles démonstrations et ne sont même pas censées croire à la vérité littérale des clichés idéologiques. Ces derniers sont fabriqués pour répondre à une recherche de la vérité par les masses, recherche qui, par son exigence d'explications et de démonstrations, a encore beaucoup en commun avec le monde normal. L'élite ne se compose pas d'idéologues ; toute l'éducation de ses membres vise à abolir leur capacité à distinguer entre la vérité et la fausseté, entre la réalité et la fiction. Leur supériorité consiste à savoir immédiatement diluer toute affirmation objective en déclaration d'intention. Contrairement à la masse des membres qui, par exemple, a besoin d'une certaine démonstration de

l'infériorité de la race juive avant qu'on puisse lui demander à coup sûr de tuer des Juifs, les formations d'élite comprennent que l'affirmation "tous les Juifs sont inférieurs" veut dire "il faut tuer tous les Juifs" ; elles savent que lorsqu'on leur dit que seul Moscou a un métro, cela signifie en réalité qu'il faut détruire tous les métros, et elles ne sont pas surprises outre mesure lorsqu'elles découvrent le métro à Paris. Le terrible choc de désillusion que subit l'Armée rouge lors de son voyage victorieux à travers l'Europe ne pouvait être guéri que par les camps de concentration et l'exil forcé pour une grande partie des troupes d'occupation ; mais les formations de police qui accompagnaient l'armée étaient préparées à subir le choc, non pas grâce à une meilleure information – il n'y a pas en Russie soviétique de collègue secret qui divulgue des faits authentiques sur la vie à l'étranger – mais seulement grâce à un entraînement générale au mépris suprême de tous les faits et de toute réalité.

Dans l'organisation des mouvements totalitaires, l'échelon le plus élevé est le cercle intime qui entoure le Chef. Il peut s'agir d'une institution officielle, comme le Politburo bolchevique, ou d'une clique changeante d'hommes qui n'ont pas nécessairement de poste, comme l'entourage de Hitler. Pour eux, les clichés idéologiques sont de simples procédés pour organiser les masses, et ils n'ont pas de scrupules à les changer selon les besoins de la circonstance, pourvu que le principe organisateur reste intact. À cet égard, le principal mérite de la réorganisation des S.S., par Himmler consista à trouver une méthode très simple de "résoudre le problème du sang par l'action", c'est-à-dire de sélectionner les membres de l'élite d'après la "qualité de leur sang" et de les préparer à "mener une lutte raciale impitoyable" contre quiconque ne pouvait faire remonter son ascendance "aryenne" au-delà de 1750, ou mesurait moins de 1,72m ("Je sais que les gens qui ont atteint une certaine taille doivent avoir le sang requis dans une certaine mesure") on n'avait pas les yeux bleus et les cheveux blonds²¹². L'importance de ce racisme en action

212 Himmler sélectionna d'abord les candidats S.S., sur photographies. Plus tard, une commission

était que l'organisation devenait indépendante de presque tous les enseignements concrets d'une "science" raciale quelle qu'elle fût, indépendante aussi de l'antisémitisme spécifique concernant la nature et le rôle des Juifs, et dont l'utilité aurait disparu avec leur extermination²¹³. La racisme étant à l'abri et indépendant du scientisme de la propagande une fois qu'une élite avait été sélectionnée par "une commission raciale" et placée sous l'autorité d'une "législation du mariage" spéciale²¹⁴, tandis qu'à l'autre extrémité et sous la juridiction de cette "élite raciale", il existait des camps de concentration pour mieux démontrer "les lois de l'hérédité et de la race"²¹⁵. Fort de cette "organisation vivante", les nazis pouvaient se dispenser de dogmatisme et offrir leur amitié à des peuples sémites, comme les Arabes, ou conclure une alliance avec les représentants mêmes du Péril jaune, les Japonais. La réalité d'une société de race, la création d'une élite, sélectionnée d'un point de vue prétendument racial, auraient effectivement constitué pour la doctrine du racisme une meilleure sauvegarde que les plus fines preuves scientifiques ou pseudo-scientifiques.

raciale, devant laquelle le postulant devait se présenter personnellement approuva ou non son apparence raciale. Voir Himmler sur "l'organisation et les obligations des S.S., et e la police", *La Conspiration nazie*, IV, 616 sq.

- 213 Himmler était parfaitement conscient qu'une de ses "réalisations les plus importantes et les plus durables" était d'avoir transformé le problème racial d' "un concept négatif fondé sur un antisémitisme qui allait de soi", en "une tâche d'organisation pour le renforcement des S.S.". (*Der Reichsführer S.S., und Chef der deutschen Polizei*. "pour l'usage exclusif de la police". S;d;) Ainsi, "pour la première fois, le problème racial avait été placé au centre, ou, mieux encore, était devenu le centre, allant bien au-delà du concept négatif sous-jacent à la haine naturelle pour les Juifs. L'idée révolutionnaire du Führer avait reçu le sang chaud de la vie" (*Der Weg der S.S. Der Reichsführer S.S. S.S.-Hauptamt-Schulungsamt*. "N'est pas destiné à la publication" s;d ;, p. 25).
- 214 Dès qu'il fut nommé chef des S.S., en 1929, Himmler introduisit le principe de la sélection raciale et la législation du mariage, ajoutant : "Le S.S., sait très bien que cet ordre est d'une grande signification. Les sarcasmes, les ricanements et les malentendus ne nous touchent pas ; l'avenir nous appartient." Cité dans d'Alquen, *op. cit.* De nouveau, quatorze ans plus tard, dans son discours de Kharkov (*La Conspiration nazie*, IV, 572 sq.), Himmler rappelle à ses officiers S.S., que "nous fûmes les premiers à réellement résoudre le problème du sang par l'action [...] et pas problème du sang, nous n'entendons évidemment pas l'antisémitisme. L'antisémitisme, c'est la même chose que l'épouillage. Se débarrasser de poux n'est pas une question d'idéologie, mais de propreté [...] mais pour nous, le problème du sang nous rappelait notre propre valeur, il nous rappelait la base réelle qui donne son unité au peuple allemand."
- 215 Himmler, *op. cit.*, *La Conspiration nazie*, IV, 616 s.

Ceux qui déterminent la politique bolchevique font preuve de la même supériorité envers les dogmes qu'ils proclament. Ils sont parfaitement capables d'interrompre toutes les luttes de classe existantes pour une soudaine alliance avec le capitalisme, sans porter atteinte à la foi de leurs cadres ni trahir leur croyance à la lutte des classes. Comme le principe dualiste de la lutte des classes est devenu un procédé d'organisation, comme il s'est, pour ainsi dire, pétrifié en hostilité radicale à l'univers entier par l'intermédiaire des cadres de la police secrète en Russie et des agents du Komintern ailleurs, la politique bolchevique est devenue remarquablement exempte de "préjugés".

Cette liberté qu'il prend par rapport à sa propre idéologie caractérise l'échelon supérieur de la hiérarchie totalitaire. Ces hommes considèrent toutes choses et tout le monde en termes d'organisation, ce qui conclut le Chef, qui, pour eux, n'est ni un talisman inspiré ni celui qui a infailliblement raison, mais la simple conséquence de ce type d'organisation ; on a besoin non de sa personne, mais de sa fonction, et comme tel il est indispensable au mouvement. Cependant, contrairement aux autres formes despotiques de gouvernement, où souvent règne une clique tandis que le despote ne joue que le rôle représentatif d'un souverain fantoche, les chefs totalitaires sont réellement libres de faire tout ce qui leur plaît et peuvent compter sur la loyauté de leurs proches même s'ils décident de les assassiner.

La raison plus technique de cette loyauté suicidaire, c'est que la succession à la charge suprême n'est réglée ni par l'hérédité ni par d'autres lois. Une révolution de palais réussie aurait, pour le mouvement dans son ensemble, des résultats aussi désastreux qu'une défaite militaire. Il est dans la nature du mouvement qu'une fois que le Chef a assumé sa charge, toute l'organisation s'identifie si absolument à lui que tout aveu d'une faute, ou tout changement de titulaire, dissiperait le charme d'infaillibilité qui entoure la charge du Chef et signifierait la perte de tout ceux qui sont liés au mouvement.

Le fondement de la structure n'est pas la véracité des paroles du Chef, mais l'infaillibilité de ses actes. Sans celle-ci et dans l'échauffement d'une discussion qui sous-entend la faillibilité, tout l'univers fictif du totalitarisme s'effondre, immédiatement écrasé par l'objectivité du monde réel, que seul pouvait esquiver le mouvement dirigé par la main infaillible du Chef.

Cependant, la loyauté de ceux qui ne croient ni aux clichés idéologiques ni à l'infaillibilité du Chef a aussi des raisons plus profondes, qui ne sont pas techniques. Ce qui lie ces hommes est une croyance ferme et sincère à l'omnipotence humaine. Leur cynisme moral, leur croyance que tout est permis, repose sur la conviction solide que tout est possible. Il est vrai que ces hommes, peu nombreux, ne se laissent pas facilement prendre à leurs propres mensonges et qu'ils ne croient pas nécessairement au racisme ou à l'économie, à la conspiration des Juifs ou à celle de Wall Street. Pourtant, eux aussi sont dupes, dupes de leur suffisance, de leur idée impudente qu'on peut tout faire et de leur conviction méprisante que tout ce qui existe n'est qu'un obstacle provisoire que détruira certainement l'organisation supérieure. Confiants que le pouvoir de l'organisation peut détruire le pouvoir de la réalité, comme la violence d'un gang bien organisé pourrait dérober à un riche ses trésors mal gardés, ils sous-estiment constamment le pouvoir substantiel des communautés stables et surestiment la force d'attraction du mouvement. De plus, comme en fait ils ne croient pas à l'existence objective d'une conspiration mondiale dirigée contre eux, ils ne comprennent pas que leur propre conspiration peut finalement inciter le monde entier à s'unir contre eux.

Pourtant, quelle que soit la manière dont l'illusion de l'omnipotence humaine, fondée sur l'organisation, est finalement vaincue, sa conséquence pratique, à l'intérieur du mouvement, veut que les proches du Chef, en cas de désaccord avec lui, ne soient jamais sûrs de leurs propres opinions, puisqu'ils croient sincèrement que leurs désaccords n'ont pas d'importance réelle, que le procédé

même le plus fou, a de bonnes chances de réussir s'il est convenablement organisé. L'important, dans leur loyauté, n'est pas qu'ils croient que le Chef est infaillible, mais leur conviction que quiconque utilise les instruments de la violence avec les méthodes supérieures de l'organisation totalitaire, peut devenir infaillible. Cette illusion est fortement aggravée lorsque les régimes totalitaires ont le pouvoir de démontrer la relativité du succès et de l'échec, et e prouver qu'une perte de substance peut être un gain pour l'organisation. (L'effroyable gestion de l'industrie en Russie soviétique mena à l'atomisation de la classe ouvrière, et le traitement épouvantable des prisonniers civils, dans les territoires de l'Est sous occupation nazie, s'il causa une "déplorable perte de main-d'œuvre", "ne (devait) pas être regretté si l'on pensait en termes de générations²¹⁶". Succès ou échec ? Dans des circonstances totalitaires, c'est dans une très large mesure une question d'opinion publique organisée et terrorisée. Dans un monde totalement fictif, les échecs n'ont pas à être enregistrés, admis et rappelés. Pour continuer à exister, la réalité objective elle-même dépend de l'existence du monde non totalitaire.

216 Himmler dans son discours de Posen, *La Conspiration nazie*, IV, 558.

Chapitre 3

Le totalitarisme au pouvoir

Quand le mouvement, international dans son organisation, universel dans sa visée idéologique, planétaire dans ses aspirations politiques, prend le pouvoir dans un pays, sa situation devient manifestement paradoxale. Le mouvement socialiste évita une telle crise parce que, d'une part, la question nationale – c'est-à-dire le problème stratégique qu'impliquait la révolution – avait été curieusement négligée par Marx et Engels ; et parce que d'autre part celui-ci n'eut à faire face aux problèmes de gouvernement qu'après que la Première Guerre mondiale eut privé la Seconde Internationale de son autorité sur ses sections nationales, qui avaient partout reconnu comme un fait inaltérable la primauté des sentiments nationaux sur la solidarité internationale. En d'autres termes, quand vint pour les mouvements socialistes le moment de prendre le pouvoir dans leurs pays respectifs, ils s'étaient déjà transformés en partis nationaux.

Cette transformation ne s'est jamais produite pour les mouvements totalitaires, bolchevique et nazi. Au moment où ils s'emparèrent du pouvoir, le danger pour eux résidait en ceci : d'une part, en prenant à charge l'appareil étatique, ils risquaient de se scléroser de se geler en une forme de gouvernement absolu²¹⁷ ;

217 Les nazis furent pleinement conscients du fait que la prise du pouvoir pouvait conduire à l'instauration de l'absolutisme. "Toutefois le national-socialisme n'a pas été le fer de lance du

d'autre part, leur liberté de mouvement pouvait se trouver bornée aux frontières du territoire où le pouvoir leur était échu. Pour un mouvement totalitaire, les eux dangers sont également mortels : une évolution vers l'absolutisme mettrait un terme à la poussée du mouvement sur le plan intérieur, une évolution vers le nationalisme le frustrerait de l'expansion à l'extérieur sans laquelle il ne peut survivre. De la forme de gouvernement qu'engendrèrent les deux mouvements, ou, plutôt, qui s'engendra presque automatiquement à partir de leur double prétention à une domination totale et à un régime universel, nous trouvons dans le slogan de Trotski : "révolution permanente" la caractérisation la plus adéquate, bien que la théorie de Trotski ne fût rien d'autre que la prédiction socialiste d'une série de révolutions qui feraient passer dans l'avenir d'une bourgeoisie anti-féodale à un prolétariat anti-bourgeois et se propageraient d'un pays à l'autre²¹⁸. Il reste que la formule évoque en elle-même une "permanence", avec toutes les implications semi-anarchistes qu'elle comporte et qu'elle est, au sens strict, inadéquate ; néanmoins, Lénine lui-même fut plus impressionné par elle que par son contenu théorique. En Union soviétique, en tout cas, les révolutions devinrent, sous la forme des grandes purges, une institution permanente du régime stalinien après 1934²¹⁹. ici, comme

combat contre le libéralisme pour s'enliser dans l'absolutisme et ainsi de suite à l'infini" (Werner Best, *De deutsche Polizei*, p. 20). Cette mise en garde, parmi d'innombrables autres, est dirigée contre la prétention de l'État à être absolu.

- 218 La théorie de Trotski, affirmée pour la première fois en 1905, ne diffère évidemment pas de la stratégie révolutionnaire de tous les léninistes, aux yeux desquels "La Russie elle-même n'était que le premier domaine, le premier rempart de la révolution internationale ; ses intérêts devaient être subordonnés à la stratégie supranationale de la Russie et du socialisme militant. Pour l'heure, cependant, les frontières de la Russie et du socialisme victorieux étaient les mêmes" (Isaac Deutscher, *Staline, a Political Biography*, New York et Londres, 1949. p. 243).
- 219 L'année 1934 est significative à cause des nouveaux statuts du parti, proclamés lors du XVII^e congrès : il y est précisé que "des purges périodiques... doivent être opérées pour l'assainissement systématique du parti". (Extrait d'A. Avtorkhanov, " Social Differentiation and Contradictions in the Party", *Bulletin of the Institute for the Study of the U.S.S.R.*, Munich, février 1956.) Les purges du parti durant les premières années de la révolution russe n'ont rien à voir avec leur perversion totalitaire ultérieure en un facteur d'instabilité permanente. Les premières purges étaient dirigées par des commissions de contrôle locales devant un forum ouvert où tout le monde, membre ou non du parti, avait accès. Celles-ci étaient conçues comme un organisme de contrôle démocratique pour lutter contre la corruption bureaucratique dans le parti et "devaient servir de substitut à de

en d'autres occasions, Staline concentra ses attaques sur le slogan à demi oublié de Trotski, précisément parce qu'il avait décidé d'utiliser la même technique²²⁰. Dans l'Allemagne nazie une tendance similaire à la révolution permanente était clairement discernable, bien que les nazis n'aient pas eu le temps de la rendre effective au même degré. Il est assez significatif que leur "révolution permanente" ait, elle aussi, commencé par la liquidation de la faction du parti qui avait osé annoncer ouvertement "la prochaine étape de la révolution"²²¹, et précisément parce que le "Führer et sa vieille garde" savaient que le combat réel venait de commencer²²². Ici, au lieu du concept bolchevique de révolution permanente, nous trouvons la notion de "sélection raciale qui ne connaîtra jamais de trêve" ; ce qui requiert, en conséquence, une constante radicalisation des normes par lesquelles s'opère la sélection, c'est-à-dire l'extermination de ceux qui ne leur sont pas conformes²²³. Hitler et Staline, il faut le souligner, ont l'un et l'autre fait miroiter des promesses de stabilité afin de

réelles élections" (Deutscher, *op. cit.*, p. 233-234). On peut trouver un excellent aperçu de l'histoire des purges dans le récent article d'Avtorkhanov, qui réfute également la légende selon laquelle le meurtre de Kirov aurait donné le signal d'une nouvelle politique. La purge générale avait commencé avant la mort de Kirov qui n'était rien de plus qu'un "prétexte commode pour lui donner plus d'ampleur". À considérer le nombre des circonstances "inexplicables et mystérieuses" qui entourent le meurtre de Kirov, on se doute que le "prétexte commode" fut soigneusement conçu et fabriqué par Staline en personne. Voir Khrouchtchev : "Speech on Stalin", *New York Times*, 5 juin 1956.

- 220 Deutscher ; *op. cit.*, p. 282, décrit la première attaque contre la "révolution permanente" de Trotski et la contre formulation stalinienne du "socialisme dans un seul pays" comme un accident de manœuvre politique. En 1924, "les desseins immédiats de Staline étaient de discréditer Trotski. En cherchant dans le passé de Trotski, les triumvirs tombèrent sur la théorie de la "révolution permanente", que celui-ci avait formulée en 1905... Ce fut au cours de cette polémique que Staline arriva à sa formule du "socialisme dans un seul pays".
- 221 La liquidation de la faction Röhm en juin 1934 fut précédée d'une courte période de stabilisation. Au début de l'année Rudolf Diels, chef de la police politique à Berlin, pouvait rapporter que la S.A., ne procédait plus à des arrestations illégales ("révolutionnaires"). On menait une enquête sur les arrestations de ce type qui avaient eu lieu antérieurement. (*Nazi Conspiracy*, U.S. Government, Washington, 1946, V. 205). En avril 1934, le ministre de l'Intérieur du Reich, Wilhelm Frick, un vieux membre du parti nazi, promulgua un décret qui restreignait l'exercice de la "détention protectrice" (*ibid.*, III, 555) compte tenu de la "stabilisation de la situation nationale". (Voir *Das Archiv*, avril 1934, p. 31.) Ce décret ne fut toutefois jamais rendu public (*Nazi Conspiracy*, VII, 1099 ; II, 259). La police politique de Prusse avait en 1933 préparé un rapport spécial pour Hitler sur les excès des S.A. ; elle y suggérait que soient poursuivis les leaders des S.A. dont elle citait les noms.

masquer leur intention de créer un état d'instabilité permanente.

Aux difficultés inhérentes à la coexistence d'un gouvernement et d'un mouvement, d'une prétention totalitaire et d'un pouvoir limité en un territoire limité, d'une feinte appartenance à un concert de nations où chacune respecte la souveraineté de l'autre et de l'aspiration à gouverner le monde, il n'était de meilleure solution que cette formule dépouillée de son contenu originel. Car le dirigeant totalitaire doit affronter une double tâche qui, d'abord, semble contradictoire jusqu'à l'absurde : il doit, d'une part, donner au monde fictif du mouvement une réalité tangible, et un fonctionnement perceptible dans la vie quotidienne ; il doit, d'autre part, prévenir la résurgence d'une stabilité nouvelle dans ce monde nouveau, car la stabilisation de ses lois et institutions aboutirait, sans nul doute, à la liquidation du mouvement lui-même et, avec lui, de son espoir de conquérir un jour le monde. Le dirigeant totalitaire doit, à tout prix, éviter que la normalisation devienne telle qu'un nouveau mode de vie puisse apparaître – mode de vie qui serait susceptible, le temps aidant, de perdre son caractère bâtard et de s'assimiler aux modes de vie des autres nations de la terre, si profondément différenciés et

Hitler résolut le problème en faisant tuer ces leaders sans procédures légales et en destituant tous les officiers de police qui s'étaient opposés à la S.A. (Voir la déposition sous serment de Rudolf Diels, *ibid.* V. 224) Ainsi il s'était lui-même préservé complètement de toute légalisation et de toute stabilisation. Parmi les nombreux juristes qui servirent avec enthousiasme "l'idée nationale-socialiste", bien peu comprirent de quoi il retournait vraiment. De ceux-là fait partie, au premier chef, Theodor Maunz, dont l'essai *Gestalt und Recht der Polizei* (Hambourg 1943) est cité avec approbation même par ses auteurs qui, comme Paul Werner, appartenaient à ce Corps supérieur du Führer que formaient les S.S.

222 Robert Ley, *Der Weg zur Ordensburg* (non daté, 1936 environ). "Édition spéciale pour le *Führer Corps* du parti... n'est pas en vente libre."

223 Heinrich Himmler, "Die Schutzstaffel", in *Grundlagen Aufbau und Wirtschaftsordnung des nationalsozialistischen Staatess*, Nr 7b. On retrouve cette constante radicalisation du principe de la sélection raciale dans toutes les phases de la politique nazie. Ainsi, les premiers à être exterminés furent les Juifs à part entière, puis vint le jour des demi-Juifs, et des quarterons ; ou bien d'abord les déments, que devaient suivre les malades incurables, et éventuellement , toutes les familles où il y avait un "malade incurable". "La sélection qui ne connaît jamais de trêve" n'épargnait pas non plus les S.S. Eux-mêmes . Un décret du Führer, daté du 19 mai 1943, ordonnait que tous les hommes liés à des étrangers par la famille, le mariage ou l'amitié, soient éliminés de l'État, du parti, de la Wehrmacht, et de l'économie ; cette mesure affecta 1200 leaders S.S. (Voir Hoover Library Archives, Himmler File, Folder 330).

opposés. À partir du moment où les institutions révolutionnaire deviendraient un mode de vie national (c'est-à-dire dès le moment où l'affirmation par Hitler que le nazisme n'est pas une "marchandise exportable" et celle, par Staline, que le socialisme peut être bâti dans un seul pays, seraient davantage qu'une tentative pour mystifier le monde totalitaire) le totalitarisme perdrait son caractère "total". Il s'assujettirait aux lois qui régissent les rapports entre les nations, lois selon lesquelles chacune possède un territoire, un peuple, et une tradition historique propres qui l'apparente aux autres nations – pluralité qui réfute, *ipso facto*, toute prétention à soutenir qu'une forme particulière de gouvernement, quelle qu'elle soit, est fondée dans l'absolu.

La possession, dans un seul pays, de tous les instruments du pouvoir et de ceux de la violence n'est pas pour un mouvement totalitaire, un avantage absolu : tel est, dans la pratique, le paradoxe du totalitarisme au pouvoir. Son mépris des faits, son adhésions exclusive aux lois d'un monde fictif, deviennent constamment plus difficiles à maintenir, mais demeurent aussi essentiel qu'hier. Le pouvoir implique une confrontation directe avec la réalité, et ce défi permanent doit être constamment relevé par le pouvoir totalitaire. Propagande et organisation ne suffisent plus pour prétendre que l'impossible est possible, que l'incroyable est vrai, qu'une logique insane régit le monde ; le support psychologique principal de la fiction totalitaire – le vif ressentiment des masses à l'égard du *statu quo* qu'elles refusaient de concevoir comme le seul monde possible – n'est plus là ; la moindre parcelle d'information véritable qui filtre à travers le rideau de fer, dressé pour endiguer le flux toujours menaçant de la réalité qui vient de l'autre bord, du bord non totalitaire, constitue pour la domination totalitaire une menace plus grande que ne l'avait été la contre-propagande pour les mouvements totalitaires.

La lutte pour la domination totale de toute la population terrestre, l'élimination de toute réalité non totalitaire rivale, est

inhérente aux régimes totalitaires eux-mêmes ; s'ils ne s'assignent pas pour but ultime le gouvernement de l'univers, c'est qu'ils sont bien près de perdre tout le pouvoir dont ils ont déjà pu s'emparer. L'individu isolé lui-même ne peut être dominé de manière absolument certaine que par l'emprise d'un régime totalitaire établi sur le monde entier. La conquête du pouvoir, pour un mouvement totalitaire, suppose donc en premier lieu l'établissement d'un quartier général (ou de ramifications dans le cas des pays satellites) officiel et officiellement reconnu, et l'acquisition d'une sorte de laboratoire où poursuivre l'expérience sur, ou plutôt contre la réalité : expérience d'organisation d'un peuple suivant une finalité qui ne tient aucun compte de l'individu ou de la nation, dans des conditions imparfaites, certes, mais suffisantes pour obtenir des résultats partiels importants. Pour la conquête du monde, son objectif à long terme, et pour l'orientation des branches du mouvement, le pouvoir totalitaire se sert de l'administration : il fait alors de la police secrète l'exécutrice et la garante de ses tentatives à l'intérieur pour transformer continuellement la réalité en fiction : ce qui aboutit finalement à la création de camps de concentration, laboratoires spécialement conçus pour poursuivre l'expérience de domination totale.

1. Ce qu'on appelle l'État totalitaire

L'histoire enseigne que l'accès au pouvoir et à la responsabilité modifie profondément la nature des partis révolutionnaires. L'expérience et le bon sens laissent à bon droit prévoir que le totalitarisme au pouvoir perdrait peu à peu sa vigueur révolutionnaire et son caractère utopique : la tâche quotidienne du gouvernement et la possession du pouvoir réel ne manqueraient pas de modérer les prétentions des mouvements avant leur accession au pouvoir, et de détruire petit à petit le monde fictif de leurs organisations. Il semble,

après tout, sans la nature même des choses, privées ou publiques, que les exigences et objectifs extrêmes soient freinés par les conditions objectives ; et la réalité, prise comme un tout, n'est qu'à un faible degré déterminée par la tendance à la fiction d'une société de masse composée d'individus atomisés.

Il est clair que bien des erreurs commises par le monde non totalitaire dans ses relations diplomatiques avec les gouvernements totalitaires (les plus manifestes étant la confiance dans le pacte de Munich avec Hitler et dans les accords de Yalta avec Staline) peuvent être mises au compte d'une impuissance soudaine du bon sens à avoir prise sur la réalité^{224*}. Contrairement à ce qu'on espérait, ni l'importance des concessions faites ni l'accroissement de leur prestige international ne contribuèrent à la réintégration des pays totalitaires dans le concert des nations, ou à l'abandon du grief mensonger selon lequel le monde entier serait ligué contre eux. Loin de l'empêcher, les victoires diplomatiques précipitèrent manifestement leurs recours à des méthodes violentes et accrurent leur hostilité à l'égard des puissances qui s'étaient montrées prêtes à transiger. Ces désillusions ressenties par hommes d'État et diplomates évoquent celles, antérieures, des observateurs bienveillants et des sympathisants des nouveaux gouvernements révolutionnaires. Leurs objectifs avaient été la mise en place d'institutions nouvelles et la création d'un nouveau code juridique qui, si révolutionnaire qu'il fût, devait conduire à une stabilisation et, par là, devait freiner l'élan des mouvements totalitaires dans les pays du moins où ils s'étaient emparés du pouvoir. Ce qui se produisit à la place fut un accroissement de la terreur tant en Union soviétique qu'en Allemagne nazie, inversement proportionnel à l'existence d'une opposition politique interne, si bien que celle-ci ne semble pas avoir été le prétexte de la terreur (comme les critiques libéraux du régime avaient coutume de l'affirmer) mais bien le dernier obstacle à son

224 **Munich : revoir les retour "triomphants" des ministres au Bourget en 1939 ?.. à Yalta, Staline était en face d'un président américain quasi mourant et de Churchill fatigué....

déchaînement total²²⁵.

Encore plus troublante fut la manière dont les régimes totalitaires traitèrent la question constitutionnelle. Durant leurs premières années d'exercice du pouvoir, les nazis firent pleuvoir une avalanche de lois et de décrets, mais ils ne se soucièrent jamais d'abolir officiellement la constitution de Weimar. Ils maintinrent, à peu e chose près, les administrations en place, ce qui induisit bien des observateurs nationaux et étrangers à espérer une limitation de l'activité du parti et une normalisation rapide du nouveau régime. Mais lorsque la promulgation des lois de Nuremberg mit un terme à cette évolution, il apparut que les nazis eux-mêmes ne se sentaient nullement concernés par leur propre législation. Seul comptait pour eux "la constante marche en avant vers des objectifs sans cesse nouveaux" ; si bien que, finalement, "le but et le champ d'action de la police secrète d'État", ou de n'importe quelle autre institution de l'État créée par les nazis, ne pouvaient en aucune manière rentrer dans le cadre des lois et des règlements édictés pour elles²²⁶.

225 Il est de notoriété publique qu'en Russie "la répression des socialistes et des anarchistes s'est accentuée en raison égale de la pacification du pays" (Anton Ciliga, *The Russian Enigma*, Londres, 1940, p. 244). Deutscher, *op. cit.*, p. 218, pense que la raison de l'évanouissement, e l'"esprit libertaire de la révolution" au moment de la victoire, pourrait se trouver dans un changement d'attitude des paysans : ils se tournèrent contre le bolchevisme "d'autant plus résolument qu'ils acquéraient la certitude que le pouvoir des propriétaires et des généraux blancs avait été brisé". Cette explication semble bien faible, eu égard à l'ampleur que la terreur devait prendre après 1930. D'autre part, elle omet de prendre en considération le fait que la terreur se déchaîna pleinement, non pas dans les années 20, mais dans les années 30, quand l'opposition de la classe paysanne ne représentait plus un facteur déterminant de la situation – Khrouchtchev aussi (*op. Cit.*) remarque que "les mesures répressives extrêmes ne furent pas utilisées" contre l'opposition lors du combat contre les trotskistes ou les boukhariniens, mais que "la répression contre eux ne commença" que bien longtemps après leur défaite.

Sous le règne nazi, la terreur n'atteignit son comble que pendant la guerre, quand la nation allemande était véritablement "unifiée". Sa préparation remonte à 1936, quand toute résistance organisée avait disparu à l'intérieur et que Himmler proposa une extension des camps de concentration. Caractéristique de cet esprit d'oppression en l'absence de toute résistance est le discours de Himmler à Kharkov devant les leaders S.S en 1943 : "Nous n'avons qu'une seule tâche...mener le combat racial sans merci... Nous ne laisserons jamais cette excellente arme, cette réputation terrible et redoutée qui nous a précédés dans les bataille de Kharkov, se flétrir ; nous ne cesserons au contraire de vouloir lui donner une nouvelle signification" (*Nazi Conspiracy*, IV, 574 s.).

226 Voir Theodor Maunz, *op. cit.*, p.5 et 49. Combien de nazis faisaient peu de cas des lois et des règlements qu'ils avaient eux-mêmes promulgués et qui furent régulièrement rendus publics par W.

Pratiquement, cet état permanent d'anarchie se traduit dans le fait que "nombre de règlements en vigueur ne furent plus rendus publics²²⁷". Sur le plan théorique, cela répondait à la maxime de Hitler selon laquelle "l'État totalitaire doit ignorer toute différence entre la loi et l'éthique²²⁸" ; car si l'on pose en principe que la loi en vigueur est identique à la morale commune, telle qu'elle jaillit de la conscience de tous, il n'est assurément plus nécessaire de rendre publics les décrets. L'Union soviétique, où l'administration pré-révolutionnaire avait été exterminée sous la révolution, et où le régime n'avait porté qu'un intérêt minime aux questions constitutionnelles à l'époque du changement révolutionnaire, ne négligea pas cependant de promulguer en 1936 une constitution très élaborée, entièrement nouvelle (voiles de phrases et de principes libéraux jetés sur la guillotine à l'arrière-plan²²⁹) ; événement qui fut salué, en Russie et à l'étranger, comme la conclusion de la phase révolutionnaire. Pourtant, la promulgation de la constitution fut le signal de la gigantesque purge qui, en presque deux ans, liquida l'administration en place, effaça toute trace de vie normale et annula le redressement économique opéré au cours des quatre années qui

Hoche sous le titre de *Die Gesetzgebung des Kabinetts Hitler* (Berlin, 1933 s.), on peut le déduire d'une remarque faite en passant par l'un de leurs spécialistes en droit constitutionnel. Celui-ci senti qu'en dépit de l'absence d'un nouvel ordre légal d'ensemble, une "réforme d'ensemble" s'était néanmoins produite" (voir Ernst R. Huber, "Die deutsche Polizei", in *Zeitschrift für die gesamte Staatwissenschaft*, Band 101, 1940/1941, p. 273 s.).

- 227 Maunz, *op. cit.*, p. 49. à a connaissance, Maunz est le seul parmi les auteurs nazis à avoir mentionné ce fait et à l'avoir souligné suffisamment. La seule lecture des cinq volumes des *Verfügungen, Anordnungen, Bekanntgaben*, qui furent rassemblés et imprimés pendant la guerre par la chancellerie du parti selon les instructions de Martin Bormann, permet d'avoir une vision précise de cette législation secrète par laquelle l'Allemagne nazie était, en fait, gouvernée. D'après la préface, les volumes étaient "destinés au seul travail interne du parti, et ils devaient être tenus pour confidentiels". Quatre de ces volumes, évidemment très rares, et en comparaison desquels l'ouvrage de Hoche (cf. note 10) fait presque figure de paravent, sont à la Hoover Library.
- 228 C'était là "l'avertissement" du Führer aux juristes en 1933, cité par Hans Franck, *Nationalsozialistische Leitsätze für ein neues deutsches Strafrecht*, Zweiter Teil, 1936, p. 8.
- 229 Deutscher, *op. cit.*, p. 381. Il y eut des tentatives antérieures pour instaurer une Constitution, en 1948 et en 1924. La réforme constitutionnelle de 1944, selon laquelle certaines Républiques soviétiques devaient avoir leurs propres représentants à l'étranger et leurs propres armées, était une manœuvre tactique destinée à assurer quelques votes supplémentaires à l'Union soviétique aux Nations Unies.

avaient suivi l'élimination des koulaks et la collectivisation forcée de la population rurales²³⁰. À compter de ce moment, la constitution de 1936 joua exactement le même rôle que la constitution de Weimar sous le régime nazi : on n'en tint aucun compte mais on ne l'abolit jamais. La seule différence fut que Staline put se permettre une absurdité de plus : à l'exception de Vichinsky, tous ceux qui avaient rédigé la constitution toujours en vigueur furent exécutés comme traîtres.

Pour un observateur, la structure monolithique de l'État totalitaire n'est certes pas ce qu'il y a de plus frappant. Bien au contraire, tous ceux qui ont sérieusement étudié la question sont au moins d'accord pour dire que deux sources d'autorité coexistent (ou s'affrontent), le parti et l'État. Beaucoup ont, en outre, mis l'accent sur le caractère étrangement "informe" du gouvernement totalitaire²³¹. Thomas Masaryk fut un des premiers à remarquer que "le prétendu système bolchevique n'a jamais été qu'une complète absence de système"²³², et il est parfaitement vrai que, dans le Troisième Reich, "même un expert deviendrait fou s'il essayait de démêler les relations entre le parti et l'État"²³³. On a souvent noté aussi que les rapports entre les deux sources d'autorité, État et parti, sont ceux d'une autorité apparente et d'une autorité réelle ; de sorte que l'appareil gouvernemental est généralement décrit comme la façade qui

230 Voir Deutscher, *op. cit.*, p. 375. à lire de près le discours de Staline sur la Constitution (son rapport au VIII^e congrès extraordinaire du 25 novembre 1936) il devient évident qu'elle ne fut jamais destinée à être définitive. Staline affirme explicitement : "Telles sont les lignes de notre Constitution à un moment historique donné. Ainsi, le projet de la nouvelle Constitution représente la totalité du chemin déjà parcouru, la totalité de l'œuvre déjà accomplie." En d'autres termes, la Constitution datait déjà au moment où elle était proclamée, et son intérêt était purement historique. Il ne s'agit pas là d'une interprétation arbitraire ; Molotov le prouve qui, dans son discours sur la Constitution, reprend le thème stalinien et souligne le caractère provisoire de toute l'affaire : "Nous n'en sommes qu'au premier stade, qu'au stade inférieur du communisme. Et même cette première phase du communisme, le socialisme, n'est pas achevée, elle n'existe encore qu'à l'état de squelette" (voir *Die Verfassung des sozialistischen Staates der Arbeiter und Bauern*. Éditions Prométhée, Strasbourg, 1937, p. 42 et 84.).

231 "Par opposition à l'Italie, la vie constitutionnelle allemande est donc caractérisée par une totale absence de forme" (Franz Neumann, *Behemoth*, 1942, appendice, p. 251.)

232 Extrait de Boris Souvarine, *Staline ; A Critical Survey of Bolchevism*, New York, 1939, p. 695.

233 Stephen H. Roberts. *The House that Hitler Built*, Londres, 1939, p. 72.

dissimule et protège le pouvoir réel exercé par le parti²³⁴.

À tous les niveaux, la machine administrative du Troisième Reich était sujette à un curieux dédoublement des services. Avec une fantastique minutie les nazis s'assurèrent que chaque fonction de l'administration étatique fût doublée de quelque organe du parti²³⁵ : la division weimarienne de l'Allemagne en états et en provinces fut doublée de division nazie en "Gau" : les frontières de l'une ne coïncidaient toutefois pas avec celles de l'autre, si bien que chaque localité donnée relevait, même au point de vue géographique, d'unités administratives tout à fait différentes²³⁶. Après 1933, lorsque des personnalités marquantes du parti nazi occupèrent les ministères officiels de l'État, le dédoublement des fonctions ne fut pas abandonné pour autant ; quand Frick, par exemple, devint ministre de l'Intérieur, ou Guethner ministre de la Justice. Ces vieux hommes de confiance du parti, du jour où ils se laissèrent embarquer dans des carrières officielles hors du parti, perdirent leur pouvoir et devinrent aussi peu influents que les autres fonctionnaires. Tous deux tombèrent en fait sous la coupe de Himmler, chef de la police plein d'avenir, qui, normalement, aurait dû être le subordonné du ministre

234 Le juge Robert H. Jackson, dans son discours d'ouverture au procès de Nuremberg, a fondé tout son tableau de la structure politique de l'Allemagne nazie sur la coexistence de "deux gouvernements en Allemagne – le réel et l'apparent. Les formes de la République allemande furent maintenues pour un temps, et l'autorité réelle de l'État se trouvait ailleurs, au-dessus de la loi ; elle résidait dans le corps dirigeant du parti nazi" (*Nazi Conspiracy*, I, 125). Voir aussi la distinction que Roberts fait, *op. cit.*, p. 101, entre le parti et un État fantôme : "Hitler avait visiblement tendance à multiplier les dédoublement de fonctions."

Ceux qui ont étudié l'Allemagne nazie semblent s'accorder pour dire que l'État ne possédait qu'une autorité fictive. Pour l'unique exception, voir Ernst Fraenkel, *The Dual State*, New York et Londres, 1941 : celui-ci prétend qu'il y avait coexistence d'un "État normatif et d'un État à prérogative", vivant en perpétuelle friction en tant "qu'éléments rivaux et non complémentaire du Reich allemand". Selon Fraenkel, l'État normatif fut maintenu par les nazis afin de protéger l'ordre capitaliste et la propriété privée ; son autorité s'étendait à toutes les questions économiques, tandis que l'État à prérogative formé par le parti avait les pleins pouvoirs pour toutes les affaires politiques.

235 "Pour ces postes du pouvoir d'État qu'ils ne pouvaient pourvoir avec leurs propres hommes, les nationaux-socialistes créèrent à l'intérieur de leur propre organisation du parti, des "services fantômes" leur correspondant ; ils mirent ainsi en place un second État derrière l'État..." (Konrad Heiden, *Der Führer Hitler's Rise to power*, Boston, 1944, p. 616).

236 O. C. Gilles, *The Gestapo*, Oxford. Pamphlets on World Affairs, n° 36, 1940, décrit le perpétuel chevauchement des départements du parti et de l'État.

de l'Intérieur²³⁷. Mieux connu à l'étranger fut le sort du vieux ministère des Affaires étrangères allemand de la Wilhelmstrasse. Les nazis épargnèrent presque tout son personnel et ne le supprimèrent évidemment jamais, malgré le maintien simultané de l'ancien bureau des Affaires étrangères du parti, à la tête duquel se trouvait Rosenberg²³⁸. Comme de service s'était spécialisé dans le maintien des contacts avec les organisations fascistes en Europe de l'Est et dans les Balkans, ils créèrent un autre organisme pour concurrencer les services de la Wilhelmstrasse ; le bureau Ribbentrop qui eut la haute main sur les affaires étrangères pour l'Ouest et survécut au départ de son chef comme ambassadeur en Angleterre, c'est-à-dire sont incorporation dans l'appareil officiel de la Wilhelmstrasse. Enfin, en plus de ces instructions du parti, les Affaires étrangères se virent encore doublées d'un Bureau S.S., chargé "des négociations avec les groupes de race germanique du Danemark, e Norvège, de Belgique et des Pays-Bas"²³⁹. Ces exemples prouvent que, pour les

237 Caractéristique est un mémorandum du ministre de l'Intérieur Frick : celui-ci s'offensait du fait que Himmler, le chef des S.S., possédât un pouvoir supérieur au sien. Voir *Nazi Conspiracy* III, 547. Remarquables sont aussi à cet égard les notes de Rosenberg sur un entretien qu'il eut avec Hitler en 1942 ; Rosenberg n'avait jamais, avant la guerre, occupé de position officielle ; il appartenait au cercle des intimes de Hitler. Maintenant qu'il est devenu ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est, il ne cessait d'être confronté aux "actions directes" d'autres plénipotentiaires (principalement des hommes des S.S.) qui le coiffaient parce qu'il appartenait à l'appareil visible de l'État. Voir *ibid.*, IV, 65 s. La même aventure arriva à Hans Frank, le gouverneur général de la Pologne. Il n'y eut que deux cas où l'élévation à la dignité ministérielle n'entraîna pas de perte de pouvoir et de prestige : celui du ministre de la Propagande Goebbels et du ministre de l'Intérieur Himmler. En ce qui concerne Himmler, nous possédons un mémorandum, probablement de l'année 1935, qui illustre la façon simpliste et systématique dont les nazis réglaient les relations entre le parti et l'État. Ce mémorandum qui est apparemment issu de l'entourage immédiat de Hitler et que l'on retrouva parmi la correspondance de la *Reich adjutantur* du Führer et de la Gestapo, contient un avertissement : il ne faut pas faire de Himmler le secrétaire d'État du ministère de l'Intérieur car, dans ce cas, il ne pourrait plus "être un leader politique" et "il deviendrait étranger au parti". Ici aussi nous trouvons mention du principe technique qui gouverne les relations entre le parti et l'État : "Un *Reichsleiter* (un haut fonctionnaire du parti) ne doit pas être subordonné à un *Reichminister* (un haut fonctionnaire de l'État)." (Le mémorandum, non daté et non signé, intitulé *Die geheime Staatspolizei*, se trouve dans les archives de la Hoover Library, Dossier P. Wiedemann.)

238 Voir le "Brief report on Activities of Rosenberg's Foreign Affairs Bureau of the Parti from 1933 to 1943", *ibid.*, III, 27 s.

239 D'après un décret du Führer du 12 août 1942. Voir *Verfügungen, Anordnungen, Bekanntgaben, op. cit.*, n° A 54/42.

nazis, le dédoublement des services était une question de principe, et non un simple expédient pour fournir des emplois aux membres du parti.

La même division entre gouvernement effectif et gouvernement apparent s'instaura en Russie soviétique, sur des bases très différentes²⁴⁰. Le gouvernement apparent fut, à l'origine, l'émanation du Congrès des soviets de toutes les Russies, qui, pendant la guerre civile, perdit son influence au profit du parti bolchevique. Ce processus commença lorsque l'Armée rouge se vit accorder l'autonomie et que la police secrète fut rétablie comme organe du parti et non du Congrès des soviets²⁴¹ ; enfin, il se renforça en 1923, c'est-à-dire pendant la première année où Staline occupa les fonctions de secrétaire général²⁴². Dès lors, les soviets devinrent le gouvernement fantôme par les membres du parti bolchevique, agissaient les représentants du pouvoirs réel désignés par le Comité central) Moscou, et responsables devant lui. Le point crucial dans cette dernière évolution n'était pas la conquête des soviets par le parti, mais ce fait : "Quoique cela n'eût présenté aucune difficulté, les bolcheviks n'abolirent pas les soviets et s'en servirent en guise d'ornement et de symbole de leur autorité pour l'extérieur"²⁴³."

Cette coexistence de deux gouvernements^{244*}, l'un apparent,

240 "Derrière le gouvernement apparent il y avait un gouvernement réel", que Victor Kravchenko (*I Chose Freedom : The Personal Life of a Soviet Official*, New York, 1946, p. III) voyait dans "l'appareil de la police secrète".

241 Voir Arthur Rosenberg, *A History of Bolchevism*, Londres, 1934, chapitre XI. "Il existe en réalité deux édifices politiques en Russie, qui se dressent parallèlement : le gouvernement fantoche des soviets et gouvernement *de facto* du parti bolchevique".

242 Deutscher, *op. cit.*, p. 255-256, résume ainsi le rapport de Staline au XII^e congrès concernant le travail du département du personnel pendant la première année où il fut au poste de secrétaire général : "L'année précédente, 27% seulement des dirigeants régionaux étaient membres du Parti. À présent 57% d'entre eux étaient des communistes. Le pourcentage des communistes, dans l'administration des coopératives, était passé de 5% à 50% ; et dans les personnels officiers des forces armées, de 16 à 24%. Le même phénomène se produisit pour toutes les autres institutions où Staline voyait des "courroies de transmission entre le parti et le peuple"."

243 Arthur Rosenberg, *op. cit.*, *loc. cit.*

244 **Remarquons que le fonctionnement actuel de notre démocratie constitutionnelle ressemble à ce modèle. Les postes clefs sont donnés à des personnes dites de confiance au Président élu. Il existe à l'Élysée un gouvernement bis composé de personnes non élues mais désignées par le Président pour donner des ordres au Premier Ministre et aussi directement au Ministres (cf. le cas de la loi

l'autre réel, était donc, en partie, une conséquence de la révolution elle-même ; elle précédait la dictature totalitaire de Staline. Néanmoins, tandis que les nazis se contentaient de maintenir en place l'administration en la privant de tout pouvoir, Staline eut à ressusciter son gouvernement fantôme, qui, au début des années 30, avait perdu toutes ses fonctions et était à demi oublié en Russie. Il présenta la constitution soviétique comme le symbole de l'existence aussi bien que de l'impuissance des soviets. Aucun de ses paragraphes n'a jamais eu la moindre signification pratique dans la vie et la juridiction en Russie. Manquant totalement du prestige que la tradition confère, prestige si nécessaire à un gouvernement de façade, le gouvernement fictif russe avait besoin, apparemment, de l'auréole sacrée de la loi écrite. La défiance totalitaire à l'égard de la loi et de la légalité (qui "en dépit des plus grands changements... demeure toujours l'expression d'un constant désir d'ordre"²⁴⁵), trouvait dans la constitution écrite des soviets comme dans celle, jamais abolie de Weimar, un arrière-plan de stabilité pour sa propre anarchie, défi lancé en permanence au monde non totalitaire et à ses normes, dont on pouvait démontrer quotidiennement le vide et l'ineptie²⁴⁶.

Le déroulement des services, la division de l'autorité, la coexistence d'un pouvoir réel et d'un pouvoir apparent suffirent à

travail qui a été "parachuté" – le Ministre du Travail précédent ayant démissionné pour reprendre un poste dans une circonscription (Mr:?) et remplacé par une jeune femme Madame El Komry (38 ans en 2016 – il est impossible pour une jeune énarque de refuser un tel poste et une telle tâche en début de carrière ; alors que sont prédécesseur d'environ 60ans a refusé par démission). Le dossier relatif à cette nouvelle loi semble avoir été élaboré par des hauts fonctionnaires de la Commission européenne. On s'aperçoit ainsi que cette méthode n'est pas démocratique. Cette loi a été soumise au 49-3 ; interdisant tous débats et tous amendements aux députés.(2016) – Ce fait sera sans doute un jour révélé par une analyse politique sous la forme d'un livre...

245 Maunz, *op. cit.*, p. 12.

246 Le juriste et *Obertsturmabführer*, le Pr. R. Hoehn, a exprimé cette idée dans les termes suivants : "Et il y avait encore autre chose à quoi les étrangers, mais aussi les Allemands, devaient s'habituer : à savoir que la tâche de la police secrète... était assumée par une communauté de personnes issues du mouvement, et qui continuait d'y avoir leurs racines. L'expression de police d'État ne rend en réalité pas compte de ce fait, car il ne sera mentionné qu'en passant" (*Grundfragen der deutschen Polizei*, Report on the Constitutive Session of the Committee on Police Law of the Académie for German Law, 11 octobre 1936, Hambourg 1937, avec des contributions de Frank, de Himmler et de Hoehn).

créer la confusion mais non à expliquer le caractère "informe" de l'édifice tout entier. On ne devrait jamais oublier que seul un édifice peut avoir une structure, mais qu'un mouvement – à prendre le terme aussi sérieusement, aussi littéralement que le faisaient les nazis – ne peut avoir qu'une direction : que toute espèce de structure légale ou gouvernementale ne peut que constituer un handicap pour un mouvement qui va se propageant à une vitesse croissante dans une direction déterminée. Les mouvements totalitaires représentaient déjà avant la prise de pouvoir les masses qui refusaient toute structure : des masses qui avaient entrepris de balayer les frontières légales et géographiques fermement définies par le gouvernement. C'est pourquoi, si nous nous référons à nos conceptions de la structure de l'État et du gouvernement, ces mouvements, aussi longtemps qu'ils voient leur champ d'action physiquement borné à un territoire donné, doivent nécessairement tenter de détruire toute structure. Pour qu'une telle volonté de destruction s'accomplisse, un simple dédoublement de tous les services entre parti et institutions étatiques ne saurait suffire. Puisque le dédoublement implique une relation entre la façade de l'État et le noyau du parti, il en pourrait également sortir un certain type de structure, où la relation entre le parti et l'État finirait automatiquement par se fixer en une juridiction qui définirait et stabiliserait l'autorité de chacun²⁴⁷.

De fait, le dédoublement des services, apparente solution à la question parti-État dans toutes les dictatures à parti unique, n'est que la manifestation la plus visible d'un phénomène plus complexe

247 Une telle tentative pour délimiter les responsabilités et lutter contre "l'anarchie de l'autorité" fut par exemple faite par Hans Frank à eux reprises : dans *Recht und Verwaltung* en 1939 et dans une adresse intitulée *Technik des Staates*, en 1941. Celui-ci exprime l'opinion que "les garanties légales" ne sont pas le "privileges des systèmes libéraux de gouvernement". L'administration devrait continuer d'être, comme par le passé, gouvernée par les lois du Reich, selon l'inspiration et l'orientation que leur donnait à présent le programme du parti national-socialiste. C'est précisément parce qu'il ne voulait à aucun prix d'un nouvel ordre légal que Hitler ne reconnut jamais le programme du parti nazi. Il parlait habituellement avec mépris des membres du parti qui formulaient de telles propositions ; c'était pour lui des gens "éternellement liés au passé", des gens qui "étaient incapables de sauter par-dessus leur ombre" (Felix Kersten, *Totenkopf und Treue*, Hambourg).

auquel, mieux que celui de dédoublement, convient le terme de multiplication des services. Non contents d'instituer les "Gauë" en plus des vieilles provinces, les nazis introduisirent bien d'autres divisions géographiques, correspondant aux différentes organisations du parti : les unités territoriales relevant de la S.A., ne recouvrirent jamais ni celles des "Gauë" ni celles des S.S., et aucune d'entre elles ne correspondait aux zones entre lesquelles étaient réparties les jeunesses hitlériennes²⁴⁸. À cette confusion géographique on doit ajouter le fait que la relation d'origine entre pouvoir réel et pouvoir apparent se répétait partout, bien que d'une manière toujours changeante. Le citoyen du Troisième Reich hitlérien ne vivait pas seulement sous les autorités simultanées – et souvent en conflit – des pouvoirs concurrents, tels que les administrations, le parti, la S.A., et les S.S. ; il ne pouvait jamais savoir avec certitude, et on ne lui disait jamais explicitement, quelle autorité il était censé placer au-dessus de toutes les autres. Il devait développer une sorte de sixième sens pour savoir, à un moment donné, à qui obéir et de qui se moquer.

Ceux qui, d'autre part, étaient chargés d'exécuter les ordres que les dirigeants jugeaient, dans l'intérêt du mouvement, réellement nécessaires – ordres dont l'accomplissement, à l'inverse des mesures gouvernementales, étaient exclusivement confiés aux formations d'élite du parti - n'étaient guère mieux lotis. Pour la plupart, ces ordres "intentionnellement vagues, étaient donnés avec le ferme espoir que le destinataire reconnaîtrait l'intention du distributeur, et qu'il agirait en conséquence²⁴⁹" ; car les formations d'élite n'étaient

248 "Les 32 Gauë... ne coïncidaient pas avec les régions militaires ou administratives, ni même avec les 21 divisions de la S.A., les 10 régions des S.S., le 23 zones et la jeunesse hitlérienne... Ces chevauchements sont d'autant plus remarquables qu'ils n'ont aucune raison d'être" (Roberts, *op. cit.*, p. 98).

249 Les documents de Nuremberg, PS 3063, Centre de documentation juive de Paris. Le document est un rapport de la cour suprême du parti sur les "événements et les agissements de la cour du parti ayant trait aux manifestations du 9 novembre 1938". Se fondant sur les enquêtes menées par la police et le bureau du ministre de la Justice, la Cour suprême en vint à la conclusion que les "instructions verbales du *Reichpropagandaleiter* devaient avoir été comprises de tous les dirigeants du parti ; pour l'extérieur, le parti ne souhaitait pas apparaître comme l'instigateur de la manifestation, mais, en réalité, 'était lui qui devait en assurer l'organisation et le déroulement... Le réexamen des échelons du commandement a montré... que le national-socialiste aguerri au combat

pas uniquement tenues d'obéir à la lettre au Führer (c'était, de toute façon, une obligation pour toutes les organisations existantes), mais "d'exécuter la volonté de la direction"²⁵⁰. Et, comme on peut en juger d'après la foule des procédures pour "excès" devant les cours de justice du parti, ce n'était nullement là une seule et même chose. La seule différence résidait en ceci que les formations d'élite, grâce à leur endoctrinement spécialement conçu pour ce genre de tâches, avaient été mieux préparées à comprendre que certaines "suggestions signifiaient plus que le simple contenu verbal"²⁵¹.

En termes techniques, le mouvement à l'intérieur de l'appareil de domination totalitaire tire sa mobilité du fait que la direction ne cesse de déplacer le centre effectif du pouvoir, à d'autres organisation, souvent, sans dissoudre, ni même révéler publiquement les groupes qui ont été ainsi privés de leur pouvoir. Durant la première phase du régime nazi, immédiatement après l'incendie du Reichstag, la S.A., exerçait l'autorité réelle et le parti n'était que la façade ; par la suite le pouvoir passa de la S.A., aux S.S., et, pour

avant la prise du pouvoir (*Kampfzeit*) tient pour acquis cela que les actions où le parti ne souhaite pas apparaître dans le rôle d'organisateur ne sont pas ordonnées avec une parfaite clarté, ni réglées dans le moindre détail. Il est donc habitué à comprendre qu'un ordre peut signifier plus que son contenu verbal ; de même il était devenu habituel pour celui qui donne les ordres, que, dans l'intérêt du parti... il ne dise pas tout mais qu'il intime seulement le but qu'il veut voir atteint par son ordre... Ainsi, les ... ordres – par exemple : ce n'est pas le Juif Grünsparn mais toute la Juiverie qui doit être accusée de la mort du camarade du parti vom Rath... on devrait porter des pistolets... tout S.A., devait savoir ce qu'il avait à faire dorénavant – furent compris par un certain nombre de lieutenants comme signifiant que le sang juif devrait maintenant être versé pour le sang du camarade du parti vom Rath..." Particulièrement significative est la fin du rapport, où la cour suprême du parti blâme tout à fait ouvertement ces méthodes : "C'est une autre question de savoir si, dans l'intérêt de la discipline, l'ordre qui est intentionnellement vague, et qui donné, en escamotant que le destinataire reconnaîtra l'intention du distributeur et agira en conséquence ne doit pas être relégué dans le passé." Là aussi, il y avait des personnes qui, selon l'expression du Führer, "étaient incapables de sauter par-dessus leur ombre" et qui insistaient sur les mesures législatives parce qu'ils ne comprenaient pas que le *volonté* et non l'ordre du Führer qui constituait la loi suprême. Ici, la différence entre la mentalité des formations d'élite et celle des agences du parti est particulièrement claire.

250 Best, *op. cit.*, dit cela de la manière suivante : "Aussi longtemps que la police exécute cette volonté du Chef, elle agit dans le cadre de la loi sinon la volonté du Chef est transgressée, alors, ce n'est pas la police, mais un membre de la police qui a commis une violation."

251 Voir note 33.

finir, des S.S., au Service de Sécurité²⁵². L'important est ici que jamais aucun des organes du pouvoir ne fut privé de son droit à prétendre incarner la volonté du Chef²⁵³. Mais ce n'était pas seulement la volonté du Chef qui était d'une instabilité telle qu'en comparaison les caprices des despotes orientaux sont un éclatant exemple de constance. La cohérence et perpétuelle division entre autorité secrète réelle et représentation fictive faisait du siège effectif du pouvoir, un mystère, par définition, et ce à un tel degré que même les membres de la clique dirigeante ne pouvaient jamais savoir avec une absolue certitude quelle était leur propre position dans la hiérarchie secrète du pouvoir. Alfred Rosenberg, par exemple, malgré sa longue carrière dans la parti, malgré l'impressionnant pouvoir qu'il détenait en apparence et le nombre de charges qu'il avait accumulées dans la hiérarchie du parti, continuait à parler de la création d'une série d'États d'Europe de l'Est comme rideau défensif contre Moscou, à une époque où ceux qui étaient investis du pouvoir réel avaient déjà décidé qu'aucune structure étatique ne serait mise en place après la défaite de l'Union soviétique, que les populations des territoires occupés de l'Est étaient définitivement devenues apatrides, qu'en conséquence on pouvait les exterminer²⁵⁴. En d'autres termes, comme le fait de savoir à qui obéir et la mise en place d'une hiérarchie relativement permanente aurait introduit un élément de stabilité qui

252 En 1933, après l'incendie du Reichstag, "les chefs de la S.A., avaient plus de pouvoir que les Gauleiter. Ils refusaient aussi obéissance à Göring". Voir la déposition sous serment de Rudolf Diels dans *Nazi Conspiracy*, V, 224. Diels était le Chef de la police politique sous Göring.

253 Les S.A., s'offensèrent manifestement de ce déclassement et de cette perte de pouvoir dans la hiérarchie nazie ; ils essayèrent désespérément de sauver les apparences. Dans leurs magazines – *Der-S.A.-Mann*, *Das Archiv*, etc., on peut trouver, voilées ou non voilées, maintes indications de leur vaine rivalité avec les S.S. Plus intéressant est le fait qu'en 1936 encore, alors que les S.A., avaient déjà perdu leur pouvoir, Hitler ait voulu dans un discours les confirmer dans cette voie : "Tout ce que vous êtes, vous l'êtes à travers moi ; tout ce que je suis, je le suis à travers vous seuls." Voir Ernst Bayer, *Die S.A.*, Berlin 1938. Traduction extraite de *Nazi Conspiracy*, IV, 782.

254 Comparer le discours de Rosenberg de juin 1941 : "Je crois que notre tâche politique consistera à ... organiser ces peuples en certains types de corps politiques ... et à les dresser contre Moscou" avec le "mémoire non daté pour l'administration des territoires occupés de l'Est" : "Avec la dissolution de l'U.R.S.S., après sa défaite, aucune formation politique n'est laissée dans le territoire de l'Est et donc... aucune citoyenneté pour leur population" (*Trial of the Major War Criminals*, Nuremberg, 1947. XXVI, p. 616 et 604 respectivement).

faisait essentiellement défaut au règne totalitaire, les nazis désavouaient l'autorité réelle chaque fois que celle-ci sortait de l'ombre et créait de nouveaux organes de gouvernement en comparaison desquels les précédents devenaient gouvernement-fantôme – jeu qui manifestement pouvait ne jamais prendre fin. Une des différences les plus importantes, du point de vue technique, entre les systèmes soviétique et national-socialiste est que, chaque fois qu'à l'intérieur de son propre mouvement, Staline déplaçait l'accent du pouvoir d'un appareil à un autre, il avait tendance à liquider le personnel en même temps que l'appareil ; Hitler, au contraire, malgré ses propos méprisants à l'égard de ces gens qui "sont incapables de sauter par-dessus leurs ombres²⁵⁵", entendait bel et bien continuer de se servir de ces ombres, pour d'autres fonctions.

La multiplication des services était extrêmement utile au constant déplacement du pouvoir. Au reste, plus longtemps un régime totalitaire demeure au pouvoir, plus sont nombreux les services et les postes qui dépendent exclusivement du mouvement, puisque aucun service n'est jamais supprimé, alors même que son autorité est abolie. Le régime nazi engagea ce processus de multiplication en coordonnant toutes les associations, sociétés et institutions existantes. Dans cette manipulation à l'échelle nationale, il était remarquable que coordination ne signifiât pas incorporation aux organes respectif du parti déjà existants. La conséquence en fut que, jusqu'à la fin du régime, il n'y eut pas une, mais deux organisation des étudiants nationaux-socialistes, pas une, mais deux organisation des femmes nazies, deux organisations des professeurs d'université, des avocats, des médecins nazis, etc.²⁵⁶ On n'avait cependant jamais la certitude

255 *Hitlers Tischgespräche*, Bonn, 1951, p. 213. Hitler désignait généralement par là des hauts fonctionnaires nazis qui émettaient des réserves sur le fait de tuer sans scrupule tous ceux qu'ils qualifiaient de "déchet humain (Gesox)" (voir p. 248 et *passim*).

256 Pour la diversité des organisations interférentes du parti, voir *Rang-und Organisationsliste der N.S.D.A.P.*, Stuttgart, 1947, et *Nazi Conspiracy*, I, 178, qui distingue quatre grandes catégories : 1. *Gliederungen der N.S.D.A.P.*, qui avait existé avant l'arrivée au pouvoir ; 2. *Angeschlossene Verbände der N.S.D.A.P.*, qui englobe ces sociétés qui avaient été coordonnées ; 3. *Betreute Organisationen der N.S.D.A.P.*, et 4. *Weitere nationalsozialistische Organisationen*. Dans presque toutes les catégories on trouve une organisation différente des étudiants, des femmes, des

que, dans tous les cas, le premier organe du parti serait plus puissant que celui qui lui faisait pendant²⁵⁷. Personne n'était d'ailleurs à même de montrer plus d'assurance pour prédire quel organe du parti gravirait les échelons de la hiérarchie interne de celui-ci²⁵⁸.

Un exemple classique de cette informité planifiée fut donné par l'organisation de l'antisémitisme scientifique. En 1933, un institut pour l'étude de la question juive (*Institut zur Erforschung der Judenfrage*) fut fondé à Munich. Comme on pensait que la question juive était déterminante pour l'histoire tout entière de l'Allemagne, celui-ci s'élargit rapidement en un institut de recherche d'histoire moderne de l'Allemagne. Dirigé par le célèbre historien Walter Frank, celui-ci transforma les universités traditionnelles en sièges d'une savoir apparent, autrement dit en façade. En 1940 fut créé à Francfort un autre institut d'étude de la question juive, dirigé par Alfred Rosenberg, dont le prestige en tant que membre du parti était considérablement plus grand. L'institut de Munich fut, en conséquence, relégué dans l'ombre ; c'était l'institut de Francfort, non celui de Munich, qui était censé recevoir les trésors provenant du pillage des collections juives d'Europe et devenir le siège d'une bibliothèque complète en matière de judaïsme. Pourtant, lorsque ces collections arrivèrent effectivement en Allemagne quelques années plus tard, ce n'est pas à Francfort qu'en allèrent les pièces les plus précieuses, mais à Berlin, où le département spécial de la Gestapo de Himmler pour la liquidation (et non seulement l'étude) de la question

professeurs et des ouvriers.

257 La gigantesque organisation des travaux publics, dirigée par Todt puis par Albert Speer, fut créée par Hitler en dehors de toutes les hiérarchies du parti et de toutes ses affiliations. Cette organisation peut avoir été utilisée contre l'autorité du parti ou même contre les organisations de la police. Il est remarquable que Speer ait pu oser faire observer à Hitler (lors d'une conférence en 1942) qu'il était impossible d'organiser la production sous le régime de Himmler, et qu'il soit allé jusqu'à demander une juridiction pour le travail forcé et les camps de concentration. Voir *Nazi Conspiracy*, I, 916-917.

258 Une société aussi anodine que le N.S.K.K. (Le Corps national-socialiste des automobilistes fondé en 1930) se vit soudainement promue en 1933 au rang d'une formation d'élite, partageant avec la S.A. , et les S.S., le privilège d'être une unité indépendante affiliée du parti. Rien ne suivit cette promotion dans les rangs de la hiérarchie nazie ; rétrospectivement, celle-ci à l'air d'une menace u=inutile pour la S.A., et les S.S.

juive, - il était dirigé par Eichmann – les accueillit. Aucune des institutions plus anciennes ne fut jamais abolie, si bien qu'en 1944 la situation était la suivante : derrière la façade qu'étaient les départements d'histoire des universités se tenait, menaçant, le pouvoir plus réel de l'institut de Munich ; derrière ce dernier pointait, à son tour, l'institut Rosenberg à Francfort ; et c'est seulement derrière ces trois façades, que caché et protégé par elles, se trouvaient le véritable centre de l'autorité, le *Reichssicherheitshauptamt*, division spéciale de la Gestapo.

La façade du gouvernement soviétique, érigée plus exclusivement encore à l'intention des observateurs étrangers, est, en dépit de sa constitution écrite encore plus inconsistante que l'administration d'État, par les nazis. Les services que les nazis avaient accumulés pendant la période initiale comptaient encore davantage que la création continue de nouveaux services pour rejeter dans l'ombre les anciens centres du pouvoir. La gigantesque inflation de l'appareil bureaucratique, inhérente à une telle méthode fut enrayerée grâce à cette liquidation périodique que constituaient les purges. Toujours est-il qu'en Russie également, nous pouvons distinguer au moins trois organisations nettement séparées : l'appareil du Soviet ou de l'État, l'appareil du parti et celui du N.K.V.D., chacun d'eux possédant son propre département d'économie indépendant, un département politique, un ministère de l'Éducation et de la Culture, un département militaire, etc.²⁵⁹

En Russie, l'opposition entre le pouvoir apparent de la bureaucratie du parti et le pouvoir réel de la police secrète correspond au dédoublement originel du Parti et de l'État tel qu'on le connut en Allemagne nazie. La multiplication ne devient évidente que dans la police secrète elle-même, avec son réseau d'agents extrêmement complexe et tentaculaire, dont un département est toujours chargé de surveiller et d'espionner l'autre. Il n'est pas d'entreprise en Union soviétique qui n'ait son département spécial de

259 F. Beck, et W. Godin, *Russian Purge and the Extraction of Confession*, 1951, p. 153.

la police secrète, lequel espionne les membres du parti aussi bien que le personnel ordinaire. Parallèlement à ce département, il existe une autre division de la police du Parti lui-même, qui, à son tour, surveille tout le monde, y compris les agents du N.K.V.D., et dont les membres ne sont pas connus de ceux du corps rival. À ces deux organisations d'espionnage, il faut ajouter les syndicats qui, dans les usines, ont pour mission de veiller à ce que les travailleurs remplissent bien les quotas qui leur ont été prescrits. Le "département spécial" du N.K.V.D., beaucoup plus important encore que tous ces appareils constitue "un N.K.V.D., à l'intérieur du N.K.V.D.", c'est-à-dire une police secrète à l'intérieur de la police secrète²⁶⁰. Tous les rapports de ce corps de police concurrents finissent par aboutir au Comité central, à Moscou et au Politburo. C'est là que l'on choisit entre eux celui qui sera retenu, et parmi les divisions de la police, celle qui en sera chargée. Bien entendu, ni le citoyen moyen ni aucun des département de la police ne sait quelle décision sera prise ; aujourd'hui, ce peut être la division spéciale du N.K.V.D., demain, le réseau des agents du parti ; le jour suivant, ce peuvent être les comités locaux ou l'un des corps régionaux. Entre tous ces départements, il n'existe aucune hiérarchie du pouvoir ou de l'autorité qui soit légalement enracinée. La seule certitude est qu'en fin de compte, l'un d'entre eux pourra être choisi pour incarner la "volonté de la direction".

La seule règle sûre, dans un État totalitaire, est que plus les organes de gouvernement sont visibles, moins le pouvoir dont il est investi est grand ; que moins est connue l'existence d'une institution, plus celle-ci finira par s'avérer puissante. C'est conformément à cette règle que les soviets, reconnus par une constitution écrite comme le plus haute autorité de l'État, ont un pouvoir moindre que le parti

260 *Ibid.*, p. 159. Selon d'autres rapports, il y a des exemples différents de la multiplication chaotique des appareils policiers soviétiques, principalement des associations locales et régionales du N.K.V.D., qui travaillent indépendamment les unes des autres et qui ont leurs pendants dans les réseaux locaux et régionaux des agents du parti. Il est naturel que nous en sachions bien moins long sur la situation en Russie que sur celle de l'Allemagne nazie, en particulier lorsqu'il s'agit des détails de l'organisation.

bolchevique ; que le parti bolchevique, qui recrute ouvertement ses membres et qui est censé former la classe dirigeante, à moins de pouvoir que la police secrète. Où le secret commence, commence aussi le pouvoir réel. À cet égard, les États nazi et bolchevique furent tout à fait semblables ; la principale différence résidant dans le fait que d'un côté, les services de la police secrète étaient monopolisés et centralisés par Himmler, alors que de l'autre, en Russie, les activités de la police n'avaient entre elles ni relations, ni liens apparents.

Si nous considérons l'État totalitaire en tant qu'instrument du pouvoir seulement, c'est-à-dire en faisant abstraction des questions d'efficacité administrative, de capacité industrielle et de productivité économique, son caractère informe s'avère alors l'instrument idéal pour la réalisation de ce que l'on appelle le principe du Chef. La continuelle concurrence entre les services, dont non seulement les fonctions interfèrent, mais dont les tâches sont identiques²⁶¹, ne laisse à l'opposition ou au sabotage pratiquement aucune chance de se traduire en acte. Un prompt déplacement d'accent qui relègue un service dans l'ombre, tout en accroissant l'autorité d'un autre, peut résoudre tous les problèmes, sans que personne prenne conscience du changement qui s'est produit, ou de l'opposition que s'est manifestée. Ce système présente, en outre, un avantage : le service qui n'est pas dans la ligne n'apprend jamais rien de sa déchéance, soit qu'on ne le supprime jamais (comme dans le cas du régime nazi) soit qu'on le liquide beaucoup plus tard, sans liaison apparente avec ce qui en fut la cause réelle. Cette manière d'agir est d'autant plus facile que, personne, à l'exception des rares initiés, ne sait quels sont les rapports des autorités entre elles. C'est seulement de temps à autre que le monde non totalitaire perçoit cet état de choses : quand, par exemple, un haut fonctionnaire à l'étranger confesse qu'un obscur secrétaire d'ambassade avait été son supérieur hiérarchique immédiat. Souvent rétrospectivement, on peut déterminer les causes d'une telle perte de

261 Selon le témoignage de l'un de ses anciens employés (Nazi *Conspiracy*, VI, 461), c'était "une spécialité de Himmler que de confier une seule tâche à deux personnes différentes.

pouvoir ou plutôt qu'elle a eu lieu. Par exemple, il n'est pas difficile de comprendre aujourd'hui pourquoi, lorsque la guerre éclata, des gens comme Alfred Rosenberg ou Hans Frank furent réintégrés dans des fonctions officielles et du même coup évincés du véritable centre du pouvoir, à savoir du cercle intime du Führer²⁶². L'important est que non seulement ils n'ont pas connu les raisons de ces mutations, mais, apparemment, n'ont même pas soupçonné que des postes aussi élevés, semble-t-il que ceux de gouverneur général de la Pologne, ou de ministre du Reich pour tous les territoires de l'Est, loin de marquer l'apogée de leur carrière nationale-socialiste, en marquait la fin.

Le "principe du Chef" n'établit pas plus une hiérarchie dans l'État totalitaire qu'il ne le fait dans le mouvement ; l'autorité de haut en bas du corps politique, n'est pas filtrée par toute une série de niveaux intermédiaires, comme c'est le cas dans les régimes autoritaires. La vraie raison en est qu'il n'y a pas de hiérarchie sans autorité et que, malgré les nombreux malentendus au sujet de la "personnalité autoritaire", le principe d'autorité est, pour l'essentiel, diamétralement opposé à celui de la domination totalitaire, pour ne pas parler de son origine dans l'histoire romaine, l'autorité, sous quelque forme que ce soit, implique une limitation de la liberté, mais jamais l'abolition de celle-ci. C'est cependant à cette abolition et même à l'élimination de toute spontanéité humaine en général, que tend la domination totalitaire, et non simplement à une restriction, si tyrannique qu'elle soit, de la liberté. Techniquement, l'absence de toute autorité ou hiérarchie qui caractérise le système totalitaire, est bien mise en évidence par le fait qu'entre le pouvoir suprême (le Führer) et les gouvernés, il n'existe pas de niveaux intermédiaires responsables et susceptibles de recevoir chacun leur juste part

262 Dans l'adresse ci-dessus mentionnée (voir notre 29 ? Hans Frank a montré à quel point il voulait stabiliser le mouvement. Ses nombreuses doléances en tant que gouverneur de la Pologne témoignent de sa totale incompréhension des tendances anti-utilitaires de la politique nazie. Il ne peut comprendre pourquoi les peuples soumis sont exterminés et non exploités. Rosenberg, aux yeux de Hitler, n'était pas racialement sûr parce qu'il désirait créer des États satellites dans les territoires conquis de l'Est et ne comprenait pas que la politique de la population de Hitler visait à dépeupler ces territoires.

d'autorité et d'obéissance. La volonté du Führer peut s'incarner en tout lieu et en tout temps. Lui-même n'est assujéti à aucune hiérarchie, pas même à celle qu'il aurait mise en place. Il est donc faux de dire que le mouvement, après la prise du pouvoir, fonde une multitude de principautés où chaque roitelet est libre d'agir à sa guise et d'imiter le grand chef au sommet²⁶³. L'affirmation des nazis selon laquelle "le parti est l'ordre des Führer"²⁶⁴ était un mensonge normal. De même que la multiplication à l'infini des services, et la confusion dans l'autorité donnent lieu à un état de choses tel que chaque citoyen se sent directement confronté à la volonté du chef, qui choisit arbitrairement l'organe chargé d'exécuter ses décisions, de même, le million et demi de Führer du Troisième Reich²⁶⁵ était parfaitement conscient du fait que son autorité procédait directement de Hitler, sans les niveaux intermédiaires qu'implique l'existence d'une hiérarchie²⁶⁶. La dépendance directe était réelle, la hiérarchie, sans doute importante socialement, n'était qu'un leurre, la contrefaçon d'un État autoritaire.

L'absolu monopole du pouvoir et de l'autorité par le Chef apparaît de la manière la plus évidente dans les rapports que celui-ci entretient avec son chef de la police, personnage qui, dans un pays totalitaire, occupe la position publique la plus puissante. Pourtant, en dépit du pouvoir immense, matériel et organisationnel mis à sa disposition, comme chef d'une véritable armée policière ainsi que des formations d'élite, le chef de la police ne semble pas être en mesure de pouvoir jamais s'emparer du pouvoir et diriger lui-même le pays.

263 L'idée d'une division entre "petites principautés" qui formaient "une pyramide du pouvoir à l'écart de la loi avec le Führer à son faite" et celle de Robert H. Jackson. Voir chapitre XII de *Nazi Conspiracy*, II, I s. Afin d'interdire l'instauration d'un tel État autoritaire, Hitler, dès 1934, promulgua le décret suivant : "La forme d'adresse "Mein Führer" est réservée au Führer seul. J'interdis par la même occasion à tous les lieutenants du N.S.D.A.P. , de tolérer qu'on s'adresse à eux comme "Mein Reichsleiter", etc., que ce soit verbalement ou par écrit. De préférence la forme d'adresse doit être Pg. (Camarade du Parti)... ou Gauleiter, etc." Voir *Verfgungen, Anordnungen, Bekanntgaben, op. cit.*, décret du 20 août 1934.

264 Voir le *Organisationsbuch der N.S.D.A.P.*

265 Voir Chart 14 in vol ? 3 de *Nazi Conspiracy*.

266 Tous les serments, dans le parti aussi bien que dans les formations d'élite, se faisaient sur la personne d'Adolf Hitler.

Ainsi, avant la chute de Hitler, jamais Himmler ne songea une seconde à mettre en cause la direction suprême revendiquée par Hitler²⁶⁷, et il ne fut jamais proposé pour être son successeur. Dans ce contexte, la tentative malheureuse de Beria pour s'emparer du pouvoir après la mort de Staline est encore plus intéressante. Bien que Staline n'ait jamais permis que ses chefs de la police jouissent d'une position comparable à celle d'un Himmler durant les dernières années du régime nazi, Beria aussi disposait de troupes assez nombreuses pour faire pièce à l'autorité du Parti après la mort de Staline. Il lui suffisait d'occuper entièrement Moscou et tous les accès du Kremlin. Personne, à l'exception de l'Armée rouge, n'eut été en mesure de briser sa marche au pouvoir, et l'on se serait ainsi acheminé vers une sanglante guerre civile dont l'issue était plus que douteuse. L'essentiel est que Beria abandonna volontairement tous ses desseins quelques jours plus tard seulement ; il n'était pourtant pas sans savoir qu'il paierait de sa vie les quelques jours où il avait eu l'audace de miser sur le pouvoir de la police contre celui du parti²⁶⁸.

Ce défaut de pouvoir absolu n'empêche bien sûr nullement le chef de la police d'organiser l'énorme appareil dont il a la charge conformément aux principes du pouvoir totalitaire. Tout à fait remarquable est ainsi la manière dont Himmler, après sa désignation, entreprit la réorganisation de la police allemande, dont il introduisit dans l'appareil jusque-là centralisé de la police secrète la multiplication des services : autrement dit, il fit apparemment ce que tous les experts en matière de pouvoir qui précédèrent les régimes totalitaires auraient tenu pour une décentralisation redoutable menant à un affaiblissement du pouvoir. Au service de la Gestapo, Himmler

267 Le premier pas de Himmler dans cette voie eut lieu au cours de l'effondrement de 1944, lorsqu'il prit sur lui d'ordonner que les chambres à gaz des camps d'extermination soient démantelées et la tuerie arrêtée. C'était là sa manière d'engager les négociations de paix avec les gouvernements occidentaux. Il est assez intéressant que Hitler n'ait apparemment jamais été informé de ces préparatifs ; il semble que personne n'ait osé lui dire que l'un de ses principaux objectifs de guerre avait été abandonné. Voir Léon Poliakov, *Bréviaire de la haine*. 1951, p. 232.

268 Pour les événements qui suivirent la mort de Staline, voir Harrison E. Salisbury, *American in Russia*, New York, 1955.

adjoignit d'abord le service de la Sécurité qui était à l'origine une division des S.S., créée en vue de constituer le corps de police interne du parti. Tandis que les principaux services de la Gestapo et du service de la Sécurité étaient en définitive centralisés à Berlin, les branches régionales de ces deux services secrets gigantesque conservaient chacune leur identité et envoyaient directement leurs rapports au bureau personnel de Himmler à Berlin²⁶⁹. Durant la guerre, Himmler créa deux services de renseignements supplémentaires : l'un était formé d'inspecteurs qui étaient censés contrôler et coordonner le service de la Sécurité et la Police. Il relevait de la juridiction des S.S. Le second était un bureau de renseignements spécifiquement militaire qui agissait indépendamment des forces armées du Reich et qui réussit finalement à absorber les propres services spéciaux de l'armée²⁷⁰.

La complète absence de révolutions de palais, victorieuses ou non, est une des plus remarquables caractéristiques des dictatures totalitaires. (À une exception près, aucun nazi mécontent ne prit part à la conspiration militaire contre Hitler en juillet 1944.) En apparence, le principe du Chef semble appeler de sanglants changements des personnes au pouvoir sans que le régime en soit lui-même affecté. Ce n'est là qu'un signe parmi d'autres montrant que la forme totalitaire de gouvernement a bien peu de rapports avec l'appétit du pouvoir, ou même le désir d'une machine génératrice de pouvoir, ou avec ce jeu du pouvoir pour le pouvoir de domination impérialiste. Techniquement parlant, c'est pourtant là un des signes les plus importants, malgré les apparences, que la direction du gouvernement totalitaire n'appartient pas à une clique ou à un gang²⁷¹. La dictature de Hitler aussi bien que celle de Staline mettent

269 Voir l'excellente analyse de la structure de la police nazie in *Nazi Conspiracy*, II, 250 s., particulièrement p. 256.

270 *Ibid.*, p. 252.

271 Franz Neumann, *op. cit.*, p. 521 s. se demande "si l'Allemagne peut ou non être appelée un État. C'est bien plus un gang où les chefs sont contraints à se mettre d'accord après des différends." Les travaux de Konrad Heiden sur l'Allemagne nazie sont représentatifs de cette théorie du gouvernement exercé par une clique. - Pour ce qui est de la formation des cliques autour de Hitler,

en lumière que l'isolement d'individus atomisés non seulement fournit la base du règne totalitaire au niveau des masses, mais encore s'étend jusqu'au faite de tout l'édifice. Staline a fait exécuter presque tous ceux qui pouvaient se vanter d'appartenir à la clique dirigeante ; il recourut, en ce qui concerne les membres du Politburo, au jeu des rétrogradations et des avancements chaque fois qu'une clique était en passe de s'implanter solidement. Hitler, pour détruire les cliques en Allemagne nazie, usa de remèdes moins radicaux ; la seule purge sanglante fut celle qui frappa la clique de Röhm, dans laquelle l'homosexualité des dirigeants avait incontestablement joué le rôle de ciment. Pour les autres, Hitler se contenta de prévenir leur formation en déplaçant sans cesse le pouvoir et l'autorité, en renouvelant fréquemment le cercle de ses intimes, de telle sorte que toute solidarité entre ceux qui avaient été ses compagnons au pouvoir disparut rapidement. Il tombe en outre sous le sens que la défiance monstrueuse qui fut, dit-on – et en des termes presque identiques – le trait marquant des deux personnalités de Hitler et de Staline leur interdisait de présider quelque chose d'aussi opiniâtrement tenace et durable qu'une clique. Quoi qu'il en soit, l'important est qu'il n'existe pas d'échanges entre les gens en place. Ils n'ont entre eux aucun lien, ni ceux qui naîtraient d'un statut d'égalité à l'intérieur d'une hiérarchie politique ni ceux qu'engendreraient les rapports de supérieurs à subordonnés, ni ceux qu'instaurerait la douteuse loyauté des gangsters. En Russie soviétique, chacun sait que le directeur d'un grand complexe industriel peut, aussi bien que le ministre des Affaires étrangères, être, du jour au lendemain, rejeté au bas de l'échelle sociale et politique et remplacé par quelqu'un de totalement inconnu. Par ailleurs la complicité des gangsters, qui ne fut pas sans jouer son rôle aux premiers temps de la dictature nazie, perdit toute force de cohésion, dans la mesure où justement le totalitarisme usa de

The Bormann Letters, publiées par Trevor-Roper, sont tout à fait éclairants. Dans le procès des médecins (*The United States vs. Karl Brandt et al.*, audience du 13 mai 1947). Victor Brack assurait que dès 1933, Bormann, agissant sans aucun doute sur les ordres de Hitler, avait commencé à mettre en place un groupe de gens qui coiffaient l'État et le parti.

son pouvoir pour étendre cette complicité dans la population, jusqu'à organiser la culpabilité du peuple tout entier sous sa domination²⁷².

L'absence d'une clique dirigeante a rendu particulièrement déroutante et embarrassante la question de savoir qui succéderait au dictateur totalitaire. Il est vrai que cette question a tourmenté tous les usurpateurs, et il est assez significatif qu'aucun des dictateurs n'ait eu recours à la vieille méthode : établir une dynastie et désigner leurs enfants. Où Hitler multipliait les désignations, qui ainsi s'annulaient d'elles-mêmes, Staline usait d'une tout autre méthode qui faisait du titre de successeur un des honneurs les plus redoutables en Union soviétique. Dans une situation totalitaire, où la connaissance de l'écheveau des courroies de transmission équivaut au pouvoir suprême, chaque successeur désigné qui en arrive à savoir ce qui se passe en vérité est automatiquement destitué après un certain temps. Une désignation préalable et relativement permanente présupposerait assurément l'existence d'une clique dont les membres partageraient avec le chef la connaissance des rouages ; et c'est ce que le chef doit à tout prix éviter. Hitler s'expliqua là-dessus à sa manière devant les commandants en chef de la *Wehrmacht* qui, au milieu de la tourmente de la guerre, se torturaient probablement les méninges à ce propos : "Au bout du compte, je dois, en toute modestie, qualifier ma personne d'irremplaçable... la destinée du Reich dépend de moi seul²⁷³." Nulle ironie dans le mot modestie ; le chef totalitaire, en nette opposition avec tous les anciens usurpateurs, despotes et tyrans, semble croire que la question de sa succession n'est pas d'un intérêt primordial ; qu'aucune qualité, qu'aucune préparation particulière

272 Comparer à la contribution de l'auteur à la discussion du problème de la culpabilité allemande : "Organised Guilt" in *Jewish Frontier*, janvier 1945.

273 Discours du 23 novembre 1939, extrait de *Trial of Major War Criminals*, vol. 26, p. 332. Que cette déclaration soit plus qu'une aberration hystérique due à l'occasion, c'est ce que montre le discours de Himmler (on peut en trouver la transcription sténographique dans les archives de la Hoover Library. Dossier Himmler, liasse 332) à la conférence des maires de Posen en mars 1944. Il dit : "Quelles valeurs pouvons-nous attribuer aux étapes de l'histoire ? Les valeurs de notre propre peuple... La seconde chose que je voudrais dire, c'est qu'une plus grande valeur encore est la personne unique de notre Führer Adolf Hitler... qui pour la première fois depuis deux mille ans... fut envoyé à la race germanique comme guide suprême..."

n'est requises pour la tâche ; que le pays obéirait éventuellement à quiconque se trouverait désigné au moment de sa mort ; qu'aucun rival assoiffé de pouvoir ne viendrait lui disputer sa légitimité²⁷⁴.

En tant que techniques de gouvernement, les procédés totalitaires paraissent dans leur simplicité, d'une ingénieuses efficacité. Ils assurent non seulement un monopole absolu du pouvoir mais encore une certitude sans pareille : celle que tous les ordres seront toujours exécutés. La multitude des courroies de transmission ; la confusion de la hiérarchie assurent la complète indépendance du dictateur à l'égard de ses subordonnés et rendent possibles les brusques et surprenants revirements de la politique qui ont fait la renommée du totalitarisme. Le corps politique du pays, en raison de son caractère informe, est à l'abri de tout choc.

Les raisons pour lesquelles jamais auparavant on n'a fait preuve d'une efficacité aussi extraordinaire sont aussi simples que le dispositif lui-même. La multiplication des services détruit tout sens des responsabilités et toute compétence. ce n'est pas seulement une inflation onéreuse et improductive de l'administration mais bien une entrave à la productivité, les ordres contradictoires retardant sans cesse le travail réel jusqu'à ce que le Chef ait tranché la question par ses ordres. Le fanatisme des cadres d'élite, absolument essentiel à la bonne marche du mouvement, abolit systématiquement tout intérêt véritable pour des tâches particulières. Il engendre une disposition d'esprit dans laquelle toute action apparaît comme un moyen en vue d'une fin entièrement différente²⁷⁵. Et cet état d'esprit n'est pas seulement le fait d'une élite ; il gagne peu à peu toute la population

274 Voir les déclarations de Hitler sur la question in *Hitlers Tischgespräche*, p. 253 s. et 222 s. : le nouveau Führer devrait être élu par un "sénat" ; le principe directeur pour l'élection du Führer doit être que toute discussion entre les personnalités qui y prennent part devraient cesser tout le temps de la procédure. En trois heures la Wehrmacht, le parti et les fonctionnaire devront à nouveau être assermentés. " Il n'avait pas d'illusion sur le fait que dans cette élection du chef suprême de l'État, il pouvait ne pas toujours y avoir une personnalité de Führer hors pair pour guider le Reich." Mais cela ne comportait pas de dangers "tant que la machine elle-même fonctionnait bien".

275 Un des principes directeurs pour les S.S., formulé par Himmler lui-même s'énonce : "Aucune tâche n'existe pour elle-même." Voir Gunter d'Alquen. *Die S.S., Geschichte, Aufgabe und Organisation der Schutzstaffeln der N.S.D.A.P.*, 1939, in *Schriften der Hochschule für Politik*.

dont la vie, jusque dans ses détails les plus intimes, et la mort dépendent de décisions politiques – c'est-à-dire de causes et de motifs secrets qui n'ont rien à voir avec les actes accomplis. Les continuelles destitutions, rétrogradations, promotions rendent impossible tout travail d'équipe sérieux, empêchent qu'on en fasse l'expérience. Économiquement parlant, un travail d'esclave est un luxe que la Russie ne devait pas être en mesure de s'offrir. En un temps où les compétences techniques faisaient cruellement défaut, les camps étaient remplis "d'ingénieurs hautement qualifiés (qui) se disputaient le droit de faire des travaux de plomberie, de réparer des réveils, l'électricité et le téléphone²⁷⁶". Mais alors, d'un point de vue purement utilitaire, la Russie ne pouvait s'offrir le luxe des grandes purges qui, dans les années 30, vinrent interrompre un redressement économique longtemps attendu : non plus que l'élimination physique de l'état-major de l'Armée rouge, qui l'amena au bord de la défaite dans la guerre russo-finnoise.

En Allemagne, les choses se présentèrent de manière sensiblement différentes. Au début les nazis montrèrent une certaine tendance à garder en place les compétences techniques et administratives, à autoriser le profit dans les affaires, à dominer l'économie sans trop y intervenir. Lorsque la guerre éclata, l'Allemagne n'était pas encore complètement passée sous le joug du totalitarisme : si l'on admet que la préparation à la guerre est un objectif rationnel, on doit concéder qu'en gros jusqu'en 1942 l'économie allemande a pu fonctionner de manière plus ou moins rationnelle. En soi, la préparation à la guerre n'est pas, en dépit de son coût prohibitif²⁷⁷, contraire à l'intérêt ; car assurément il peut être

276 Voir David J. Dallin et Boris I. Nicolaevsky, *Forced Labor in Russia*, 1947, qui rapportent également que pendant la guerre lorsque la mobilisation eut créé un problème de main-d'œuvre aigu, le taux de mortalité dans les camps de travail était d'environ 40% par an. En général, ils estiment que le rendement d'un ouvrier dans les camps était inférieur de 50% de celui d'un travailleur libre.

277 Thomas Reville, *The Spoil of Europe*, 1941, estime que l'Allemagne durant la première année de la guerre était capable de couvrir entièrement les dépenses qu'elle avait engagées pour la préparer de 1933 à 1939.

"moins coûteux de s'emparer par la conquête des biens et des ressources des autres nations que de les acheter à des pays étrangers ou que de les produire à domicile²⁷⁸". Les lois économiques de l'investissement et de la production, de l'équilibre des gains et des profits et de l'épuisement des ressources ne s'appliquent plus dès lors que l'on cherche en toute occasion à renflouer une économie intérieure épuisée avec les produits du pillage des autres pays. Il est bien vrai, et le peuple allemand sympathisant en était parfaitement conscient, que le fameux slogan nazi "des canons ou du beurre" signifiait en réalité "du beurre par les canons²⁷⁹". C'est seulement en 1942 que les règles de la domination totalitaire commencèrent à primer toute autre considération.

La radicalisation commença lorsque la guerre éclata : on pourrait même avancer l'hypothèse qu'une des raisons de Hitler pour provoquer cette guerre fut la possibilité qu'elle lui donnait d'accélérer le processus d'une manière inconcevable en temps de paix²⁸⁰. Le plus étonnant dans ce processus est cependant qu'il ne fut aucunement stoppé par une défaite aussi cuisante que celle de Stalingrad ; le danger de perdre la guerre ne faisait, somme toute, qu'inciter encore davantage à jeter par-dessus bord toutes considérations utilitaires et à mettre les bouchées doubles pour tenter d'atteindre, grâce à une organisation totale et impitoyable, les buts de l'idéologie raciale totalitaire, si court que soit le temps laissé²⁸¹. Après Stalingrad, les

278 William Ebenstein, *The Nazi State*, p. 257.

279 *Ibid.* p. 270.

280 À l'appui de cette hypothèse viennent le fait que le décret portant condamnation de tous les malades fut pris le jour de la déclaration de la guerre, et davantage encore les déclarations de Hitler pendant la guerre, citées par Gœbbels. (*The Gœbbels Diaries*, éd. Louis P. Lochner, 1948) : "La guerre a rendu possible pour nous la solution de toute une série de problèmes qui n'auraient jamais pu être résolu en temps normal", et peu importe comment tournera cette guerre, "les Juifs seront certainement les perdants" (p. 314).

281 La Wehrmacht essaya bien sût à maintes et maintes reprises d'expliquer aux divers organes du parti les dangers d'une conduite de la guerre où les ordres étaient donnés sans tenir compte des nécessités militaires, civiles, ou économiques (voir par exemple Poliakov, *op. cit.* ; p. 321). Mais, même des hauts fonctionnaires nazis avaient du mal à comprendre cette négligence de tous les facteurs, économiques et militaires, de la situation. On avait beau leur répéter que "les considérations économiques devaient demeurer fondamentalement à l'écart du règlement de la question (juive)" (*Nazi Conspiracy*, VI, 402), ils continuaient à se plaindre : le grand programme

formations d'élite qui avaient été strictement séparées du peuple s'accrurent considérablement ; l'interdiction pour ceux qui servaient dans les forces armées d'appartenir au parti fut levée et le commandement militaire placé sous la tutelle de commandants S.S. : le monopole du crime, que les S.S., gardaient jalousement, fut aboli et les soldats se virent indistinctement assignés à l'exécution des massacres collectifs²⁸². Aucune considération ni militaire, ni économique, ni politique ne tint contre le lourd et coûteux programme d'extermination et de déportation de masse.

Si l'on considère les dernières années du régime nazi et cette manière de "plan quinquennal", qu'il n'eut pas le temps de mener à bonne fin et qui visait à l'extermination des peuples polonais et ukrainien, de 170 millions de Russes (comme il est mentionné dans un plan), de l'intelligentsia d'Europe occidentale (par exemple en Hollande ou en Alsace-Lorraine), aussi bien que de tous ces Allemands qui étaient voués à l'extermination par le programme de santé du Reich ou par le projet de "loi sur les étrangers", on ne peut s'empêcher de le comparer au plan quinquennal bolchevique de 1929, année où la dictature totalitaire prit vraiment figure en Russie. De vulgaires slogans eugéniques dans un cas, de pompeuses considérations sur l'économie dans l'autre furent le prélude à "une

de construction en Pologne "n'aurait pas été interrompu si les milliers de Juifs y travaillant n'avaient pas été écartés des projets d'armement. J'espère que cet... ordre sera bientôt rapporté, car la situation serait alors pire qu'elle n'est". Cet espoir de Hans Frank, le gouverneur général de la Pologne, fut aussi peu comblé que ses espérances ultérieures d'une politique militaire plus douce envers les Polonais et les Ukrainiens. Ses lamentations sont intéressantes (voir son *Journal in Nazi Conspiracy*, IV, 902 s.) parce que c'est exclusivement l'aspect anti-utilitaire de la politique nazie pendant la guerre qui l'effraie. "Une fois que nous aurons gagné la guerre, alors en ce qui me concerne, on peut bien faire de la chair à pâté des Polonais et des Ukrainiens et tous ceux qui traînent par ici...").

282 À l'origine, seules les unités spéciales des S.S. - les formations Tête de Mort – furent employées dans les camps de concentration. Ultérieurement, elles furent remplacées par les divisions armées des S.S. À partir de 1944, des unités des forces armées régulières furent également employées, mais généralement après avoir été incorporées au S.S. (Voir la déposition d'un ancien officier S.S., du camp de concentration de Neuengamme in *Nazi Conspiracy*, VII. 211). Il ressort du journal de camp de Odd Nansen, *Day after Day*, Londres, 1949, combien la présence active de la Wehrmacht se faisait sentir dans les camps de concentration. Malheureusement, il montre que ces troupes de l'armée régulière étaient au moins aussi brutales que les S.S.

prodigieux étalage de démente, au bouleversement de toutes les règles de la logique et de toutes les lois de l'économie²⁸³ .

Certes, ce n'est pas consciemment que les dictatures totalitaires se sont engagées dans la voie de la démente. Disons plutôt que notre étonnement devant le caractère gratuit des structures de l'État totalitaire naît de l'idée erronée que nous avons affaire, somme toute, à un État comme les autres – une bureaucratie, une tyrannie, une dictature. Lorsque les dirigeants totalitaires proclament que le pays où ils ont réussi à s'emparer du pouvoir n'est à leurs yeux que le quartier général temporaire du mouvement, qu'une étape dans la conquête du monde, lorsqu'ils prétendent que les victoires et les défaites se comptent en termes de siècles ou de millénaires et que les intérêts planétaires priment toujours les intérêts locaux, à l'échelle du territoire qui est le leur²⁸⁴, nous tenons ces propos pour négligeables. La fameuse phrase "le Droit est ce qui est bon pour le peuple allemand" n'était employée qu'à des fins de propagande auprès des masses. Aux Nazis on disait que le "Droit est ce qui est bon pour le mouvement"²⁸⁵, et les intérêts de l'un et de l'autre étaient loin de toujours coïncider. Les nazis ne pensaient pas que les Allemands formaient une race de seigneurs, à qui le monde appartenait ; ils pensaient au contraire que ceux-ci devaient être guidés, au même titre que toutes les autres nations, par une race de seigneurs, laquelle

283 Deutscher, *op. cit.*, p. 326. Cette citation a du poids car elle vient du plus bienveillant des biographes non communistes de Staline.

284 Les nazis se plaisaient tout particulièrement à compter en termes de millénaires. Les affirmations de Himmler selon lesquelles les S.S., ne s'intéressaient qu'aux "questions idéologiques dont l'importance se mesurait en termes de décennies et de siècles", et "qu'ils servaient une cause qui n'apparaît qu'une fois tous les deux mille ans", sont reprises, avec de légères variations, tout au long du matériel d'endoctrinement fourni par la S.S., Hauptamt-Schulungsamt (*Wesen und Aufgabe der S.S., und der Polizei*, p. 160). Pour la version bolchevique, la meilleure référence est le programme de l'Internationale communiste, tel qu'il été formulé par Staline, dès 1928, au congrès du Parti à Moscou. Particulièrement intéressante est la promotion de l'Union soviétique au rang de "base pour le mouvement mondial, de centre de la révolution internationale, de facteur le plus important de l'histoire mondiale. EN U.R.S.S., le prolétariat du monde acquiert pour la première fois une patrie..." (extrait de W. H. Chamberlain, *Blueprint for World Conquest*, 1946, où les programmes de la Troisième internationale sont reproduits textuellement).

285 Ce changement de la devise officielle se trouve dans le *Organisationsbuch der N.S.D.A.P.*, p. 7.

venait seulement de naître²⁸⁶. Ce n'étaient point les Allemands qui formaient l'aurore de cette race, mais les S.S.²⁸⁷ "L'empire germanique du monde", comme disait Himmler, ou, comme aurait plutôt dit Hitler, l'empire "aryen" du monde, n'était de toute façon pas pour demain²⁸⁸. Pour le mouvement il était plus important de démontrer qu'il était possible de fabriquer une race en anéantissant les autres "races" que de gagner une guerre aux objectifs limités. Ce qui frappe l'observateur étranger comme un "prodigieux étalage de démente" n'est que la conséquence de l'absolue primauté du mouvement non seulement sur l'État, mais aussi sur la nation, le peuple, et le pouvoir dont sont investis les dirigeants eux-mêmes. **Pourquoi l'ingénieux système du gouvernement totalitaire, avec cette concentration absolue, insurpassable du pouvoir dans les mains d'un seul individu n'avait-elle jamais été expérimentée auparavant ?** Parce qu'un tyran ordinaire ne fut jamais assez fou pour écarter toutes considérations d'intérêt limité et local – économique, national, humain, militaire – en faveur d'une réalité purement chimérique dans on ne sait quel futur lointain.

Dans la mesure où le totalitarisme au pouvoir demeure fidèle

286 Voir Heiden, *op. cit.* ; p. 722. Dans un discours qu'il tint devant les futurs leaders politiques à la Ordensburg Sonthofen le 23 novembre 1947, Hitler déclara : "Ce ne sont pas les tribus ridiculement petites, les pays exigus, les États ou les dynasties... mais seulement les races qui (peuvent) agir en conquérantes du monde. Un race, cependant – du moins au sens conscient – nous avons encore à le devenir" (voir *Hitlers Tischgespräche*, p. 445). En complète harmonie avec cette phraséologie nullement fortuite, se trouve un décret du 9 août 1941, où Hitler interdisait que l'on emploie à l'avenir l'expression de "race allemande" car cela conduirait au "sacrifice de l'idée de race en faveur d'un simple principe de nationalité, et à la destruction des importantes préconditions conceptuelles de toute notre politique en matière de race et de peuple" (*Verfügungen, Anordnungen, Bekanntgaben*.) Il est clair que le concept de race allemande aurait constitué un empêchement à la "sélection" allemande et à l'extermination des éléments indésirables qui étaient à ce moment précis projeté pour l'avenir.

287 Himmler en conséquence "forma très tôt une S.S., germanique dans les divers pays" à laquelle il disait : "Nous n'attendons pas de vous que vous deveniez allemands par opportunisme. Mais nous nous attendons assurément à ce que vous subordonniez votre idéal national à cet idéal racial et historique plus haut qu'est celui du Reich germanique" (Heiden, *op. Cit.*,). Sa tâche future serait de former grâce à la "reproduction la plus abondante" un "substratum racial" qui d'ici une vingtaine à une trentaine d'années "représenterait la totalité de l'Europe avec sa classe dirigeante" (Discours de Himmler à la réunion des généraux de brigades S.S., à Posen en 1943, in *Nazi Conspiracy*, IV, 558 s.).

288 Himmler, *ibid.*, p. 572.

aux principes originels du mouvement, on ne peut guère être surpris par les similitudes frappantes entre les procédés d'organisation du mouvement et ceux de "l'État totalitaire » ». La différence entre membres du parti et compagnons de route répartis dans des organisations de façade, loin de disparaître, prépare la "mise au pas" de toute la population, sous forme d'organisation de sympathisants. La prodigieuse inflation du nombre des sympathisants est compensée par l'attribution à une "classe" privilégiée – quelques millions de personnes^{289*} - de la force que représente le parti, et par la création d'un super-parti, fort de quelques centaines de milliers de membres, constituant les formations d'élite. La multiplication des services, le dédoublement des emplois et l'adaptation du sympathisant dans ses rapports avec la situation nouvelle signifient simplement que la structure particulière du mouvement, structure en oignon où chaque enveloppe recouvre la formation suivante, plus militante encore, est maintenue. L'appareil d'État est transformé en organisation de façade composée de bureaucrates sympathisants : pour les questions intérieures leur rôle est de répandre la confiance dans la masse des citoyens qui sont seulement coordonnés ; quant aux affaires étrangères, leur tâche est de donner le change au monde extérieur non totalitaire. Le chef, en sa double qualité de chef d'État et de guide du mouvement, réunit en sa personne une inflexibilité de militant portée à son plus haut degré et la confiance que la normalité inspire.

Une des différences les plus importantes entre le mouvement totalitaire et l'État du même nom réside en ceci que le dictateur totalitaire peut et doit pratiquer l'art du mensonge totalitaire d'une manière plus cohérente et à une plus large échelle que le chef du mouvement. C'est en partie la conséquence automatique de l'accroissement du nombre des compagnons de route ; mais il y a aussi que les déclarations d'un homme d'État ne se rétractent pas avec la même désinvolture que celles d'un chef de parti démagogue. C'est dans ce dessein que Hitler choisit de recourir sans nul détour au

289 **Le capitalisme est moins généreux...

vieux nationalisme qu'il avait dénoncé maintes fois avant son accession au pouvoir : en posant au nationaliste ardent, en soutenant que le national-socialisme n'était pas une "marchandise exportable", il apaisait les Allemands aussi bien que les non-Allemands et donnait à entendre que les ambitions nazies seraient satisfaites quand seraient satisfaites les traditionnelles revendications d'une politique étrangère allemande nationaliste – le retour des territoires cédés au traité de Versailles, l'Anschluss de l'Autriche, l'annexion des régions germanophones de Bohême. Staline de même comptait à la fois avec l'opinion publique russe et le monde non russe lorsqu'il inventa sa théorie du "socialisme dans un seul pays" et mit sur le dos de Trotski l'idée de révolution mondiale²⁹⁰ .

Mentir systématiquement au monde entier, cela ne peut se faire impunément que si les conditions d'une domination totalitaire sont réunies^{291*}, que si le caractère factice de la réalité quotidienne rend la propagande en grande partie superflue. Avant la prise de pouvoir les mouvements ne peuvent se permettre au même point de dissimuler leurs véritables desseins – après tout, ceux-ci sont faits pour inspirer des organisations de masses. Mais une fois acquise la possibilité d'exterminer les Juifs comme des punaises, au moyen de gaz toxiques, il n'est plus nécessaire de propager l'idée que les Juifs sont des punaises²⁹² ; une fois acquis le pouvoir d'enseigner l'histoire de la révolution russe sans mentionner le nom de Trotski, la propagande contre Trotski devient inutile. Mais l'usage des méthodes qui permettent d'atteindre les buts idéologiques ne peut être "attendu" que

290 Deutscher, *op. cit.*, parle de la remarquable "sensibilité de Staline à tous ces courants psychologiques souterrains... dont il se faisait lui-même le porte-parole" (p. 292). Le seul énoncé de la théorie de Trotski, "révolution permanente", résonnait comme un avertissement de mauvais augure pour une génération fatiguée... Staline en appelait directement à cette horreur du risque et de l'incertitude qui s'était emparée de nombreux bolcheviks (p. 291).

291 **Ne l'étaient-elles pas lorsque les Etats-Unis d'Amérique envahirent et attaquèrent l'Irak sous le prétexte de l'existence d'armes de destructions massives... restées introuvables ! - Voir la communication à l'ONU et la réponse de Dominique de Villepin au nom du gouvernement français (Chirac). Cette attaque qui mit la région à feu et à sang n'est pas encore résolue en 2017. elle s'est même étendue avec l'émergence de DAESH.

292 Hitler pouvait donc se permettre d'employer son cliché favori de "Juif décent" une fois qu'il avait commencé à les exterminer, à savoir en décembre 1941, dans les *Tischgespräche*, p. 346.

de ceux "dont la fermeté idéologique est absolue" – qu'ils aient acquis une telle fermeté dans les écoles du Komintern ou dans les centres spéciaux d'endoctrinement nazis – même si le public continue à être informé de ces buts. En de telles occasions il apparaît invariablement que les simples sympathisants ne réalisent jamais ce qui se passe²⁹³. Cela conduit au paradoxe que "la société secrète au grand jour" n'est jamais plus clandestine dans son caractère et dans ses méthodes qu'après avoir été reconnue comme membre à part entière dans le concert des nations. Il n'y a rien que de logique dans le refus opposé par Hitler à toutes les tentatives d'organiser le parti et même les formations d'élite sur une base clandestine avant la prise de pouvoir. Même après 1933 il ne montra guère d'empressement à faciliter la transformation des S.S., en une sorte de société secrète²⁹⁴. De même, les partis communistes sous le contrôle de Moscou, en nette opposition avec leurs prédécesseurs, montrèrent une curieuse tendance à préférer les conditions de clandestinité, même là où une complète légalité était possible²⁹⁵. Plus est visible le pouvoir du totalitarisme, plus ses véritables desseins deviennent secrets. Pour connaître les fins ultimes du régime hitlérien en Allemagne, mieux

293 Ainsi, Hitler, parlant aux membres de l'Etat-Major général (Blomberg, Frisch, Raeder) et à des civils de haut rang (Neurath, Göring) en novembre 1937 pouvait se permettre de déclarer ouvertement qu'il avait besoin d'un espace dépeuplé et de rejeter l'idée de subjuguier les peuples étrangers. Que cela mènerait automatiquement à une politique d'extermination des dits peuples, c'est ce dont, évidemment, aucun de ses auditeurs ne s'avisa.

294 Cela commença par un ordre de juillet 1934, qui élevait les S.S., au rang d'organisation indépendante au sein du N.S.D.A.P., et se continua par un décret ultra-secret d'août 1938, qui déclarait que les formations spéciales des S.S., les unités à Tête de Mort et les Troupes de Choc (*Verfügungstruppen*) n'appartenaient ni à l'armée ni à la police ; les unités à Tête de Mort devaient "tirer au clair certaines tâches spéciales de nature policière" et les Troupes de Choc "étaient une unité armée permanente à ma disposition exclusivement" (*Nazi Conspiracy* III, p. 459). Deux décrets ultérieurs d'octobre 1939, et d'avril 1940, instituèrent une juridiction spéciale pour les questions générales concernant tous les membres des S.S. (*ibid.*, II, 184). Dès lors sur toutes les brochures publiées par le service d'endoctrinement des S.S., figuraient des mentions telles que "à l'usage de la police exclusivement", "non destiné à la publication", "exclusivement destiné aux dirigeants et à ceux qui sont chargés de l'éducation idéologique". Il vaudrait la peine de dresser une bibliographie de la volumineuse littérature secrète, laquelle comprend un grand nombre de mesures législatives, imprimées durant l'ère nazie. Il est assez intéressant de constater que ne figure pas dans ce type de littérature le moindre opuscule de la S.A. : c'est probablement la preuve la plus concluante que la S.A., avait cessé d'être, après 1934, une formation d'élite.

295 Comparer Franz Borkenau, "Die neue Kominter", in *Der Monat*, Berlin 1949, Heft 4.

valait se fier aux discours de propagande et à *Mein Kampf* qu'à l'éloquence du chancelier du Troisième Reich ; de même qu'il eût mieux valu ne pas croire les phrases de Staline sur "le socialisme dans un seul pays", opportunément inventée afin de s'emparer du pouvoir après la mort de Lénine^{296*}, et prendre plus au sérieux l'hostilité dont il ne cessa de faire preuve à l'égard des pays démocratiques. Les dictateurs totalitaires ont prouvé qu'ils étaient on ne peut plus conscients du danger inhérent à leur affectation de normalité ; c'est-à-dire du danger de pratiquer une véritable politique nationaliste ou de bâtir effectivement le socialisme dans un seul pays. Ils se sont efforcés de surmonter ce danger en maintenant en permanence un écart considérable entre les paroles rassurantes et la réalité du régime, en appliquant sciemment la méthode qui consiste à faire toujours le contraire de ce que l'on dit²⁹⁷. Staline a poussé cet art de la balance, qui demande plus d'habileté que la simple routine diplomatique, à un point tel qu'une certaine modération en politique étrangère ou dans la ligne politique du Komintern était presque invariablement accompagnée de purges radicales dans les rangs du parti russe. Il faut assurément voir plus qu'une coïncidence dans le fait que la politique du Front populaire et la rédaction de la relativement libérale constitution soviétique se soient accompagnés des procès de Moscou.

La preuve évidente que les gouvernements totalitaires aspirent à conquérir le globe et à faire entrer dans leur mouvance tous les pays de la terre, se trouve de manière insistante dans la littérature bolchevique et nazie^{298*}. Cependant ces programmes idéologiques,

296 **5 mai 2017- Relire le texte lu par Brice Couturier sur France-Culture ce 5 mai 2017 vers 11h53.
Le texte est ici : <E:\Hannah ARENDT\Marxisme Kolakowski France Culture 05 05 2017.odt>

297 Les exemples sont trop manifestes et trop nombreux pour être cités. Cette tactique ne devrait cependant pas être simplement confondue avec cet immense défaut de loyauté et de sincérité que tous les biographes de Hitler et de Staline ont rapporté comme étant des traits marquants de leur personnalité.

298 **On peut en dire autant du capitalisme financier.

hérités des mouvements pré-totalitaires (des partis super-nationalistes et antisémites, et des rêves d'impérialisme pan-germanique en ce qui concerne les nazis ; du concept international de révolution socialiste dans le cas des bolcheviks) ne sont pas décisifs. Ce qui est décisif c'est que les régimes totalitaires conduisent leur politique étrangère en se fondant obstinément sur l'hypothèse qu'ils atteindront ce but à un moment ou à un autre. Jamais ils ne le perdent de vue si lointain qu'il puisse paraître, si grave que puisse être le conflit entre les exigences "idéales" et les nécessités du moment. Aucun pays n'est donc tenu par eux pour étranger : au contraire, chaque pays fait en puissance partie de leur territoire, l'accession au pouvoir, le fait que, dans un pays, le monde chimérique du mouvement est devenu une réalité tangible, crée avec les autres nations un mode de relation qui rappelle la situation du parti totalitaire sous un régime qui ne l'est pas : la réalité tangible de la fiction, soutenue par un pouvoir d'État internationalement reconnu, peut être exportée de la même manière que le mépris pour le Parlement peut être importé dans un Parlement non totalitaire. À cet égard, la "solution" proposée avant la guerre à la question juive était par excellence la marchandise d'exportation de l'Allemagne nazie : l'expulsion des Juifs permet d'exporter une bonne dose de nazisme dans les autres pays ; en forçant les Juifs à quitter le Reich sans passeport et sans argent, on donnait corps à la légende du Juif errant et en les forçant à manifester contre eux une intransigeante hostilité, les nazis avaient créé le prétexte d'une intervention passionnée dans la politique intérieure de toutes les nations²⁹⁹.

En 1940, on compris à quel point les nazis prenaient au sérieux les fantasmes de conspirateurs aussi faisaient d'eux les futurs maîtres du monde, quand malgré la nécessité, et malgré leurs chances bien trop réelles de se concilier les peuples occupés de l'Europe, ils commencèrent leur politique de dépeuplement des territoires de l'Est sans tenir compte du manque de main-d'œuvre ni des graves

299 Voir la lettre circulaire du ministre des Affaires étrangères à toutes les autorités allemandes à l'étranger de janvier 1939, in *Nazi Conspiracy*, VI, 87 s.

conséquences qui en résulteraient sur le plan militaire, et qu'ils introduisirent dans les pays occupés d'Europe occidentale³⁰⁰, en y exportant en partie le code pénal du Troisième Reich, une législation rétroactive. Il n'y avait guère de façon plus radicale de faire connaître la prétention nazie à gouverner le monde que de punir comme crime de haute trahison tout propos ou toute action hostile au Troisième Reich, sans distinction de circonstance, de lieu, ni de personne. La loi nazie traitait le monde entier comme relevant en puissance de sa juridiction^{301*} ; si bien que l'armée occupante n'est plus instrument de conquête qui apportait avec elle la nouvelle loi du conquérant , mais l'organe exécutif qui faisait respecter une loi dont on supposait l'existence déjà acquise pour tous.

Le postulat que la loi nazie valait au-delà des frontières d'Allemagne et la punition des non-Allemands étaient plus que de simple moyen d'oppression. Les régimes totalitaire ne s'effraient pas des implications logiques de la conquête du monde même si elles vont à contresens et sont au détriment des intérêts de leur propre peuple. Logiquement, il est incontestable qu'un plan de conquête du monde comporte l'abolition des différences entre la mère-patrie conquérante et les territoires conquis, aussi bien que de la distinction entre politiques étrangères et intérieures, sur laquelle sont fondées toutes les institutions et toutes les relations internationales non totalitaires. Si le conquérant totalitaire se conduit partout avec autant de brutalité que s'il était chez lui, il doit en outre traiter un conquérant aussi durement que s'il était un conquérant étranger³⁰². Et

300 En 1940 le gouvernement nazi décréta que tous les délits allant de la haute trahison à l'égard du Reich aux "propos d'agitateurs nuisibles contre les personnalités dirigeantes de l'État et du parti nazi" devraient être punis avec force rétroactive dans tous les territoires allemands occupés, qu'ils aient été le fait des Allemands ou des natifs de ces pays. Voir Giles, *op. cit.* Pour les conséquences désastreuses de la *Siedlungspolitik* nazie en Pologne et en Ukraine, voir *Trial, op. cit.*, vol. 26 et 29.

301 **2017 Il est un cas récent d'impérialisme US qui peut paraître voisin : les condamnations faites à des entreprises pour avoir commercé avec des pays sous embargo US en ayant la maladresse de faire transiter les dollars par des officines non indépendantes des USA. (cf ; la condamnation e la BNP 201 ou 2016?)

302 L'expression est de Kravchenko, *op. cit.*, p. 303, qui, décrivant la situation en Russie après la grande purge de 1936-1938 remarque : "Un conquérant étranger eût-il en main les rouages de la

il est parfaitement vrai que le mouvement totalitaire s'empare du pouvoir tout à fait dans le même esprit qu'un conquérant étranger qui occupe un pays et le gouverne non pas pour son propre bien mais au profit de quelque chose ou de quelqu'un d'autre. Les nazis se comportèrent comme des conquérants étrangers en Allemagne lorsque, à l'encontre de tous les intérêts nationaux, ils essayèrent, non sans un certain succès, de transformer leur défaite en une catastrophe finale pour tout le peuple allemand. De même, ils avaient bien l'intention en cas de victoire, de poursuivre leur politique d'extermination dans les rangs des Allemands "racialement inaptes"³⁰³.

Une semblable attitude semble avoir inspiré la politique étrangère soviétique après la guerre. Le coût de l'agressivité de celle-ci fut prohibitif pour le peuple russe lui-même : elle conduisit à renoncer au grand prêt américain de l'après-guerre qui aurait permis à la Russie de reconstruire les zones dévastées et d'industrialiser le pays d'une manière rationnelle et productive. L'installation des gouvernements communistes un peu partout dans les Balkans et l'occupation de vastes territoires à l'Est, loin d'être un profit substantiel, amenuisèrent encore davantage les ressources de la Russie. Mais cette politique servait sans doute les intérêts du mouvement bolchevique, qui s'est étendu à presque la moitié du monde habité.

Comme un conquérant étranger, le dictateur totalitaire considère les richesses naturelles et industrielles de chaque pays, y compris le sien, comme une source de pillage et un moyen de préparer la prochaine étape de l'expansion agressive. Étant donné que

vie soviétique... que le changement eût difficilement pu être plus brutal ou plus cruel."

303 Hitler projetait pendant la guerre d'instituer une loi nationale sur la santé : "après examen national aux rayons X, le Führer doit donner une liste des personnes malades, notamment de celles qui souffrent des poumons et du cœur. Sur la base de la nouvelle loi sur la Santé du Reich... ces familles ne pourront plus séjourner parmi le public et n'ont plus le droit de procréer. Ce qu'il adviendra d'elles, des ordres ultérieurs du Führer en décideront". On n'a pas besoin de faire preuve de beaucoup d'imagination pour deviner quels eussent été ces ordres ultérieurs. Le nombre des personnes qui n'auraient plus eu le droit de "séjourner parmi le public" aurait formé une portion considérable de la population allemande (*Nazi Conspiracy*, VI, 175).

cette politique économique de spoliation systématique est poursuivie pour le bien du mouvement et non pour celui de la nation, ni le peuple ni le territoire, en tant que bénéficiaires en puissance, ne sont en mesure de fixer un point de saturation au processus. Le dictateur totalitaire est comme un conquérant étranger qui ne vient de nulle part, et le produit de son pillage à des chances de ne profiter à personne. La répartition du butin ne se calcule pas en fonction d'un renforcement de l'économie intérieure du pays mais uniquement d'une manœuvre tactique opportune. Pour les questions économiques, les régimes totalitaires sont aussi bien chez eux dans leurs pays que les fameux nuages de sauterelles. Le fait que le dictateur totalitaire gouverne son propre pays comme un conquérant étranger aggrave les choses car il ajoute au caractère impitoyable du régime une efficacité qui fait visiblement défaut aux tyrannies s'exerçant en milieu étranger. La guerre que Staline mena contre l'Ukraine au début des années 30 fut deux fois plus efficace que l'invasion et l'occupation affreusement sanglantes de la Russie par les Allemands³⁰⁴. C'est pourquoi le totalitarisme préfère les gouvernements Quisling^{305*} à la domination directe malgré les dangers évidents de tels régimes.

L'ennui avec les régimes totalitaires n'est pas qu'ils manipulent le pouvoir politique d'une manière particulièrement impitoyable, mais que, derrière leur politique, se cache un concept entièrement nouveau, sans précédent, du pouvoir ; de même que derrière leur

304 Le nombre total des morts russes en quatre années de guerre se situe selon les estimations en 12 et 21 millions. En une seule année Staline extermina, rien qu'en Ukraine, environ 8 millions de gens (évaluation approximative). Voir *Communism in action*. U.S. Government. Washington, 1946, House Document n° 754, p. 140-141. à la différence du régime nazi qui tenait une comptabilité plutôt rigoureuse du nombre de ses victimes, il n'existe pas de chiffres certains pour les millions de gens qui furent tués dans le système russe. Néanmoins l'estimation suivante, citée par Souvarine, *op. cit.*, p. 669, a quelque poids, dans la mesure où elle provient de Walter Krivitsky, qui avait directement accès aux renseignements contenus dans les dossiers de la Guépéou. Selon ces chiffres le recensement de 1937, dont les statisticiens soviétiques attendaient qu'il atteigne 171 millions de personnes, montra qu'il n'y en avait en réalité que 145 millions. Cela ferait apparaître un déficit démographique de 26 millions, chiffre qui n'inclut pas les pertes citées ci-dessus.

305 ** *Quisling* : collaborateur ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernement_national_\(Norvège\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernement_national_(Norvège))) - lire note 31.

Realpolitik se trouve un concept entièrement nouveau, sans précédent, de la réalité. Suprême dédain des conséquences immédiates plutôt qu'inflexibilité ; absence de racines et négligence des intérêts nationaux plutôt que nationalisme ; mépris des considérations d'ordre utilitaire plutôt que poursuite inconsidérée de l'intérêt personnel ; "idéalisme", c'est-à-dire foi inébranlable en un monde idéologique factice, plutôt qu'appétit du pouvoir – tout cela a conduit dans la politique internationale un facteur nouveau, plus troublant que n'aurait pu l'être l'agressivité pure et simple.

Le pouvoir, tel que le conçoit le totalitarisme, réside exclusivement dans la force produite par l'organisation. Staline ne voyait dans chaque institution, indépendante de sa fonction réelle, qu'une "courroie de transmission entre le parti et le peuple"³⁰⁶. Il croyait sincèrement que les plus précieux trésors de l'Union soviétique n'étaient pas les richesses de son sol ou la capacité de production de son énorme main-d'œuvre, mais les "cadres" du Parti³⁰⁷ (par exemple, la police). Comme lui, Hitler, dès 1929, voyait "la grande œuvre" du mouvement dans le fait que "soixante mille hommes" étaient devenus, quand on les regardait de l'extérieur, presque une seule personne, que ces membres sont en vérité uniformes, non seulement par les idées, mais même par l'expression du visage qui est presque semblable. "Regardez ces yeux rieurs cet enthousiasme fanatique et vous découvrirez ... comment une centaine de milliers d'hommes dans un mouvement arrivent à avoir un seul et même type"³⁰⁸. Toute association, jadis présente à l'esprit de l'homme occidental, entre pouvoir et biens terrestres, opulence, trésors et richesses, a été dissoute en une sorte de mécanisme

306 Deutscher, *op. cit.*, p. 256.

307 B. Souvarine, *op. cit.*, p. 305, rapporte ces mots de Staline au moment où la terreur battait son plein en 1937 : "Vous devez vous hausser jusqu'à comprendre que, de tous les biens précieux existant au monde, les plus précieux et les plus décisifs sont les cadres." Tous les récits montrent qu'en Russie soviétique la police secrète doit être considérée comme la véritable formation d'élite du Parti. Caractéristique est le fait que dès le début des années 20 les agents du N.K.V.D. Ne furent plus recrutés sur la base du volontariat", mais choisis dans les rangs du parti. De plus, "le N.K.V.D., ne pouvait être choisi comme une carrière" (voir Beck et Godin, *op. cit.*, p. 160).

308 Tiré de Heiden, *op. cit.*, p. 311.

immatériel, dont chaque mouvement engendre du pouvoir comme le frottement ou les courants galvaniques engendrent de l'électricité. La distinction totalitaire des États entre pays propriétaires et pays prolétaires est plus qu'un truc démagogique ; ceux qui la font sont effectivement persuadés que le pouvoir qui vient des biens matériels est négligeable ; que seul est véritable celui qui repose sur le mode de développement du pouvoir d'organisation. Pour Staline, la croissance et le développement ininterrompu de l'encadrement policier étaient incomparablement plus important que le pétrole de Bakou, le charbon et le minerai de l'Oural, les céréales d'Ukraine et les trésors que recelait en puissance la Sibérie – bref que le plein développement du potentiel russe. C'est le même état d'esprit qui conduisit Hitler à sacrifier toute l'Allemagne à l'encadrement S.S. : il prit conscience de la défaite sous les décombres et que la puissance industrielle dut détruite, mais seulement à la nouvelle qu'on ne pouvait plus compter sur les troupes S.S.³⁰⁹ Pour un homme qui croyait à l'omnipotence de l'organisation contre toutes les données simplement matérielles ; qui, en outre, évaluait en siècle la victoire éventuelle de son entreprise, la défaite ne résidait pas dans une catastrophe militaire ni dans la menace de famine pour la population mais uniquement dans la destruction des formations d'élite qui étaient censées, de génération en génération, mener jusqu'à son terme -si terme il y avait – la conspiration pour la domination du monde.

Le caractère informe de l'État totalitaire, son ignorance délibérée des intérêts matériels, son affranchissement à l'égard du mobile du profit, ses comportements non utilitaires en général, ont contribué, plus que tout autre facteur, à rendre la politique contemporaine pratiquement imprévisible. L'inaptitude du monde non totalitaire à saisir une mentalité qui fonctionne indépendamment de toute action calculable en termes d'hommes et de matériel, qui est complètement indifférente à l'intérêt national et au bien-être de son

309 Selon les récits concernant l'ultime réunion, Hitler décida de se suicider après avoir appris qu'on ne pouvait plus compter sur les troupes S.S. Voir H.R. Trevor-Roper, *The Last Days of Hitler*, 1947, p. 116 s.

peuple, apparaît en un curieux dilemme où est enfermé le jugement : ceux qui comprennent bien la terrible efficacité de l'organisation et de la police totalitaires ont tendance à surestimer la puissance matérielle des pays totalitaires ; ceux, au contraire, qui comprennent la ruineuse inefficacité de l'économie totalitaire sont bien près de sous-estimer le pouvoir virtuel qui peut naître dans le dédain de tous les facteurs matériels.

2. La police secrète

Jusqu'à présent, nous ne connaissons que deux formes authentiques de domination totalitaire : la dictature du national-socialisme après 1938, et celle du bolchevisme depuis 1930. Ces formes de domination diffèrent fondamentalement de toutes les autres espèces de régime dictatorial, despotique ou tyrannique. Si réel que soit le lien de filiation qui les rattache aux dictatures de parti, leurs traits, en ce qu'ils ont d'essentiellement totalitaires, sont nouveaux et ne peuvent être rapportés aux systèmes à parti unique. Le but des systèmes à parti unique n'est pas seulement de s'emparer de l'appareil gouvernemental : il est aussi, par la nomination à tous les postes de membres du parti, de sorte qu'après la prise du pouvoir le parti devienne une sorte d'organisme de propagande en faveur du gouvernement. Ce système n'est total qu'en un sens négatif : le parti dirigeant ne tolère l'existence d'aucun autre parti d'aucune opposition, d'aucune liberté d'opinion politique. Une fois au pouvoir une dictature de parti laisse intact le rapport de forces qui existait originellement entre l'État et le parti. Le gouvernement et l'armée exercent le même pouvoir que précédemment. La "révolution" consiste uniquement en ceci que les postes gouvernementaux sont dorénavant occupés par des membres du parti. Dans tous les cas semblables, le pouvoir du parti repose sur un monopole garanti par

l'État et le parti ne possède plus sont centre de pouvoir autonome.

La révolution instaurée par les mouvements totalitaires après qu'ils se sont emparés du pouvoir est d'une nature autrement plus radicale. Dès le début, ils œuvrent à maintenir les différences essentielles entre l'État et le mouvement, à empêcher que les institutions "révolutionnaires" du mouvement ne soient absorbées par le gouvernement³¹⁰. La difficulté qu'il y a à se saisir de l'appareil étatique sans se confondre avec lui est levée : il suffit de limiter à ceux dont l'importance est secondaire pour le mouvement, le droit de s'élever dans la hiérarchie de l'État. Tout le pouvoir réel est investi dans les institutions du mouvement, et se trouve en dehors des appareils étatiques et militaires. C'est à l'intérieur du mouvement, qui demeure le centre agissant du pays, que toutes les décisions sont prises. L'administration officielle n'est bien souvent même pas avertie de ce qui se trame. Les membres du parti dont l'ambition était de s'élever au poste de ministre ont tous sans exception payé d'aussi "bourgeoises" aspirations : ils ont perdu leur influence sur le mouvement en même temps que la confiance des chefs.

Le totalitarisme au pouvoir use de l'État comme d'une façade, destinée à représenter le pays dans le monde non totalitaire. Comme tel, l'État totalitaire est l'héritier logique du mouvement du même nom, auquel il emprunte son organisation et sa structure. Les dirigeants totalitaires traitent avec les gouvernements non totalitaires de la même façon qu'ils traitaient avec les partis du Parlement ou les fonctions internes du parti avant d'accéder au pouvoir. Les voilà de nouveau affrontés au double problème de protéger le monde factice du mouvement (ou le pays totalitaire) de l'impact des faits tout en offrant aux regards du monde extérieur normal le visage de la

310 Hitler fit de fréquents commentaires sur les relations entre l'État et le parti, et il insista toujours sur le fait que ce n'était pas l'État, mais la race, ou "la communauté unie du peuple", qui revêtait une importance capitale. (Cf. le discours cité plus haut, réimprimé en guise d'annexe aux *Tischgespräche*.) Dans son discours au Nuremberg Parteitag de 1935, il donna de cette théorie l'expression la plus condensée " Ce n'est pas l'État qui nous commande, c'est nous qui commandons à l'État." Il va de soi qu'en pratique de tels pouvoirs de commandement ne sont possibles que si les institutions du parti demeurent indépendantes de celles de l'État.

normalité et du bon sens.

Au-dessus de l'État et derrière les façades du pouvoir apparent, dans le dédale des multiples services, sous-jacent à tous les déplacements d'autorité et dans le chaos de l'inefficacité, se trouvait le noyau du pouvoir dans le pays : les services super-efficaces et super-compétents de la police secrète³¹¹. L'accent mis sur la police comme unique organe du pouvoir, et, en regard, l'ignorance délibérée du potentiel apparemment plus considérable de l'armée – faits caractéristiques de tous les régimes totalitaires – peuvent encore s'expliquer en partie par l'aspiration totalitaire à gouverner le monde, par l'abolition consciente de la différence entre pays étranger et patrie, entre affaires étrangères et intérieures. Les forces armées, entraînées à combattre un agresseur étranger, ont toujours été un instrument douteux dans des perspectives de guerre civile : c'est que même dans une situation totalitaire elles ont du mal à considérer leur propre peuple avec les yeux d'un conquérant étranger³¹². Plus important à cet égard est cependant le fait que leur valeur devient douteuse, même en temps de guerre. Puisque le dirigeant totalitaire oriente sa politique en fonction d'un hypothétique gouvernement aussi du monde, il traite les victimes de son agression aussi durement que des rebelles, coupables de haute trahison : il préfère donc gouverner les territoires à l'aide de la police et non des forces armées.

Même avant de s'emparer du pouvoir, le mouvement possède une police secrète et un service d'espionnage avec des ramifications dans divers pays^{313*}. Plus tard ses agents reçoivent plus d'argent et d'autorité que les services de renseignements réguliers de l'armée et son souvent les chefs secrets des ambassades et des consulats

311 Otto Gauweiler, *Liechtensteinoise und Rechtsaufgaben der Bewegten*, 1939, notait expressément que la position spéciale de Himmler en tant que Reichführer-S.S., et chef de la police allemande reposait sur le fait que l'administration de la police avait réalisé "une authentique unité du parti et de l'État", que l'on essaya d'atteindre nulle part ailleurs dans le gouvernement.

312 Pendant les révoltes des paysans des années 20 en Russie, Vorochilov refusa, dit-on d'accorder le soutien de l'Armée rouge ; cela amena la création de divisions spéciales de la Guépéou pour les expéditions punitives. Voir Ciliga, *op. cit.*, p. 95.

313 **N'en est-il pas de même des USA avec la CIA qui opère dans tous les pays ou presque en cherchant à les déstabiliser (cf. Amérique latine : Chili sous Neruda, Amérique Centrale...)

étrangers³¹⁴. Ses tâches principales sont de constituer des cinquièmes colonnes, de diriger les ramifications du mouvement, d'influencer les politiques intérieures des pays respectifs, et d'une manière générale de tout préparer pour le moment où le dirigeant totalitaire – après renversement du gouvernement ou victoire militaire – pourra ouvertement se sentir chez lui. En d'autres termes, les ramifications internationales de la police secrète sont les courroies de transmission qui permettent de transformer la politique apparemment étrangère de l'État totalitaire en affaire virtuellement intérieure du mouvement totalitaire.

Cependant ces fonctions que remplit la police secrète, en vue de préparer l'utopie totalitaire d'une domination mondiale, sont secondaires par rapport à celles que requiert la réalisation présente de la fiction totalitaire dans un seul pays. Le rôle dominant de la police secrète dans la politique intérieure des pays totalitaires a naturellement été pour beaucoup dans la conception erronée que le sens commun s'est faite du totalitarisme. Tous les despotismes s'appuient sur les services secrets et se sentent beaucoup plus menacés par leur propre peuple que par tout autre. Toutefois, cette analogie entre totalitarisme et despotisme ne vaut que pour les phases liminaires du règne totalitaire, tant que subsiste une opposition politique. À cet égard comme aux autres, le totalitarisme tire avantage des conceptions fausses des non-totalitaires et les encourage consciemment, si peu flatteuses qu'elles puissent être. Himmler, dans son fameux discours devant l'état-major de la Reichswehr en 1937, assumait le rôle d'un tyran ordinaire lorsqu'il expliqua l'inflation constante des forces de police par la nécessité d'assumer l'existence "d'un quatrième théâtre d'opérations en cas de guerre, à l'intérieur de l'Allemagne³¹⁵". Staline, presque au même moment, réussit en partie à convaincre la vieille garde bolchevique – il avait besoin que celle-

314 En 1935, les agents de la Gestapo à l'étranger recevaient 20 millions de marks alors que le service d'espionnage régulier de la Reichswehr devait s'accommoder d'un budget de 8 millions. Voir Pierre Dehillotte, *Gestapo*, Paris, 1940, p. 11.

315 Voir *Nazi Conspiracy*, IV, 616 s.

ci le "confesse" – qu'une menace de guerre pesait sur l'Union soviétique : les circonstances étaient donc graves et le pays devait rester uni, même derrière un despote. L'aspect le plus frappant de ces déclarations était qu'elles furent toutes deux faites après l'extinction de toute opposition politique : ainsi les services secrets continuèrent à se développer alors qu'il n'y avait en vérité plus d'opposants à espionner. Quand vint la guerre, Himmler n'eut besoin, ni ne fit l'usage, des troupes S.S., en Allemagne, sinon que le fonctionnement des camps de concentration et la surveillance du travail forcé étranger. Le gros de l'armée S.S., servit sur le front de l'Est où elle fut utilisée à des "tâches spéciales" – ordinairement les massacres – et au renforcement d'une politique qui allait souvent à l'encontre de la hiérarchie nazie, tant militaire que civile. Comme la police secrète en Union soviétique, les formations S.S., arrivaient ordinairement après que les militaires avaient pacifié le territoire conquis et étaient venus à bout de la franche opposition politique.

Dans les premières phases d'un régime totalitaire, cependant, la police secrète et les formations d'élite du parti continuent à jouer un rôle semblable à celui qu'elles jouaient sous d'autres formes de dictature, dans les régimes de terreur bien connus du passé. L'excessive cruauté de leurs méthodes n'est sans égale que dans l'histoire modernes d'Occident. La première étape, le débusquage des ennemis secrets de la traque des anciens adversaires s'accompagne en générale de l'embrigadement de la population entière dans des organisations de façade et de la rééducation des anciens membres du parti pour les services d'espionnage volontaires : ainsi les sympathies plutôt douteuses des sympathisants embrigadés n'ont pas à donner d'inquiétudes aux cadres spécialement entraînés de la police. C'est à ce stade qu'un voisin devient peu à peu un ennemi, plus dangereux que les agents officiellement désignés de la police, pour celui qui, par hasard, nourrit "des pensées dangereuses". La fin de la première phase intervient avec la liquidation de toute résistance organisée, ouverte et secrète. On peut en fixer la date en 1935 environ pour

l'Allemagne et approximativement à 1930 en ce qui concerne la Russie soviétique.

Une fois que l'extermination des ennemis réels a été achevée et qu'a commencé la chasse aux "ennemis objectifs", alors seulement la terreur devient la substance réelle des régimes totalitaires. Sus le prétexte de bâtir le socialisme en un seul pays, ou d'utiliser un territoire donné comme laboratoire pour une expérience révolutionnaire, ou encore de réaliser la *Volksgemeinschaft*, la seconde prétention du totalitarisme, le prétention de la domination totale, se traduit dans les faits. Et, bien que, théoriquement, la domination totale ne soit possible qu'à condition d'avoir étendu son règne au monde entier, les régimes totalitaires ont prouvé que cette partie de l'utopie totalitaire pouvait être réalisés presque à la perfection, car elle est temporairement indépendante de la défaite ou de la victoire. Ainsi Hitler pouvait-il se réjouir, au milieu des revers militaires, de l'extermination des Juifs et de la mise en place d'usine de mort. Peu importe le résultat final : sans la guerre il n'aurait jamais été possible de "brûler les ponts" et de réaliser certains objectifs du mouvements totalitaire³¹⁶.

Les formations délite du mouvement nazi et les "cadres" du mouvement bolchevique œuvraient pour la domination totale plus que pour la sécurité du régime au pouvoir. Tout comme la prétention totalitaire à régir le monde est, en apparence seulement, de même nature que l'expansion impérialiste, ainsi le prétention à la domination totalitaire *semble* seulement familière à celui qui étudie le despotisme. Si la différence majeure entre l'expansion totalitaire et l'expansion impérialiste tient à ce que la première ne reconnaît aucune différence majeure entre une police secrète despotique et une police secrète totalitaire tient à ce que la seconde ne fait pas la chasse aux pensées secrètes et n'use pas de la vieille méthode des services secrets, la provocation³¹⁷.

316 Voir note 62 (nombre à recaler) ..."à l'appui de cette hypothèse viennent le fait que..."

317 Maurice Laporte, *Histoire de l'Okhrana*, Paris 1935, appelle à juste titre la méthode de la provocation, "la première pierre" de l'édifice de la police secrète (p. 19).

Étant donné que la police secrète totalitaire se met à l'œuvre après la pacification du pays, elle apparaît toujours comme entièrement superflue à tous les observateurs étrangers – à moins qu'au contraire elle ne les incite à imaginer à tort l'existence d'une résistance secrète³¹⁸. L'inutilité des services secrets n'a rien de nouveau. Ceux-ci ont toujours été obsédés par le besoin de prouver leur utilité et de garder leur place, une fois accomplie la tâche pour laquelle ils ont été créés. Les méthodes employées à cette fin ont fait de l'étude historique des révolutions une entreprise plutôt difficile. Il apparaît, par exemple, que sous le règne de Louis-Napoléon il n'y eut pas une seule action gouvernementale qui n'eut été inspirée par la police secrète elle-même³¹⁹. De la même façon, le rôle des agents secrets dans tous les partis révolutionnaires de la Russie tsariste donne fortement à penser que sans leurs "suggestives" actions provocatrices le cours du mouvement révolutionnaire russe eût été bien moins jalonné de succès³²⁰. En d'autres termes, la provocation contribua autant à maintenir la continuité de la tradition qu'à briser à maintes reprises l'organisation révolutionnaire.

En Russie soviétique, la provocation, loin d'être l'arme secrète de la police secrète, a été utilisée comme méthode publique la plus largement propagée du régime pour prendre la température de l'opinion publique. La répugnance de la population à profiter des invites qui lui sont périodiquement faites à critiquer, ou à réagir aux intermèdes "libéraux" dans le régime de la terreur, montre que de tels gestes sont compris au niveau des masses comme une provocation. La provocation est bien sûr devenue la version totalitaire des consultations électorales.

318 Intéressantes sont à cet égard les tentatives faites par les fonctionnaires civils nazis pour réduire en Allemagne la compétence et le personnel de la Gestapo en se fondant sur le fait que la nazification du pays avait désormais été réalisée. Himmler, qui à ce moment voulait au contraire développer les services secrets (1934 environ), dut en conséquence exagérer le danger venant des "ennemis de l'intérieur". Voir *Nazi Conspiracy*, II, 259 ; V, 205 ; III, 547.

319 Voir Galtier-Boissière. *Les Mystères de la police secrète française*, 1938, p. 234.

320 Il semble après tout que ce ne fut nullement par accident que l'Okhrana inaugura en 1880 une période d'activité révolutionnaire inégalée en Russie. Afin de prouver son utilité, il fallait à l'occasion organiser des meurtres, et ses agents "servaient malgré eux les idées de ceux qu'ils dénonçaient...Qu'une brochure fût distribuée par un membre de la police, ou que l'exécution d'un ministre fût organisée par un Azev, le résultat était le même" (M. Laporte, *op. cit.*, p. 25). Bien plus, les plus importantes exécutions – Stolypine et von Plehve – semblent avoir été le fait de la police. Décisif pour la tradition révolutionnaire est le fait qu'en période de calme les membres de la police devaient "exciter les énergies et stimuler le zèle" des révolutionnaires (*ibid.* p. 71).

Voir également Bertram D. Wolfe, *Three Who Made a Revolution ; Lenin, Trotsky, Stalin*, 1948, qui appelle ce phénomène "socialisme de la police".

Le rôle ambigu de la provocation est peut-être une des raisons qui incitèrent les dirigeants totalitaires à l'écarter. En outre, l'usage de la provocation implique nécessairement l'hypothèse que le soupçon ne suffit pas à entraîner l'arrestation et le châtiment. Aucun dirigeant totalitaire n'a, c'est évident, jamais songé à des situations où ils devraient recourir à la provocation pour prendre au piège un ennemi supposé. Mais plus important que ces considérations techniques est le fait que le totalitarisme a défini idéologiquement ses ennemis avant de s'emparer du pouvoir : ainsi les catégories de "suspects" n'étaient-elles pas établies en fonction des renseignements de la police ; ainsi les Juifs d'Allemagne nazie n'étaient-ils pas plus que les descendants des anciennes classe dirigeantes en Russie soviétique, suspects d'activités hostiles : ils s'étaient vu déclarer ennemis "objectifs" du régime, conformément à l'idéologie de celui-ci. La différence majeure entre la police secrète despotique et la police secrète totalitaire est celle qui sépare le "suspect" de "l'ennemi objectif". Ce dernier se définit en fonction de la ligne politique du gouvernement et non par le désir qu'il a de la renverser³²¹. Il n'est jamais un individu dont les pensées dangereuses doivent être provoquées ou dont le passé justifie les soupçons qui pèsent sur lui ; il est un "porteurs de tendances" comme d'autres sont porteurs d'une maladie³²². Concrètement, le dirigeant totalitaire agit comme un homme qui en insulte un autre avec opiniâtreté, jusqu'à ce que tout

321 Hans Frank, qui devint plus tard gouverneur de la Pologne, établit une différence typique entre une personne "dangereuse pour l'État", et une personne "hostile à l'État". La première dénomination implique une qualité objective indépendante de la volonté et du comportement ; la police politique nazie n'est pas seulement concernée par les actes hostiles à l'État mais par "toutes les tentatives – quel que soit leur but – qui par leurs effets mettent en dangers l'État". Voir *Deutsches Verwaltungsrecht*, p. 420-430. Traduction extraite de *Nazi Conspiracy* IV, 881 s. Dans les termes de Maunz, *op. cit.*, p. 44 : "En éliminant les personnes dangereuses, les mesures de sécurité... visent à préserver l'État d'un danger pour la communauté nationale, indépendamment de tout délit qui a pu être commis par ces personnes. C'est question de se préserver d'un danger *objectif*".

322 R. Hoehn, un juriste nazi, membre des S.S., dans une notice nécrologique sur Reinhart Heydrich, qui, avant de gouverner la Tchécoslovaquie, avait été l'un des plus proches collaborateurs de Himmler, dit qu'il considérait ses adversaires "non comme des individus, mais comme des porteurs de tendances mettant l'État en danger et, par conséquent, comme des parias de la communauté nationale". In *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 6 juin 1942 ; tiré de E. Kohn-Bramstedt, *Dictatorship and Political Police*, Londres 1945.

le monde sache que ce dernier est son ennemi : alors il peut, avec quelques chances d'être cru, aller le tuer en invoquant la légitime défense. C'est assurément un peu sommaire, mais cela marche – comme chacun le sait, qui a eu l'occasion d'observer comment certains arrivistes heureux éliminent leurs rivaux.

L'introduction de la notion "d'ennemi objectif" est bien plus décisive pour les régimes totalitaires que la définition idéologique des catégories qui lui correspondent. Si ce n'était que la haine des Juifs ou des bourgeois, les régimes totalitaires pourraient, après la perpétration d'un unique et gigantesque crime, en revenir, comme avant, à des règles de vie et de gouvernement normales. Comme on le sait, c'est l'inverse qui est vrai. La classe des ennemis objectifs survit aux premiers adversaires, idéologiquement définis, du mouvement. De nouveaux ennemis objectifs sont découverts au gré des changements de conjoncture. Ainsi les nazis, devant l'achèvement prochain de l'extermination des Juifs, avaient-ils pris les premières dispositions nécessaires pour la liquidation du peuple polonais, tandis que Hitler allait jusqu'à projeter de décimer certaines catégories d'Allemands³²³. Ainsi les bolcheviks qui s'en étaient d'abord pris aux descendants des anciennes classes dirigeantes, appliquèrent-ils à plein leur terreur contre les koulaks (début des années 30) ; ceux-ci furent bientôt suivis par les Russes d'origine polonaise (entre 1936 et 1938), les Tartares et les Allemands de la Volga pendant la guerre, les anciens prisonniers de guerre et les unités d'occupation de l'Armée rouge après la guerre, et la communauté juive de Russie après la formation d'un État juif. Le choix de telles catégories n'est jamais tout à fait arbitraire : étant

323 Dès 1941, au cours d'une réunion d'État-major dans le quartier générale de Hitler, on proposa que soient appliquées à la population polonaise les réglementations par lesquelles on avait préparé les Juifs aux camps d'extermination : changement de nom pour ceux qui étaient d'origine allemande ; peines de mort pour les rapports sexuels entre Allemands et Polonais (*Rassenschande*) ; obligation de porter en Allemagne l'insigne P semblable à l'étoile jaune pour les Juifs. Voir *Nazi Conspiracy*, VII, 237 s., et le journal de Hans Frank in *Trail, op. cit.*, XXIV, 683. Naturellement les Polonais commencèrent très tôt à s'inquiéter du sort qui serait le leur, une fois terminée l'extermination des Juifs (*Nazi Conspiracy*, IV, 916). Pour les projets de Hitler concernant le peuple allemand, voir la note 80 ... "Hitler projetait pendant la guerre d'instituer une loi nationale sur la santé...."

donné qu'on les fait connaître du public et qu'on s'en sert à des fins de propagande à l'étranger, elles doivent pouvoir faire figure d'ennemis plausibles. Le choix d'une catégorie déterminée peut même être dû à certains besoins que ressent le mouvement en matière de propagande, afin de s'élargir : ainsi en est-il, par exemple, de l'apparition entièrement nouvelle de l'antisémitisme gouvernemental en Union soviétique ; sans doute comptait-elle par là s'attirer des sympathies dans les pays satellites d'Europe. Les procès à grand spectacle où sont requis des aveux subjectifs de culpabilité de la part d'ennemis "objectivement" identifiés s'inscrivent dans la même ligne. Les meilleures représentations sont celles où se produisent ces acteurs qui ont reçu un endoctrinement totalitaire : cela les rend en effet capable de comprendre "subjectivement" leur propre nocivité "objective" et d'avouer "pour le bien de la cause"³²⁴. Le concept "d'ennemi objectif", dont l'identité varie au gré des circonstances – si bien que, sitôt une catégorie liquidée, la guerre peut être déclarée à une autre – correspond exactement à la situation de fait répétée tant et tant de fois que les dirigeants totalitaires : leur régime n'est, en aucun sens traditionnel, un gouvernement ; il est un *mouvement*, qui dans sa progression ne cesse de buter sur de nouveaux obstacles à éliminer. Pour autant que quelque-un puisse, à l'intérieur du système totalitaire, parler d'une pensée juridique, son idée centrale est celle "d'ennemi objectif".

Étroitement lié à cette métamorphose du suspect en ennemi objectif est le changement de position de la police secrète dans l'État totalitaire. Les services secrets ont toujours été appelés à juste titre un État dans l'État, et non seulement dans les régimes despotiques, mais

324 Beck et Godin, *op. cit.*, p. 87, parlent des "caractéristiques objectives" qui entraînaient l'arrestation en U.R.S.S. ; parmi elles figurait l'appartenance au N.K.V.D. (p ; 153). Une intime connaissance subjective de la nécessité objective de l'arrestation et de l'aveu pourrait très facilement se constituer grâce à tous les anciens membres de la police secrète. Dans les termes d'un ex-agent du N.K.V.D., cela donne : "Mes supérieurs me connaissent suffisamment moi et mon travail ; et si le parti et le N.K.V.D. Requièrent maintenant de moi que je fasse de tels aveux, c'est qu'ils doivent avoir de bonnes raisons d'agir de la sorte. Mon devoir en tant que loyal citoyen soviétique est de ne pas me soustraire à l'aveu que l'on requiert de moi" (*ibid.*, p. 231).

aussi sous des gouvernements constitutionnels ou semi-constitutionnels. La simple possession d'informations secrètes a toujours conféré à ce secteur une supériorité décisive sur tous les autres secteurs de l'administration ; elle a toujours constitué une menace ouverte pour les membres du gouvernement³²⁵. Le police totalitaire, au contraire, est dans une totale dépendance à l'égard des volontés du chef : lui seul peut décider qui sera le prochain ennemi en puissance et peut aussi bien désigner comme le fit Staline les cadres de la police à la liquidation. Car ceux-ci, depuis que la police s'est vu interdire l'usage de la provocation, ont été privés des moyens leur permettant de perpétuer leur indépendance à l'égard du gouvernement. Ils sont tombés, en ce qui concerne la sécurité de leurs emplois, dans une complète sujétion à l'égard des autorités supérieures. Comme l'armée dans un État non totalitaire, la police se contente dans un État totalitaire d'exécuter la politique prescrite : elle a perdu toutes les prérogative qui étaient les siennes dans les bureaucraties de type despotique³²⁶.

La tâche de la police totalitaire n'est pas de découvrir les crimes mais de passer à l'action quand le gouvernement décide de faire arrêter une certaine catégorie de la population. Politiquement elle se distingue surtout par le fait qu'elle est seule à partager les secrets de l'autorité suprême, que seule elle sait sur quelle ligne politique sera mis l'accent. Cela ne vaut pas que pour les questions de haute politique, comme la liquidation d'une classe toute entière ou d'un groupe ethnique (les cadres de la Guépéou étaient seuls à connaître les véritables buts du gouvernement soviétique au début des année 30, de même que les S.S., étaient seuls à savoir, au début des années 40, que les Juifs devaient être exterminés) ; en vérité, c'est

325 Cet état de choses est bien connu en France, où les ministres vivent dans la crainte perpétuelle des "dossiers" secrets de la police. Pour la situation en Russie tsariste, voir Laporte, *op. cit.*, p. 22-23 : "l'Okhrana finira par exercer un pouvoir bien supérieur à celui d'autorité plus régulière... L'Okhrana... n'informerait le Tsar que de ce dont elle veut bien l'informer."

326 "À la différence de l'Okhrana, qui avait constitué un État dans l'État, la Guépéou est un département du gouvernement soviétique ; ... et ses activités sont bien moins indépendantes" (Roger N. Baldwin, "Policial Police", in *Encyclopedia of social sciences*).

pour toute la vie quotidienne qu'il en va ainsi dans une situation totalitaire : seuls les agents du N.K.V.D., savent ce que veut Moscou, quand, dans une entreprise industrielle, elle ordonne, d'accélérer par exemple le rythme de fabrication des tuyaux : car Moscou peut tout simplement vouloir plus de tuyaux, comme elle peut vouloir ruiner le directeur de l'entreprise, ou liquider toute la direction, ou encore supprimer cette entreprise particulière, ou enfin voir cet ordre répété à l'échelle nationale, e sorte qu'une nouvelle purge puisse commencer.

Une des raisons du déroulement des services secrets, dont les agents ne se connaissent pas entre eux, est que la domination totale exige la plus extrême flexibilité : pour reprendre notre exemple, Moscou peut très bien, au moment où elle passe commande de tuyaux qu'elle veut – on en a toujours besoin - ou une purge. La multiplication des services secrets rend toujours possibles les changements de dernière minute, si bien qu'un réseau peut s'apprêter à décorer un directeur d'entreprise de l'Ordre de Lénine tandis qu'un autre se dispose à l'arrêter. L'efficacité de la police tient à ce que des missions aussi contradictoires puissent être préparées simultanément.

Sous les régimes totalitaires comme sous les autres, la police secrète détient le monopole de certains renseignements vitaux. Mais le genre de savoir que seule la police peut posséder a subi une importante modification : la police n'a plus à se préoccuper de savoir ce qui se passe dans la tête des futures victimes (la plupart du temps elle ignore qui elles seront) ; elle est devenue dépositaire des plus grands secrets d'État. Cela signifie automatiquement un surcroît de prestige et une promotion, si rude que soit la perte certaine de pouvoir réel dont ceux-ci s'accompagnent. Les services secrets ne savent plus rien que le Chef ne sache mieux qu'eux ; en termes de pouvoir, ils sont tombés au rang d'exécuteurs des hautes œuvres.

D'un point de vue juridique, plus intéressante encore que la mutation du suspect en ennemi objectif est la substitution totalitaire du crime possible à la faute suspectée. Tandis que le suspect est

arrêté parce qu'on le croit capable de commettre un crime qui correspond plus ou moins à sa personnalité (ou à sa personnalité suspecte³²⁷), la version totalitaire du crime possible se fonde sur une anticipation logique d'évolutions objectives^{328*}. Les procès de Moscou où la vieille garde bolchevique et les chefs de l'Armée rouge étaient les accusés donnèrent des exemples classiques de châtiments pour des crimes possibles. Derrière les extravagantes accusations, formées de toutes pièces, on peut aisément détecter le calcul logique suivant : l'évolution en Union soviétique peut mener à une crise ; une crise peut mener au renversement de la dictature stalinienne ; cela peut affaiblir la puissance militaire du pays et créer une situation où le nouveau gouvernement serait contraint de signer une trêve ou même de conclure une alliance avec Hitler. Sur quoi, Staline en vint à déclarer qu'un complot se tramait en vue de renverser le gouvernement avec la complicité de Hitler³²⁹. En face de es

327 Typique du concept de suspect est l'histoire suivante, rapportée par C. Pobyedonostzev in *L'Autocratie russe* : mémoires politiques, correspondance officielle et documents inédit... 1881-1894, Paris 1927 : le général Cherevin de l'Okhrana est prié, parce que la partie adverse a engagé un avocat juif, d'intervenir en faveur d'une dame qui est sur le point de perdre un procès. Le général dit : "La nuit même j'ordonnai l'arrestation de ce maudit Juif et le gardai en détention sous le prétexte que sa personne était politiquement suspecte... Après tout, pouvais-je traiter semblablement des amis et un sale Juif qui est peut-être innocent aujourd'hui mais qui était coupable hier ou le sera demain ?"

328 **Les lois constitutionnelles (exemple la situation d' "état d'urgence" article :?) sont des entrées dans les régimes démocratiques pour ce type de traitements arbitraires des personnes. L'état d'urgence a été mis en œuvre en France, sous la présidence Hollande il y a presque 2 ans (nous sommes en mai 2017). Le gouvernement Fillion sous la présidence Sarkozy avait abusé d'un langage accusateur à l'encontre des jeunes des banlieues : "nettoyage au Karcher", "éradication". Ce même dernier mot "éradication" a été employé par Emmanuel Macron lors de l'affrontement avec Marine Le Pen au deuxième tour des élections présidentielles le jeudi 4 mai au soir, en parlant du terrorisme.

329 Les accusations aux procès de Moscou "étaient fondées... sur une anticipation grotesquement déformante et caricaturale de possibles développements. Le raisonnement (de Staline) était, dans ses grandes lignes, probablement le suivant : il se peut qu'ils veuillent me renverser à la faveur d'une crise. Je vais les accuser de s'être déjà, livrés à une telle tentative... Un changement de gouvernement peut affaiblir le pouvoir combatif de la Russie ; et s'ils réussissent, peut-être seront-ils contraints de signer un armistice avec Hitler, et même à accepter une cession de territoire... Je vais les accuser d'avoir trahi, d'avoir d'ores et déjà conclu une alliance avec l'Allemagne et d'avoir cédé une portion de territoire soviétique." Telle est la brillante explication qu'Isaac Deutscher donne des procès de Moscou , *op. cit.*, p. 377. On peut trouver un bon exemple de la version nazie du crime possible dans Hans Frank, *op. cit.*, ; "Un catalogue complet des tentatives dangereuses pour l'Etat" ne peut jamais être dressé car on ne peut jamais prévoir ce qui mettra en danger les

possibilités "objectives", quoique tout à fait improbables, il n'y avait que des facteurs "subjectifs", telles la loyauté des accusés, leur fatigue, leur incapacité à comprendre ce qui se passait, leur ferme conviction que sans Staline tout serait perdu, leur sincère haine du fascisme – c'est-à-dire un certain nombre de faits "accessoires" auxquels manquaient, naturellement, la cohérence du chimérique, du logique crime possible. L'hypothèse conduit donc à l'élimination systématique de tout ce qui pourrait gêner la réalisation de son absurde et terrible conséquence ; que tout crime imaginé par les dirigeants doit être puni, sans se soucier de savoir s'il a ou non été commis. Le crime possible, comme l'ennemi objectif, dépasse bien sùr la compétence de la police, qui ne peut ni le découvrir, ni l'inventer, ni le provoquer. Ici encore, les services secrets dépendent entièrement des autorités. Leur indépendance en tant qu'État dans l'État a disparu.

Il n'y a qu'un aspect par lequel la police secrète totalitaire ressemble encore étroitement aux services secrets des pays non totalitaires. Traditionnellement, c'est-à-dire depuis Fouché, la police secrète a toujours tiré profit de ses victimes pour augmenter de certaines ressources peu orthodoxes le budget qui lui est officiellement accordé par l'État : il lui suffit de prendre une place d'associée dans les activités qu'elle est censée supprimer, comme le jeu et la prostitution³³⁰. Ces méthodes illégales d'autofinancement, allant de l'acceptation amicale de pots-de-vin au chantage pur et simple, étaient un facteur essentiel de la liberté dont jouissaient les services secrets à l'égard des autorités publiques et renforçaient leur position d'état dans l'État. Il est curieux de constater que le financement des activités de la police qu moyen des subsides fournis par les victimes a survécu à tous les autres changements. En Russie

dirigeants et le peuple à l'avenir." (Traduction tirée de *Nazi Conspiracy*, IV, 881.)

330 Les méthodes criminelles de la police secrète ne sont pas bien sùr, le monopole de la tradition française. En Autriche, par exemple la redoutable police politique fut sous Maria-Theresa organisée par Kaunitz à partir des cadres des prétendues "commissaires à la chasteté" qui vivaient de la pratique du chantage. Voir Moritz Bermann. *Maria-Theresa und Kaiser Joseph II*, Vienne-Leipzig, 1881. Je dois cette référence à Robert Pick.

soviétique, le N.K.V.D., dépend presque entièrement de l'exploitation du travail forcé qui, de fait, ne semble avoir d'autre profit ne d'autre propos que de financer le gigantesque appareil secret³³¹. Himmler finança d'abord les troupe S.S., qui formaient les cadres de la police secrète nazie, au moyen des biens confisqués aux Juifs ; puis il conclut un accord avec Darré, le ministre de l'Agriculture, aux termes duquel il recevrait les quelques centaines de millions de marks que Darré gagnait chaque année en achetant à bas prix les produits agricoles à l'étranger pour les revendre à prix fixes en Allemagne³³². Cette source de revenus réguliers disparut évidemment pendant la guerre. Albert Speer, le successeur de Todt et le plus grand employeur de main-d'œuvre en Allemagne après 1942, proposa un marché semblable à Himmler en 1942 : si Himmler acceptait de soustraire à l'autorité des S.S., les travailleurs de force importés, dont le travail avait été remarquablement inefficace, l'organisation Speer verserait un certain pourcentage de ses profits aux S.S.³³³. A de telles sources de revenus plus ou moins régulières Himmler ajouta les vieilles méthodes de chantage des services secrets en temps de crise financière : dans leurs communautés les unités S.S., formèrent des groupes "d'Amis des S.S." qui devaient fournir "volontairement" les fonds nécessaires pour couvrir les besoins des représentants locaux des S.S.³³⁴. Il convient de noter que dans ces diverses opérations financières la police secrète nazie n'exploitait pas ses prisonniers.

331 Que la gigantesque organisation de la police secrète soit payée avec les profits retirés du travail forcé, c'est un fait certain : ce qui est surprenant c'est que le budget de la police semble ne pas être entièrement couvert par ceux-ci ; Kravchenko, *op. cit.*, fait état de taxes spéciales, par lesquelles le N.K.V.D., imposait les citoyens condamnés qui continuaient à vivre et à travailler librement.

332 Voir Fritz Thyssen, *I Paid Hitler*, Londres 1941.

333 Voir *Nazi Conspiracy*, I, 196-197. L'activité économique des S.S., était centralisée dans un bureau des affaires économiques et administratives. Au Trésor et au Fisc les S.S., déclaraient leurs avoirs financiers comme "propriété du parti affectée à des projets spéciaux" (lettre du 5 mai 1943, tirée de M. Wolfson, *Uebersicht der Gliederung verbrecherischer Nazi-Organisationen, Omgus*, décembre 1947).

334 Voir Kohn-Bramstedt, *op. cit.*, p. 112. Le mobile de chantage se révèle clairement si nous considérons que cette manière d'augmenter les fonds fut toujours pratiquée par les unités locales des S.S., dans les localités où elles étaient stationnées. Voir *Der Weg der S.S.*, publié par le S.S.-Hauptamt-Schulungsamt (non daté), p. 14.

Sauf pendant les dernières années de la guerre, lorsque l'utilisation du matériel humain dans les camps de concentration ne fut plus du ressort du seul Himmler, le travail dans les camps n'avait pas de propos rationnel sinon celui d'augmenter le fardeau et le tourment des infortunés prisonniers³³⁵.

Cependant ces irrégularités financières sont les seules traces d'un lien avec la tradition de la police secrète – et elles n'ont, à vrai dire, guère d'importance. Le mépris général des régimes totalitaires pour les questions économiques et financières les a rendues possibles, en sorte que les méthodes qui seraient illégales dans des conditions normales et qui distingueraient la police secrète d'autres départements plus respectables de l'administration, n'indiquent plus que nous avons ici affaire à un secteur indépendant, qui ne relève d'aucune autre autorité, qui vit dans une atmosphère d'irrégularité, d'irrespectabilité et d'insécurité. La position de la police secrète totalitaire s'est au contraire complètement stabilisée et ses services sont totalement intégré à l'administration. Loin d'outrepasser les limites fixées par la loi, l'organisation est l'»incarnation même de la loi, et sa respectabilité est au-dessus de tout soupçon. Elle n'organise plus de meurtres de son propre chef, ne provoque plus de crimes contre l'État et la société, et elle réprime sévèrement toutes les formes de corruption, de chantage et de gains financiers illicites. Les sermon, assorti de menaces bien réelles, que Himmler pouvait se permettre de faire à ses hommes en pleine guerre – "nous avons le droit moral d'exterminer ce peuple (juif) résolu à nous exterminer, mais nous n'avons par le droit de nous enrichir, de quelque manière que ce soit, serait-ce d'un manteau de fourrure, d'une montre, d'un seul mark, ou d'une cigarette³³⁶" – rend un son tout à fait inouï dans

335 *Ibid.*, p. 124. - On fit à cet égard quelques concessions dans le cas de ces demandes qui avaient trait à l'entretien des camps et aux besoins personnels des S.S. Voir Wolfson, *op. cit.*. La lettre du 19 septembre 1941 de Oswald Pohl, chef de la W.V.H. (*Wirtschafts fund Verwaltung-Hauptamt*) au commissaire du Reich pour le contrôle des prix. Il semble que toutes ces activités économiques ne se sont développées dans les camps que pendant la guerre, et sous la pression d'une pénurie aiguë de main-d'œuvre.

336 Discours de Himmler à Posen en octobre 1943, *International Military Trials*, Nuremberg, 1945-

l'histoire de la police secrète. Si celle-ci se préoccupe encore des "pensées subversives", ce ne sont pas celles dont les personnes suspectées savent qu'elles sont subversives ; l'enregistrement de toute vie artistique et intellectuelle exige une refonte et une révision perpétuelles des critères ; il s'accompagne naturellement d'éliminations répétées d'intellectuels dont les "pensées subversives" consistent ordinairement en idées jugées de la veille parfaitement orthodoxes. Si donc le rôle policier proprement dit de la police secrète est devenu superflu, son rôle économique, dont on pense parfois qu'il a remplacé le premier, est encore plus douteux. Il est certes indéniables que le N.K.V.D., rafle périodiquement un certain pourcentage de la population soviétique pour l'envoyer dans des camps connus sous l'appellation flatteuse et fausse de camps de travaux forcés³³⁷ ; il est bien possible que ce soit la manière soviétique de résoudre le problème de l'emploi ; mais l'on sait aussi que le rendement dans ces camps est infiniment plus bas que celui du travail normal en Union soviétique et qu'il suffit à peine à couvrir les dépenses de l'appareil policier.

Ni douteux ni superflu n'est le rôle politique de la police secrète, le "mieux organisé et le plus efficace" de tous les secteurs du

1946, vol. 29, p. 146.

337 "Beck Bulat (nom de plume d'un ancien professeur soviétique) a pu étudier les documents du N.K.V.D. nord-caucasien. D'après ces documents, il était clair qu'en juin 1937, lorsque la grande purge battait son plein, le gouvernement avait ordonné aux membres locaux du N.K.V.D., d'arrêter un certain pourcentage de la population... Ce pourcentage variait d'une province à l'autre, atteignant 5% dans les contrées les moins sûres. La moyenne pour l'ensemble de l'Union soviétique se situait autour de 3%" Rapporté par David J. Dallin, in *The New Leader*, du 8 juin 1949, Beck et Godin, *op. cit.*, p. 239, en arrivent à une hypothèse légèrement différente et tout à fait plausible, selon laquelle les arrestations étaient planifiées comme suit : les dossiers du N.K.V.D., couvraient pratiquement toute la population, et chaque individu était rangé dans une catégorie. Ainsi disposait-on dans chaque ville de statistiques montrant combien d'anciens Blancs, de membres des partis d'opposition etc.. figuraient au nombre de ses habitants. Tous les documents incriminant rassemblés... et amoncelés grâce aux aveux des prisonniers entraient aussi dans les dossiers, et chacun avait sa carte marquée d'un signe indiquant à quel degré il était tenu pour dangereux ; cela dépendant du nombre de documents suspects et accusateurs apparaissant à son dossier. Étant donné que les statistiques étaient régulièrement communiquées aux autorités supérieures, il était possible d'opérer à tout moment une purge, en étant pleinement au fait du nombre exact de personnes figurant dans chaque catégorie."

gouvernement³³⁸, dans l'appareil du pouvoir du régime totalitaire. Il constitue le véritable organe exécutif du gouvernement par l'intermédiaire duquel tous les ordres sont transmis. Avec le réseau d'agents secrets, le dirigeant totalitaire a créé pour son usage personnel une courroie de transmission directement exécutive qui, par contraste avec la structure en oignon de la hiérarchie de façade, est complètement coupée et isolée de toutes les autres institutions³³⁹. En ce sens, les agents de la police secrète sont la seule classe ouvertement dirigeante des pays totalitaires ; leurs critères et leur échelle de valeurs imprègnent toute la texture de la société totalitaire.

De ce point de vue il n'est pas trop surprenant que certaines qualités particulières de la police secrète soient, plutôt que des particularités de la police secrète totalitaire, des qualités générales de la société totalitaire. Dans le monde totalitaire la catégorie des suspects embrasse la population tout entière : toute pensée qui dévie de la ligne officiellement prescrite, et sans cesse changeante, est déjà suspecte, quel que soit le champ d'activité où elle se manifeste. Du seul fait qu'ils sont capables de penser, les êtres humains sont suspects par définition ; et une conduite exemplaire ne met jamais à l'abri du soupçon : car la capacité humaine de penser est aussi celle de changer d'avis. En outre, puisqu'il est impossible de connaître avec une absolue certitude le contexte que la tentative désespérée, éternellement vaine d'atteindre ce qui ne peut l'être – le soupçon ne peut plus être dissipé si, ni une communauté de valeurs, ni les comportements prévisibles de l'intérêt personnel, n'existent en tant

338 Baldwin, *op. cit.*

339 Les cadres de la police secrète russe étaient "à la disposition personnelle" de Staline, autant que les troupes de choc S.S., (*Verfügungstruppen*) l'étaient à elle de Hitler. Toutes deux, même lorsqu'elles étaient appelées à servir aux côtés des forces armées en temps de guerre, relevaient d'une juridiction spéciale. Les "lois spéciales sur le mariage" qui servent à établir une ségrégation entre les S.S., et le reste de la population, furent le premier, et le plus fondamental, des règlements que Himmler instaura lorsqu'il prit en main la réorganisation des S.S. Avant même les "lois sur le mariage" de Himmler, en 1927, les S.S. Reçurent par décret officiel l'instruction "de ne jamais participer aux discussions au cours des réunions des membres du [parti]" (*Der Weg der S.S., op. Cit.*). La même attitude est rapportée des membres du N.K.V.D., qui restent délibérément sur leur réserve, et qui, surtout, ne s'associent jamais aux autres sections de l'aristocratie du parti (Beck et Godin, *op. cit.*, p. 163).

que réalités sociales (distinctes des réalités purement psychologiques). Ainsi, la défiance mutuelle imprègne-t-elle toutes les relations sociales des pays totalitaires et engendre un climat qui règne partout, même en dehors du domaine réservé de la police secrète.

Dans les régimes totalitaires la provocation, qui était autrefois l'apanage du seul agent secret, devient une façon de se comporter avec son voisin, méthode que chacun, bon gré mal gré, est obligé de suivre. Chacun est en quelque sorte un "agent provocateur (en français dans le texte)" pour tous les autres ; car manifestement chacun se qualifierait lui-même d' "agent provocateur", si jamais un échange familial et amical "d'idées subversives" (ou qui entre-temps le seraient devenues) venait à la connaissance des autorités. La collaboration de toute la population pour dénoncer les opposants politiques, ses offres de service pour le mouchardage, ne sont sans doute pas faits nouveaux ; mais ils sont si bien organisés dans les pays totalitaires que le travail des spécialistes est presque superflu. Dans un système d'espionnage omniprésent, où tout un chacun peut être un agent secret, où chaque individu se sent constamment surveillé ; dans des circonstances en outre où les carrières sont extrêmement périlleuses, où les ascensions aussi bien que les chutes les plus spectaculaires, sont devenues pain quotidien, chaque mot devient équivoque et susceptible d'une "interprétation" rétrospective.

La plus frappante illustration de la manière dont la société totalitaire est imprégnée par les méthodes et les critères de la police secrète, nous pouvons la trouver dans le problème des carrières. L'agent double dans les régimes non totalitaires servait la cause qu'il était censé combattre, presque autant, sinon parfois plus, que les autorités. Il n'était pas rare qu'il nourrisse une sorte d'ambition double : il voulait s'élever à la fois dans les rangs des partis révolutionnaires et dans ceux de l'administration. Pour obtenir une promotion sur les deux tableaux, il lui suffisait d'adopter certaines méthodes qui dans une société normale font partie des ambitions du

petit employé qui avance à l'ancienneté : grâce à ses accointances avec la police il pouvait, à coup sûr, éliminer ses rivaux et ses supérieurs dans le parti, et avait au moins une chance de se débarrasser de son chef dans la police³⁴⁰. Si nous considérons les conditions requises pour faire carrière dans la société russe actuelle, la ressemblance avec les méthodes que nous venons d'évoquer est frappante. Ce ne sont pas seulement les hauts dignitaires qui doivent leurs places aux purges qui ont chassé leurs prédécesseurs : ce sont toutes les promotions qui, à tous les stades de la vie, s'accélèrent de cette manière. Une purge nationale, toutes les décennies, fait de la place à la nouvelle génération, fraîchement diplômées et avides de postes. C'est le gouvernement lui-même qui a institué ces conditions d'avancement que l'agent secret avait dû autrefois créer.

Ce retournement périodique et violent de la gigantesque machine administrative tout entière, s'il interdit le développement des compétences, a maints avantages : il assure la relative jeunesse des fonctionnaires et empêche une stabilisation des conditions qui, en temps de paix du moins, constituent un danger pour le règne totalitaire ; en éliminant l'ancienneté et le mérite, il prévient la naissance de ces loyautés qui lient les jeunes collaborateurs à des aînés dont dépend leur avancement ; il élimine définitivement tous les dangers du chômage et assure à chacun un travail compatible avec l'éducation reçue. Ainsi, en 1939, une fois terminée la gigantesque purge en Union soviétique, Staline pouvait-il noter avec une grande satisfaction que "le parti était en mesure de promouvoir à des postes de direction dans les affaires de l'État ou du parti plus de 500 000 jeunes bolcheviques³⁴¹". L'humiliation de devoir sa place à l'élimination injuste de son prédécesseur à le même effet démoralisant que celle des Juifs sur les professions en Allemagne : il fait de chaque détenteur d'un emploi un complice conscient des crimes commis par le gouvernement et leur bénéficiaire, qu'il s'en

340 La brillante carrière de l'agent secret Malinovsky, qui finit comme député des bolcheviks au Parlement est typique de ce phénomène. Voir Bertram D ; Wolfe, *op. cit.*, chapitre XXXI.

341 Tiré de Avtorkhanov, *op. cit.*

félicite ou non, avec ce résultat que l'individu humilié défendra le régime avec d'autant plus d'acharnement qu'il y est plus sensible. En d'autres termes, ce système n'est que le déploiement logique du principe du Chef avec toutes ses implications ; il est aussi la meilleure garantie possible de loyauté : en effet, il rend chaque génération nouvelle tributaire, quant à ses moyens d'existence, de la ligne politique du Chef qui donne le signal de la purge créatrice d'emplois, il réalise également cette identité des intérêts publics et privés dont les défenseurs de l'Union soviétique ont coutume d'être si fiers (dans la version nazie, c'est l'abolition de la sphère de la vie privée), à tel point que tout individu de quelque importance doit le tout de son existence à l'intérêt politique du régime ; et quand cette identité effective d'intérêt est brisée, quand la purge suivante l'a mis hors circuit, le régime s'assure qu'il disparaît du monde des vivants. D'une manière à peine différente, on a identifié l'agent double à la cause de la révolution (sans laquelle il perdrait sa place), et non pas uniquement à la police secrète car là aussi une spectaculaire ascension aboutirait nécessairement à une mort anonyme, le double jeu ne pouvant, selon toute vraisemblance, se pratiquer indéfiniment. Le gouvernement totalitaire, en fixant pour toutes les carrières les conditions d'avancement qui ne valaient auparavant que pour le rebut de la société, a effectué un des changements les plus lourds de conséquences dans la psychologie sociale. La psychologie de l'agent double qui voulait payer d'une vie courte quelques années d'existence exaltée, est pas nécessité devenue la philosophie personnelle de toute la génération post-révolutionnaire en Russie, et à un degré moindre, quoique encore fort dangereux, de l'Allemagne de l'après-guerre.

Imprégnée des critères qui furent autrefois le monopole de la police secrète, et vivant de ses méthodes, telle se présente la société où sévit la police secrète totalitaire. Ce n'est qu'au début, quand il existe encore une lutte pour la prise du pouvoir, que ses victimes peuvent être soupçonnées d'opposition. Par la suite, elle s'engage dans la carrière totalitaire en persécutant l'ennemi objectif, qu'il

s'agisse des Juifs ou des Polonais (comme dans le cas des nazis) ou des prétendus "contre-révolutionnaires" – une accusation qui "en Union soviétique est établie avant qu'aucune question ait jamais été posée quant à la conduite des accusés" : ce peuvent être des gens qui à un moment donné avaient une boutique ou une maison, ou dont "les parents ou les grands-parents possédaient de tels biens³⁴²", ou bien qui se trouvaient avoir appartenu à une des forces d'occupation de l'Armée rouge, ou encore qui étaient russes d'origine polonaise. C'est seulement dans sa phase ultime, quand le totalitarisme connaît son accomplissement, que les concepts d'ennemi objectif et de crime logiquement possible sont abandonnés, que les victimes sont choisies complètement au hasard et déclarées, sans même avoir été accusées, inapte à vivre. Cette nouvelle catégorie "d'indésirables" peut se composer soit, comme dans le cas des nazis, des malades mentaux ou des malades cardiaques et pulmonaires, soit, comme en Union soviétique, des gens qui se trouvent faire partie du pourcentage prévu pour la déportation, variable d'une province à l'autre. Cette cohérence dans l'arbitraire nie la liberté humaine plus efficacement que ne pourrait le faire aucune tyrannie. On pouvait au moins être l'ennemi de la tyrannie, afin d'être châtié par elle. La liberté d'opinion n'était pas abolie pour ceux qui avaient assez de courage pour risquer leur tête. Théoriquement, choisir l'opposition reste également possible dans les régimes totalitaires ; mais une telle liberté est en vérité annihilée si commettre un acte volontaire assure seulement un "châtiment" que n'importe qui d'autre pourrait de toute façon subir. La liberté dans ce système a non seulement été réduite à son ultime et apparemment encore indestructible garantie, la possibilité du suicide, mais elle a de plus perdu sa marque distinctive ; car les conséquences sont les mêmes pour celui qui l'exerce et pour ceux qui sont tout à fait innocents. Si Hitler avait eu le temps de réaliser son rêve d'une loi générale sur la Santé en Allemagne, l'homme atteint d'une maladie pulmonaire eût connu le même sort qu'un communiste durant les

342 *The Dark Side of the Moon*, New York, 1947.

premières années ou qu'un Juif pendant les dernières années du régime nazi. De même, l'opposant au régime qui partage en Russie le destin de millions de gens désignés pour les camps de concentration afin de remplir les quotas, ne fait qu'ôter à la police le fardeau d'un choix arbitraire. L'innocent et le coupable sont au même titre indésirables.

Le changement dans la conception du crime et des criminels détermine les nouvelles et terribles méthodes de la police secrète totalitaire. Les criminels sont châtiés, les indésirables disparaissent de la surface du globe ; la seule trace qu'ils laissent derrière eux est le souvenir de ceux qui les connaissaient et les aimaient, et l'une des tâches les plus ardues de la police secrète est de s'assurer que ces traces elles-mêmes disparaissent avec le condamné.

L'Okhrana, prédécesseur tsariste de la Guépéou, avait, dit-on inventé un système de classement : chaque suspect était inscrit sur une grande carte au centre de laquelle figurait son nom entouré de rouge ; ses amis politiques étaient désignés par des cercles rouges plus petits et ses connaissances non politiques par des cercles verts ; des cercles bruns indiquaient les personnes qui étaient en contacts avec les amis du suspect mais qui n'étaient pas connues de lui personnellement ; les recoupements entre les amis du suspect, politiques et non politiques d'une part et, d'autre part, les amis de ses amis, étaient indiqués par des lignes joignant les cercles respectifs³⁴³. Manifestement cette méthode n'a d'autres limites que la dimension des cartes ; de plus, théoriquement, une seule gigantesque feuille montrerait les relations et le recoupement des relations de la populations tout entière. Or, tel est précisément le but utopique de la police secrète totalitaire. Celle-ci a abandonné le vieux rêve traditionnel de la police que le détecteur de mensonges est encore censé pouvoir réaliser : elle n'essaie plus de découvrir qui est qui ou qui pense quoi. (Le détecteur de mensonges est peut-être l'exemple le plus frappant de la fascination que ce rêve exerce apparemment sur

343 Voir Laporte, *op. cit.*, p. 39.

les esprits de tous les policiers ; car il est évident que le complexe appareil de mesure ne permet pas d'établir grand-chose, si ce n'est le sang-froid ou la nervosité de ses victimes. De fait, la débilité du raisonnement qui préside à l'utilisation de ce mécanisme ne peut s'expliquer que par le désir irrationnel qu'une forme de lecture de la pensée soit malgré tout possible.) Ce vieux rêve suffisamment terrifiant, a, depuis des temps immémoriaux, invariablement engendré la torture et les plus abominables cruautés. Il n'avait qu'une chose pour lui : il demandait l'impossible. Le rêve moderne de la police totalitaire, avec ses techniques modernes, est infiniment plus terrifiant. Maintenant la police rêve qu'un seul coup d'œil à la gigantesque carte sur le mur du bureau suffise pour établir, à n'importe quel moment, qui est lié à qui, et à quel degré d'intimité ; et en théorie ce rêve n'est pas irréalisable, même si son exécution technique présente inévitablement quelques difficultés. Si cette carte existait réellement, le souvenir lui-même ne pourrait barrer la route à l'ambition totalitaire de dominer le monde ; avec une telle carte, il serait possible de faire disparaître les gens sans laisser de trace aucune, comme s'ils n'avaient jamais existé^{344*}.

À en croire les récits des agents du N.K.V.D., arrêtés, la police secrète russe s'est approchée d'une manière inquiétante de cet idéal du règne totalitaire. La police possédait sur chacun des habitants du vaste pays des dossiers secrets où étaient consignées les multiples relations existant entre les gens, des connaissances fortuites aux amitiés véritables et aux liens familiaux ; car c'est uniquement pour

344 **Ce système existe désormais (en 2017) sous la forme numérique ; il s'appelle "Facebook", "Google", "Tweet"... Les fichiers constitués par ces entités (firmes) contiennent les données "volontairement" laissées sur le Net lors des consultations en utilisant les facilités de navigation qu'ils procurent. Il faut attendre encore quelques années pour en connaître les effets lorsqu'un État - au prétexte d'identifier des terroristes (peut-être les individus seront-ils considéré comme des terroristes potentiels. s'emparera des données pour surveiller sa population. Les caméras de surveillance disséminées dans les rues des villes fournissent déjà des informations exploitables par la police. Dans un proche avenir, des logiciels fourniront des données complémentaires en identifiant les visages...

**N. Sarkozy a aussi émis l'idée d'identifier les enfants difficiles qui pourraient potentiellement devenir des délinquants...

découvrir ces relations que les accusés, dont les "crimes" ont de toute façon été établis "objectivement" avant leur arrestation, sont soumis à un interrogatoire aussi serré. Finalement, quant à ce don de la mémoire si dangereux pour l'empire totalitaire, les observateurs étrangers sentent que "s'il est vrai que les éléphants n'oublient jamais, les Russes nous semblent être tout le contraire des éléphants... la psychologie de la Russie soviétique semble rendre réellement possible l'amnésie totale"³⁴⁵.

Combien est importante pour l'appareil de domination totale cette complète disparition de ses victimes, on peut le voir dans ces occasions où, pour une raison ou pour une autre, le régime fut confronté à la mémoire des survivants. Pendant la guerre, un commandant S.S., commit la terrible faute d'informer une Française que son mari était mort dans un camp de concentration allemand ; cette inadvertance provoqua une avalanche d'ordres et d'instructions à tous les commandants de camp, les avertissant qu'en aucun cas des informations ne devaient être données au monde extérieur³⁴⁶. En vérité, en ce qui concerne la veuve, son mari était censé avoir cessé de vivre au moment de son arrestation ; ou plutôt, il avait cessé d'avoir jamais vécu. De même, les officiers de police soviétiques, accoutumés dès leur naissance à ce système, ne pouvaient que regarder avec stupeur ces gens qui, en Pologne occupée, essayaient désespérément de savoir ce qui était arrivé à leurs amis ou à leurs parents arrêtés³⁴⁷.

Dans les pays totalitaires tous les lieux de détention régis par la police sont faits pour être de véritables oubliettes où les gens glissent par accident, sans laisser derrière eux ces signes d'une existence révolue que sont ordinairement un corps et une tombe. Au regard de cette invention nouvelle pour se défaire des gens, la vieille méthode du meurtre, politique ou criminel, est assurément inefficace. Le meurtrier laisse un cadavre derrière lui et, même s'il essaie d'effacer

345 Beck et Godin, *op. cit.*, p. 127 et 234.

346 Voir *Nazi Conspiracy*, VII, 84 s.

347 *The Dark Side of the Moon*.

les traces de sa propre identité, il n'a pas le pouvoir d'extirper celle de sa victime de la mémoire du monde survivant. La police secrète opère au contraire le miracle de faire en sorte que la victime n'ait jamais existé du tout.

La liaison entre la police secrète et les sociétés secrètes est évidente. Pour affermir sa position la première a toujours dû agiter la menace que fait planer l'existence de ces dernières. La police secrète totalitaire est la première dans l'histoire à n'avoir pas utilisés ces prétextes désuets à la façon des tyrans. Le caractère anonyme de ses victimes qui ne sont pas à proprement parler des ennemis du régime, et dont l'identité est inconnue des persécuteurs jusqu'à ce qu'une décision arbitraire du gouvernement les élimine du monde des vivants et extermine leur souvenir au-delà du silence le plus strict, au-delà même de la parfaite maîtrise en matière de double vie que les sociétés clandestines avaient coutume d'imposer à leurs membres.

Les mouvements totalitaires qui, durant leur ascension au pouvoir, imitent certains faits caractéristiques de l'organisation des sociétés secrètes tout en se développant au grand jour, ce créent une véritable société secrète qu'après l'établissement de leur suprématie. La société secrète des régimes totalitaires est la police secrète elle-même ; le seul secret strictement gardé dans un pays totalitaire, le seul savoir ésotérique concerne les activités de la police et les conditions qui règnent dans les camps de concentration³⁴⁸. Bien sûr la population dans son ensemble et singulièrement les membres du parti, connaissent la situation dans ses grandes lignes – que les camps de concentration existent, que des gens disparaissent, que des innocents sont arrêtés. Mais chacun sait en même temps que le plus grand crime est de parler de ces "secrets". Pour autant que le savoir d'un homme dépend de l'affirmation et de la compréhension de ses

348 "Il y avait bien peu de chose qui n'était pas secrète chez les S.S. Mais le secret concernait les pratiques des camps de concentration. Les membres de la Gestapo eux-mêmes ne furent pas admis... à voir les camps sans une autorisation spéciale" (Eugen Kogon, *Der S.S.-Staat*, Munich, 1946, p. 297.

semblables, ces informations partagées par tous mais gardées par chacun et qui ne sont jamais communiquées perdent leur caractère réel et se métamorphosent en un pur cauchemar. Seuls ceux qui détiennent ce savoir strictement ésotérique qu'est la connaissance des nouvelles catégories à venir d'indésirables, et des méthodes opératoires des cadres, sont en position de communiquer entre eux à propos de ce qui constitue pour tous la véritable réalité. Eux seuls sont en position de croire en ce qu'ils savent être vrai. Tel est leur secret, et c'est afin de le garder qu'ils sont constitués en organisation secrète. Ils en demeurent membres même si cette organisation secrète les arrête, les force à faire des aveux, et finalement les liquide. Aussi longtemps qu'ils conservent le secret, ils appartiennent à l'élite, et ils ont pour règle de ne le trahir jamais, même lorsqu'ils sont en prison ou dans des camps de concentration³⁴⁹.

Nous avons remarqué que parmi les nombreuses aberrations qui choquent le bon sens du monde non totalitaire figure l'usage apparemment irrationnel que le totalitarisme fait des méthodes propres aux conspirateurs. Les mouvements totalitaires, persécutés en apparence par la police, n'usent que très modérément dans leur lutte pour le pouvoir des méthodes dont se servent les conspirateurs pour renverser le gouvernement. Au contraire le totalitarisme au pouvoir, après qu'il a été reconnu par tous les gouvernements et qu'il a apparemment, dépassé sa phase révolutionnaire, met en place une véritable police secrète et en fait le noyau de son gouvernement et de son pouvoir. Tout se passe comme la reconnaissance officielle était ressentie comme une plus grande menace pour cette conspiration qu'est le mouvement totalitaire – menace d'une désintégration interne – que les timides mesures de la police des régimes non-totalitaires.

À la vérité, les leaders totalitaires, si ferme soit leur conviction qu'il leur faut persévérer dans la fiction et dans les principes du monde fictif qui furent établis durant la lutte pour la prise du pouvoir,

349 Beck et Godin, *op. cit.*, p. 169, rapportent comment les officiels du N.K.V.D., arrêtés "prenaient le plus grand soin de ne révéler aucun secrets du N.K.V.D."

ne découvrent peu à peu toutes les implications de ce monde fictif et de ses principes. Leur foi dans la toute-puissance de l'homme, leur certitude que tout est possible grâce à l'organisation, les amènent à expérimenter ce que des imaginations humaines avaient bien pu ébaucher mais qu'aucune activité humaine n'avait certainement jamais pu réaliser. Leurs hideuses découvertes dans le royaume du possible sont inspirées par un parti idéologique de scientificité qui s'est révélé être moins gouverné par la raison et moins disposé à reconnaître les faits que les plus aberrantes élucubrations de la spéculation préscientifique et pré-philosophique. En fondant la société secrète qui désormais n'opère plus au grand jour, la société de la police secrète, ou des soldat politique, ou du combattant idéologiquement aguerri, ils se donnent les moyens de poursuivre leur indécente investigation expérimentale dans le monde du possible.

La conspiration totalitaire contre le monde non-totalitaire, sa prétention à la domination planétaire, demeure d'autre part aussi ouvertement déclarée sous le règne totalitaire que dans les mouvements totalitaires. En pratique, elle est inculquée à la population embrigadée des "sympathisants" sous la forme d'une prétendue conspiration du monde entier contre leur propre pays. On propage la dichotomie totalitaire en faisant un devoir pour chaque ressortissant à l'étranger d'envoyer des rapports dans son pays aussi consciencieusement que s'il était un agent secret, et en traitant tout étranger comme s'il était un espion à la solde de son gouvernement³⁵⁰. C'est pour rendre effective en pratique cette dichotomie, plutôt qu'en raison de secrets précis, militaires ou autres, à garder, que des rideaux de fer séparent les habitants des pays totalitaires du reste du monde. Le véritable secret qu'il abritent, les camps de concentration,

350 Typique de cet état d'esprit est le dialogue suivant dans *Dark Side of the Moon* : "à supposer qu'on soit un jour sorti de Pologne, la question suivante était invariablement : "Et pour le compte de qui faisiez-vous de l'espionnage?... " Un homme... demandait : "Mais vous aussi vous avez des visiteurs étrangers. Est-ce que vous supposez qu'ils sont tous des espions ?" La réponse était : "Qu'est-ce que vous croyez ? Nous imaginez-vous assez naïf pour ne pas en être parfaitement avertis ?"".

ces laboratoires d'expérience en domination totale, est soustrait par les régimes totalitaires aux yeux de leur propre peuple qu'à ceux de tous les autres.

Pendant très longtemps, la normalité du monde normal constitue la protection la plus efficace contre la divulgation des crimes totalitaires. "Les hommes normaux ne savent pas que tout est possible³⁵¹" ; en présence du monstrueux, ils refusent d'en croire leurs yeux et leurs oreilles, tout comme les masses refusent d'en croire les leurs devant la réalité normale où il ne reste pas de place pour elles³⁵². La raison pour laquelle les régimes totalitaires peuvent aller si loin dans la réalisation d'un monde fictif, sans queue ni tête, est que le monde du dehors, le monde non totalitaire, auquel appartient toujours une grande partie de la population du pays totalitaire lui-même, se plaît lui aussi à prendre ses désirs pour la réalité, cette réalité qui est celle de la démente, tout juste autant que les masses en face du monde normal. Cette répugnance du sens commun à croire le monstrueux, le dirigeant totalitaire ne cesse de l'encourager : celui-ci s'assure qu'aucune statistique digne de foi, qu'aucun fait ne qu'aucun chiffre contrôlables ne soient jamais rendus publics, de telle sorte qu'il n'y ait que des récits subjectifs, invérifiables, et sujet à caution sur les lieux de morts-vivants.

Du fait de cette politique, les résultats de l'expérience totalitaire ne sont que partiellement connus. Bien que nous ayons assez de documents provenant des camps de concentration pour affirmer que

351 David Rousset, *Les Jours de notre mort*, Paris 1947.

352 Les nazis étaient tout à fait conscients de la protection que leur assurait le mur d'incrédulité qui entourait leurs entreprises. Un rapport secret adressé à Rosenberg sur le massacre de 5000 Juifs en 1943 déclare explicitement : "Imaginez seulement que ces événements viennent à la connaissance de l'autre bord et soient exploités par lui. Il est tout à fait probable qu'une telle propagande n'aurait aucun impact pour cette seule raison qu'en entendant ou en lisant cela, les gens ne seraient pas prêts à le croire" (*Nazi Conspiracy*, I, 1001).

**Au sujet des bombes jetées sur le Japon en 1945 alors que la guerre était déjà "gagnée" par l'armée et l'État américain, le problème est semblable. Cependant la publicité de ces événements n'a pas manqué de se répandre et les USA ont assumés ce bombardement (inutile) et les effets nocifs des radiations sur la population (non responsable des massacres perpétrés par l'armée et du pouvoir Japonais) ,longtemps après la fin e la guerre. Voir le prix Nobel de littérature : Kenzaburô Ôé - Notes de Hiroshima – Folio 5366.

la domination totale est possible et pour avoir un aperçu de l'abîme du "possible", nous ne savons pas jusqu'à quel point un régime totalitaire peut transformer le caractère. Nous savons encore moins combien de gens normaux autour de nous seraient prêts à accepter le mode de vie totalitaire – autrement dit à payer d'une considérable amputation de la durée de leur vie, l'assurance que tous leurs rêves de carrière seront accomplis. On réalise aisément à quel point la propagande et même certaines des institutions totalitaires répondent aux besoins des nouvelles masses déracinées ; mais il est presque impossible de savoir combien d'entre eux, exposés plus longtemps à la perpétuelle menace du chômage, acquiesceraient avec joie une "politique de la population" qui consiste à éliminer régulièrement ceux qui sont en surnombre ; combien, après avoir pleinement pris conscience de leur inaptitude croissante à porter les fardeaux de la vie moderne, se conformeraient de gaieté de cœur à un système qui, en même temps que la spontanéité, élimine la responsabilité.

En d'autres termes, nous avons beau connaître les activités et le rôle spécifique de la police secrète totalitaire, nous ne savons pas dans quelle mesure et jusqu'à quel point le "secret" de cette société secrète correspond à notre époque, aux désirs secrets et aux secrètes complicités des masses.

3. La Domination totale

Les camps de concentration et d'extermination des régimes totalitaires servent de laboratoires où la croyance fondamentale du totalitarisme – tout est possible – se trouvent vérifiées. En comparaison de celle-ci, toutes les autres expériences sont secondaires – y compris celles qui touchent au domaine médical et dont les horreurs figurent en détail dans les minutes des procès intentés aux médecins du Troisième Reich – bien qu'il soit

caractéristique que ces laboratoires ont été utilisés pour des expériences de toutes sortes.

La domination raciale, qui s'efforce d'organiser la pluralité et la différenciation infinies des êtres humains comme si l'humanité entière ne formait qu'un seul individu, n'est possible que si tout le monde sans exception peut être réduit à une identité immuable de réactions : ainsi chacun de ces ensembles de réactions peut à volonté être changé pour n'importe quel autre. Le problème est de fabriquer quelque chose qui n'existe pas : à savoir une sorte d'espèce humaine qui ressemble aux autres espèces animales et dont la seule "liberté" consisterait à "conserver l'espèce"³⁵³. La domination totalitaire essaie d'atteindre cet objectif de deux manières à la fois : par l'endoctrinement idéologique des formations d'élite, et par la terreur absolue dans les camps ; et les atrocités pour lesquelles les formations d'élite sont utilisées sans merci, deviennent, en somme, l'application pratique de l'endoctrinement idéologique – le banc d'essai où ce dernier doit faire ses preuves – tandis que l'effroyable spectacle des camps eux-mêmes est censé fournir la vérification "théorique" de l'idéologie.

Les camps ne sont pas seulement destinés à l'extermination des gens et à la dégradation des êtres humains ; ils servent aussi à l'horrible expérience qui consiste à éliminer, dans des conditions scientifiquement contrôlées, la spontanéité elle-même en tant qu'expression du comportement humain en une simple chose, en quelque chose que même les animaux ne sont pas ; car le chien de Pavlov, qui, comme on sait, était dressé à manger, non quand il avait faim, mais quand une sonnette retentissait, était un animal dénaturé.

Dans des circonstances normales ce dessein ne peut jamais être accompli. La spontanéité ne peut jamais être entièrement éliminée dans la mesure où ce n'est pas seulement à la liberté humaine mais à la vie elle-même qu'elle est liée, et ce, dans le sens d'un simple

353 Dans les *Tischgespräche*, Hitler répète plusieurs fois "qu'il [lutte] pour créer une situation où chaque individu sait qu'il vit et meurt pour la conservation de l'espèce" (p. 349). Voir aussi p. 347 ; "Une mouche pond des millions d'œufs, qui tous périssent. Mais les mouches demeurent."

maintien en vie. Seuls les camps de concentration rendent une telle expérience tant soit peu possible. Ils ne sont donc pas seulement "la société la plus totalitaire encore réalisée"³⁵⁴, (David Rousset). Ils sont aussi l'idéal social exemplaire de la domination totale en général. De même que la stabilité du régime totalitaire dépend de l'isolement où se tient le monde fictif du mouvement par rapport au monde extérieur, de même l'expérience de domination totale menée dans les camps de concentration dépend de la soustraction de ces derniers au monde de tous les autres, le monde des vivants en général, même le totalitarisme. L'isolement explique le singulier manque de réalité et de crédibilité dont sont frappés tous les récits en provenance des camps de concentration. Il constitue un des plus grands obstacles à une vraie compréhension de la domination totalitaire, dont le maintien ou la chute dépend de l'existence de ces camps de concentration et d'extermination ; car, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, ces camps sont la véritable institution centrale du pouvoir totalitaire en matière d'organisation.

Nombreux sont les récits des survivant³⁵⁵. Plus ils sont authentiques, moins ils cherchent à communiquer de choses qui échappent à l'entendement et à l'expérience des hommes, c'est-à-dire des souffrances qui transforment les hommes en "animaux résignés"³⁵⁶. Aucun de ces récits n'inspire cette colère devant le crime et cette sympathie qui ont toujours mobilisé les hommes au service de la justice. Au contraire, tout homme qui parle ou écrit à propos des

354 En français dans le texte.

355 Les meilleurs récits sur les camps de concentration nazis sont : David Rousset, *Les Jours de notre mort*, Paris 1947 ; Eugen Kogon, *op. cit.* ; Bruno Bettelheim, "Dachau et Buchenwald" (de mai 1938 à avril 1939), in *Nazi Conspiracy*, VII, 824 s. Pour les récits des survivants polonais, publié sous le titre *The Dark Side of the Moon* ; également David J. Dallin, *op. cit.*, bien que ses récits soient parfois moins convaincants du fait qu'ils proviennent de personnalités "en vue" résolues à rédiger des manifestes et des actes d'accusation.

**J'ajoute aussi Robert Antelme, *L'espèce Humaine* – Gallimard Tel n° 26 et *Vengeance ?* - Hermann. Pour Bruno Bettelheim, lire aussi les pages de *La Forteresse Vide* – Gallimard NRF.

J'ai recherché le titre *The Dark Side of the Moon* (ou une version française : *La Face Cachée de la Lune*) sur Internet sans succès.

356 *The Dark Side of the Moon* ; l'introduction souligne également ce manque singulier de communication : "Ils enregistrent mais ne communiquent pas."

camps de concentration est encore tenu pour suspect ; et si celui qui parle a résolument regagné le monde des vivants, il est souvent assailli de doutes sur sa propre bonne foi, aussi tenaces que s'il avait pris un cauchemar pour la réalité³⁵⁷.

Ce doute des gens quant à eux-même et à la réalité de leur propre expérience ne fait que révéler ce que les nazis ont toujours su : que les hommes déterminés à commettre des crimes trouveront commode de les organiser à l'échelle la plus vaste et la plus invraisemblable. Ce n'est pas seulement que cela rende inadéquats et absurdes tous les châtimts dont dispose le système juridique ; c'est que l'immensité même des crimes donne aux meurtriers qui proclament leur innocence à grand renfort de mensonges l'assurance d'être crus plus volontiers que les victimes qui disent la vérité. Les nazis ne jugèrent même pas nécessaire de garder pour eux cette découverte. Hitler mit en circulation des millions d'exemplaire de son livre où il déclarait que, pour réussir, un mensonge doit être énorme – ce qui n'empêcha pas les gens de le croire, lui ; de même les proclamations nazis, répétées *ad nauseam*, selon lesquelles les Juifs seraient exterminés comme des punaises (*i.e* au moyen de gaz toxiques³⁵⁸), n'empêchèrent personne de *ne pas* y croire.

357 Voir en particulier Bruno Bettelheim, *op. cit.* : "C'était comme si j'avais acquis la conviction que ces épreuves horribles et dégradantes n'arrivaient d'une certaine manière pas à "moi" en tant que sujet, mais à "moi" en tant qu'objet. Cette expérience fut corroborée par les dires des autres prisonniers... C'était comme si j'étais spectateur d'événements où je ne jouais qu'un rôle très vague..." "Ceci ne peut pas être vrai, de telles choses ne se sont tout simplement jamais produites"... Les prisonniers devaient se persuader eux-mêmes que tout cela était réel, que c'était bien ce qui arrivait, et non un simple cauchemar, il n'y réussissaient jamais tout à fait."

voir aussi Rousset, *op. cit.*, p. 213 "Des yeux qui n'ont pas vu ne peuvent pas croire.

-Vous-même, avant d'être ici, aviez-vous pris au sérieux les rumeurs sur les chambres à gaz ?

-No, dis-je.

...Voilà. Eh bien, ils sont tous comme vous. Tous à Paris, à Londres, à New York, et même à Birkenau, devant les fours crématoires... encore incrédules, cinq minutes avant de descendre dans la cave du Crématorium..."

358 Le "Zyklon-B" un gaz asphyxiant, neuro-toxique fabriqué par "la Société Degesh" (Allemagne). Ce gaz, qui contient de l'acide cyanhydrique (fabriqué et fourni par la Société Du-Pont (de Nemour) USA, est présenté comme "désinfectant" par le révisionniste français : Robert Faurrisson (une vidéo existe sur Youtube) – informations disponibles sur Wikipédia : "Zyklon-B", et Youtube "Faurrisson".

On est fortement tenté de trouver satisfaisante une explication de ce qui est intrinsèquement incroyable au moyen de rationalisations libérales. En chacun de nous se cache un tel libéralisme, qui nous enjôle en prenant la voix du bon sens. La route qui mène au totalitarisme passe par bien des étapes intermédiaires, auxquelles nous pouvons trouver bien des analogies et des précédents. La terreur extraordinairement sanglante qui marque la première étape de la domination totalitaire sert bien entendu l'unique dessein de défaire l'adversaire et de rendre toute opposition impossible à l'avenir ; mais la terreur totale ne se déclenche qu'une fois la première étape franchie, lorsque le régime n'a plus rien à craindre de l'opposition. Dans ce contexte, on a souvent fait remarquer que les moyens étaient alors devenus la fin : mais, après tout, on ne fait ainsi qu'admettre, sous le déguisement du paradoxe, que la catégorie "la fin justifie les moyens" ne convient plus, que la terreur a perdu son "propos", qu'elle n'est plus le moyen qui permet d'effrayer les gens. Tout aussi insuffisante est l'explication d'après laquelle, la révolution, comme dans le cas de la Révolution française, dévorait ses propres enfants. En effet la terreur continue bien longtemps après qu'eut été dévoré quiconque pourrait à un titre ou à un autre – appartenance aux factions ruses, aux centres de décision du parti, à l'armée, à la bureaucratie -, être décrit comme un enfant de la révolution. Bien des comportements qui sont de nos jours devenus la spécialité des gouvernements totalitaires ne sont que trop connus grâce à l'étude de l'histoire. Il y a pratiquement toujours eu des guerres d'agression ; le massacre des populations ennemies après une victoire s'était impunément pratiqué jusqu'à ce que les Romains le tempèrent par l'institution du *pacere subjectis* ; au long des siècles, l'extermination des populations indigènes alla de pair avec la colonisation de l'Amérique, de l'Australie et de l'Afrique ; l'esclavage est une des plus vieilles institutions de l'humanité et tous les empires de l'Antiquité furent fondés sur le travail d'esclaves d'État qui érigèrent les bâtiments publics. Les camps de concentration eux-mêmes ne sont pas

une invention des mouvements totalitaires. Ils apparaissent pour la première fois au début du siècle, pendant la guerre des Boers, et l'on continua à les utiliser en Afrique du Sud aussi bien qu'en Inde pour les "éléments indésirables" ; là aussi nous trouvons l'expression de "détention protectrice" qui fut plus tard adoptée par le Troisième Reich. Ces camps correspondent à bien des égards aux premiers camps de concentration du règne totalitaire. Ils étaient utilisés pour les "suspects" dont les crimes ne pouvaient être prouvés, et qui ne pouvaient être condamnés en suivant le cours ordinaire de la justice³⁵⁹. Tout cela met clairement en relief les méthodes totalitaires de domination : elles utilisent ces mêmes éléments, les développent et les font se cristalliser sur la base du principe nihiliste du "tout est permis" qu'elles héritèrent et tinrent aussitôt pour acquis. Mais partout où ces nouvelles formes de domination revêtent leur structure authentiquement totalitaire, elles dépassent ce principe, encore trop lié à des motivations utilitaires et à l'intérêt personnel des gouvernants, et s'essaient dans un domaine jusqu'à présent complètement ignoré de nous : le domaine où "tout est possible". Et d'une manière assez caractéristique, il s'agit d'un domaine qu'aucune motivation utilitaire ou égoïste ne peut limiter, indifférent qu'il est à l'intérêt personnel.

Ce qui heurte le bon sens, ce n'est pas le principe nihiliste du "tout est permis" que l'on trouvait déjà au XIX^e siècle dans la conception utilitaire du bon sens. Ce que le bon sens et les "gens normaux" refusent de croire, c'est que tout est possible³⁶⁰. Nous essayons de comprendre des faits, dans le présent ou dans l'expérience remémorée, qui dépassent tout simplement nos facultés de compréhension. Nous essayons de classer dans la rubrique du

359 Ainsi le camp de Guantánamo appartenant aux USA, situé en territoire cubain. Où l'arbitraire semble régner. Les détenus soit disant des terroristes sont maintenus en captivité en raison de supposés activismes de la terreur.

**On peut aussi examiner la question des centres de rétention dans les ports et les aéroports français, lieux où séjournent des hommes, des femmes et des enfants, sans papiers ou qui n'ont pas les moyens de retourner dans leur pays d'origine ou qui ne le veulent pas par crainte pour leur vie.

360 Le premier à comprendre cela fut David Rousset dans son *Univers concentrationnaire*, 1947.

crime ce qu'aucune catégorie de e genre, selon nous, ne fut jamais destinée à couvrir^{361*}. Quelle est la signification de la notion de meurtre lorsque nous nous trouvons en face de la production massive de cadavres ? Nous essayons de comprendre du point de vue psychologique le comportement des détenus des camps de concentration et des S.S., alors que nous devons prendre conscience du fait que la psyché *peut* être détruite sans que l'homme soit, pour autant, physiquement détruit ; que, dans certaines circonstances, la psyché, le caractère et l'individualité ne semblent assurément se manifester que par la rapidité ou la lenteur avec lesquelles ils se désintègrent³⁶². Cela aboutit en tout cas à l'apparition d'hommes sans âmes, c'est-à-dire d'hommes dont on ne peut plus comprendre la psychologie, dont le retour au monde humain intelligible soit psychologiquement, soit de toute autre manière ressemble de près à la résurrection de Lazare. Toutes les affirmations du bon sens, qu'elles soient de nature psychologique ou sociologique, ne servent qu'à encourager ceux qui pensent qu'il est "superficiel" de "s'appesantir sur des horreurs"³⁶³.

S'il est vrai que les camps e concentration sont la plus importante institution du régime totalitaire, "s'appesantir sur des horreurs" devrait sembler indispensable pour comprendre le totalitarisme. Mais le souvenir ne peut pas plus nous éclairer que le récit sans écho du témoin oculaire. À ces deux genres est inhérente la tendance à fuir l'expérience : par instinct ou par raison, les deux types d'écrivain sont si conscients du terrible abîme qui sépare le monde des vivants de celui des morts-vivants, qu'ils ne peuvent fournir rien de plus qu'une série d'événements remémorés qui semblent aussi

361 **La catégorie "Crimes contre l'humanité" a été énoncée par les pays signataires de la charte de l'ONU du 8 août 1945. Cette notion de "Crimes contre l'humanité" est d'ailleurs difficile à prouver tant les procédures sont longues et les faits souvent éloignés et les traces effacées. La Cour de Justice Internationale est très souvent paralysée par les grandes nations (Les USA et la Russie) le cas actuel de la guerre en Syrie est manifeste. Le Président El Hassad est responsable de milliers de morts par l'utilisation d'armes chimiques et de gaz sur la population de sont pays et l'ONU ne parvient pas à qualifier ses forfaits.

362 Rousset, *op. cit.*, p. 587.

363 Voir Georges Bataille in *Critique*, numéro de janvier 1948, p. 72.

incroyables à ceux qui relatent qu'à ceux qui les écoutent. Seule l'imagination terrifiée de ceux qu'ont éveillés de tels récits, sans qu'ils aient eux-même été frappés dans leur propre chair, de ceux qui, libres par rapport à la terreur animale sans espoir – celle qui en face de l'horreur réelle, présente, paralyse inexorablement tout ce qui n'est pas pure réaction -, seule cette imagination peut être capable d'une réflexion sur ces horreurs. De telles réflexions ne sont utiles que pour la perception des contextes politiques, et pour la mobilisation des passions politiques. Un changement de personnalité, sous quelque forme que ce soit, ne peut pas plus être causé par une réflexion sur les horreurs que par l'expérience de l'horreur. La réduction d'un homme à un ensemble de réactions le sépare aussi radicalement qu'une maladie mentale de tout ce qui, en lui, est personnalité ou caractère. Lorsque, comme Lazare, il se lève d'entre les morts, il retrouve sa personnalité ou son caractère inchangés, exactement comme il les avait laissés.

Pas plus que l'horreur, ou l'insistance sur l'horreur, ne peut entraîner une modification en lui du caractère, ne peut rendre les hommes meilleurs ou pires, elle ne peut davantage ou, en un sens plus étroit, d'un parti. Les tentatives de formation d'une élite européenne, avec un programme de compréhension intra-européenne fondé sur la commune expérience européenne des camps de concentration, ont échoué d'une manière tout à fait semblable à celles qui suivirent la Première Guerre mondiale, quand il s'agissait de tirer les conclusions de l'expérience internationale de la génération du front. Dans les deux cas, il s'est avéré que les expériences elles-mêmes n'étaient pas plus communicables que des banalités nihilistes³⁶⁴. Les conséquences politiques comme, par exemple, le pacifisme de l'après-guerre, dérivent de la crainte générale de la guerre, non de l'expérience de la guerre. Au lieu de produire un pacifisme privé de réalité, la connaissance intime de la structure des

364 Le livre de Rousset contient un grand nombre de ces "aperçus" sur la "nature" humaine, principalement fondés sur la constatation qu'au bout d'un certain temps la mentalité des détenus se distingue à peine de celles des gardiens du camp.

guerres modernes, guidées et mues par la peur, aurait dû faire prendre conscience qu'il n'y a qu'un seul critère pour juger de la nécessité d'une guerre : que celle-ci soit un combat contre des conditions de vie qu'on n'accepte plus – et les expériences que nous avons connues, avec les tourments et l'enfer des camps totalitaires, ne nous ont que trop bien éclairés sur la possibilité de telles conditions³⁶⁵. Ainsi la peur des camps de concentration, et les vues qui en résultent quant à la nature de la domination totale, peuvent-elles servir à invalider toutes les distinctions désuètes entre droite et gauche, et à fournir par-delà celles-ci, la principale échelle à laquelle rapporter les événements politiques de notre temps : servent-ils ou non la domination totalitaire ?

En tout cas, l'effroi dont est frappée l'imagination a le grand avantage de réduire à néant les interprétations sophistico-dialectiques de la politique, qui sont toutes fondées sur la superstition que du mal peut sortir du bien. De telles acrobaties dialectiques eurent un semblant de justification aussi longtemps que le pire traitement qu'un homme pouvait infliger à un autre était de la tuer. Mais, nous le savons aujourd'hui, le meurtre n'est qu'un moindre mal. Le meurtrier qui tue un homme – un homme qui devait de toute façon mourir – se meurt encore dans le domaine de la vie et de la mort qui nous est familier ; toutes deux ont assurément un lien nécessaire, sur lequel se fonde la dialectique, même si elle n'en est pas toujours consciente. Le meurtrier laisse un cadavre derrière lui et ne prétend pas que sa victime n'a jamais existé ; s'il efface toutes traces, ce sont celles de son identité à lui, non le souvenir et le chagrin des personnes qui ont aimé sa victime ; il détruit une vie, mais il ne détruit pas le fait de l'existence lui-même.

Les nazis, avec la minutie qui les caractérisait, avaient coutume d'enregistrer toutes leurs activités dans les camps de concentration sous la rubrique "Sous l'épaisseur de la nuit (*Nacht und Nebel*)". Le

³⁶⁵ Afin d'éviter les malentendus, il convient peut-être d'ajouter qu'avec l'invention de la bombe à hydrogène toute la question de la guerre a subi un changement décisif. Une discussion de cette question est, bien entendu, étrangère au thème de ce livre.

radicalisme des mesures prises pour traiter les gens comme s'ils n'avaient jamais existé et pour les faire disparaître au sens littéral du terme n'apparaît généralement pas à première vue. La raison en est que les systèmes allemand et russe, loin d'être uniformes, comprennent un ensemble de catégories auxquelles s'appliquent des traitements très différents. Dans le cas de l'Allemagne, ces différentes catégories cohabitaient généralement dans le même camp, sans avoir, pour autant, de contacts entre elles. Il n'était même pas rare que l'isolement entre les catégories fût plus strict que l'isolement par rapport au monde extérieur. Ainsi, abstraction faite des considérations raciales, les ressortissants scandinaves, malgré leur hostilité déclarées aux nazis, était traités par les Allemands pendant la guerre d'une façon tout à fait différente que ceux des autres nations. Ces derniers étaient à leur tour divisés entre ceux dont "l'extermination" était à l'ordre du jour, par exemple les Juifs, ou était inscrite dans un futur proche, par exemple les Polonais, les Russes et les Ukrainiens, et ceux qui n'avaient fait l'objet d'aucune instruction allant dans le sens d'une aussi définitive "solution finale", comme les Français et les Belges. En Russie, d'autre part, nous devons distinguer trois systèmes plus ou moins indépendants. Il y a d'abord les groupements de condamnés aux travaux forcés véritables : ils jouissent d'une relative liberté et leurs peines sont d'une durée limitée. Il existe ensuite des camps de concentration où le matériel humain est exploité sans merci et où le taux de mortalité est extrêmement élevé : leur organisation n'a cependant d'autre but que le travail. Il y a enfin les camps d'anéantissement où l'on "nettoie" systématiquement les prisonniers, en les faisant mourir de faim et en les laissant dans le plus grand abandon.

La véritable horreur des camps de concentration et d'extermination réside en ceci que les prisonniers, même s'il leur arrive d'en réchapper, sont coupés du monde des vivants bien plus nettement que s'ils étaient morts ; c'est que la terreur impose l'oubli. Là le meurtre est aussi impersonnel que le fait d'écraser un

moucheron. La mort peut être aussi bien la conséquence de la torture systématique et de la privation de nourriture que de la liquidation d'un surplus de matériel humain. Réciproquement, il peut se faire que, par suite d'une pénurie de livraison, le danger d'un dépeuplement des camps se fasse sentir : l'ordre est alors donné de réduire à tout prix le taux de mortalité³⁶⁶. David Rousset a intitulé le récit qu'il fit de son séjour dans un camp de concentration allemand : *Les Jours de Notre Mort* ; tout se passe effectivement comme s'il y avait une possibilité de rendre permanent le processus de la mort lui-même et d'imposer un état de vie et mort soient également vidées de leurs sens.

C'est l'apparition d'un mal radical, inconnu de nous auparavant, qui met un terme à l'idée que des valeurs évoluent et se transforment. Ici, il n'y a pas de critères ni politiques, ni historiques, ni simplement moraux, mais tout au plus la prise de conscience qu'il y a peut-être dans la politique moderne quelque chose qui n'aurait jamais dû se trouver dans la politique au sens usuel du terme, à savoir le tout ou rien – tout, c'est une infinité indéterminée de formes de la communauté humaine ; ou rien, dans la mesure où une victoire du système concentrationnaire signifierait la même inexorable condamnation pour les être humains que l'usage de la bombe à hydrogène pour la race humaine.

Rien ne peut être comparé à la vie dans les camps de concentration. Son horreur, nous ne pouvons jamais pleinement la

366 Cela se produisit en Allemagne vers la fin de 1942, sur quoi Himmler notifia à tous les commandants des camps "de réduire à tout prix le taux de mortalité". Car il s'avérait que sur 136 000 nouveaux arrivants, 70 000 étaient déjà morts en arrivant au camp, ou mouraient immédiatement après. Voir *Nazi Conspiracy*, IV, Annexe II. Les derniers récits des camps de concentration en Russie soviétique confirment unanimement qu'après 1949 – c'est-à-dire du temps où Staline était encore en vie – le taux de mortalité dans les camps qui avaient atteint précédemment 60% des détenus, fut systématiquement abaissé probablement en raison de la pénurie de main-d'œuvre généralisée et catastrophique en Union soviétique. Cette amélioration des conditions de vie ne doit pas être mise au compte de la crise de régime qui suivit la mort de Staline, et qui, d'une manière assez caractéristique, se fit pour la première fois elle-même sentir dans les camps de concentration. cf. Wilhelm Starlinger *Grenzen der Sowjetmacht*, Würzburg ; 1955.

saisir par l'imagination^{367*}, pour la bonne raison qu'elle se tient hors de la vie et de la mort. Aucun récit ne peut en rendre compte pleinement, pour la bonne raison que le survivant retourne au monde des vivants, ce qui l'empêche de croire pleinement à ses expériences passées. Cela lui est aussi difficile de raconter une histoire d'une autre planète : car le statut des prisonniers dans le monde des vivants, où personne n'est censé savoir s'ils sont vivants ou morts, est tel qu'il revient pour eux à n'être jamais nés. C'est pourquoi toutes les comparaisons créent la confusion et distraient l'attention de ce qui est essentiel. Le travail forcé dans les prisons et les colonies pénitentiaires, le bannissement, l'esclavage, semblent tous fournir, un temps, de précieux éléments de comparaison ; mais qui, en dernière analyse, ne mènent nulle part.

Le travail forcé en tant que peine est limité aussi bien en temps qu'en intensité. Le forçat conserve ses droits quant à sa personne physique ; il n'est pas absolument torturé, absolument dominé. L'exil n'est exil que d'une partie du monde vers une autre partie du monde, également habitée par des êtres humains ; il n'est pas exil du monde des hommes tout entier. Au cours de l'histoire, l'esclavage a été une institution inhérente à un ordre social ; les esclaves n'étaient pas, comme les prisonniers des camps de concentration, soustraits au regards et, par conséquent, à la protection de leurs semblables ; comme instruments de travail ils avaient un prix défini et, comme propriété, une valeur non moins définie^{368*}. Le prisonnier d'un camp de concentration n'a pas de prix, puisqu'on peut toujours le remplacer ; personne ne sait à qui il appartient puisque personne ne le voit jamais. Pour la société normale, le concentrationnaire est

367 **En effet, il faut lire le livre de David Rousset "*Les Jours de notre Mort*", les conditions de vie précaires, rudes, les prisonniers mal vêtus, la nourriture insuffisante, la saleté, le manque de soins médicaux, les meurtres quotidiens perpétrés par les S.S., sont insoutenables et effectivement "difficile à croire", ou concevoir..

368 **Hannah Arendt prend des raccourcis, lire le livre de Alex Hailley "*Racine*". Bien que ce soit un roman, les traitements infligés aux esclaves avant les départ d'Afrique, dans le bateau – où beaucoup mourraient - et sur les plantations où les esclaves étaient aussi maltraité. Mais il ne s'agit pas de faire de l'inflation dans l'horreur.

absolument superflu, même si, lorsque le défaut de main-d'œuvre se fait durement sentir (ce fut le cas en Russie et en Allemagne pendant la guerre), on l'utilise comme travailleur.

Le camp de concentration en tant qu'institution n'a pas été établi en vue d'une productivité possible. L'unique fonction économique permanente des camps a été de financer leur propre appareil ; donc du point de vue économique, les camps de concentration existent surtout pour eux-mêmes. Quel que soit le travail qui y est accompli, il l'eût été bien mieux et à moindre frais dans des conditions différentes³⁶⁹. L'exemple de la Russie, dont les camps de concentration sont le plus souvent décrits comme des camps de travaux forcés, la bureaucratie soviétique ayant voulu les honorer de cette appellation, montre clairement que le travail forcé n'est pas la destination première. Le travail forcé est la condition normale de tous les travailleurs russes, qui ne jouissent pas de la liberté de mouvement et peuvent à tout moment être affectés arbitrairement n'importe où. Le caractère incroyable des horreurs est étroitement lié à leur inutilité sur le plan économique. Les nazis poussèrent carrément l'inutile jusqu'au nuisible quand, en pleine guerre, et malgré la pénurie de matériaux de construction et de matériel roulant, ils dressèrent d'énormes et coûteuses entreprises d'extermination et organisèrent le transport de millions de gens³⁷⁰. Du

369 Voir Kogon, *op. cit.*, p. 58 : " Une grande partie du travail accompli dans les camps de concentration était sans utilité, soit qu'il fût superflu, soit qu'il fût si mal organisé qu'on devait le recommencer deux ou trois fois." Également Bettelheim, *op. cit.*, p. 831-832 : "Les nouveaux prisonniers en particulier étaient contraints d'accomplir des tâches absurdes... Ils se sentaient avilis... et préféraient un travail, même plus dur, qui produisit quelque chose d'utile..." Même Dallin dont le livre repose sur la thèse que le but des camps russes était de fournir de la main-d'œuvre à bas prix, est forcé d'admettre l'inefficacité du travail de camp, *op. cit.*, p. 105. Les théories courantes à propos du système concentrationnaire russe comme mesure économique destinée à fournir un appoint de main-d'œuvre bon marché se trouvaient clairement réfutées si se révélaient exacts les rapports récents concernant les amnisties massives et l'abolition des camps de concentration. Car si les camps avaient servi la réalisation d'un dessein économique important, le régime ne pourrait certainement pas se permettre de les liquider rapidement sans que des conséquences graves en résultent pour le système économique tout entier.

370 En dehors des millions de gens qu'ils déportèrent vers les camps de concentration, les nazis ne cessèrent de bâtir de nouveaux projets de colonisation – ils transportèrent des Allemands d'Allemagne ou des territoires occupés vers l'est à des fins de colonisation. Cela constituait bien

point de vue d'un monde strictement utilitaire la contradiction manifeste entre cette façon d'agir et les impératifs militaires donne à toute l'entreprise un air fou et chimérique.

Cette atmosphère d'irréalité et de rêve, créée par une apparente absence de but, est le véritable rideau de fer qui dissimule aux yeux du monde toutes les formes de camps de concentration. Vus de l'extérieur, ceux-ci, et ce qu'y s'y passe, ne peuvent être décrits qu'à l'aide d'images tirées d'une vie *post mortem*, d'une vie affranchie des soucis terrestres. On peut fort justement distinguer trois types de camps de concentration qui correspondent à trois conceptions fondamentales de la vie après la mort en Occident : Hadès, le Purgatoire et l'Enfer. À Hadès correspondent ces manières relativement douces, autrefois répandues même dans les pays non-totalitaires, de mettre à l'écart les éléments indésirables de toutes sortes – réfugiés, apatrides, asociaux et chômeurs ; comme tous les camps de personnes déplacées, qui ne sont rien d'autre que des camps pour les personnes devenues superflues et importunes, ils ont survécu à la guerre. Le Purgatoire est représenté par les camps de travail en Union soviétique, où l'abandon se combine avec un travail forcé chaotique. L'enfer au sens littéral a été incarné par ces types de camps réalisés à la perfection par les nazis : là, l'ensemble de la vie fut minutieusement et systématiquement organisé en vue des plus grands tourments.

Ces trois types ont tous un point commun : les masses humaines qui y sont enfermées sont traitées comme si elles n'existaient plus, comme si ce qu'il advenait d'elles ne présentait plus d'intérêt pour personne, comme si leur mort était déjà scellée et qu'un esprit malin, pris de folie, s'amusait à les maintenir un temps entre la vie et la mort, avant de les admettre à la paix éternelle.

Ce ne sont pas tant les barbelés que l'irréalité habilement créée

entendu un sérieux handicap pour les opérations militaires et l'exploitation économique. Pour les nombreuses controverses à ce sujet, et le perpétuel conflit entre la hiérarchie civile nazie dans les territoires occupés de l'Est et la hiérarchie S.S., voir en particulier vol. 29 de *Trial of the Major War Criminals*, Nuremberg 1947.

de ceux qu'ils enclosent qui provoque des sévices aussi extrêmes et fait en définitive passer l'extermination pour une mesure parfaitement normale. Tous les actes qui furent perpétrés dans les camps ne nous sont familiers que par référence au monde des imaginations perverses et malignes. Ce qui est difficile à comprendre, 'est que si ces horribles crimes prennent place, au même titre que de telles imaginations, dans un monde fantôme, ce monde s'est pour ainsi dire matérialisé en un monde achevé avec toutes les données sensibles du réel, mais sans la cohérence et la responsabilité à défaut desquelles la réalité ne demeure pour nous qu'une masse de données incompréhensibles. Le résultat en est qu'un lieu a été créé où des hommes peuvent être torturés et abattus, sans que pourtant ni les tourmenteurs ni les tourmentés, et moins encore les autres, à l'extérieur, ne sévissent qu'il s'agit là de quelque chose de plus qu'un jeu cruel ou qu'un rêve absurde³⁷¹.

Les films que les Alliés mirent en circulation, en Allemagne et ailleurs, après la guerre montrent clairement que cette atmosphère d'irréalité et de rêve n'est pas dissipée par le pur reportage. Pour le spectateur non prévenu, ces images sont à peur près aussi convaincantes que des instantanés de substances mystérieuses pris lors de séances de spiritisme³⁷². Le sens commun réagit aux horreur de Buchenwald et d'Auschwitz par cet argument plausible : "Quel crime devaient avoir commis ces gens pour qu'on leur fasse des

371 Bettelheim, *op.cit.*, note que les gardiens adoptaient dans les camps envers l'atmosphère d'irréalité une attitude semblable à celle des prisonniers eux-mêmes.

372 Il n'est pas inutile de réaliser que toutes les images des camps de concentration induisent en erreur dans la mesure où elles ne montrent les camps que dans leur dernière phase, au moment où les troupes alliées y pénétrèrent. Il n'y avait pas de camps de la mort en Allemagne proprement dite, et à ce stade tout l'équipement d'extermination avait déjà été démantelé (ce que constate Robert Faurisson, ce qui lui permet de nier leur existence). D'autre part, ce qui scandalisa les Alliés et donna à leurs films leur caractère particulièrement horrible – à savoir, la vue de squelettes humains – n'était pas du tout typique des camps de concentration allemands ; l'extermination se pratiquait systématiquement par le gaz (Zyklon-B, lire plus haut), et non par la privation de nourriture. La situation dans les camps fut une conséquence des événements qui se produisirent durant les derniers mois de la guerre : Himmler avait ordonné l'évacuation de tous les camps d'extermination de l'Est – les camps allemands se trouvèrent donc considérablement surpeuplés – et il n'était plus en mesure d'assurer le ravitaillement en Allemagne.

choses pareilles !" ; ou , en Allemagne et en Autriche, quand sévissaient à plein la famine le surpeuplement et la haine générale : "Dommage qu'on ait cessé de gazer les Juifs !" ; et partout il avait ce haussement d'épaules sceptiques qui accueille la propagande ratée.

Si la propagande de la vérité ne réussit pas à convaincre l'individu moyen parce qu'elle est trop horrible, elle est positivement dangereuse pour ceux qui savent d'après leurs propres fantasmes ce qu'ils sont capables de faire, et qui sont donc parfaitement prêts à croire à la réalité de ce qu'ils ont vu. Soudain, il devient évident que ce que l'imagination humaine avait depuis des milliers d'années rejeté dans un royaume hors du pouvoir des hommes, peut se forger ici-bas maintenant : l' Enfer et le Purgatoire, et même une image de leur durée éternelle, peuvent être créés grâce aux méthodes les plus modernes de destruction et de thérapie. À ces gens (et ils sont plus nombreux dans toute grande ville que nous ne nous plaisions à le croire) l'enfer totalitaire ne prouve qu'une chose : que le pouvoir de l'homme est plus grand qu'ils n'eussent jamais osé l'imaginer ; que l'homme peut réaliser des visions d'enfer sans que le ciel tombe ou que la terre s'ouvre^{373*}.

Ces analogies, répétées dans maints récits du monde de l'agonie³⁷⁴, semblent exprimer plus qu'une tentative désespérée de dire ce qui est étranger au domaine du discours humain. Rien peut-être ne distingue plus radicalement les masses modernes de celles des siècles passés que la perte de la foi en un jugement dernier : les pires ont perdu leur crainte, les meilleurs leur espoir. Aussi incapables qu'avant de vivre sans crainte et sans espoir, ces masses sont attirées

373 **cela m'amène à penser que la science et la technique mal utilisées sont les outils de l'homme mauvais. Le raffinement des techniques, les drogues développées par les laboratoires, les outils psychologiques mis au point par les psychologues, n'ont pas encore atteint les sommets qui permettront à un futur dictateur-totalitaire de faire encore pire que Hitler ou Staline. La surpopulation et la pauvreté pourront engendrer de tels personnages. Je suis donc pessimiste, et il y aura peu d'hommes courageux pour empêcher cela. La cupidité des riches (hommes ou nation) peut nous mener vers cet situation. Le paragraphe qui suit est la traduction directe de ma pensée.

374 Que la vie dans les camps de concentration n'était qu'un processus de mort sans fin, c'est ce qu'a souligné David Rousset, *op. cit.*, passim. (*Les Jours de notre Mort. L'Univers Concentrationnaire*).

par toute entreprise qui semble promettre la fabrication par l'homme du Paradis qu'elles avaient désiré et de l'Enfer qu'elles avaient redouté. E même qu'en ses aspects les plus connus du public, la société sans classes de Marx présente une étrange ressemblance avec l'âge messianique, de même la réalité des camps de concentration ne ressemble à rien tant qu'aux images de l'Enfer médiévales.

La seule chose qui ne peut être reproduite, c'est ce qui a rendu tolérable pour l'homme les conceptions traditionnelles de l'Enfer : le Jugement dernier, l'idée d'un critère absolu de justice s'alliant à la possibilité infinie de la grâce. Car, pour les hommes, il n'y a pas de crime ni de péché qui aient de commune mesure avec les tourments éternels de l'Enfer. D'où la déconfiture du bon sens, qui s'enquiert : "Quel crime ces gens peuvent-il avoir commis pour souffrir de manière aussi inhumaine ?" D'où également l'innocence absolue des victimes : "Aucun homme n'a jamais mérité cela". D'où enfin le grotesque hasard qui présidait au choix des victimes des camps de concentration dans l'état de terreur achevée : un tel châtement peut être infligé à quiconque avec une égale justice et injustice^{375*}.

En comparaison de la démente du résultat final – la société concentrationnaire – le processus par lequel les hommes sont préparés à cette fin, les méthodes employées pour adapter les individus à cet état de choses sont limpides et logiques. La fabrication massive et démentielle de cadavres est précédée par la préparation historiquement et politiquement intelligible de cadavre vivants. L'impulsion et, ce qui est plus important, le consentement tacite, donnés à l'apparition de ces conditions sans précédent, sont le fruit de ces événements qui, dans une période de désintégration politique, ont soudainement privé, contre toute attente, des centaines

375 **Pourtant en 2017 et depuis cette date 1940 les progrès de l'humanité la création de l'ONU et les résolutions n'ont pas réglés les graves questions de : Rwanda (Hutus contre les Tutsis), Argentine (Galtieri), Chili (Pinochet), Grèce (des Colonels), Espagne (Franco), Portugal (), Corée du Nord, Syrie (Hassad), Irak (), Libye ()... Cet organisme international est incapable d'interventions coordonnées pour prévenir les massacres des populations. Les armes circulent sans limites et les tueurs sont formés chaque jours dans les pays occidentaux pour asservir les populations aux mains des tyrans (même la France à participé à ces formations - cas la plus connu, l'Argentine).

de milliers d'hommes de domicile et de patrie, en on fait des hors-la-loi et des indésirables, tandis que des millions d'autres sont devenus, à cause du chômage, une surcharge tant du point de vue économique que social. Cela n'a pu à son tour se produire que parce que les droits de l'homme³⁷⁶ qui, philosophiquement, n'avaient jamais été établis mais seulement formulés, qui, politiquement, n'avaient jamais été garantis mais seulement proclamés, ont, sous leur forme traditionnelle, perdu toute validité^{377*}.

Le premier pas essentiel sur la route qui mène à la domination totale consiste à tuer en l'homme la personne juridique. À cette fin, on a commencé par soustraire certaines catégories de personnes à la protection de la loi tout en forçant, par le moyen de la dénationalisation, le monde non totalitaire à les reconnaître hors la loi ; ensuite le camp de concentration fut placé en dehors du système pénal normal, où un crime déterminé encourt une sanction prévue d'avance. Ainsi les criminels, qui, pour d'autres raisons, sont un élément essentiel de la société concentrationnaire, ne sont généralement envoyés dans un camp que pour parachever leur peine de prison. En toutes circonstances, la domination totalitaire veille à ce que les catégories rassemblées dans les camps – les Juifs, les porteurs de maladies, les représentants des classes en voie de disparition – aient déjà perdu tout pouvoir d'action tant normale que criminelle. En termes de propagande, cela signifie que la "détention protectrice" est maniée comme une "mesure de police préventive"³⁷⁸,

376 Voir la déclaration des droits de l'homme : ONU 10 décembre 1948.

377 **2017 des élections à grands risques se déroulent en Europe, l'extrême-droite est aux portes du pouvoir. Cependant les dirigeants ultra-libéraux restent sur leur ligne de conduite en infligeant des sévices sociaux aux populations pas la mise en application très brutale d'une idéologie "néo-ordo-libérale" dont nous constatons les ravages dans les banlieues et dans les pays. Le nivellement par le bas des règles sociales par la mise en concurrence des peuples (directives Bolkechtein). Des règles comptables et bancaires scandaleuses, des comportements des financiers dangereux déstabilisent les sociétés en Europe et dans le monde au nom de la concurrence libre et non faussée alors que nous savons que les ententes, les groupes de pression (lobbys) dénaturent cette notion. (Lire les économistes les plus en vue comme les prix Nobel pour se faire une idée du désastre qui s'annonce).

378 Maunz, *op. cit.*, p. 50, insiste sur le fait que les criminels ne doivent jamais être envoyés dans les camps pendant le temps où ils purgent leurs peines légales.

autrement dit comme une mesure qui met les gens hors d'état d'agir. Les dérogations à cette règle en Russie peuvent être mises au compte d'un catastrophique manque de prisons et d'un désir, qui ne s'est pas jusque-là réalisé, de transformer tout le système pénal en un système concentrationnaire³⁷⁹.

L'inclusion de criminels est nécessaire pour rendre plausible la propagande du mouvement qui prétend que l'institution est destinée à des éléments asociaux³⁸⁰. Si les criminels ne relèvent pas à proprement parler des camps de concentration, c'est seulement parce qu'ils est plus difficile de tuer la personne juridique chez un homme qui s'est rendu coupable d'un crime que chez quelqu'un qui est totalement innocent. Si les criminels constituent une catégorie permanente parmi les détenus, il faut voir là une concession de l'État totalitaire aux préjugés de la société, qui de cette façon est mieux préparée à s'accommoder de l'existence des camps. D'autre part, pour garder intact le système des camps, il est capital, aussi longtemps qu'existe un système pénal, de n'y envoyer les criminels que pour parachever leur peine, c'est-à-dire au moment où ils devraient recouvrer la liberté. Sous aucun prétexte le camp de concentration ne doit devenir un châtiment applicable à des délits bien définis.

L'amalgame des criminels aux autres catégories a en outre l'avantage de faire brutalement sentir aux autres arrivants qu'ils sont tombés au plus bas degré de l'échelle sociale. Et assurément il s'avère bientôt qu'ils ont toutes les raisons d'envier le plus vil des voleurs ou des meurtriers. Mais en attendant, ce plus bas degré est un bon commencement. Plus, c'est un moyen efficace de camouflage : cela n'arrive qu'aux criminels et rien n'arrive de pire que ce qui de manière méritée arrive aux criminels.

Partout les criminels forment l'aristocratie des camps. 'En

379 Le manque d'espace cellulaire fut tel en Russie que, dans les années 1925-1926, 36% seulement des condamnations en justice purent être exécutées. Voir Dallin, *op. cit.*, p. 158 s.

380 "La Gestapo et les S.S., ont toujours attaché une grande importance au mélange des catégories de détenus dans les camps. Dans aucun camp, les détenus n'ont appartenu exclusivement à une catégorie" (Kogon, *op. cit.*, p. 19).

Allemagne, pendant la guerre, ils furent remplacés dans ce rôle de direction par les communistes, car même un minimum de travail rationnel ne pouvait être effectué dans les conditions chaotiques créées par une administration formée de criminels. Ce ne fut là qu'une transformation temporaire des camps de concentration en camps de travaux forcés, un phénomène étrangement atypique de durée limitée³⁸¹.) Ce qui porte les criminels à la direction, ce n'est pas tant l'affinité du personnel de surveillance avec des éléments de cette nature : en Union soviétique les surveillants n'appartiennent apparemment pas, à la différence des S.S., à une élite spécialement dressée à commettre des crimes³⁸² ; c'est que les criminels sont les seuls à avoir été envoyés dans les camps en fonction d'une activité précise. Eux savent au moins pourquoi ils y sont et ils ont donc conservé un vestige de leur personne juridique. Pour les prisonniers politiques, cela n'est vrai que subjectivement : leurs actions, si tant est qu'il s'agisse vraiment d'actions et non de simples opinions ou de vagues soupçons d'une dénonciateur, ou encore d'une appartenance accidentelle à un groupe politiquement réprouvé, ne relèvent pas en règle générale du système légal normal du pays et ne sont pas juridiquement définies³⁸³.

À l'amalgame des détenus politiques et criminels, par lequel commencèrent les camps de concentration en Russie et en Allemagne, s'ajouta très vite un troisième élément, qui devait bientôt devenir majoritaire. Ce groupement majoritaire se composa dès lors

381 Le livre de David Rousset souffre d'une surestimation de l'influence des communistes allemands, qui dirigeaient pendant la guerre l'administration interne de Buchenwald. cf. *Les Jours de...* pages 156 s.

382 Voir par exemple le témoignage de Madame Buber-Neumann (l'ancienne femme du communiste allemand Heinz Neumann) qui survécut aux camps de concentration soviétiques et allemands : "Il n'y eut jamais chez les Russes... comme chez les nazis la moindre trace de sadisme... Nos gardiens russes étaient des hommes décentes et non des sadiques, mais ils remplissaient loyalement les exigences du système inhumain" (*Under Two Dictators*).

383 Bruno Bettelheim, "Behavior in Extreme Situations", in *Journal of Abnormal and Social Psychology*, vol. 38, n° 4, 1943, décrit l'estime que se portaient à eux-mêmes les criminels et les prisonniers politiques en comparaison de ceux qui n'étaient coupable de rien. Ces derniers "étaient les moins aptes à supporter le choc initial", les premiers à se désagréger. Bettelheim attribue cela à leur appartenance à la classe moyenne.

de gens dont aucun acte ne pouvait motiver l'arrestation, ni à leurs yeux ni aux yeux de leurs bourreaux. En Allemagne, cet élément fut, après 1938, représenté par la masse des Juifs, et en Russie par tout groupe qui, sans rapport aucun avec ses agissements, avait déplu aux autorités. Ces groupes, innocents dans tous les sens du terme, sont les cobayes idéaux pour mener à bien l'expérience d'abolition et de destruction de la personne juridique. Ils forment donc, qualitativement et quantitativement, la principale catégorie de la population des camps. Ce principe trouva sa plus complète réalisation dans les chambres à gaz qui, ne serait-ce qu'à cause de leur énorme capacité, n'étaient pas destinées à des cas particuliers mais aux gens en général. Dans cet ordre d'idées, le dialogue suivant résume bien la situation de l'individu : "Est-ce que je puis vous demander pourquoi la chambre à gaz ? - Pourquoi êtes-vous nés³⁸⁴ ?" c'est ce troisième groupe de personnes totalement innocentes qui, à tous coups, subit dans les camps le sort le plus effroyable. Assimilés qu'ils sont à cette catégorie, les criminels et les politiques sont eux aussi privés de la protection qu'aurait pu leur valoir ce par où ils se distinguaient : avoir fait quelque chose, et eux aussi sont exposés à l'arbitraire le plus complet. Mais le but ultime, partiellement atteint en Union soviétique et clairement indiqué dans les dernières phases de la terreur nazie, est de n'avoir pour toute population dans les camps que cette catégories de gens innocents.

À la sélection totalement arbitraire des futurs détenus s'oppose la répartition de ceux-ci à leur arrivée dans les camps en catégories non significatives en elles-mêmes, mais utiles du point de vue de l'organisation. Dans les camps allemands on distinguait au moyen d'insignes, tous différents, les criminels, les politiques, les asociaux, les délinquants religieux et les Juifs. Quand, après la guerre d'Espagne les Français installèrent des camps de concentrations^{385*}, ils introduisirent immédiatement l'amalgame typiquement totalitaire

384 David Rousset, *op. cit.*, p. 71

385 **... ?

entre politiques, criminels et innocents (en l'occurrence les apatrides), et malgré leur inexpérience se montrèrent remarquablement inventifs dans la création des catégories de prisonniers tout à fait vides de sens³⁸⁶. Destinée au départ à empêcher que ne se développât tout sentiment de solidarité entre les détenus, cette technique s'avéra particulièrement efficace ; personne en effet ne pouvait savoir s'il appartenait à une catégorie meilleure ou pire que les autres. En Allemagne cet édifice éternellement mouvant, quoique savamment organisé, fut doté d'une apparence de solidité par le fait qu'en toutes circonstances, et sans exception, les Juifs constituèrent la catégorie la plus basse. L'horrible et le grotesque là-dedans étaient que les détenus eux-mêmes s'identifiaient à ces catégories, comme si elles représentaient un dernier vestige authentique de leur personne juridique. Même si nous faisons abstraction de toutes les autres données, il n'est pas étonnant qu'un communiste de 1933 ait dû sortir des camps plus communiste qu'il n'y était entré, un juif plus juif, et, en France, la femme d'un légionnaire plus convaincue encore de la valeur de la légion étrangère. Tout se passait, semblait-il, comme si ces catégories contenaient la dernière promesse d'un sort prévisible, comme si elles incarnaient quelque identité juridique ultime et donc plus fondamentale encore.

Tandis que la répartition en catégories des détenus n'est qu'une mesure tactique, une mesure d'organisation, la sélection arbitraire des victimes met en lumière le principe essentiel de l'institution. Si les camps de concentration avaient reposé sur l'existence d'adversaire politiques, ils n'auraient guère survécu aux premières années des régimes totalitaires. Il suffit de considérer le nombre détenus à Buchenwald dans les années qui suivirent 1936 pour comprendre combien était indispensable à la survie des camps la présence d'innocents. "Les camps auraient complètement disparu si la Gestapo

386 Pour la situation dans les camps de concentration français, voir Arthur Koestler, *Scum of the Earth*, 1941.

n'avait retenu que l'opposition pour critère des arrestations auxquelles elle procédait³⁸⁷ ; et , sur la fin de 1937, Buchenwald, avec moins de 1000 détenus, fut bien près de disparaître avant que les pogroms de novembre n'y amènent plus de 20 000 nouveaux venus³⁸⁸. En Allemagne, après 1938, cet élément que formaient les gens innocents fut en majorité fourni par les Juifs ; en Russie, il consista en groupes choisis arbitrairement parmi la population, et qui, pour une raison qui n'avait aucunement trait à leurs agissements, étaient tombés en disgrâce³⁸⁹. Mais si en Allemagne il fallut attendre 1938 pour que soit établi le camp de concentration sous sa forme typiquement totalitaire, avec son immense majorité de détenus innocents, c'est au début des années 30 qu'il faut remonter en Russie, puisque, jusque là, la population des camps consistait encore en criminels, en contre-révolutionnaires et en "politiques" (ce dernier terme désignant en l'occurrence les membres des factions déviationnistes). Depuis lors, il y eut tant de gens innocents dans les camps qu'il est difficile de les classer : ceux qui avaient un certain genre de contact avec un pays étranger, les Russes d'origine polonaise (de 1936 à 1938 en particulier), des paysans dont les villages, pour quelque raison économique, avaient été liquidés, les nationalistes déportés, les soldats démobilisés de l'Armée rouge qui se trouvaient avoir appartenu à des régiments ayant trop longtemps stationné à l'étranger comme force d'occupation ou qui avaient été faits prisonniers en Allemagne, etc. l'existence d'une opposition politique n'est qu'un prétexte pour un système concentrationnaire, et l'objectif du système n'est pas atteint, même lorsque, sous l'effet de la plus monstrueuse terreur, la population se soumet plus ou moins volontairement, autrement dit, lorsqu'elle renonce à ses droits politiques. Le but d'une système arbitraire est de détruire les droits civils de la population

387 Kogon, *op. cit.*, p. 6.

388 Voir *Nazi Conspiracy*, IV, 800 s.

389 Beck et Godin, *op. cit.*, déclarèrent explicitement que "les opposants ne constituaient qu'une proportion relativement faible de la population des prisons (en Russie)" (p. 87) et qu'il n'y avait aucune espèce de lien entre "l'emprisonnement d'un homme et un quelconque délit" (p. 95).

toute entière, de telle sorte qu'elle finisse par être mise hors la loi dans son propre pays, au même titre que les apatrides et les sans logis. La destruction des droits de l'homme, l'étouffement en lui de la personne juridique, sont un préalable nécessaire à la complète domination de celui-ci. Et cela ne vaut pas seulement pour ces catégories spéciales que sont par exemple les criminels, les adversaires politiques, les Juifs, les homosexuels, sur lesquels se firent les premières expériences ; elle vaut pour tout ressortissant d'un État totalitaire. Le libre consentement constitue, pour la domination totale, un obstacle aussi grand que la libre opposition³⁹⁰. L'arrestation arbitraire de personnes innocentes détruit la validité du libre consentement, de même que la torture – à la différence de la mort – détruit la possibilité d'opposition.

Toute restriction, même la plus tyrannique, à cette persécution arbitraire envers certaines opinions de nature religieuse ou politique, envers certains types de comportement social, intellectuel ou érotique, envers certains 'crimes' fraîchement inventés, rendrait les camps superflus, car à la longue aucune attitude ni aucune opinion ne peut résister à la menace d'une telle horreur. Surtout, elle favoriserait la mise en place d'un nouveau système juridique, qui, doté d'un peu de stabilité, ne manquerait pas de faire apparaître en l'homme une nouvelle personne juridique. Or cela mettrait en échec la domination totalitaire. Le prétendu "Volknutzen" des nazis, perpétuellement fluctuant (car ce qui est utile aujourd'hui peut être nuisible demain), la ligne éternellement mouvante du parti en Union soviétique, qui, de par leur rétroactivité, renouvellent presque tous les jours le stocks de gens susceptibles d'être envoyés dans les camps, constituent les

390 Bruno Bettelheim. "On Dachau and Buchenwald", au cours de son développement sur le fait que la plupart des prisonniers "s'accommodent des valeurs de la Gestapo", souligne "cela n'était pas le résultat de la propagande... La Gestapo insistait sur le fait que, de toute façon, elle les empêcherait d'exprimer leurs sentiments" (p. 834-835). Himmler interdisait explicitement toute propagande, quelle qu'elle soit, dans les camps. "L'éducation consiste en la discipline, et non en une quelconque instruction sur une base idéologique." "Sur l'organisation et les obligations des S.S., et de la police", in *Nationalpolitischer Lehrgang der Wehrmacht*, 1937. Tiré de *Nazi Conspiracy*, IV, 616 s.

uniques garants de la pérennité de ces derniers, et par là de la poursuite de l'entreprise d'abolition totale des droits de l'homme.

Le deuxième pas décisif dans la préparation de cadavres vivants est le meurtre en l'homme de la personne morale. On y procède en rendant d'une manière générale, et pour la première fois dans l'histoire, le martyr impossible : "Combien, ici, croient encore à l'importance, même historique, d'une protestation ? Ce scepticisme-là, c'est bien le vrai chef-d'œuvre des S.S. Leur grande réussite. Ils ont corrompu toutes les solidarités humaines. Ici la nuit est tombée sur l'avenir. Lorsqu'il n'y a plus de témoins, aucun témoignage n'est possible. Manifester alors que la mort ne peut plus être écartée, c'est vouloir lui donner un sens, agir au-delà de sa mort. Pour s'accomplir, un geste exige une signification sociale. Nous sommes ici des centaines de milliers à vivre sciemment dans l'absolue solitude. C'est pourquoi ils acceptent. Le sens de la résignation³⁹¹."

les camps et le meurtres des adversaires politiques font seulement parti de l'oubli organisé qui, non seulement, enveloppe ce véhicule de l'opinion publique qu'est la parole dite et écrite, mais s'étend même aux familles et aux amis des victimes. Chagrin et souvenirs sont interdits. En Union soviétique une femme devra entamer une procédure de divorce immédiatement après l'arrestation de son mari afin de protéger la vie de ses enfants ; si son mari a la chance de revenir, elle lui refusera avec indignation la porte du foyer³⁹². Le monde occidental a jusqu'ici, même dans ces périodes les plus noires, accordé à l'ennemi tué le droit au souvenir : c'était reconnaître comme allant de soi le fait que nous sommes tous des hommes et *seulement* des hommes. C'est seulement parce qu'Achille se rendit aux funérailles d'Hector, parce que les gouvernements les plus despotiques honorèrent l'ennemi tué, par ce que les Romains permirent aux chrétiens d'écrire leurs martyrologes, parce que l'Église gardait ses hérétiques vivants dans la mémoire des hommes,

391 David Rousset, *op. cit.*, p. 464.

392 Voir le récit de Sergei Malakhov *in* Dallin, *op. cit.*, p. 20 s.

que tout ne fut pas perdu et ne put jamais l'être. Les camps de concentration, en rendant la mort elle-même anonyme (en faisant qu'il soit impossible de savoir si un prisonnier était mort ou vivant) dépouillaient la mort de sa signification : le terme d'une vie accomplie. En un sens ils dépossédèrent l'individu de sa propre mort, prouvant que désormais rien ne lui appartenait et qu'il n'appartenait à personne. Sa mort ne faisait qu'entériner le fait qu'il n'avait jamais vraiment existé³⁹³.

Cette attaque contre la personne morale pouvait encore se heurter à l'opposition de l'homme auquel sa conscience dit qu'il vaut mieux mourir en victime que vivre en bureaucrate du meurtre. La terreur totalitaire connut son suprême et terrifiant triomphe lorsqu'elle réussit à priver la personne morale de l'issue individualiste et à rendre absolument problématiques et équivoques toutes les décisions de la conscience. Quand un homme est affronté à l'alternative de trahir et donc de tuer ses amis ou d'envoyer sa femme et ses enfants, pour lesquels il est en tout sens responsable, à la mort ; quand même le suicide signifierait le meurtre immédiat de sa propre famille, qu'est-il en mesure de décider ? L'alternative n'est plus entre le bien et le mal, mais entre le meurtre et le meurtre. Qui pourrait résoudre le dilemme moral de cette mère grecque, que les nazis laissèrent libre de choisir parmi ses trois enfants lequel devait être tué³⁹⁴ ?

Grâce à la création de conditions où la conscience n'est plus d'aucun secours, où bien faire devient radicalement impossible, la complicité consciemment organisée de tous les hommes dans les crimes des régimes totalitaires s'étend aux victimes et prend ainsi un caractère vraiment social. Les S.S., mêlaient les détenus – criminels, politiques, Juifs – à leurs crimes en leur confiant dans une large mesure les responsabilités de l'administration : ainsi ils les confrontaient à un dilemme sans issue : ou bien ceux-ci envoyaient

393 Voir Albert Camus in *Twice à Year (Deux fois par an)*, 1947.

394 Le livre de David Rousset, *op. cit.*, , consiste pour une bonne part en discussions de ce dilemme par les prisonniers.

leurs amis à la mort, ou bien ils participaient au meurtre d'autres hommes qui se trouvaient leur être étrangers. Dans tous les cas ils se voyaient contraints de se conduire en meurtriers^{395*}. L'important n'est pas seulement que la haine soit détournée des coupables (les *kapos* étaient plus haïs que les S.S.) mais que la ligne de démarcation entre persécuteur et persécuté, entre le meurtrier et sa victime, soit constamment estompée³⁹⁶.

Une fois tuée la personne morale, il ne subsiste qu'un obstacle à la métamorphose des hommes en cadavres vivants : les différences entre les individus, l'identité unique de chacun. Sous une forme stérile cette individualité peut être préservée grâce à un stoïcisme tenace : il est certain que bien des hommes ont trouvé, trouvent encore quotidiennement refuge dans cet absolu isolement d'une personnalité sans droits ou sans conscience. Il ne faut aucun doute que cet aspect de la personne humaine, dans la mesure où précisément il tient si essentiellement à la nature et à des forces échappant au contrôle de la volonté, est le plus difficile à détruire (détruit, il est aussi celui qui se reconstitue le plus aisément³⁹⁷).

Les méthodes utilisées pour en finir avec ce caractère unique de la personne humaine sont nombreuses et nous n'essaierons pas d'en donner la liste. Il y a d'abord les monstrueuses conditions de transport vers les camps : des milliers d'homme sont entassés, nus, agglutinés les uns aux autres, dans des wagons à bestiaux : debout, des jours d'affilées, ils sont ballottés à travers la campagne. Il y a ensuite l'arrivée au camps, avec le choc savamment préparé des premières heures, avec le rasage du crâne, avec la tenue grotesque du

395 **lire notamment la discussion entre le médecin et le partisan communiste sur ce sujet (il s'agit de choisir le malade à soigner) – environ pages 156-157 "Les Jours de notre Mort" – édition Pluriel . Mais il existe d'autres occurrences dans le livre.....

396 Bettelheim, *op. cit.*, décrit le processus par lequel les gardiens aussi bien que les prisonniers étaient "conditionnés" à la vie dans le camp et avaient peur de retourner au monde extérieur. David Rousset a donc raison d'insister sur le fait que "la victime comme le bourreau étaient ignobles : (que) la leçon des camps c'est la fraternité de l'abjection" (p. 588).

397 Bettelheim, *op. cit.*, montre comment le " souci principal des nouveaux prisonniers était de garder, intacte leur personnalité", alors que le problème des vieux prisonniers était : "Comment vivre le mieux possible à l'intérieur du camp ?"

camp. Il y a enfin les tortures absolument inimaginables, juste dosées pour ne pas tuer le corps, en tout cas pas rapidement³⁹⁸. Le but de toutes ces méthodes est toujours le même : il s'agit de manipuler le corps humain, avec ses infinies possibilités de souffrir de manière à lui faire détruire la personne humaine aussi inexorablement que certaines maladies mentales d'origine organique.

C'est ici que se dévoile au grand jour la démence radicale du processus tout entier. La torture est assurément un trait essentiel de tout l'appareil policier et judiciaire totalitaire ; on s'en sert chaque jour pour faire parler les gens. Ce type de torture, dans la mesure où il poursuit un but défini, rationnel, a certaines limites : ou bien le prisonnier parle au bout d'un certain temps, ou bien on le tue. À cet usage rationnel de la torture s'ajouta dans les premiers camps de concentration nazis et dans les caves de la Gestapo celui d'un autre type de torture, irrationnel et sadique. Pratiquée le plus souvent par les S.A., cette dernière, loin d'avoir un but et d'être systématique reposait sur l'initiative d'éléments dans une large mesure anormaux. La mortalité était si élevée que seul un petit nombre de détenus de 1933 survécut à ces premières années. Ce type de torture n'était, semblait-il, pas tant une institution à visée politique qu'une concession du régime à ses éléments criminels et anormaux, qui se voyaient ainsi récompensés des services rendus. Derrière l'aveugle bestialité des S.A., il y avait souvent une haine, un ressentiment profond pour tous ceux qui, socialement, intellectuellement ou physiquement, étaient mieux lotis qu'eux et qui désormais, comme pour réaliser leurs rêves les plus sauvages, se trouvaient en leur pouvoir. Ce ressentiment qui ne disparut jamais entièrement des camps nous frappe comme une dernière trace de sentiment

398 **Cette scène dans "Les Jours de notre Mort" : les prisonniers sont réveillés la nuit sommés de se lever pour un exercice physique dans le froid ; il s'agit de se déplacer le plus vite possible en sautillant accroupis les fesses posées sur les talons. Les kapos frappent à coup de nerfs de bœufs. Ceux qui ne peuvent suivre l'allure ou protestent sont battus, blessés, massacrés de manière ignoble devant les autres prisonniers, leurs corps sont abandonnés sur le bord du chemin, dans la boue.... *Les Jours de...* Pluriel ; pages : 161, 177...

humainement intelligible³⁹⁹.

La véritable horreur ne commença toutefois que lorsque les S.S., prirent en main l'administration des camps. L'ancienne bestialité spontanée fit place à une destruction absolument froide et systématique des corps humains, dans le dessein prémédité de détruire la dignité humaine. La mort était indéfiniment évitée, indéfiniment remise. Les camps ne furent, dès lors, plus des parcs d'attraction pour des bêtes à formes humaines, pour des hommes qui relevaient d'asiles d'aliénés et de prisons. C'est l'inverse qui devint vrai : ils se transformèrent en "terrains d'exercice" où des hommes parfaitement normaux furent entraînés à être des S.S., à part entière⁴⁰⁰.

399 David Rousset, *op. cit.*, p. 390, rapporte la harangue suivante d'un S.S., à un professeur : "Vous avez été professeur ; mais vous ne l'êtes plus. Vous n'êtes plus un grand monsieur. Vous êtes tout petit maintenant. Tout petit. C'est moi qui suis grand !"

400 Kogon, *op. cit.*, p. 6, parle de la possibilité que les camps soient maintenus comme laboratoires et champs de manœuvre pour les S.S. Il donne également une bonne description de la différence entre les premiers camps administrés par les S.A., et les derniers dirigés par les S.S. "Aucun de ces premiers camps n'a dépassé le chiffre de mille détenus. La vie y défiait toute description. Les relations des rares vieux prisonniers qui survécurent à ces années, concordent toutes pour affirmer qu'il n'y avait pratiquement pas une seule forme de perversion qui n'ait été pratiquée par les S.A. Mais tous ces actes étaient le fait de la bestialité individuelle, et le système froid, parfaitement organisé, couvrant des masses humaines, n'était pas encore en place. Celui-ci fut l'œuvre des S.S. (p. 7).

Ce nouveau système, avec sa mécanique, étreignait autant qu'il était humainement possible le sens de la responsabilité. Quand, par exemple, arrivait l'ordre de tuer chaque jour plusieurs centaines de prisonniers russes, on procédait à la tuerie en tirant par un trou pratiqué dans un mur sans voir les victimes. (Voir Ernest Feder, "Essai sur la psychologie de la terreur", in *Synthèses*, Bruxelles 1946.) D'autre part la perversion fut artificiellement créée chez des être qui, autrement, eussent été normaux. David Rousset nous rapporte les paroles suivantes d'une gardien S.S. : "je tape le plus souvent jusqu'à ce que j'éjacule. J'ai une femme et trois gosses à Breslau. J'étais autrefois un homme parfaitement normal. Voilà ce qu'ils ont fait de moi. Maintenant quand ils me donnent une permission pour sortir, je ne vais plus chez moi. Je n'ose pas regarder ma femme en face" (p. 273). Les documents sur l'époque hitlérienne contiennent de nombreux certificats attestant en moyenne la normalité de ceux à qui était confié l'exécution du programme d'extermination de Hitler. On en trouve un bon recueil dans Léon Poliakov, "The Weapon of Antisemitism", publié par l'Unesco dans *The Third Reich*, Londres 1955. la plupart des hommes dans les unités utilisées à ces fins n'étaient pas des volontaires ; on les avait recrutés dans la police ordinaire pour ces tâches particulières. Mais même les S.S., aguerris trouvaient cette sorte de devoir pire que le combat en première ligne. Dans son rapport sur une exécution massive opérée par les S.S., un témoin oculaire loue hautement ce bataillon d'avoir été "idéaliste" au point de supporter "l'entière extermination sans le soutien de l'alcool".

Que l'on ait voulu éliminer toute motivation personnelle, toute passion pendant les

L'assassinat de l'individualité, de ce caractère unique dont la nature, la volonté et le destin ont pourvu également tous les hommes, et qui est devenue une prémisses si évidente à tous les rapports humains que des jumeaux identiques inspirent un certain malaise, engendre une horreur qui éclipse largement l'atteinte à la personne juridique et politique et le désespoir de la personne morale. C'est cette horreur qui est la source des généralisations nihilistes et de l'assez grande plausibilité de leurs affirmations selon lesquelles les hommes sont tous identiquement et essentiellement des bêtes⁴⁰¹. En réalité, l'expérience des camps de concentration montre bien que des êtres humains peuvent être transformés en des spécimens de l'animal humain et que la "nature" de l'homme n'est "humaine" que dans la mesure où elle ouvre à l'homme la possibilité de devenir quelque chose de non naturel par excellence, à savoir un homme.

Après le meurtre de la personne morale et l'anéantissement de la personne juridique, la destruction de l'individualité est presque toujours couronnée de succès. On peut concevoir de faire appel à certaines lois de la psychologie des masses afin d'expliquer **pourquoi des millions d'êtres humains se sont laissé mener sans résistance à la chambre à gaz**, quand bien même ces lois n'expliqueraient rien d'autre que la destruction de l'individualité. Il est plus significatif que ceux qui, individuellement, avaient été condamnés à mort aient très rarement tenté d'entraîner avec eux un de leurs bourreaux, qu'il n'y ait guère eu de révoltes sérieuses, et que, même au oement de la libération, l'on n'ait vu que très peu de massacres spontanés de S.S. Car détruire l'individualité, c'est détruire la spontanéité, le pouvoir qu'à l'homme de commencer quelque chose de neuf à partir de ses

"exterminations", et par là réduire au minimum les cruautés, c'est ce qu'atteste le fait qu'un groupe de médecins et d'ingénieurs, chargés de faire fonctionner les chambres à gaz, ne cessèrent d'y apporter des améliorations : or celles-ci n'étaient pas seulement destinées à augmenter la productivité des usines de cadavres ; elles visaient aussi à accélérer et à adoucir le processus de la mort.

401 Ce point est bien mis en relief dans l'œuvre de David Rousset. "les conditions sociales de la vie dans les camps ont transformé la grande masse des détenus, qu'ils fussent allemands ou déportés et quelles qu'aient été leur position sociale antérieure et leur formation... en une plèbe dégénérée, entièrement soumise aux réflexes primitifs de l'instinct animal" (p. 183).

propres ressources, quelque chose qui ne peut s'expliquer à partir de réactions à l'environnement et aux événements⁴⁰². Rien donc ne demeure, sinon d'affreuses marionnettes à face humaine, qui toutes se comportent comme le chien dans l'exercice de Pavlov, qui toutes réagissent d'une manière parfaitement prévisible même quand elles vont à leur propre mort, et qui ne font que réagir. Tel est le véritable triomphe du système : "Le triomphe S.S., demande que la victime elle-même consente à se laisser mener par le bout du nez sans protester, renonce, s'abandonne, dans le sens où elle cesse de s'affirmer. Et ce n'est pas pour rien. Ce n'est pas gratuitement, par sadisme uniquement, que les S.S., veulent cette défaite. Ils savent que le système qui réussit à détruire la victime avant qu'elle monte sur l'échafaud... est le meilleur, incomparablement, pour maintenir tout un peuple en esclavage. Dans la soumission. Rien n'est plus terrible que ces défilés de gens qui vont à la mort comme des mannequins. Celui qui les voit se dit : "Pour qu'ils aient pu être réduit ainsi, quelle puissance se cache dans la main des maîtres", et il retourne chez lui plein d'amertume, mais dompté⁴⁰³."

si nous prenons au sérieux les aspirations totalitaires, et si nous refusons de nous laisser abuser par ce qu'affirme, à leur propos, le bon sens – qu'elles sont utopiques, irréalisables – il apparaît que la société de la mort instituée dans les camps est la seule forme de société où il soit possible de dominer entièrement l'homme. Ceux qui aspirent à la domination totale doivent liquider toute spontanéité, telle que ne manquera pas de faire surgir la simple existence de l'individualité ; ils doivent les traquer toutes deux jusque dans leurs formes les plus intimes, si apolitiques et inoffensives qu'elles

402 À ce contexte appartient également la rareté des suicides dans les camps. Les suicides avaient lieu bien plus souvent avant l'arrestation et la déportation que dans le camp lui-même. Cela s'explique bien sûr en partie par le fait qu'on s'efforçait par tous les moyens d'empêcher les suicides, qui sont, après tout, des actes spontanés. D'après les statistiques de Buchenwald (*Nazi Conspiracy*, IV, 800 s.) il apparaît qu'à peine 0,5% des morts sont à mettre au compte des suicides ; il n'y eut que deux suicides par an, alors que, dans le même temps, le chiffre total des morts atteignait 3516. les récits des camps russes font état du même phénomène. Cf. par exemple, Starlinger, *op. cit.*, p. 57.

403 David Rousset, *op. cit.*, p. 525.

puissent paraître. Le chien de Pavlov, l'échantillon humain réduit aux plus élémentaires réactions, le faisceau de réactions auquel peut toujours en être substitué d'autres déterminant exactement le même genre de comportement, voilà quel est le "citoyen" modèle d'un État totalitaire ; et un tel citoyen ne peut qu'être imparfaitement produit en dehors des camps.

L'inutilité des camps, l'aveu cynique de leur anti-utilité, ne sont qu'une apparence. En réalité ils sont plus utiles à la sauvegarde du pouvoir du régime qu'aucune de ses autres institutions. Sans les camps de concentration, sans la peur mal définie qu'ils inspirent, sans le terrain d'entraînement fort bien défini qu'ils offrent en matière de domination totalitaire (nulle part ailleurs on ne pourrait en éprouver pleinement toutes les possibilités les plus radicales), un État totalitaire ne pourrait jamais inspirer le fanatisme aux troupes qui en sont le noyau, ni maintenir un peuple tout entier en complète apathie. Les dominants et les dominés ne retomberaient que trop vite dans "la vieille routine bourgeoise" ; après les "excès" de la jeunesse, ils succomberaient au poids de la vie quotidienne et de ses lois humaines ; bref ils évolueraient dans la direction que tous les observateurs, encouragés par le bon sens, aimaient tant à prédire. L'erreur tragique de toutes ces prophéties, qui prirent naissance en un monde encore en sécurité, était de supposer l'existence d'une nature humaine unique et inaltérable ; elle était d'identifier cette nature humaine à l'histoire, et d'en conclure que la domination totale était non seulement inhumaine mais encore dépourvue de réalisme. Entre-temps, nous avons appris que le pouvoir de l'homme est si grand qu'il peut devenir en réalité ce qu'il désire être.

Il est dans la nature même des régimes totalitaires de revendiquer un pouvoir sans bornes. Un tel pouvoir ne peut être assuré que si tous les hommes littéralement, sans exception aucune, sont dominés de façon sûre dans tous les aspects de leur vie. Dans le domaine des affaires étrangères, les nouveaux territoires neutres ne doivent jamais cesser d'être soumis, tandis qu'à l'intérieur des

groupements humains toujours nouveaux doivent être domptés par l'expansion des camps de concentration, ou, quand les circonstances l'exigent, être liquidés pour faire place à d'autres. Le problème de l'opposition est sans importance, tant dans les affaires étrangères qu'intérieures. Toute neutralité, toute amitié même, dès lors qu'elle est spontanément offerte, est un point de vue de la domination totalitaire aussi dangereuse que l'hostilité déclarée : car la spontanéité en tant que telle, avec son caractère imprévisible, est le plus grand de tous les obstacles à l'exercice d'une domination totale sur l'homme. Aux communistes des pays non communistes qui se réfugièrent ou furent appelés à Moscou, une mère expérience apprit qu'ils constituaient une menace pour l'Union soviétique. Les communistes convaincus sont en ce sens, qui est le seul à avoir quelque réalité aujourd'hui, aussi ridicules et aussi menaçants aux yeux du régime russe que les nazis convaincus de la faction Röhm l'étaient par exemple pour les nazis.

Ce qui rend si ridicules et si dangereuses toute conviction et toute opinion dans la situation totalitaire, c'est que les régimes totalitaires tirent leur plus grande fierté du fait qu'ils n'en ont pas besoin, non plus que d'aucune forme de soutien humain. Les hommes, dans la mesure où ils sont plus que la réaction animale et que l'accomplissement de fonctions, sont entièrement superflus pour les régimes totalitaires. Le totalitarisme ne tend pas vers un règne despotique sur les hommes, mais vers un système dans lequel les hommes sont de trop. Le pouvoir totalitaire ne peut être achevé et préservé que dans un monde de réflexes conditionnés, de marionnettes ne présentant pas le moindre soupçon de spontanéité. Justement parce qu'il possède en lui tant de ressources, l'homme ne peut être pleinement dominé qu'à condition de devenir un spécimen de l'espèce animale homme.

C'est pourquoi le caractère est une menace et même les règles légales les plus iniques sont un obstacle ; mais l'individualité, comme tout ce qui, bien sûr, distingue un homme d'un autre, est

intolérable. Aussi longtemps que l'on n'a pas rendu tous les hommes également superflus – et c'est là ce qui ne s'est fait que dans les camps de concentration – l'idéal de la formation totalitaire n'a pas été pleinement réalisé. Les États totalitaires s'efforcent sans cesse – même s'ils n'y réussissent pas toujours complètement – de démontrer que l'homme est superflu. C'est à cette fin qu'ils pratiquent la sélection arbitraire des divers groupes à envoyer dans les camps, qu'ils procèdent régulièrement à des purges dans l'appareil dirigeant et à des liquidations massives. Le bon sens proteste désespérément que les masses sont soumises et que tout ce gigantesque appareil de terreur est donc superflu ; s'ils étaient capables de dire la vérité, les dirigeants totalitaires répliqueraient : l'appareil ne vous semble superflu que parce qu'il sert à rendre les hommes superflus.

La tentative totalitaire de rendre les hommes superflus reflète l'expérience que font les masses contemporaines de leur superfluité sur une terre **surpeuplée**. Le monde du mourir, où l'on enseigne aux hommes qu'ils sont superflus à travers un mode de vie où le châtement n'est pas fonction du crime, où l'exploitation se pratique sans profit, où le travail ne produit rien, est une usine à fabriquer quotidiennement de l'absurde. Pourtant, dans le cadre de l'idéologie totalitaire, rien ne pourrait être plus censé ni logique qu'on doive les tuer avec les gaz toxiques ; s'ils sont dégénérés, on ne doit pas les laisser contaminer la population ; s'ils ont des "âmes d'esclaves" (Himmler) personne ne doit perdre son temps à tenter de les rééduquer. Du point de vue de l'idéologie, le défaut des camps de concentration est presque d'avoir trop de sens, et que l'exécution de la doctrine est trop cohérente.

Ainsi, tout en vidant résolument et cyniquement le monde de la seule chose qui ait un sens pour le bon sens et ses prévisions utilitaires, les régimes totalitaires lui imposent une sorte de sur-sens que les idéologues ont effectivement toujours eu en vue lorsqu'elles prétendaient avoir découvert la clé de l'histoire, ou la solution aux

énigmes de l'univers. Par -delà le non-sens de la société totalitaire, et sur lui, s'établit le règne du ridicule sur-sens de sa superstition idéologique. Les idéologies ne sont inoffensives, elles ne sont des opinions arbitraires que tant qu'on ne les prend pas au sérieux. Une fois prise en son sens littéral leur prétention à une totale validité, elles-ci deviennent les centres de systèmes logiques où, comme dans les systèmes paranoïaques, tout s'enchaîne de manière intelligible et même obligatoire dès lors qu'est acceptée la première prémisse. La démesure de tels systèmes réside non seulement dans leur première prémisse, mais encore dans la logique même de leur construction. La curieuse logique de tous les "ismes", leur foi simpliste en la valeur salutaire d'une dévotion aveugle qui ne tient aucun compte des facteurs spécifiques et changeants, contiennent déjà en germe le mépris totalitaire pour la réalité et les faits.

Le bon sens, enclin qu'il est à penser de manière utilitaire, n'est d'aucun secours contre ce sur-sens idéologique, dans la mesure où les régimes totalitaires instaurent un monde qui vit sur le non-sens. Le mépris idéologique des faits contenait encore la prétention d'une maîtrise humaine du monde ; après tout, c'est le mépris de la réalité qui permet de changer le monde, de promouvoir la création humaine. Ce qui détruit la raison de s'enorgueillir dans le mépris totalitaire de la réalité (et qui, du même coup, le distingue radicalement des théories et des attitudes révolutionnaires) c'est le sur-sens qui donne au mépris de la réalité sa force, sa logique, sa cohérence. Ce qui constitue un édifice véritablement totalitaire, c'est, hormis l'affirmation bolchevique que l'actuel système russe est supérieur à tous les autres, le fait que le chef totalitaire tire de cette affirmation la conclusion suivante, d'une logique impeccable : sans ce système les gens n'auraient pu construire quelque chose d'aussi merveilleux que, mettons, le métro. De là, il tire à nouveau la conclusion logique que quiconque connaît l'existence du métro parisien est suspect, car il peut emener les gens à douter que la voie bolchevique soit la seule qui permette certaines réalisations. Cela conduit enfin à la conclusion

que pour demeurer un bolchevik loyal, il faut détruire le métro parisien. Rien n'a d'importance que la cohérence logique.

Avec ces nouvelles structures, bâties sur la force du sur-sens et mues par la logique, nous sommes certes à la fin de l'ère bourgeoise des profits et de la puissance, à la fin tout aussi bien de l'impérialisme et de l'expansion. L'agressivité du totalitarisme ne naît pas de l'appétit de puissance et son expansionnisme ardent ne vise pas l'expansion pour elle-même, non plus que le profit ; leur raisons sont uniquement idéologiques : il s'agit de rendre le monde cohérent, de prouver le bien-fondé de son sur-sens.

C'est principalement au nom de ce sur-sens, au nom d'une complète cohérence, que le totalitarisme doit nécessairement détruire toute trace de ce qu'il est convenu d'appeler la dignité humaine. Car le respect de la dignité humaine implique que l'on reconnaisse les autres hommes ou les autres nations au même titre que soi comme des sujets, comme des bâtisseurs de mondes ou comme des cofondateurs d'un monde commun. Aucune des idéologies qui visent à donner une explication exhaustive des événements historiques du passé et à tracer le cours de tous les événements futurs ne peut supporter l'imprévisibilité inhérente à la créativité des hommes, à leur faculté d'aller jusqu'à l'imprévisible dans la nouveauté.

Le dessein des idéologies totalitaires n'est donc pas de transformer le monde extérieur, ni d'opérer une transmutation révolutionnaire de la société, mais de transformer la nature humaine elle-même. Les camps de concentration sont les laboratoires où l'on expérimente des mutations de la nature humaine, et leur infamie n'est donc pas seulement l'affaire de leurs détenus et de ceux qui administrent selon des critères strictement "scientifiques" ; elle est l'affaire de tous les hommes. Les souffrance – qui ont toujours été trop nombreuses sur terre – ne sont pas le fond du problème, non plus que le nombre des victimes. C'est la nature humaine en tant que telle qui est en jeu ; et même s'il semble que ces expériences ne réussissent pas à changer l'homme, mais seulement à le détruire, en

créant une société où la banalité nihiliste de l'*Homo homini lupus* est réalisée de manière conséquente, on ne devrait jamais perdre de vue les nécessaire limites d'une expérience qui requiert d'être vérifiée à l'échelle du globe pour fournir des résultats concluants.

Jusqu'à présent, la croyance totalitaire que tout est possible semble n'avoir prouvé qu'une seule chose, à savoir : que tout peut être détruit. Néanmoins, en s'efforçant de prouver que tout est possible, les régimes totalitaires ont découvert sans le savoir l'existence de crimes que les hommes ne peuvent ni punir ni pardonner. En devenant possible, l'impossible devint le mal absolu, impunissable autant qu'impardonnable, celui qui ne pouvait plus expliquer les viles motivations de l'intérêt personnel, de la culpabilité, de la convoitise, du ressentiment, de l'appétit de puissance et de la couardise ; celui par conséquent que la colère ne pouvait venger, que l'amour ne pouvait endurer, ni l'amitié pardonner. De même, que les victimes, dans les usines de la mort ou dans les oubliettes, ne sont plus "humaines" aux yeux de leurs bourreaux, de même, cette espèce entièrement nouvelle de criminels est au-delà des limites où la solidarité humaine peut s'exercer dans le crime.

C'est un trait inhérent à toute notre tradition philosophique que nous ne pouvons pas concevoir une "mal radical" : cela est vrai aussi bien pour la théologie chrétienne qui attribuait au diable lui-même, une origine céleste, que pour Kant, le seul philosophe qui, dans l'expression qu'il forgea à cet effet, dut avoir au moins soupçonné l'existence d'une tel mal, quand bien même il s'empressa de la rationaliser par le concept "d'une volonté perverse", explicable à partir de mobiles intelligibles. Ainsi, nous n'avons, en fait , rien à quoi nous référer pour comprendre un phénomène dont la réalité accablante ne laisse pas de nous interpeller, et qui brise toutes les normes connues de nous. Une seule chose semble claire : le mal radical est, peut-on dire, apparu en liaison avec un système où tous les hommes sont, au même titre, devenus superflus. Les manipulateurs de ce système sont autant convaincus de leur propre

superfluité que de celle des autres, et les meurtriers totalitaires sont d'autant plus dangereux qu'ils se moquent d'être eux-mêmes vivants ou morts, d'avoir jamais vécu ou e n'être jamais nés. Le danger des fabriques de cadavres et des oubliettes consiste en ceci : aujourd'hui, avec l'accroissement démographique généralisé, avec le nombre toujours plus élevé d'homme sans feu ni lieu, des masses de gens en sont constamment réduites à devenir superflues, si nous nous obstinons à concevoir notre monde en terme utilitaires. Les événements politiques, sociaux et économiques sont partout tacitement de mèche avec la machinerie totalitaire élaborée à dessein de rendre les hommes superflus. La tentation implicite à cet état de chose est bien comprise par les masses qui, avec leur bon sens utilitaire, sont trop désespérées dans la plupart des pays pour garder leur présente peur de la mort. Les nazis et les bolcheviques peuvent être sûrs : leurs entreprises d'anéantissement, qui proposent la solution la plus rapide au problème de la surpopulation, au problème de ces masses humaines économiquement superfluités et socialement déracinées, attirent autant qu'elles mettent en garde. Les solutions totalitaires peuvent fort bien survivre à la chute des régimes totalitaires, sous la forme de tentations fortes qui surgiront chaque fois qu'il semblera impossible de soulager la misère politique, sociale et économique d'une manière qui soit digne de l'homme^{404*}.

404 **Ce paragraphe, en forme de pronostic est inquiétant. Nous sommes en mai 2017 les taux de chômages grossissent dans beaucoup de pays. La répartition des revenus se déroule en faveur de plus pauvres vers les plus riches (cf Thomas Piketty : *Le Capital au XXI^e siècle*). Des Ghettos se forment à la périphérie des villes où les trafics illicites se développent (drogues). Les comportements des agents économiques posent des problèmes éthiques (banques, fonds d'investissement, spéculations, créations de produits financiers toxiques...). Les partis d'extrême droite à caractère totalitaire et aux sensibilités nazies et fascistes se développent en Europe : ils sont aux portes du pouvoir ; notamment en France, et les administrations de l'Europe conservent le cap de l'ultra-libéralisme, de la concurrence des fiscalités et des salariés (travailleurs détachés) entre les pays de l'Europe et à produire des réglementations supra-nationales qui n'emportent pas l'adhésion des peuples.... à suivre

Chapitre 4

Idéologie et terreur :

Un nouveau type de régime

Dans les chapitres précédents nous avons à plusieurs reprises souligné que les moyens de la domination totale ne sont pas seulement plus radicaux, mais que c'est le totalitarisme qui diffère par essence des autres formes d'oppression politique que nous connaissons, tels le despotisme, la tyrannie et la dictature. Partout où celui-ci s'est hissé au pouvoir, il a engendré des institutions politiques entièrement nouvelles, il a détruit toutes les traditions sociales, juridiques et politiques du pays. Peu importent la tradition spécifiquement nationale ou la source spirituelle particulière de son idéologie : le régime totalitaire transforme toujours les classes en masses, substitue au système des partis, non pas des dictatures à parti unique, mais un mouvement de masse, déplace le centre du pouvoir de l'armée à la police, et met en œuvre une politique étrangère visant ouvertement à la domination du monde. Les régimes totalitaires actuels sont nés des systèmes à partis uniques ; chaque fois que ces derniers sont devenus vraiment totalitaires, ils se sont mis à agir selon un système de valeurs si radicalement différent de tous les autres, qu'aucune de nos catégories utilitaires, que ce soient celles de la tradition, de la justice, de la morale, ou celles du bon sens, ne nous

est plus d'aucun secours pour nous accorder à leur ligne d'action, pour la juger, ou pour la prédire.

Il est bien vrai qu'en retraçant l'histoire et en analysant les implications politiques de ce que nous avons coutume d'appeler la crise de notre siècle, nous pourrions mettre au jour les éléments constitutifs du totalitarisme : mais alors s'impose la conclusion que cette crise n'est pas seulement le fruit d'une menace extérieure, le résultat de quelque politique étrangère agressive de l'Allemagne ou de la Russie, et qu'elle ne disparaîtra pas plus avec la mort de Staline qu'elle ne disparût avec la chute de l'Allemagne nazie. Il se peut même que les véritables difficultés de notre époque ne revêtent leur forme authentique – sinon nécessairement la plus cruelle – qu'une fois le totalitarisme devenu chose du passé.

Il est dans la ligne de telles réflexions de soulever cette question : le régime totalitaire, né de cette crise, et qui en est en même temps le symptôme univoque le plus manifeste, n'est-il qu'un rapiéçage, qui emprunte ses méthodes d'intimidation, ses moyens d'organisation et ses instruments de violence à l'arsenal politique bien connu de la tyrannie, du despotisme et des dictatures ? Ne doit-il son existence qu'à la faillite déplorable, mais peut-être accidentelle, des forces politiques traditionnelles – libérales ou conservatrices, nationales ou socialistes, républicaines ou monarchistes, autoritaires ou démocratiques ? Ou bien y a-t-il au contraire quelque chose comme une nature du régime totalitaire ? Celui-ci a-t-il une essence propre et peut-on le comparer à d'autres types de régime, comme la pensée occidentale en a connu et reconnu depuis les temps de la philosophie antique, et le définir de manière semblable ? S'il en est ainsi, alors les formes entièrement nouvelles, sans précédent, de l'organisation et du mode d'action totalitaires, doivent reposer sur l'une de ces rares expériences fondamentales que les hommes peuvent faire, chaque fois qu'ils vivent ensemble et qu'ils sont impliqués dans les affaires publiques. S'il existe une expérience fondamentale qui trouve son expression dans la domination

totalitaire, alors, et vu la nouveauté de ce type de régime, ce doit en être une, qui, pour une raison ou pour une autre, n'a jamais servi de fondement à un corps politique ; une expérience dont la tonalité générale – quelque familière qu'elle puisse être d'ailleurs – n'avait jamais auparavant envahi ni dirigé le maniement des affaires publiques.

Vue sous l'angle de l'histoire des idées, cette hypothèse semble fort sujette à caution. Car les types de régime sous lesquels vivent les hommes ont été très peu nombreux ; ils furent tôt découverts, répertoriés par les Grecs, et ils se sont avérés d'une extraordinaire longévité. Si nous avons recours à ces découvertes dont l'idée fondamentale, en dépit de maintes variantes, n'a pas changé pendant vingt-cinq siècles qui séparent Platon de Kant, nous sommes immédiatement tentés d'interpréter le totalitarisme comme quelque forme moderne de tyrannie, à savoir comme un régime sans lois, où le pouvoir est monopolisé par un homme. L'arbitraire du pouvoir, son affranchissement à l'égard des lois, son exercice au profit du gouvernant, nuisible aux intérêts des gouvernés, d'une part, la peur pour principe d'action, peur du peuple ressentie par le gouvernant, peur du gouvernant éprouvée par le peuple, d'autre part – telles ont été, tout au long de notre tradition, les marques distinctives de la tyrannie.

Au lieu de dire que le régime totalitaire n'a pas de précédent, nous pourrions dire aussi qu'il a fait éclater l'alternative même sur laquelle reposaient toutes les définitions de l'essence des régimes dans la philosophie politique : l'alternative entre régime sans lois et régime soumis à des lois, entre pouvoir légitime et pouvoir arbitraire. Que régime soumis à des lois et pouvoir légitime d'une part, absence de lois et pouvoir arbitraire d'autre part, aillent de pair au point d'être inséparables, voilà qui n'a jamais fait question. Pourtant, avec le régime totalitaire nous sommes en présence d'un genre de régime totalement différent. Il brave, c'est vrai, toutes les lois positives jusqu'à celles qu'il a lui-même promulguées (ainsi la constitution

soviétique pour ne citer que l'exemple le plus flagrant), ou celles qu'il ne s'est pas soucié d'abolir (la constitution de Weimar, par exemple, que le régime nazi n'a jamais abrogée). Mais il n'opère jamais sans avoir la loi pour guide et il n'est pas non plus arbitraire : car il prétend obéir rigoureusement et sans équivoque à ces lois de la Nature et de l'Histoire dont toutes les lois positives ont toujours été censées sortir.

Telle est la prétention monstrueuse, et pourtant, apparemment sans réplique, du régime totalitaire que, loin d'être "sans lois", il remonte aux sources de l'autorité, d'où les lois positives ont reçu leur plus haute légitimité ; loin d'être arbitraire, il est plus qu'aucun autre avant lui, soumis à ces forces surhumaines ; loin d'exercer le pouvoir au profit d'un seul homme, il est tout à fait prêt à sacrifier les intérêts vitaux immédiats de quiconque à l'accomplissement de ce qu'il prétend être la loi de l'Histoire ou celle de la Nature. Son défi aux lois positives est, assure-t-il, une forme plus élevée de légitimité qui, s'inspirant des sources elles-mêmes, peut se défaire d'une légalité mesquine. La légitimité totalitaire se vante d'avoir trouvé un moyen d'instaurer le règne de la justice sur la terre – à quoi la légalité du droit positif, de son propre aveu, ne pourrait jamais parvenir. L'écart entre légalité et justice ne pourrait jamais être comblé : en effet les normes du bien et du mal, en quoi le droit positif traduit sa propre source d'autorité – la "loi nouvelle" qui gouverne tout l'univers, ou bien la loi divine qui révèle l'histoire humaine, ou encore les coutumes et les traditions qui expriment la loi commune aux sentiments de tous les hommes – sont nécessairement générales ; elles doivent pouvoir s'appliquer à un nombre incalculable et imprévisible de cas, de sorte que chaque cas concret et individuel, avec son concours de circonstances uniques, leur échappe d'une manière ou d'une autre.

La légitimité totalitaire, dans son défi à la légalité et dans sa prétention à instaurer le règne direct de la justice sur la terre, accomplit la loi de l'Histoire ou de la Nature sans la traduire en

normes de bien ou de mal pour la conduite individuelle. Elle applique la loi directement au genre humain sans s'inquiéter de al conduire des hommes. La loi de la Nature ou celle de l'Histoire, pour peu qu'elles soient correctement exécutées, sont censées avoir la production du genre humain pour ultime produit ; et c'est cette espérance qui se cache derrière la prétention de tous les régimes totalitaires à un règne planétaire. La politique totalitaire veut transformer l'espèce humaine en un vecteur actif et infaillible d'une loi à laquelle, autrement, les hommes ne seraient qu'à leur corps défendant passivement soumis. Il est vrai que le lien entre les pays totalitaires et le monde civilisé fut brisé par les crimes monstrueux des régimes totalitaires ; mais il est également vrai que cette débauche de crimes n'était pas imputable à la simple agressivité, à la cruauté, à la guerre et à la perfidie, mais à une rupture consciente de ce *consensus juris* qui, selon Cicéron, constitue un "peuple", et qui , en tant que loi internationale, a dans les Temps modernes constitué le monde civilisé, dans la mesure où, même en période de guerre, il demeure la pierre angulaire des relations internationales. Le jugement moral et le châtement légal présupposent tous deux, à la base, ce consentement. Le criminel ne peut être jugé avec justice que parce qu'il est partie prenante dans le *consensus juris* ; et même la loi divine révélée ne peut être en vigueur chez les hommes que lorsqu'ils l'écoutent et y consentent.

C'est ici que s'éclaire la différence fondamentale entre le concept totalitaire et tous les autres. La politique totalitaire ne remplace pas un corpus de lois par un autre ; elle n'institue pas son propre *consensus juri*, ne crée pas, à la faveur d'une seule révolution une nouvelle forme de légalité. Son défi à toutes lois positives, y compris les siennes propres, implique qu'elle pense pouvoir se passer de tout *consensus juri*, sans pour autant se résigner à l'absence de lois, à l'arbitraire et à la peur qui caractérise l'état de tyrannie. Elle peut se passer du *consensus juri* parce qu'elle promet d'affranchir l'accomplissement de la loi de toute action et de toute volonté

humaines ; et elle promet la justice sur terre parce qu'elle prétend faire du genre humain lui-même l'incarnation de la loi.

Cette identification de l'homme et de la loi, qui semble annuler l'écart entre légalité et justice, casse-tête pour la pensée juridique depuis les temps antiques, n'a rien de commun avec la *lumen naturale* ou la voix de la conscience, grâce auxquelles la Nature ou la Divinité, en tant que sources d'autorité pour le *jus naturale* ou des commandements historiquement révélés de Dieu, sont censées faire connaître leur autorité en l'homme lui-même. Cette dernière conception n'a jamais fait de l'homme une incarnation vivante de la loi, bien au contraire, elle a toujours maintenu la distinction entre celui-ci et celle-là, en tant qu'elle représente l'autorité qui réclame consentement et obéissance. Nature et Divinité en tant que source d'autorité pour les lois positives étaient perçues comme permanentes et éternelles. Les lois positives étaient changeantes et changeables au gré des circonstances ; mais elles possédaient une relative permanence en comparaison des changements bien plus rapides qui affectaient les actions humaines. Cette permanence, elles la tiraient de l'éternelle présence de leur source d'autorité. Aux lois positives est donc en premier lieu assigné le rôle de facteur de stabilisation pour les mouvements humains sans cesse changeants.

Dans l'interprétation totalitaire, toutes les lois sont devenues des lois de mouvement. Que les nazis parlent de la loi de la Nature ou que les bolcheviks parlent de celle de l'Histoire, ni la Nature ni l'Histoire ne sont plus la source d'autorité qui donne stabilité aux actions des mortels ; elles sont en elles-mêmes des mouvements. Sous-jacente à la croyance des nazis en des lois de la race qui seraient l'expression en l'homme de la loi naturelle qui ne s'arrête pas nécessairement à l'aspect présent de l'espèce humaine. Il en va exactement de même chez les bolcheviks : leur croyance en la lutte des classes comme expression de la loi de l'Histoire repose sur la conception marxiste de la société comme produit d'un gigantesque mouvement historique qui, selon sa propre loi interne, se précipiterait

vers la fin des temps historiques où il s'abolirait lui-même.

La différence entre l'approche historique de Marx et celle, naturaliste, de Darwin a fréquemment été soulignée ; le plus souvent, et à juste titre, pour donner raison à Marx. Mais cela nous fait oublier le considérable et évident intérêt que Marx prit aux théories de Darwin. Engels ne pouvait songer à faire un plus grand compliment aux œuvres savantes de Marx qu'en nommant celui-ci le "Darwin de l'histoire"⁴⁰⁵. À considérer non pas l'œuvre réellement accomplie, mais les positions philosophiques fondamentales des deux hommes, il s'avère, en définitive, que le mouvement de l'Histoire et celui de la Nature ne font qu'un. L'introduction par Darwin du concept d'évolution dans la nature, son insistance sur le fait que, dans le domaine biologique du moins, le mouvement naturel n'est pas circulaire mais unilinéaire, progressant à l'infini, signifient, en fait, que la Nature est engloutie dans l'Histoire, que la vie naturelle est tenue pour essentiellement historique. La "loi" naturelle selon laquelle seuls survivent les plus aptes est tout aussi historique que le loi de Marx selon laquelle survit la classe la plus progressive, et, comme telle, le racisme pouvait l'utiliser. Inversement, la lutte des classes, en tant que moteur de l'Histoire, n'est, selon Marx, que le reflet de l'évolution des forces productives, lesquelles à leur tour ont pour origine la "force de travail" des hommes. Pour Marx, le travail n'est pas une force historique, mais une force naturelle-biologique – libérée à la faveur du "métabolisme de l'homme avec la Nature" grâce auquel celui-ci conserve sa vie individuelle et reproduit l'espèce⁴⁰⁶. Engels vit très clairement l'affinité entre les convictions fondamentales des deux hommes parce qu'il comprit le rôle décisif

405 Dans son éloge funèbre de Marx, Engels disait : "De même que Darwin a découvert la loi du développement de la vie organique, de même Marx a découvert la loi du développement de l'histoire humaine." On trouve un commentaire semblable dans l'introduction d'Engels à l'édition du *Manifeste communiste* de 1890, et dans son introduction à *L'Origine de la famille* il mentionne une fois de plus côte à côte "la théorie de l'évolution selon Darwin" et "la théorie de la plus-value selon Marx".

406 Pour le concept marxiste du travail comme "éternelle nécessité imposée par la nature, sans laquelle il ne peut y avoir de métabolisme entre l'homme et la nature, et par conséquent de vie", voir *Le Capital*, vol. I, part. I, ch. I et V. Le passage cité est tiré de chapitre I, section II.

du concept d'évolution dans les deux théories. La formidable mutation intellectuelle qui se produisit au milieu du siècle dernier consista en un refus de regarder ou d'accepter chaque chose "comme elle est" et en une interprétation systématique de toute chose comme n'étant qu'un stade d'une évolution soit appelée nature ou histoire est relativement secondaire. Dans ces idéologies, le terme de "loi" lui-même change de sens : au lieu de former le cadre stable où les actions et les mouvements humains peuvent prendre place, celle-ci devint l'expression du mouvement lui-même.

La politique totalitaire qui en vint à suivre les recettes des idéologies a dévoilé la véritable nature de ces mouvements, dans la mesure où elle a clairement montré qu'il ne pouvait y avoir de terme à ce processus. Si c'est la loi de la Nature d'éliminer tout ce qui est sans défense et inapte à vivre, ce serait la fin de la Nature elle-même si l'on ne pouvait trouver de nouvelles catégories de gens sans défense et inapte à vivre. Si c'est la loi de l'Histoire que dans une lutte des classes certaines classes "dépérissent", ce serait la fin de l'Histoire humaine elle-même si ne se formaient de nouvelles classes qui puissent à leur tour "dépérir" sous les doigts des dirigeants totalitaires. En d'autres termes, la loi du meurtre, pas laquelle les mouvements totalitaires prennent et exercent le pouvoir, demeurerait une loi du mouvement, même s'ils réussissaient un jour à soumettre l'humanité tout entière à leur domination.

Par régime légal, nous entendons un corps politique où les lois positives sont requises pour traduire et réaliser l'immuable *jus naturale* ou les éternels commandements de Dieu sous forme de normes du bien et du mal. C'est seulement dans ces normes, dans le corps des lois positives de chaque pays, que le *jus naturale* ou les commandements de Dieu parviennent à leur réalité politique. Dans le corps politique du régime totalitaire, cette place des lois positives est prise par la terreur totale à laquelle revient de donner réalité à la loi du mouvement historique ou naturel. De même que les lois positives sont indépendantes des infractions qu'elles définissent pourtant –

l'absence de crimes dans toute société ne rend pas les lois superflues mais, au contraire, signifie leur plus parfaite autorité -, de même la terreur dans les régimes totalitaires a cessé d'être seulement un moyen de supprimer l'opposition, bien qu'elle ait aussi cet usage. La terreur devient totale quand elle devient indépendante de toute opposition. Son règne est souverain lorsque plus personne ne s'y oppose. Si la légalité est l'essence du régime non tyrannique et l'absence de lois celle de la tyrannie, alors la terreur est l'essence de la domination totalitaire.

La terreur est la réalisation de la loi du mouvement ; son but principal est de faire que la force de la Nature ou de l'Histoire puissent emporter le genre humain tout entier dans son déchaînement, sans qu'aucune forme d'action humaine spontanée ne vienne y faire obstacle. Comme telle, la terreur cherche à "stabiliser" les hommes en vue de libérer les force de la Nature ou de l'Histoire. C'est ce mouvement qui distingue dans le genre humain les ennemis contre lesquels libre cours est donné à la terreur ; et aucun acte libre, qu'il soit d'hostilité ou de sympathie, ne peut être toléré, qui viendrait faire obstacle à l'élimination de l' "ennemi objectif" de l'Histoire ou de la Nature, de la classe ou de la race. Culpabilité et innocence deviennent des notions dépourvues de sens : "coupable" est celui qui fait obstacle au progrès naturel ou historique, par quoi condamnation a été portée des "races inférieures", des individus "inaptes à vivre", des "classe agonisantes et des peuples décadents". La terreur exécute ces jugements, et devant son tribunal, toutes les parties en cause sont subjectivement innocentes : les victime parce qu'elles n'ont rien fait contre le système, et les meurtriers parce qu'ils n'ont pas vraiment commis de meurtre mais exécuté une sentence de mort prononcée par une instance supérieure. Les dirigeants eux-mêmes ne prétendent pas être justes ou sages, mais seulement exécuter les lois historiques ou naturelles ; ils n'appliquent pas des lois, mais réalisent un mouvement conformément à la loi qui lui est inhérente. La terreur est légalité si la loi est la loi du mouvement d'une force surhumaine, la Nature ou

l'Histoire.

La terreur comme réalisation d'une loi du mouvement dont la fin ultime n'est ni le bien-être des hommes ni l'intérêt d'un homme mais la fabrication du genre humain, élimine l'individu au profit de l'espèce, sacrifie les "parties" au profit du "tout". La force surhumaine de la Nature et de l'Histoire a son propre commencement et sa propre fin, de sorte que seuls peuvent l'entraver ce nouveau début et cette fin individuelle qu'est en vérité une vie d'homme.

Les lois positives dans les régimes constitutionnelles ont pour rôle de dresser des barrières et d'aménager des voies de communication entre les hommes, dont la communauté est sans cesse menacée par les hommes nouveaux qui y naissent. Avec chaque naissance nouvelle, c'est un nouveau début qui est advenu dans le monde, c'est un nouveau monde qui est virtuellement venu à être. La stabilité des lois répond au mouvement perpétuel dont souffrent toutes les affaires humaines, un mouvement qui ne peut jamais cesser aussi longtemps que des hommes naissent et meurent. La loi entoure tout nouveau début de carrière et, en même temps, elle assure sa liberté de mouvement, la possibilité qu'advienne quelque chose d'entièrement nouveau et d'imprévisible. Les barrières des lois positives sont à l'existence politique de l'homme ce que la mémoire est à son existence historique : elles garantissent la pré-existence d'un monde commun, la réalité d'une certaine continuité, qui transcende la durée de la vie individuelle de chaque génération, absorbe tous les nouveaux commencements et se nourrit d'eux.

Si l'on prend si aisément à tort la terreur totale pour un symptôme du régime tyrannique, c'est que le régime totalitaire, en ses phases initiales, doit se comporter comme une tyrannie et abattre les barrière de la loi instaurée par l'homme. Mais la terreur totale ne laisse pas derrière elle d'anarchie arbitraire ; elle ne se déchaîne pas au profit d'une volonté arbitraire, ou du pouvoir despotique d'un homme contre tous, encore moins d'une guerre de tous contre tous.aux barrières et aux voies de communication entre les hommes

individuels, elle substitue un lien de fer qui les maintient si étroitement ensemble que leur pluralité s'est comme évanouie en un Homme unique aux dimensions gigantesques. Abolir les barrières des lois entre les hommes – comme le fait la tyrannie – équivaut à supprimer les libertés humaines et à détruire la liberté en tant que réalité politique vivante ; car l'espace entre les hommes tels qu'il est délimité par les lois est l'espace vital de la liberté. La terreur totale utilise ce vieux procédé de la tyrannie, mais elle détruit en même temps ce désert de la peur et de la suspicion, sans lois ni barrières, que la tyrannie laisse sur son passage. Ce désert n'est certes plus un espace vital pour la liberté, mais il laisse encore quelque place aux mouvements et aux actions qu'inspirent la peur et la suspicion à ses habitants.

En écrasant les hommes les uns contre les autres, la terreur totale détruit l'espace entre eux. En comparaison de ce qui se passe à l'intérieur de son cercle de fer, même le désert de la tyrannie dans la mesure où il est encore une sorte d'espace, apparaît comme une garantie de liberté. Le régime totalitaire ne fait pas qu'amputer les libertés, ou qu'abolir des libertés essentielles ; il ne réussit pas non plus, du moins à notre connaissance, qui est limitée, à extirper du cœur des hommes l'amour de la liberté. Il détruit la seule condition préalable essentielle à toute liberté : tout simplement la faculté de se mouvoir qui ne peut exister sans espace.

La terreur totale, l'essence du régime totalitaire, n'existe ni pour les hommes ni contre eux. Elle est censée fournir aux forces de la nature ou de l'histoire un incomparable moyen d'accélérer leur mouvement. Ce mouvement, qui va de l'avant selon une loi qui lui est propre, ne peut à la longue être enravé ; sa force s'avérera éventuellement toujours plus puissante que les plus puissantes des forces engendrées par les actions ou la volonté des hommes. Mais il peut être ralenti, et il l'est en fait de manière presque inévitable par la liberté de l'homme, que même les dirigeants totalitaires ne peuvent nier ; car cette liberté – aussi déplacée et arbitraire qu'ils puissent la

juger – est identique du fait que les hommes sont parce qu'ils sont nés, que chacun d'eux est donc un nouveau commencement, commence, en un sens, un monde nouveau. Du point de vue totalitaire, le fait que les hommes naissent et meurent ne peut être tenu que pour une entrave désagréable à des forces supérieures. La terreur, en tant que servante obéissante du mouvement historique ou naturel a donc le devoir d'éliminer, non seulement la liberté, quel que soit le sens particulier donné à ce terme, mais encore la source même de la liberté que le fait de la naissance confère à l'homme et qui réside dans la capacité qu'a celui-ci d'être un nouveau commencement. La terreur et son cercle de fer, la destruction de la pluralité des hommes, la création de l'Un à partir du multiple, d'Un qui agira infailliblement comme si lui-même participait au cours de l'histoire ou de la nature, sont un moyen non seulement de libérer les forces historiques et naturelles, mais encore de les accélérer, jusqu'à atteindre une vitesse que, laissées à elles-mêmes, elles n'eussent jamais atteinte. En pratique, cela signifie que la terreur exécute sur-le-champ les sentences de mort que la Nature est censée avoir prononcées contre les races ou les individus "inaptes à vivre", ou l'Histoire contre "les classes agonisantes", sans attendre que la Nature ou l'histoire elles-mêmes suivent leur cour, plus lent et moins efficace.

En cette conception, où le mouvement est devenu l'essence du régime lui-même, il semble qu'une solution ait été trouvée à un vieux problème de la pensée politique, solution semblable à celle, déjà signalée, de la non-coïncidence entre légalité et justice. Si l'essence du "gouverner" est définie par la légalité, et si les lois sont comprises comme des forces qui confèrent stabilité aux affaires publiques des hommes (comme cela a toujours été assurément le cas depuis le temps où Platon invoquait Zeus, dieu des limites, dans ses *Lois*), alors se pose le problème du mouvement du corps politique, et des activités des citoyens qui le composent. La Légalité fixe des limites aux activités, mais ne les inspire pas. La grandeur mais aussi

l'inconvénient des lois dans les sociétés libres est qu'elle disent uniquement ce que l'on ne devrait pas, mais jamais ce que l'on devrait faire. Le mouvement nécessaire à un corps politique ne peut jamais être découvert dans son essence, ne serait-ce que parce que cette essence – depuis Platon encore – a toujours été définie dans la perspective de sa permanence. La durée semble être l'un des critères les plus sûrs de la qualité du régime. C'est encore pour Montesquieu la preuve suprême du caractère mauvais de la tyrannie que seules les tyrannies soient susceptibles d'être détruites de l'intérieur, d'engendrer leur propre déclin, quand tous les autres régimes ne sont détruits que par l'effet de circonstances extérieures. Ainsi, ce dont la définition des régimes a toujours eu besoin était ce que Montesquieu nommait un "principe d'action" qui, différent selon chaque type de régime, inspirerait pareillement le gouvernement et les citoyens dans leur activité publique et qui, au-delà du critère seulement négatif de la légalité, servirait de norme pour juger toute action dans le domaine public. Ces principes directeurs et ces critères d'action sont, d'après Montesquieu, l'honneur dans une monarchie, la vertu dans une république et la crainte dans une tyrannie.

Dans les régimes totalitaires parfait, où tous les hommes sont devenus Un homme, où toutes action tend à l'accélération du mouvement de la Nature ou de l'Histoire, où tout acte sans exception est l'exécution d'une sentence de mort que la Nature ou l'Histoire ont déjà prononcée, autrement dit, dans une situation où l'on peut complètement s'en remettre à la terreur pour donner au mouvement un caractère perpétuel, on n'aurait besoin d'aucun principe d'action séparé de son essence. Toutefois, tant que le pouvoir totalitaire n'a pas conquis la terre, tant que, grâce à la terreur et à son cercle de fer, il n'a pas réduit tout homme à l'état d'organe d'un seul genre humain, la terreur, dans sa double fonction d'essence du régime et de principe, non d'action, mais de mouvement, ne peut pleinement se réaliser. De même que la légalité dans un régime constitutionnel ne suffit pas à guider et à inspirer les actions des hommes, de même la terreur, dans

un régime totalitaire, ne suffit pas à inspirer et à guider la conduite humaine.

Bien que, dans la situation actuelle, la domination totalitaire partage encore avec d'autres formes de régime le besoin pour ses citoyens d'une ligne de conduite dans les affaires publiques, elle n'a ni le besoin ni, à vrai dire, l'usage d'un principe d'action, puisqu'elle veut précisément éliminer la faculté qu'a l'homme d'agir. Lorsque la terreur est totale, la peur elle-même n'est pas bonne conseillère de la conduite à adopter : car la terreur choisit ses victimes sans tenir compte des actions et des pensées individuelles, mais exclusivement selon la nécessité objective du processus naturel ou historique. Dans la situation totalitaire, la peur est certainement plus répandue qu'elle ne le fut jamais auparavant ; mais elle a perdu son utilité pratique lorsque les actions qu'elle inspire ne sont plus d'aucun secours pour écarter les dangers redoutés par l'homme. La même chose est vraie pour la sympathie ou le soutien manifesté au régime ; car la terreur totale ne se contente pas de choisir ses victimes selon des critères objectifs ; elle choisit aussi ses bourreaux en tenant compte le moins possible de la conviction et des sympathies du candidat. L'élimination systématique de la conviction en tant que mobile de l'action est devenue un fait notoire depuis les grandes purges en Russie soviétique et dans les pays satellites. Le but de l'éducation totalitaire n'a jamais été d'inculquer des convictions mais de détruire la faculté d'en former aucune. L'introduction de critères purement objectifs dans le système de Himmler en matière d'organisation ; il sélectionnait les candidats d'après des photographies en se fondant sur des critères purement raciaux. C'est la nature elle-même qui décidait, non seulement qui devait être éliminé, mais aussi qui devait subir l'entraînement pour devenir bourreau.

Aucun principe directeur de conduite, lui-même emprunté au domaine des actions humaines, tels la vertu, l'honneur, la crainte, n'est nécessaire, ni ne peut être utile, pour mettre en mouvement un corps politique qui, loin d'utiliser la terreur comme moyen

d'intimidation, est essentiellement terreur. En lieu et place, celui-ci introduit dans les affaires publiques un principe entièrement nouveau qui se passe complètement de la volonté humaine d'agir et en appelle au besoin insatiable de pénétrer la loi du mouvement selon laquelle opère la terreur et dont, par conséquence, dépendent toutes les destinées particulières.

Les citoyens d'un pays totalitaire sont jetés et prix dans le processus de la Nature ou de l'Histoire en vue d'en accélérer le mouvement : comme tels ils ne peuvent être que les exécuteurs ou les victimes de la loi qui leur est inhérente. Le cours des choses peut décider que ceux qui aujourd'hui éliminent des races et des individus, ou les représentants des classes agonisantes et les peuples décadents, sont demain ceux qui doivent être sacrifiés. Ce dont a besoin le règne totalitaire pour guider la conduite de ses sujets, c'est d'une préparation qui rende chacun d'entre eux apte à jouer aussi bien le rôle de bourreau que celui de victime. Cette préparation à deux visages, substitut d'un principe d'action, est idéologie.

Les idéologies – des "ismes" qui, à la grande satisfaction de leurs partisans, peuvent tout expliquer jusqu'au moindre événement en le déduisant d'une seule prémisse – sont un phénomène tout à fait récent, qui, durant des décennies, a joué un rôle négligeable dans la vie politique. Seule la sagesse du regard *a posteriori* nous permet de découvrir en elles certains éléments qui contribuèrent à les rendre si fâcheusement utiles à la domination totalitaire. Il fallut attendre Hitler et Staline pour découvrir combien grandes étaient les potentialités des idéologies en matière politique.

Les idéologies sont connues pour leur caractère scientifique : elles allient approche scientifique et résultat d'ordre philosophique, et ont la prétention de constituer une philosophie scientifique. Le mot d'"idéologie" semble impliquer qu'une idée peut devenir l'objet d'une science au même titre que les animaux sont l'objet de la zoologie : le suffixe *logie* dans idéologie, comme dans zoologie, ne désignerait rien d'autre que les logoi, les discours scientifiques tenus à son

propos. S'il en était vraiment ainsi, une idéologie ne serait qu'une pseudo-science et qu'une pseudo-philosophie, transgressant à la fois les limites de la science et celles de la philosophie. Le déisme, par exemple, serait l'idéologie traitant l'idée de Dieu, qui intéresse la philosophie, à la manière scientifique de la théologie pour laquelle Dieu est une réalité révélée. (Une théologie qui n'est pas fondée sur la révélation d'une réalité donnée, mais traite Dieu comme une idée, serait aussi aberrante qu'une zoologie, tangible, d'animaux.) Cependant nous savons que cela n'est que partiellement vrai, le déisme, bien qu'il nie la révélation divine, ne s'en tient pas à des discours "scientifiques" sur un Dieu qui n'est qu'une "idée" ; il se sert de l'idée de Dieu afin d'expliquer le cours du monde. Les "idées" sont au centre des doctrines – la race dans le racisme, Dieu dans le déisme, etc. - ne constituent jamais l'objet des idéologies et le suffixe -logie ne désigne pas seulement un ensemble de propositions "scientifiques".

Une idéologie est très littéralement ce que son nom indique : elle est la logique d'une idée. Son objet est l'histoire, à quoi "l'idée" est appliquée ; le résultat de cette application n'est pas un ensemble d'énoncés sur quelque chose qui est, mais le déploiement d'un processus perpétuellement changeant. L'idéologie traite l'enchaînement des événements comme s'ils obéissaient à la même "loi" que l'exposition de son "idée". Si les idéologies prétendent connaître les mystères du procès historique tout entier, les secrets du passé, les dédales du présent, les incertitudes de l'avenir – c'est à cause de la logique inhérente à leurs idées respectives.

Les idéologies ne s'intéressent jamais au miracle de l'être. Elles sont historiques, occupées du devenir et du disparaître, de l'ascension et de la chute des cultures, même si elles essaient d'expliquer l'histoire par quelques "loi naturelle". Le mot "race" dans racisme ne signifie aucunement une curiosité authentique au sujet des races humaines en tant que domaine d'exploration scientifique ; il est une idée qui permet d'expliquer le mouvement de l'histoire comme un

processus unique et cohérent.

L' "idée" d'une idéologie n'est ni l'essence éternelle de Platon, saisie par les yeux de l'esprit ni le principe régulateur de la raison selon Kant : elle est devenue un instrument d'explication. Pour une idéologie, l'histoire n'apparaît pas dans la lumière d'une idée (cela supposerait en effet que l'histoire soit vue sous la forme de quelque idée éternelle, qui serait elle-même au-delà du mouvement historique) mais comme quelque chose qui peut, grâce à elle, faire l'objet d'un calcul. Ce qui habilite "l'idée" à tenir ce nouveau rôle, c'est sa "logique" propre, à savoir un mouvement qui est une conséquence de l' "idée" elle-même et qui ne requiert aucun facteur extérieur pour la mettre en mouvement. Le racisme est la croyance qu'il y a un mouvement inhérent à l'idée même de race, tout comme le déisme est la croyance qu'un mouvement est inhérent à la notion même de Dieu.

Le mouvement de l'histoire et le procès logique de cette notion sont censés se correspondre point par point, de telle sorte que tout ce qui arrive, arrive conformément à la logique d'une seule "idée". Cependant, le seul mouvement possible dans le domaine de la logique est celui de la déduction à partir d'une prémisse. La logique dialectique, avec son cheminement de la thèse à l'antithèse puis à la synthèse ; laquelle devient à son tour la thèse du prochain mouvement dialectique, n'est pas différente dans le principe, une fois que l'idéologie a jeté sur elle son dévolu ; la première thèse devient la prémisse et l'avantage de ce procédé dialectique pour l'explication idéologique est qu'il permet de rendre compte des contradictions entre les faits comme de moment d'un mouvement unique, identique et cohérent.

Dès que la logique en tant que mouvement de la pensée – et non en tant que régulation nécessaire du penser – est appliquée à une idée, cette idée se transforme en prémisse. Les explications idéologiques du monde ont procédé à cette opération bien avant de devenir si éminemment fructueuses pour le raisonnement totalitaire.

La contrainte purement négative de la logique, l'interdiction des contradictions, devint "productive" en sorte qu'une ligne de pensée pouvait, d'un bout à l'autre, être instituée, et imposée à l'esprit, en tirant des conclusions à la manière de la simple argumentation. Ce cours de l'argumentation ne pouvait être interrompu, ni par une idée nouvelle (qui aurait constitué une autre prémisse avec un jeu différent de conséquences) ni par une expérience nouvelle. Les idéologies admettent toujours le postulat qu'une seule idée suffit à tout expliquer dans le développement à partir de la prémisse, et qu'aucune expérience ne peut enseigner quoi que ce soit, parce que tout est compris dans cette progression cohérente de la déduction logique. Le danger d'échanger la nécessaire insécurité où se tient la pensée philosophique pour l'explication totale que propose une idéologie et sa *Weltanschauung*, n'est pas tant le risque de se laisser prendre à quelque postulat généralement vulgaire et toujours pré-critique, c'est celui d'échanger la liberté inhérente à la faculté humaine de penser pour la camisole de la logique, avec laquelle l'homme peut se contraindre lui-même presque aussi violemment qu'il est contraint par une force extérieure à lui.

Les *Weltranschauungen* et les idéologies du XIX^e siècle ne sont pas en elles-mêmes totalitaires, et bien que le racisme et le communisme soient devenus les idéologies décisives du XX^e siècle ils n'étaient pas, dans le principe, "plus totalitaires" que les autres ; cela advint parce que les principes sur lesquels reposait à l'origine leur expérience – la lutte des races pour la domination du monde, la lutte des classes pour la prise du pouvoir politique dans les différents pays – s'avèrent plus importants politiquement parlant que ceux des autres idéologie. En ce sens la victoire idéologique du racisme et du communisme sur tous les autres "ismes" étaient acquise avant que les mouvements totalitaires n'aient jeté leur dévolu sur ces idéologies précisément. Inversement, toutes les idéologies contiennent des éléments totalitaires, mais qui ne sont pleinement développés que par les mouvements totalitaires, et cela crée l'impression trompeuse que

seuls le racisme et le communisme ont un caractère totalitaire. En vérité, c'est plutôt la nature réelle de toutes les idéologies qui s'est révélée seulement dans le rôle que l'idéologie joue dans l'appareil de domination totalitaire. Sous cet angle, il apparaît qu'il existe trois éléments spécifiquement totalitaires qui sont propres à toute pensée idéologique.

Premièrement, dans leur prétention de tout expliquer, les idéologies ont tendance à ne pas rendre compte de ce qui est, de ce qui naît et meurt. Dans tous les cas elles s'occupent exclusivement de l'élément du mouvement, autrement dit de l'histoire au sens courant du terme. Les idéologies sont toujours orientées vers l'histoire, même lorsqu'elles semblent, comme dans le cas du racisme, procéder sans prémisse de caractère naturel ; ici, la nature ne sert qu'à expliquer les questions historiques en les réduisant à des questions naturelles. La prétention de tout expliquer promet d'expliquer tous les événements historiques, promet l'explication totale du passé, la connaissance totale du présent, et la prévision certaines de l'avenir. En deuxième lieu, dans ce pouvoir de tout expliquer, la pensée idéologique s'affranchit de toute expérience, dont elle ne peut rien apprendre de nouveau, même s'il s'agit de quelque chose qui vient de se produire. Dès lors, la pensée idéologique s'émancipe de la réalité que nous percevons au moyen de nos cinq sens, et affirme l'existence d'une réalité "plus vraie" qui se dissimule derrière les choses sensibles, les gouverne de cette retraite, et requiert pour que nous puissions nous en aviser la possession d'un sixième sens. Ce sixième sens c'est justement l'idéologie qui le fournit, cet endoctrinement idéologique spécial auquel on se livre dans les établissements d'éducation, exclusivement créés à cet effet, afin d'entraîner les "combattants politiques" dans les *Ordensburgen des nazis, ou les écoles du Komintern et du Kominform*. La propagande du mouvement totalitaire sert aussi à émanciper la pensée de l'expérience et de la réalité ; elle s'efforce toujours d'injecter une signification secrète à tout événement public et tangible, et de faire soupçonner une

intention secrète derrière tout acte politique public. Une fois au pouvoir, les mouvements se mettent à la tâche de changer la réalité conformément à leurs prétentions idéologiques. Le concept d'hostilité est remplacé par celui de conspiration, et cela crée un état d'esprit où la réalité – l'hostilité réelle ou l'amitié réelle – n'est plus vécue et comprise en ses termes propres mais est automatiquement censée renvoyer à une signification autre.

En troisième lieu, puisque les idéologie n'ont pas le pouvoir de transformer la réalité, elles accomplissent cette émancipation de la pensée à l'égard de l'expérience au moyen de certaines méthodes de démonstration. Le penser idéologique ordonne les faits en une procédure absolument logique qui part d'une prémisse tenue pour axiome et en déduit tout le reste ; autrement dit, elle procède avec une cohérence qui n'existe nulle part dans le domaine de la réalité. Le processus de la déduction peut être logique ou dialectique : dans les deux cas celle-ci implique un processus cohérent de l'argumentation qui, parce qu'elle pense en termes de processus, est supposée capable de comprendre le mouvement des processus surhumains, naturels ou historiques. L'esprit parvient à la compréhension en imitant, soit logiquement soit dialectiquement, les lois des mouvements "scientifiques" établis auxquels, au cours du processus d'imitation, il s'intègre progressivement. L'argumentation idéologique qui est toujours un genre de déduction logique, répond aux deux composantes des idéologies précédemment mentionnées – celle du mouvement et celle de l'émancipation à l'égard de la réalité et de l'expérience : premièrement, parce que son mouvement de pensée ne naît pas de l'expérience mais s'engendre lui-même ; et en second lieu parce qu'elle transforme le seul et unique élément tiré et admis de la réalité expérimentés en une prémisse à valeur d'axiome et, dès lors, s'en remet au cours de l'argumentation subséquente que nulle expérience ultérieure ne vient troubler. Une fois les prémisses établies, le point de départ donné, les expériences ne peuvent plus venir contrarier la pensée idéologique, pas plus que celle-ci ne peut

tirer d'enseignement de la réalité.

Le procédé dont usèrent les deux dirigeants totalitaires (Hitler et Staline) pour transformer leurs idéologies respectives en armes grâce auxquelles chacun de leurs sujets pouvait être de lui-même se contraindre à se mettre au rythme du mouvement de la terreur était d'une simplicité trompeuse et invisible. Les dirigeants prenaient les idéologies mortellement au sérieux, tiraient vanité l'un de son don pour "le raisonnement froid comme la glace" (Hitler), l'autre du "caractère impitoyable de sa dialectique", et se mettaient en devoir de déployer les implications idéologiques jusqu'à l'extrême d'une cohérence logique qui semblait absurdemment "primitive" et irrationnelle au spectateur : une "classe agonisante" était une classe de gens condamnés à mort ; les races qui sont "inaptes à vivre" devaient être exterminées. Quiconque concédait qu'il existe des choses telles que des "classes agonisantes" et n'en déduisait pas qu'il fallait tuer les représentants, quiconque accordait que le droit de vivre n'était pas sans rapport avec la race et n'en déduisait pas qu'il fallait tuer "les races inaptes", était purement et simplement soit un idiot, soit un lâche. La logique astreignante qui tient lieu de principe d'action imprègne la structure tout entière des mouvements et des régimes totalitaires. Telle est l'œuvre exclusive de Hitler et de Staline ; pour cette seule raison, et bien qu'ils n'aient pas ajouté la moindre pensée nouvelle aux idées et aux slogans de leurs mouvements, on doit les considérer comme des idéologues de première importance.

Ces nouveaux idéologues totalitaires se distinguaient de leurs prédécesseurs en ceci que "l'idée" n'était plus en premier lieu dans l'idéologie – la lutte des classes et l'exploitation des travailleurs, ou la lutte des races et la préservation des peuples germaniques – ce qui les séduisait ; ce qui les attirait, c'était le processus logique qui pourrait s'engendrer à partir d'elle. Selon Staline, ce n'était ni l'idée ni le talent oratoire mais "la puissance irrésistible de la logique qui subjuguait l'auditoire de Lénine". Du pouvoir, dont Marx pensait qu'il naissait

quand l'idée s'empare des masses, on découvrit qu'il résidait, non pas dans l'idée elle-même, mais dans son développement logique qui "tel un tentacule puissant vous saisit de toutes parts comme en un étau et à l'étreinte de laquelle vous êtes incapable de vous arracher ; vous devez ou bien vous rendre ou bien vous préparer à une défaite totale"⁴⁰⁷. C'est seulement quand la réalisation des buts idéologiques – la société sans classes ou la race des seigneurs – fut à l'ordre du jour, que cette puissance put apparaître. Au long du processus de réalisation, la substance originelle que les idéologies se sont elles-mêmes donnée pour fondement aussi longtemps qu'elles eurent à séduire les masses – l'exploitation des travailleurs, ou les aspirations nationale de l'Allemagne – se perd peu à peu, dévorée qu'elle est pour ainsi dire par le processus lui-même : en parfaite harmonie avec "le raisonnement froid comme la glace" et "l'irrésistible puissance de la logique", les travailleurs perdent sous le règne bolchevique jusqu'aux droits qui leur avaient été octroyés sous l'oppression tsariste, et le peuple allemand subit une sorte de guerre qui ne tient aucunement compte du minimum requis pour que survive la nation allemande. Il ne s'agit pas là d'une simple trahison commise pour satisfaire l'intérêt personnel ou l'appétit du pouvoir : il est dans la nature même des politiques idéologiques que le contenu réel de l'idéologie (la classe laborieuse ou le peuple allemand), qui fut à l'origine de "l'idée" (la lutte des classes comme loi de l'Histoire ou la lutte des races comme loi de la Nature), soit dévoré par la logique avec laquelle "l'idée" est mise à exécution.

La préparation des victimes et des bourreaux que requiert le totalitarisme à la place du principe d'action de Montesquieu, n'est pas l'idéologie elle-même – le racisme ou le matérialisme dialectique -mais sa logique inhérente. L'argument le plus convaincant à cet égard, un argument que Hitler comme Staline affectionnait particulièrement, est celui-ci : vous ne pouvez poser A sans poser B

⁴⁰⁷ Discours de Staline du 28 janvier 1924 ; citation tirée de Lénine, *Œuvres choisies*, vol. I p. 33, Moscou 1947 ; il est intéressant de remarquer que la "logique" est une des rares qualités que Khrouchtchev ait loué chez Staline dans son discours accablant du XX^e Congrès.

et C et ainsi de suite, jusqu'à la fin de l'alphabet du meurtre. C'est ici que la puissance contraignante de la logique semble avoir sa source ; elle naît de notre peur de nous contredire nous-mêmes. Dans la mesure où la purge bolchevique réussit à faire que ses victimes avouent des crimes qu'elles n'ont jamais connus, elle compte au premier chef sur cette crainte et argumente comme suit : nous sommes tous d'accord sur la prémisse que l'Histoire est une lutte des classes et sur le rôle du parti dans la conduite de celle-ci. Vous savez donc qu'historiquement parlant le parti a toujours raison (dans les termes de Trotski : "Nous ne pouvons avoir raison qu'avec et par le parti, car l'Histoire n'a pas fourni d'autres moyens d'être dans le vrai"). À ce moment historique, c'est-à-dire conformément à la loi de l'histoire certains crimes ont dû être commis que le parti, connaissant la loi de l'Histoire doit punir. Pour ces crimes, le parti a besoin de criminels ; il se peut que le parti, connaissant les crimes, ne connaisse pas du tout les criminels ; plus importante que la certitude sur la personne des criminels, est la punition des crimes, car sans cette punition on n'aura pas fait avancer l'Histoire et il se peut même que son cours s'en trouve gêné. En conséquence, ou bien vous avez commis les crimes ou bien vous avez été appelé par le parti à jouer le rôle du criminel – et dans les deux cas vous êtes objectivement devenu un ennemi du parti. Si vous n'avouez pas, vous cessez de servir l'Histoire par l'intermédiaire du parti, et vous êtes devenu un ennemi réel. La force contraignante de l'argument est celle-ci : si vous refusez, vous vous mettez en contradiction avec vous-même et, par cette contradiction, vous retirez tout sens à toute votre vie. Le A que vous posiez domine toute votre vie à travers les conséquence B et C qu'il engendre logiquement.

Les dirigeants totalitaires tablent sur la contrainte que nous pouvons nous imposer à nous-mêmes, pour mobiliser en partie les gens dont ils ont encore besoin ; cette contrainte intérieure est la tyrannie de la logique à laquelle rien ne résiste sinon la grande aptitude de l'homme à commencer quelque chose de nouveau. La

tyrannie de la logique commence avec la soumission de l'esprit à la logique comme processus sans fin, sur lequel l'homme compte pour engendrer ses pensées. Par cette soumission, il renonce à sa liberté intérieure de même qu'il renonce à sa liberté de mouvement lorsqu'il s'incline devant une tyrannie extérieure à lui. La liberté en tant que capacité intérieure de l'homme est identique à la capacité de commencer, de même que la liberté en tant que réalité politique est identique à un espace entre les hommes où ceux-ci puissent se mouvoir. Sur le commencement, aucune logique, aucune déduction incontestable ne peut avoir aucun pouvoir, car son enchaînement présuppose, ou la forme de prémisse, le commencement. De même que le besoin de la terreur naît de la peur qu'avec la naissance de chaque être et ne fasse entendre sa voix dans le monde, de même la mobilisation de la force auto-contrainante de la logique a pour origine la peur que quelqu'un se mette à penser, activité qui, en tant que la plus libre et la plus pure des activités humaines, est justement tout l'opposé du processus contraignant de la déduction ? Le régime totalitaire ne peut tenir que dans la mesure où il est capable de mobiliser la propre volonté de l'homme pour le forcer à entrer dans ce gigantesque mouvement de l'Histoire ou de la Nature auquel le genre humaine est censé servir de matériel et qui ne connaît ni naissance ni mort.

D'un côté, la contrainte de la terreur totale qui, en son cercle de fer, comprime les masses d'hommes isolés et les maintient en vie dans un monde qui est devenu pour eux un désert ; de l'autre, la force auto-contrainante de la déduction logique, qui prépare chaque individu dans son isolement désolé contre tous les autres, se correspondent et ont besoin l'une de l'autre afin de mettre en route le mouvement par la terreur et de faire qu'il ne cesse. De même que la terreur, même dans sa forme pré-totale, simplement tyrannique, ruine toutes relations entre les hommes, de même l'auto-contrainte de la pensée idéologique ruine toutes relations avec la réalité. La préparation est couronnée de succès lorsque les gens ont perdu tout

contact avec leurs semblables aussi bien qu'avec la réalité qui les entoure ; car en même temps que ces contacts les hommes perdent à la fois la faculté d'expérimenter et celle de penser. Le sujet idéal du règne totalitaire n'est ni le nazi convaincu ni le communiste convaincu, mais l'homme pour qui la distinction entre fait et fiction (*i.e.* la réalité de l'expérience) et la distinction entre vrai et faux (*i.e.* les normes de la pensée) n'existent plus^{408*}.

La question que nous soulevions au début de ces considérations et à laquelle nous revenons maintenant est celle-ci : quel genre d'expérience fondamentale de la communauté humaine imprègne un type de régime dont l'essence est la terreur et le principe d'action la logique de la pensée idéologique ? Qu'une telle combinaison n'ait jamais été réalisée auparavant dans les diverses formes de domination politique, cela est évident. Pourtant l'expérience fondamentale sur laquelle elle repose doit être humaine et connue de hommes, dans la mesure où ce corps politique "original" entre tous, a été inventé par les hommes, et répond d'une certaine manière à leurs besoins.

On a souvent fait observer que la terreur ne peut régner absolument que sur des hommes qui sont isolés les uns des autres, et qu'en conséquence, un des premiers soucis de tous les régimes

408 **De tout ceci je pense que nous pouvons raisonnablement faire les mêmes hypothèses pour ce que nous vivons en 2017. La peur du chômage, le chantage économie du type thatcherien : "il n'y a pas d'alternative", la violence verbale des agents politiques (cf. les échanges entre les postulants au poste de Président de la République), le mensonge, les programmes non tenus (cf. F. Hollande et la promesse concernant la "finance"), la loi sur le travail (loi dite : "El Komry") qui n'était pas inscrite au programme présidentiel de F. Hollande, loi qui est d'une grande violence sur les salariés, l'engagement militaire en Syrie, au Mali au nom de la lutte contre DAECH, associé à l'Etat-d'Urgence prolongé depuis 2 ans par la seule volonté du Président . La superficialité des médias (télévision et journaux) détenus par un poignée de milliardaires français (absence de pluralisme réel, censure, auto-censure). Les fermetures d'entreprises pour cause de délocalisation, dans le seul but de faire des profits supérieurs, l'absence ou l'impossibilité pour les salariés de prendre le contrôle de leur entreprise (coopérative), le jeu que jouent les donneurs d'ordre aux sous-traitants (chantage économique de Renault, PSA, ...), la gestion des chantiers dont les sous-traitants sont maltraités par les grosses entreprises donneuses d'ordre...

Il y a beaucoup de situations qui actuellement font scandale et manquent de lisibilité sociale.

La délocalisation hors Europe de la fabrication des médicaments.

tyranniques est de provoquer cet isolement. L'isolement peut être le début de la terreur^{409*}; il est certainement son terrain le plus fertile ; il est toujours son résultat. L'isolement est, pour ainsi dire, pré-totalitaire ; il est marqué au coin de l'impuissance dans la mesure où le pouvoir provient toujours d'hommes qui agissent ensemble, "qui agissent de concert" (Burke), les hommes isolés n'ont par définition aucun pouvoir.

L'isolement et l'impuissance, c'est-à-dire l'incapacité fondamentale et absolue d'agir, ont toujours été caractéristiques des tyrannies. Dans un régime tyrannique, les contacts politiques entre les hommes sont rompus et les aptitudes humaines pour l'action et le pouvoir sont contrariées. Mais ce ne sont pas tous les contacts entre les hommes qui sont brisés, ce ne sont pas toutes les aptitudes humaines qui sont détruites. Toute la sphère de la vie privée avec ses possibilités d'expérience, d'invention et de pensée est laissée intacte. Nous savons que le cercle de fer de la terreur totale ne laisse pas d'espace à une telle vie privée et que l'auto-contrainte de la logique totalitaire détruit chez l'homme la faculté d'expérimenter et de penser aussi certainement que celle d'agir.

Ce que nous appelons isolement dans la sphère politique, se nomme désolation⁴¹⁰ dans la sphère des relations humaines. Isolement et désolation font deux. Je peux être isolée – c'est-à-dire

409 **encore des situations telles : l'atomisation de la société, la destruction de toutes les solidarités au nom du marché selon le concept idéologique jamais réalisé d'un marché libre et non faussé (les vraies "mutuelles" par exemple mises au pas des sociétés privées). Alors que les ententes entre groupes financiers sont légion, les assemblées générales des grandes sociétés sont composées des mêmes personnes, les lobbys qui agissent (en sous main, sans déclaration de présence ni déclaration de l'action réelle et auprès de quel homme (élus ou représentants administratif ou du pouvoir – placer un homme du sérail (cf. Emmanuel Macron) est une autre méthode d'influence qui ne dit pas son nom) auprès des agences gouvernementales ou de la Commission Européenne, l'impossibilité ou les difficultés pour un groupe de personnes de faire une action groupée contre une grande entreprise ou un État ("Class-Action" – il semble qu'il y ait une timide avancée dans ce domaine. Mais la dénonciation de malversations faites par les entreprises par les lanceurs d'alerte est encore portée devant les tribunaux (il semble y avoir une petite avancée dans ce domaine : loi Sapin II et une loi Européenne en cours de débat ?).

410 Ndt : désolation, par quoi nous traduisons le mot anglais *loneliness* ne doit pas être pris au sens psychologique ; la désolation est la solitude de l'homme que le système totalitaire déracine, privé de *sol*.

dans une situation où je ne peux agir parce qu'il n'est personne pour agir avec moi – sans être "désolée" ; et je peux être désolée c'est-à-dire dans une situation où, en tant que personne je me sens à l'écart de toute société humaine – sans être isolée. L'isolement est cette impasse où sont conduits les hommes lorsque la sphère politique de leurs vies, où ils agissent ensemble dans la poursuite d'une entreprise commune, est détruite. Pourtant l'isolement, bien que destructeur du pouvoir et de la faculté d'agir, non seulement laisse intactes les activités dites productives des hommes : il leur est même nécessaire. L'homme, dans la mesure où il est *Homo faber*, a tendance à s'isoler lui-même dans son travail, autrement dit à quitter temporairement le domaine de la politique. La fabrication (*poiesis*, la confection des choses -fabrication), en tant qu'elle se distingue de l'action (*praxis*) d'une part, et du travail pur d'autre part, est toujours menée à bien dans un certain isolement par rapport aux préoccupations communes, que le résultat soit une oeuvre d'artisanat ou d'art. Dans l'isolement, l'homme reste en contact avec le monde en tant qu'oeuvre humaine ; ce n'est que lorsque la forme la plus élémentaire de la créativité humaine – c'est-à-dire le pouvoir d'ajouter quelque chose de soi au monde commun – est détruite, que l'isolement devient absolument insupportable. C'est ce qui peut se produire dans un monde où les valeurs majeures sont dictées par le travail, autrement dit où toutes les activités humaines ont été transformées en travail^{411*}. Dans de telles conditions, seule demeure le pur effort du travail, autrement dit l'effort pour se maintenir en vie, et le rapport au monde comme création humaine est brisé. L'homme isolé qui a perdu sa place dans le domaine politique de l'action est tout reconnu exclu du monde des choses, s'il n'est plus reconnu comme *Homo faber*, mais traité comme

411 **N'est-ce pas le projet du libéralisme et de la financiarisation de toutes les activités humaines, attribuer une valeur marchande à tout ce que fait l'homme, y compris dans ses activités les plus généreuses (associations(loi de 1901), coopératives ; solidarités, entraide,...). Nous observons une très forte "érosion" des activités solidaires dans les domaines des associations (Le Havre 2015 réduction drastique des subventions communales, augmentation très importantes des loyers des locaux occupés par les associations (loyer dont le montant atteint celui des cotisations annuelles de l'ensemble des adhérents!)

un *animal laborans* dont le nécessaire "métabolisme naturel" n'est un sujet de préoccupation pour personne. Alors l'isolement devient désolation. Une tyrannie fondée sur l'isolement laisse généralement intactes les capacités productives de l'homme ; une tyrannie sur "les travailleurs", comme par exemple le pouvoir sur les esclaves dans l'Antiquité, serait dès lors, automatiquement un pouvoir sur des hommes désolés et non simplement isolés, et tendrait à devenir totalitaire.

Tandis que l'isolement intéresse uniquement le domaine politique de la vie, la désolation intéresse la vie humaine dans son tout. Le régime totalitaire comme toutes les tyrannies ne pourrait certainement pas exister dans détruire le domaine public de la vie, c'est-à-dire sans détruire, en isolant les hommes, leurs capacités politiques^{412*}. Mais la domination totalitaire est un nouveau type de régime en cela qu'elle ne se contente pas de cet isolement et détruit également la vie privée. Elle se fonde sur la désolation, sur l'expérience d'absolue non-appartenance au monde, qui est l'une des expériences les plus radicales et les plus désespérées de l'homme.

La désolation, fonds commun de la terreur, essence du régime totalitaire, et, pour l'idéologie et la logique, préparation des bourreaux et des victimes, est étroitement liée au déracinement et à l'inutilité dont ont été frappées les masses modernes, **depuis le commencement de la révolution industrielle et qui sont devenus critiques avec la montée de l'impérialisme à la fin du siècle dernier et la débâcle des institutions politiques et des traditions sociales à notre époque**^{413*}. Être déraciné, cela veut dire n'avoir pas de palce dans le monde, reconnue et garantie par les autres ; être

412 **2017 c'est ce que vit chacun de nous chaque jour : la destructions des solidarités, l'individualisme (cette illusion que chacun peut tirer son épingle du jeu sans l'aide de personne, mais cependant dans la structure existante), l'impossibilité ou au moins la très grande difficulté de s'engager dans la vie publique, puisque les possibilités d'action que devrait procurer le bulletin de vote sont confisquées par l'élu (mandat représentatif) fait se qu'il veut ou ce que veut son mouvement, son parti (qui a financé sa campagne électorale...!). De même le programme proposé par l'élu aux électeur n'est pas respecté et jamais expliqué.

413 2017 souligné par moi.

inutile, cela veut dire n'avoir aucune appartenance au monde. Le déracinement peut être la condition préliminaire de la superfluité, de même que l'isolement peut (jamais, ne doit pas) être la condition préliminaire de la désolation. Prise en elle-même, abstraction faite de ses causes historiques récentes et de son nouveau rôle dans la politique, la désolation va à l'encontre des exigences fondamentales de la condition humaine et constitue en même temps l'une des expériences essentielles de chaque vie humaine. Même l'expérience du donné matériel et sensible dépend de mon être-en-rapport avec d'autres hommes, de notre sens commun qui règle et régit tous les autres sens et sans lequel chacun de nous serait enfermé dans la particularité de ses propres données sensibles, en elles-mêmes incertaines et trompeuses. C'est seulement parce que nous possédons un sens commun, parce que ce n'est pas un, mais plusieurs hommes qui habitent la terre, que nous pouvons nous fier à l'immédiateté de notre expérience sensible. Pourtant, il nous suffit de nous rappeler qu'un jour viendra où nous devons quitter ce monde commun, qui continuera après nous comme avant, et à la continuité duquel nous sommes inutiles, pour prendre conscience de notre désolation, pour faire l'expérience d'être abandonnés par tout et par tous.

La désolation n'est pas la solitude. Celle-ci requiert que l'on soit seul, alors que celle-là n'apparaît jamais mieux qu'en compagnie⁴¹⁴. Hormis quelques remarques éparses – généralement présentées de manière paradoxales comme le mot de Caton (rapporté par Cicéron *De Republica* I, 17) : *numquam minus solum esse, quam cum solus esset*, "il n'est jamais moins seul que lorsqu'il était seul", ou plutôt "il ne se sentait jamais moins seul que lorsqu'il était dans la solitude" – il semble qu'Épictète, l'esclave affranchi, philosophe d'origine grecque, fut le premier à distinguer entre désolation et solitude. Sa découverte était, en un sens, accidentelle, sa préoccupation majeure n'étant ni la solitude ni la désolation, mais

414 **2017. c'est encore ce que nous observons. La désolation comme la solitude sont les états dans lesquels se trouvent beaucoup de gens dans la "foule" des villes. Dans les campagnes reculées, la situation est différente, la connaissance de son voisin, la solidarité s'est installée.

l'être seul (*monos*) au sens d'une absolue indépendance. Comme Épictète le fait observer (*Dissertationes*, Livre 3, ch. XIII) l'homme désolé (*eremos*) se trouve entouré d'autres hommes avec lesquels il ne peut établir de contact, ou a l'hostilité desquels il est exposé. Le solitaire au contraire est seul et peut par conséquent "être ensemble avec lui-même", puisque les hommes possèdent cette faculté de "se parler à eux-mêmes". Dans la solitude je suis, en d'autres termes, "parmi moi-même", en compagnie de moi-même, et donc deux-en-un, tandis que dans la désolation je suis en vérité un seul, abandonné de tous les autres. Toute pensée, à proprement parler, s'élabore dans la solitude, est un dialogue entre moi et moi-même, mais ce dialogue de deux-en-un ne perd pas le contact avec le monde de mes semblables : ceux-ci sont en effet représentés dans moi avec lequel je mène le dialogue de la pensée. Le problème de la solitude est que ce deux-en-un a besoin des autres pour recouvrer son unité : l'unité d'un individu immuable dont l'identité ne peut jamais être confondue avec celle de quelqu'un d'autre. Pour être confirmé dans mon identité, je dépends entièrement des autres ; et c'est la grande grâce salutaire de l'amitié pour les hommes solitaires qu'elle fait à nouveau d'eux un "tout", qu'elle les sauve du dialogue de la pensée où l'on demeure toujours ambigu, qu'elle restaure l'identité qui les fait parler avec la voix unique d'une personne irremplaçable.

La solitude peut devenir désolation, cela se produit lorsque, tout à moi-même, mon propre moi m'abandonne. Les hommes solitaires ont toujours été en danger de tomber dans la désolation, quand ils ne trouvent plus la grâce rédemptrice de l'amitié pour les sauver de la dualité, de l'ambiguïté et du doute. Historiquement, on dirait que ce danger ne devint suffisamment grand pour être remarqué par les autres hommes et relevé par l'histoire qu'au XIX^e siècle. Il se montra clairement lorsque les philosophes, pour qui la solitude est à elle seule un mode de vie et une condition de travail, ne se contentèrent plus du fait que "la philosophie soit seulement pour le petit nombre" et commencèrent à soutenir que personne ne les

"comprend". Caractéristique à cet égard est l'anecdote que l'on rapporte à propos de Hegel sur son lit de mort et que l'on aurait difficilement pu raconter à propos d'aucun autre grand philosophe avant lui : "Il n'y a en a qu'un qui m'ait compris ; et lui aussi a mal compris." Réciproquement il y a toujours la chance qu'un homme désolé se trouve lui-même et commence le dialogue pensant à la solitude. C'est ce qui, semble-t-il, est arrivé à Nietzsche à Sils Maria quand il conçut Zarathoustra. En deux poèmes ("Sils Maria" et "Aus hohen Bergen") il parle de l'espérance vide et de l'attente languissante de l'homme désolé jusqu'à ce que soudain *"um Mittag war's da wurde Eins zu Zwei... Nun feiern wir, vereinten Siegs gewiss,/ das Ferest der Fest ;/ Freund Zarathustra kam, der Gast der Gaste !"* ("Midi fut, là Un devient Deux... Certain de la victoire unie nous célébrons la fête des fêtes ; l'ami Zarathoustra vint, l'hôte des hôtes.")

Ce qui rend la désolation si intolérable c'est la perte du moi, qui, s'il peut prendre réalité dans la solitude, ne peut toutefois être confirmé dans son identité que par la présence confiante et digne de foi de mes égaux. Dans cette situation, l'homme perd la foi qu'il a en lui-même comme partenaire de ses pensées et cette élémentaire confiance dans le monde, nécessaire à toute expérience. Le moi et le monde, la faculté de penser et d'éprouver sont perdus en même temps.

La seule faculté de l'esprit humain qui n'ait besoin ni du moi, ni d'autrui, ni du monde pour fonctionner sûrement, et qui soit aussi indépendante de la pensée que de l'expérience, est l'aptitude au raisonnement logique dont la prémisse est l'évident par soi. Les règles élémentaires de l'évidence incontestable, le truisme que deux et deux font quatre, ne peuvent devenir fausses même dans l'état de désolation absolue. C'est la seule "vérité" à laquelle les êtres humains peuvent se raccrocher avec certitude, une fois qu'ils ont perdu la mutuelle garantie, le sens commun dont les hommes ont besoin pour éprouver, pour vivre et pour connaître leur chemin dans le monde commun. Mais, cette "vérité" est vide, ou plutôt elle n'est aucunement

la vérité car elle ne révèle rien. (**Définir comme certain, s logiciens modernes le font la cohérence comme vérité revient à nier l'existence de la vérité**). Dans l'état de désolation, l'évident par soi n'est donc plus un simple moyen de l'intelligence : il commence à être productif, à développer ses propres directions de "pensée". Que des processus de pensée caractérisés par la stricte évidence interne de la logique, à laquelle il n'y a en apparence pas d'échappatoire, aient quelque rapport avec la désolation c'est ce que remarqua un jour Luther (dont les expériences en matière de solitude et de désolation furent probablement sans égal, au point qu'il eut un jour l'audace de dire qu' "il devait exister un Dieu parce qu'il fallait à l'homme un être auquel il pût se fier") dans une remarque peu connue sur la parole de la Bible : "il n'est pas bon que l'homme soit seul" ; un homme seul, dit Luther, "déduit toujours une chose d'une autre et pense tout dans la perspective du pire"⁴¹⁵. Le fameux extrémisme des mouvements totalitaires loin de participer du vrai radicalisme consiste assurément à "tout penser dans le perspective du pire". À suivre ce processus de la déduction qui aboutit toujours aux pires conclusions.

Ce qui, dans le monde non totalitaire, prépare les homme à la domination totalitaire, c'est le fait que la désolation, qui jadis constituait une expérience limite, subie dans certaines conditions sociales marginale, telles que la vieillesse, est devenue l'expérience quotidiennement des masses toujours croissantes de notre siècle. L'impitoyable processus où le totalitarisme engage les masses et les organise, ressemble à une fuite suicidaire loin de la réalité. "Le raisonnement froid comme la glace" et "la tentacule puissante" de la dialectique "qui nous prend comme en un étau" apparaissent comme un dernier soutien en un monde où personne n'est digne de foi et où l'on ne peut compter sur rien. C'est la contrainte intime dont le seul contenu est le strict refus des contradictions, qui semble confirmer une identité d'homme en dehors de toute relation à autrui. C'est elle

415 "Ein solcher (sc. Ensamer) Mensch folgert immer eins aus dem andern und denkt alles zum Argsten." In *Erbauliche Schriften*, "Warum die Einsamkeit zu fliehen?"

qui l'ajuste au cercle de fer de la terreur même quand il est seul dans un isolement où la domination totalitaire s'efforce de ne jamais le laisser, sauf dans cette situation extrême qu'est l'isolement du cachot. En détruisant tout espace entre les hommes, en les écrasant les uns contre les autres, elle anéantit jusqu'à la productivité potentielle de l'isolement ; en enseignant et en glorifiant le raisonnement logique de la désolation – cette désolation où l'homme sait qu'il se perdra définitivement si jamais il laisse tomber la première prémisse d'où tout le processus est parti – elle efface jusqu'à la chance la plus mince que la désolation se transforme en solitude et la logique en pensée. Si l'on compare cette pratique à celle de la tyrannie, on dirait qu'un moyen a été découvert de mettre le désert lui-même en mouvement, de déchaîner une tempête de sable qui pourrait couvrir de part en part la terre habitée.

Nos conditions d'existence aujourd'hui dans le domaine de la politique sont assurément menacées par ces tempêtes de sable dévastatrices. Le danger n'est pas qu'elles puissent instituer un monde permanent. La domination totalitaire, comme la tyrannie, porte les germes de sa propre destruction^{416*}. De même que la peur et l'impuissance qui l'engendrent sont des principes anti-politiques qui précipitent les hommes dans une situation contraire à toute action politique, de même la désolation et la déduction logico-idéologique du pire qu'elle engendre, représentent une situation anti-sociale et recèlent un principe qui détruit toute communauté humaine. Néanmoins la désolation organisée est bien plus dangereuse que l'impuissance inorganisée de tous ceux qui subissent la volonté tyrannique et arbitraire d'un seul homme. Son danger, nous le connaissons : elle menace de dévaster le monde – un monde qui partout semble avoir touché une fin – avant qu'un nouveau commencement, naissant de cette fin, n'ait eu le temps de s'imposer.

Hormis ces considérations – qui comme prédictions sont peu utiles et moins encore consolantes - il reste que la crise de notre

416 **Lire "Démocraties" de Jean Baechler.

temps et son expérience centrale ont suscité l'apparition d'un type de régime entièrement nouveau. Celui-ci constitue un danger toujours présent et ne promet que trop d'être désormais notre partage, comme tous les autres types de régime qui apparurent à différents moments de l'histoire sur la base d'expériences fondamentales différentes ont été le partage de l'humanité en dépit de défaites temporaires – les monarchies, et les républiques, les tyrannies, les dictatures et le despotisme. Mais demeure aussi cette vérité que chaque fin dans l'histoire contient nécessairement un nouveau commencement ; ce commencement est la seule promesse, le seul "message" que la fin puisse jamais donner. Le commencement, avant de devenir un événement historique, est la suprême capacité de l'homme ; politiquement, il est identique à la liberté de l'homme. *Initium ut esset homo creatus est* – "pour qu'il y eût un commencement, l'homme fut créé" dit saint Augustin⁴¹⁷. Ce commencement est garanti par chaque nouvelle naissance ; il est, en vérité chaque homme⁴¹⁸.

Fin

417 *Ce Civitate Dei*, livre XII, chapitre XX.

418 **Chaque nouvelle naissance, certes, mais aussi, la disparition de la génération précédente celle de nos "pères" "coupables" des méfaits et crimes, génération qui a permis, laisse faire et croître ces systèmes totalitaires. Cependant il faut rester modeste et ne pas être trop sévères à leur égard car, si une situation identique ou voisine se présente à notre génération – ou à l'une des suivantes – l'enfer se montrera quand même. Ce que je veux dire c'est que ce sont les vivants qui sont responsables, non les morts ou les pas encore nés...